



MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes  
publics  
de l'ONTARIO**

**2006-2007**

ÉTATS DES MINISTÈRES  
ET ANNEXES

Volume **1**





MINISTÈRE DES FINANCES

**Comptes  
publics  
de l'ONTARIO**

2006-2007

ÉTATS DES MINISTÈRES  
ET ANNEXES

Volume **1**



## TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics .....	iii
Sources de renseignements supplémentaires .....	vi
 <b>Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses</b>	
Détails des recettes .....	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale .....	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses .....	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement .....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations .....	1-24
Fonds ontarien d'initiative .....	1-27
 <b>Section 2 – États financiers des ministères</b>	
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement et Immobilisations .....	2-2
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement et Immobilisations .....	2-3
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement .....	2-4
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement .....	2-5
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Immobilisations .....	2-6
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Immobilisations .....	2-7
Affaires civiles et Immigration .....	2-9
Affaires intergouvernementales .....	2-25
Affaires municipales et Logement .....	2-33
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales .....	2-45
Bureau de l'Assemblée législative .....	2-57
Bureau du Conseil des ministres .....	2-65
Bureau du directeur général des élections .....	2-71
Bureau du lieutenant-gouverneur .....	2-77
Bureau du vérificateur général .....	2-81
Cabinet du Premier ministre .....	2-85
Culture .....	2-89
Développement du Nord et Mines .....	2-101
Développement économique et Commerce .....	2-111
Éducation .....	2-119
Énergie .....	2-129
Environnement .....	2-137
Finances .....	2-155
Formation, Collèges et Universités .....	2-175
Office des affaires francophones .....	2-185
Ombudsman Ontario .....	2-191
Procureur général .....	2-197
Promotion de la santé .....	2-213
Recherche et Innovation .....	2-219
Renouvellement de l'infrastructure publique .....	2-225
Richesses naturelles .....	2-233
Santé et Soins de longue durée .....	2-249
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario .....	2-271
Secrétariat du renouveau démocratique .....	2-277
Sécurité communautaire et Services correctionnels .....	2-283
Services à l'enfance et à la jeunesse .....	2-305
Services gouvernementaux .....	2-315
Services sociaux et communautaires .....	2-337
Tourisme .....	2-345
Transports .....	2-355
Travail .....	2-373

## TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
<b>Section 3 – Annexes – Dette</b>	
Titres Émis .....	3-3
Remboursement de la dette .....	3-7
Sommaire de l'encours de la dette.....	3-11
Encours de la dette.....	3-15
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) .....	3-43
 <b>Section 4 – Autres annexes supplémentaires</b>	
Prêts et investissements.....	4-3
Fonds et autre passif.....	4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario.....	4-15
Créances exigibles de la Couronne .....	4-19

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2006-2007 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères pour les dépenses, prêts, les actifs et les recettes, les détails de la dette et d'autres annexes supplémentaires. Les dépenses réelles y sont comparées aux crédits votés.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés du gouvernement provincial qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 2-2 à 2-7, un sommaire des affectations et des crédits votés pour les dépenses et les actifs présentés sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Les prêts administrés par l'Office ontarien de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Vient ensuite, aux pages 2-9 à 2-385, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les six états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil de gestion. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sur les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

### DÉPENSES

#### Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

#### Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux.

#### Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et du matériel de bureau; les frais de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone et transmission de données).

#### Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences professionnelles ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services achetés de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des ouvrages; les services de traitement des données; les primes d'assurance; et les autres services professionnels et spéciaux.

#### Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant les véhicules et les ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

#### Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

#### Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment les bonifications d'intérêts et les subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

### ACTIFS

#### Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant la réception des produits ou des services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

#### Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

#### Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et les investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités.

#### Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et de routes et l'achat de terrains.

#### **(d)** « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

#### **(e)** « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

### **(3) Annexes de la dette**

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

### **(4) Annexes supplémentaires**

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

## SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

### Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à [www.fin.gov.on.ca/french/budget/paccts/index.html](http://www.fin.gov.on.ca/french/budget/paccts/index.html).

### Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à [www.ontariobudget.ca/french/index.html](http://www.ontariobudget.ca/french/index.html) et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

### Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez [www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates/index.html](http://www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates/index.html).

### Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web [www.fin.gov.on.ca/french/budget/finances/index.html](http://www.fin.gov.on.ca/french/budget/finances/index.html).

### Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web [www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html](http://www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html).

### NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca). Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à [www.publications.serviceontario.ca](http://www.publications.serviceontario.ca).

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at [www.publications.serviceontario.ca](http://www.publications.serviceontario.ca). For electronic access, visit the Ministry of Finance website at [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca).

**section 1**

**Annexes –  
Recettes et dépenses**



## DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2007	2006
	\$	\$
<b>RECETTES FISCALES</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	23 654 700 000	21 040 700 000
Taxe de vente au détail.....	16 228 174 467	15 553 680 853
Impôt sur les sociétés.....	10 845 016 003	9 984 000 000
Impôt-santé des employeurs.....	4 371 088 718	4 197 289 544
Contribution-santé de l'Ontario.....	2 588 600 000	2 349 548 927
Taxe sur l'essence.....	2 310 157 935	2 281 436 189
Taxe sur le tabac.....	1 236 314 141	1 379 455 340
Droits de cession immobilière.....	1 186 185 400	1 148 032 606
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	757 000 000	951 000 000
Taxe sur les carburants.....	723 423 073	728 534 277
Impôt sur les bénéficiaires miniers.....	146 989 493	51 711 669
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	118 674 768	112 800 000
Impôt sur l'administration des successions.....	99 777 590	96 763 994
Redevances sur les revenus bruts - Élément <i>impôt foncier</i> .....	22 109 350	23 686 388
Impôt foncier provincial.....	10 316 180	10 620 452
Taxe sur le pari mutuel.....	5 591 952	5 563 535
Impôt calculé sur la superficie en acres - <i>Loi sur les mines</i> .....	5 395 371	1 557 537
Droits de succession.....	142 974	142 881
Commission des sports professionnels.....	26 233	24 994
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES.....</b>	<b>64 309 683 648</b>	<b>59 916 549 186</b>

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 111 715 188 \$ en 2005-2006 et 1 001 937 306 \$ en 2006-2007. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 746 951 \$ en 2005-2006 et de 8 733 639 \$ en 2006-2007. En 2005-2006, le gouvernement fédéral a commencé à imposer des frais à la province pour couvrir les coûts d'administration du régime ontarien d'impôt calculé sur le revenu des particuliers (ICSR). Les recettes provenant de cet impôt sont également nettes des frais d'administration de l'ICSR, qui totalisaient 10 025 041 \$ en 2005-2006 et 4 455 574 \$ en 2006-2007.

Les taux d'imposition de l'Ontario en 2005 sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 34 010 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 010 \$ à 68 020 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 68 020 \$. En 2006, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 34 758 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 758 \$ à 69 517 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 69 517 \$. En 2007, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 35 488 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de 35 488 \$ à 70 976 \$; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 70 976 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 \$) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2005, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 929 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 957 \$. En 2006, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 016 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 065 \$. En 2007, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 100 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 172 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2005, le montant déterminant de base est de 190 \$, auquel on ajoute 350 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2006, le montant déterminant de base est de 194 \$, auquel on ajoute 357 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2007, le montant déterminant de base est de 198 \$, auquel on ajoute 365 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivalait à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 \$, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %; toutefois, les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance maladie individuelles ainsi que les réparations et les remplacements effectués sous garantie sont exemptés. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 \$ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 \$ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux général d'imposition des bénéfices des sociétés est de 14 %. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. Le montant de cette réduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 \$ et 1 128 519 \$. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'éducation coopérative, (iii) la formation à l'apprentissage, (iv) la production cinématographique et télévisuelle, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation informatique et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de matériel antipollution et de nouvelle technologie ainsi que pour la recherche-développement et les éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir de sources d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement.

L'Ontario offre aux entreprises des incitatifs fiscaux pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de remplacement, y compris une exonération du coût intégral d'acquisition des biens admissibles et une exemption de l'impôt sur le capital.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. En 2006, la première tranche de 10 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Ce montant passera à 12,5 millions de dollars en 2007 et à 15 millions de dollars en 2008. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,3 % en 2006 et sera de 0,285 % en 2007. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. En 2006, les taux sont les suivants : 0,6 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,9 % sur tout montant excédentaire. En 2007, les taux seront de 0,57 % et de 0,855 % respectivement. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,72 % en 2006 et de 0,684 % en 2007. En vertu du plan d'élimination de l'impôt sur le capital prescrit par la loi, le taux d'impôt sur le capital sera réduit de nouveau les 1<sup>er</sup> janvier 2009 et 2010 et l'impôt sur le capital sera éliminé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

L'impôt sur le capital ne s'applique pas aux éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement qui ont été acquis avant 2008. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises ontariennes au titre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 \$ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Initialement, la taxe par cigarette, par gramme de tabac haché fin et pour tous les autres produits du tabac sauf les cigares était de 11,725 cents pour l'exercice. Ce taux a été porté à 12,35 cents le 1<sup>er</sup> février 2006. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 2 000 \$.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de la *Loi sur l'imposition des sociétés* si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéficiaires miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'extraction de minerais. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit, soit 5 %. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéficiaires miniers à partir du 23 mars 2007 et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 \$.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux droits exigés aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act, 1980*. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé précédemment mal en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 6,3 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 5,7 milliards de dollars. En 2006-2007, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario sont passés de 2 350 millions de dollars à 2 589 millions de dollars, pour une hausse de 239 millions de dollars par rapport à 2005-2006. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé sont passées de 32 947 millions de dollars à 35 698 millions de dollars, en hausse de 2 751 millions de dollars par rapport à 2005-2006.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2006-2007, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 589 millions de dollars, ce qui représente 7,3% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 35 698 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2005-2006 et en 2006-2007 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

<b>Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses</b> <b>(En millions de dollars)</b>	<b>2006-2007</b>	<b>2005-2006</b>
	<b>7,3 %</b>	<b>7,1 %</b>
Hôpitaux*	1 171	1 057
Assurance-santé de l'Ontario	545	493
Foyers de soins de longue durée	192	181
Programmes de médicaments de l'Ontario	204	188
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	178	159
Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et autres	299	272
<b>Total</b>	<b>2 589</b>	<b>2 350</b>

\* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable supérieur à 20 000 \$ pour un revenu imposable entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable de 200 600 \$ ou plus. Les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario ont été déduites des frais d'administration perçus par le gouvernement du Canada de 183 639 \$ en 2005-2006 et de 44 060 \$ en 2006-2007.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	2007	2006
	\$	\$
<b>GOVERNEMENT DU CANADA</b>		
Transfert canadien en matière de santé .....	7 702 358 038	7 147 981 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	3 225 039 030	3 051 592 750
Logement social .....	531 588 896	519 639 528
Transfert pour la réduction des temps d'attente .....	467 393 516	242 913 057
Apprentissage et garde des jeunes enfants .....	252 933 932	271 895 183
Programmes d'infrastructure.....	190 606 371	285 449 061
Fiducie – Infrastructure en matière d'éducation postsecondaire .....	195 031 689	0
Entente sur le développement du marché du travail.....	184 489 466	0
Services de bien-être aux Autochtones.....	179 169 101	181 776 842
Fiducie – Infrastructure du transport en commun.....	117 028 893	0
Fiducie – Logement abordable .....	117 026 097	0
Expansion du bilinguisme .....	82 538 367	86 577 450
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.....	76 354 027	80 746 357
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> .....	63 938 711	66 701 254
Fiducie – Immunisation et santé publique.....	52 773 409	52 588 858
Aide juridique – Droit criminel .....	50 552 300	50 800 000
Aide financière aux étudiants .....	46 087 949	42 374 377
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi .....	28 463 659	45 760 092
Fiducie – Logement des Autochtones hors-réserve.....	27 006 524	0
Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires .....	23 542 744	47 743 392
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration .....	14 620 550	13 062 525
Suppléments au titre du TCSPS .....	0	583 713 301
Fonds pour les appareils médicaux.....	0	194 166 203
Autres.....	407 875 721	285 247 179
<b>TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....</b>	<b>14 036 418 990</b>	<b>13 250 728 409</b>

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans les services de santé. En 2006-2007, 20,1 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les exigences de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. En 2006-2007, 8,5 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Pour déterminer les paiements que les provinces et les territoires recevront au titre du TCS et du TCPS, le gouvernement fédéral utilise une formule tenant compte de la population et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et sur le revenu des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le Transfert pour la réduction des temps d'attente a été créé lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans son budget de 2005, le gouvernement fédéral a annoncé l'octroi de 5 milliards de dollars sur cinq ans à l'échelle nationale pour la réalisation d'initiatives d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. En 2005-2006, ces fonds se sont chiffrés à 700 millions de dollars. Ils ont été versés dans une fiducie de tiers et distribués aux provinces et aux territoires en fonction de leur population.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire, d'une valeur de 1 milliard de dollars sur deux ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires selon leur population. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Le 21 Novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Grâce à l'EDMT, le gouvernement fédéral transfère les fonds réservés au régime d'assurance-emploi (partie II) à l'Ontario, ainsi que tous les fonds supplémentaires destinés à la rémunération du personnel et à l'administration.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 900 millions de dollars sur trois ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires selon leur population. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement abordable, d'une valeur de 800 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement aux provinces et aux territoires selon leur population. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, ainsi qu'à décrocher et à conserver un emploi.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui doivent être mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

La Fiducie pour l'immunisation et la santé publique a été annoncée dans le budget fédéral de 2004. Cette fiducie, qui s'adresse aux provinces et aux territoires, a pour but d'appuyer la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'immunisation et de contribuer à accroître la capacité des gouvernements provinciaux et territoriaux en matière de santé publique. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Les versements destinés à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve, d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués selon la part de la population d'Autochtones hors-réserve d'une province ou d'un territoire. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires en septembre 2000. Le fonds a pour but d'accélérer le renouvellement des services de santé dans les provinces et les territoires en assumant les coûts de transition liés aux initiatives de réforme.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Le gouvernement fédéral a aussi créé un certain nombre de suppléments de transfert non renouvelables en matière de santé et de programmes sociaux en 2003 et 2004 pour couvrir une partie des dépenses des provinces et des territoires dans le secteur de la santé. Il a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral, qui a pris fin en 2005-2006.

Le Fonds pour les appareils médicaux a été créé lors de la réunion des premiers ministres en février 2003 pour aider les provinces et les territoires à acheter des appareils médicaux et diagnostics neufs afin d'améliorer l'accès aux services de diagnostic financés par les deniers publics. Le Fonds pour les appareils médicaux a cessé d'exister en 2005-2006.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907* et des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;
- b) 5 350 000 \$ dans le cadre de l'accord relatif au contrôle des armes à feu : et
- c) 4 269 720 \$ pour l'Entente sur les services policiers des Premières nations.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	2007	2006
	\$	\$
<b>RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	1 944 640 000	2 027 397 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 307 701 000	1 197 294 000
Hydro One Incorporated.....	452 000 000	504 000 000
Ontario Power Generation Incorporated .....	495 000 000	603 000 000
Autres entreprises publiques .....	(3 820 000)	(23 067 000)
<b>TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....</b>	<b>4 195 521 000</b>	<b>4 308 624 000</b>

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans 17 hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 100 millions de dollars ont été versés à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 36 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé pour qu'il accorde un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et pour qu'on améliore l'entraînement; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province a consolidé les revenus générés par deux sources provenant des quatre casinos commerciaux exploités par la SLJO. La première source comprend 20 % des revenus de jeu générés par les casinos Windsor, Niagara, Niagara Fallsview et Rama. La seconde comprend le revenu gagné net de la SLJO provenant des casinos Windsor, Niagara et Niagara Fallsview. Ces produits ont servi à financer des priorités générales du gouvernement comme les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets provenant du casino Rama sont versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	2007	2006
AUTRES RECETTES	\$	\$
Ventes et locations .....	1 107 935 694	464 585 201
	-----	-----
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	969 818 721	762 875 126
<i>Loi sur les permis d'alcool</i> – Recettes .....	467 192 399	516 443 467
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	50 971 515	49 647 933
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i> .....	42 511 406	26 748 422
Revenus tirés des jeux.....	32 180 676	34 259 714
Air pur Ontario.....	30 320 315	33 981 246
Constitutions en société.....	21 914 812	19 480 642
Enreg. des actes/ <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> .....	7 711 822	13 906 622
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> .....	0	5 000
Autres.....	438 526 752	372 090 369
	-----	-----
Total des droits, permis et autorisations.....	2 061 148 418	1 829 438 541
	-----	-----
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	123 989 676	124 528 538
Droits sur le bois de la Couronne.....	60 213 322	32 974 166
Teranet – Redevances, FIEF .....	15 000 000	15 000 000
Autres.....	16 001 245	18 570 997
	-----	-----
Total, redevances.....	215 204 243	191 073 701
	-----	-----
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	370 125 951	238 799 509
	-----	-----
Remboursement des dépenses.....	1 415 123 066	1 295 457 302
	-----	-----
Amendes et pénalités.....	37 482 599	38 645 048
	-----	-----
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	991 000 000	1 021 000 000
Ventes d'électricité.....	863 000 000	779 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	412 000 000	396 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité.....	124 086 000	141 096 000
Divers.....	258 702 061	354 082 418
	-----	-----
Total, divers.....	2 648 788 061	2 691 178 418
	-----	-----
<b>TOTAL DES AUTRES RECETTES.....</b>	<b>7 855 808 032</b>	<b>6 749 177 720</b>
	=====	=====

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment : les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la Loi sur l'administration de la justice. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Conformément à l'article 25 de la Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario, L.R.O. 1997, chap. 28, et à la partie II du Règlement de l'Ontario 11/01, tel que modifié par le Règlement de l'Ontario 141/05, la province recouvre tous les frais engagés par la Commission des services financiers de l'Ontario en ce qui a trait au secteur des assurances.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les redevances forestières sont calculées selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2006-2007 étaient de 3,34 \$ ou de 0,21 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,21 \$ par mètre cube représentent les droits de base minimum réduits pour le placage de peuplier et le bouleau blanc. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0 \$ et 20 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de la consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité achetée par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro, en vertu de contrats d'achat d'électricité que l'ancienne société Ontario Hydro a conclus avec des producteurs indépendants.

**DÉTAILS DES RECETTES – Fin**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances a prévu que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>TOTAL DES RECETTES .....</b>	<b>90 397 431 670</b>	<b>84 225 079 315</b>

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.



**SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE**  
pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du	Recettes des	Remboursements de	Droits, permis et
		Canada			
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	-	( 637 980)	-	-	513
Affaires intergouvernementales	-	-	-	-	75
Affaires municipales et Logement	-	558 203 665	-	122 826 017	11 304 038
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	91 085 905	-	18 141	280 432
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	1 206
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-
Culture	-	17 825 683	-	-	77
Développement du Nord et Mines	5 395 371	1 892 900	-	-	2 156 508
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	341 700
Éducation	-	69 179 168	-	-	143 448
Énergie	-	-	-	-	1 459
Environnement	-	-	-	32 339	45 523 699
Finances	63 547 262 043	12 164 834 449	425 865 000	146 501 955	148 587 606
Formation, Collèges et Universités	-	289 231 310	-	471 019	8 494 505
Office des affaires francophones	-	1 627 437	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-
Procureur général	-	57 359 420	-	32 103 007	76 289 774
Promotion de la santé	-	8 742 099	-	-	-
Recherche et Innovation	-	955 333	-	-	5
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	2 954 540 886	-	5 720
Richesses naturelles	-	6 932 203	-	10 837 474	2 353 894
Santé et Soins de longue durée	-	66 177 890	-	14 221 851	8 130 212
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-	4 545
Secrétariat du renouveau démocratique	-	-	-	-	410
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	32 426 514	-	253 140 633	17 710 447
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	169 471 635	-	754	119 147
Services gouvernementaux	26 233	241 778	-	80 000	617 322 278
Services sociaux et communautaires	-	110 107 641	-	746 879 912	2 889 898
Tourisme	-	1 526 349	-	-	1 340 805
Transports	-	33 494 638	-	340 354	975 047 206
Travail	-	1 363	-	81 870 095	469 689
Total des ministères	63 552 683 647	13 680 679 400	3 380 405 886	1 409 323 551	1 918 519 296
Redressements de consolidation et autres	757 000 001	355 739 590	815 115 114	5 799 515	142 629 122
<b>Selon les états financiers consolidés</b>	<b>64 309 683 648</b>	<b>14 036 418 990</b>	<b>4 195 521 000</b>	<b>1 415 123 066</b>	<b>2 061 148 418</b>

## ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2007

Amendes et pénalités	Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
\$	\$	\$	\$	\$	\$
-	-	-	219 645	-	( 417 822)
-	-	-	-	-	75
-	4 735 033	-	7 074 986	444 234	704 587 973
-	308 932	2 312	39 750 816	1 886 149	133 332 687
-	121 163	-	119 871	1 004	242 038
-	-	-	-	101	1 307
-	-	-	-	733 643	733 643
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	121 737	-	17 947 497
3 925	373 019	2 088 766	23 307	233 114	12 166 910
-	-	2 940 337	2 250 624	2 684 156	8 216 817
-	234 235	-	1 413 315	499 729	71 469 895
-	-	-	86 112	591 006	678 577
-	106 354	-	95 000	1 366	45 758 758
889	606 483 164	15 000 000	9 999 795	4 171 266	77 068 706 167
261 494	-	-	80 857 567	28 473 429	407 789 324
-	-	-	23 184	-	1 650 621
-	-	-	18 628	45 492	64 120
34 732 062	632 966	-	5 488 076	51 052 147	257 657 452
-	-	-	860 220	-	9 602 319
-	-	-	420 347	-	1 375 685
-	56 026 410	-	908 425	3 627 813	3 015 109 254
355 773	11 253 143	193 577 624	1 672 065	58 686	227 040 862
5 100	163 308	-	146 673 855	1 039 120	236 411 336
-	-	-	205 630	-	210 175
-	-	-	-	-	410
378	772 330	366 593	9 964 349	1 259 851	315 641 095
-	638	-	14 145 037	6 311	183 743 522
-	3 855 451	-	2 466 088	2 043 715	626 035 543
-	86 177	-	12 116 659	1 996 478	874 076 765
-	28 515	-	-	-	2 895 669
1 338 590	3 163 350	10 951	33 104 653	1 991 673	1 048 491 415
335 387	97 212	-	45 960	531 784	83 351 490
37 033 598	688 441 400	213 986 583	370 125 951	103 372 267	85 354 571 579
449 001	419 494 294	1 217 660	-	2 545 415 794	5 042 860 091
<b>37 482 599</b>	<b>1 107 935 694</b>	<b>215 204 243</b>	<b>370 125 951</b>	<b>2 648 788 061</b>	<b>90 397 431 670</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET  
pour l'exercice clos**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	\$	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	21 778 600	2 775 301	1 322 532	21 148 411
Affaires intergouvernementales	4 555 544	541 807	468 842	4 205 667
Affaires municipales et Logement	57 843 807	7 729 204	3 437 618	57 688 339
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	60 056 521	8 951 706	5 177 742	33 645 382
Bureau de l'Assemblée législative	64 461 069	13 354 984	6 670 352	27 676 131
Bureau du Conseil des ministres	11 488 418	1 291 268	317 924	1 610 535
Bureau du directeur général des élections	4 060 877	757 202	18 074	874 769
Bureau du lieutenant-gouverneur	611 081	64 177	39 330	219 932
Bureau du vérificateur général	7 519 989	1 505 185	363 367	2 490 102
Cabinet du Premier ministre	2 075 471	239 148	256 354	285 176
Culture	6 987 008	741 966	354 968	1 791 674
Développement du Nord et Mines	27 922 335	3 772 354	2 615 508	38 950 893
Développement économique et du Commerce	28 429 465	3 410 912	3 294 396	47 179 984
Éducation	93 973 079	12 699 523	12 333 914	88 585 835
Énergie	10 088 883	1 183 223	600 948	16 494 607
Environnement	139 180 365	18 605 705	6 241 094	88 236 082
Finances	219 180 689	33 061 853	18 798 493	119 186 344
Formation, Collèges et Universités	50 881 599	6 716 902	5 313 369	39 304 368
Office des affaires francophones	1 351 455	139 539	226 274	2 387 176
Ombudsman Ontario	5 626 500	1 240 100	310 600	1 231 700
Petites Entreprises et Entrepreneurat	-	-	-	-
Procureur général	497 422 487	59 069 499	23 647 087	238 095 095
Promotion de la santé	9 090 120	980 114	749 574	21 127 253
Recherche et Innovation	7 709 120	890 414	596 590	6 933 360
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 105 525	1 917 035	603 427	172 895 012
Revenu	-	-	-	-
Richesses naturelles	181 880 641	27 481 987	11 369 117	308 939 697
Santé et Soins de longue durée	351 294 537	60 612 145	40 940 064	276 437 605
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4 881 038	559 224	507 498	4 684 488
Secrétariat du nouveau démocratique	3 030 742	224 528	906 149	1 895 467
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 102 121 507	146 656 578	59 642 292	314 175 704
Services à l'enfance et à la jeunesse	157 749 812	24 379 022	7 714 486	49 819 446
Services gouvernementaux	275 490 624	833 107 560	39 680 793	136 640 841
Services sociaux et communautaires	278 136 233	47 630 809	32 547 917	87 002 330
Tourisme	11 060 970	1 395 509	677 072	6 273 163
Transports	196 486 818	31 913 658	15 114 256	388 753 406
Travail	88 220 535	11 443 304	7 275 562	35 453 347
	3 995 753 464	1 367 043 445	310 133 583	2 642 319 321
Reclassification des dépenses**	128 559 467	9 854 940	( 67 494 428)	( 74 609 678)
Total avant la consolidation	4 124 312 931	1 376 898 385	242 639 155	2 567 709 643
Redressements de consolidation et autres	582 956 595	421 410 780	79 449 664	634 466 378
<b>Selon les états financiers consolidés</b>	<b>4 707 269 526</b>	<b>1 798 309 165</b>	<b>322 088 819</b>	<b>3 202 176 021</b>

\*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

\*\*Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Education et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2006-2007 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES\*

le 31 mars 2007

Fouritures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>	Redressements de consolidation et autres	Reclassification des ministères <sup>2</sup>	Selon les états financiers consolidés
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 827 657	118 886 776	-	167 739 277	( 50 329 064)	( 1 032 900)	116 377 313
257 125	1 322 767	-	11 351 752	-	-	11 351 752
2 176 647	813 464 686	3 126 150	945 466 451	( 100 770 839)	( 1 426 300)	843 269 312
2 475 282	716 813 187	3 023 619	830 143 439	247 970 144	-	1 078 113 583
9 653 632	202 000	( 350 634)	121 667 534	( 3 191 569)	-	118 475 965
409 480	-	-	15 117 625	-	-	15 117 625
214 360	-	16 449 588	22 374 870	1 719 314	-	24 094 184
71 833	-	120 800	1 127 153	-	-	1 127 153
333 623	50 000	-	12 262 266	( 535 617)	-	11 726 649
49 319	-	-	2 905 468	-	-	2 905 468
171 249	345 790 033	-	355 836 898	54 021 653	-	409 858 551
4 095 047	97 544 544	152 177 369	327 078 050	( 8 805 707)	-	318 272 343
1 843 305	133 838 994	285 696	218 282 752	5 433 597	( 24 849 272)	198 867 077
8 419 009	11 721 847 810	6 400 668	11 944 259 838	115 396 198	( 1 784 300)	12 057 871 736
347 111	9 821 789	-	38 536 561	190 158 608	-	228 695 169
12 936 407	36 350 704	8 778 471	310 328 828	4 750 002	( 1 568 600)	313 510 230
17 081 901	1 202 984 955	7 813 236 997	9 423 531 232	2 165 172 816	( 567 684 267)	11 021 019 781
3 245 575	5 387 555 843	19 446 681	5 512 464 337	( 129 069 144)	-	5 383 395 193
75 725	124 000	-	4 304 169	-	-	4 304 169
697 200	-	-	9 106 100	( 384 383)	-	8 721 717
-	-	-	-	3 400	24 849 272	24 852 672
40 305 698	347 306 135	89 480 392	1 295 326 393	56 343 396	( 3 551 500)	1 348 118 289
1 612 486	366 484 604	-	400 044 151	( 9 191 948)	-	390 852 203
479 785	325 727 160	1 200 000	343 536 429	( 27 800 095)	-	315 736 334
729 876	187 727 282	460 093	377 438 250	48 371 324	-	425 809 574
-	-	-	-	-	562 782 967	562 782 967
31 095 265	53 760 132	3 604 870	618 131 709	119 407 251	( 3 770 000)	733 768 960
88 278 371	34 661 339 103	9 704 030	35 488 605 855	( 162 275 882)	( 19 413 700)	35 306 916 273
625 712	14 131 706	-	25 389 666	-	-	25 389 666
176 587	75 000	-	6 308 473	-	-	6 308 473
158 545 283	100 954 384	12 305 361	1 894 401 109	( 13 118 712)	( 5 491 400)	1 875 790 997
10 450 169	3 085 654 009	2 138 999	3 337 905 943	( 78 843 987)	941 300	3 260 003 256
31 786 560	54 112 200	8 516 736	1 379 335 314	( 25 770 051)	59 384 600	1 412 949 863
19 526 326	6 714 468 020	21 111 906	7 200 423 541	( 14 398 007)	( 3 761 500)	7 182 264 034
1 282 353	104 116 966	-	124 806 033	79 514 421	-	204 320 454
65 354 986	2 038 560 557	399 954 527	3 136 138 208	( 383 697 856)	( 13 624 400)	2 738 815 952
3 903 034	41 000	13 087	146 349 869	320 048	-	146 669 917
520 533 978	68 641 056 346	8 571 185 406	86 048 025 543	2 080 399 311	-	88 128 424 854
3 689 699	-	-	-	-	-	-
524 223 677	68 641 056 346	8 571 185 406	86 048 025 543	2 080 399 311	-	88 128 424 854
334 113 985	(2 069 869 915)	2 097 871 824	-	-	-	-
<b>858 337 662</b>	<b>66 571 186 431</b>	<b>10 669 057 230</b>				<b>88 128 424 854</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET  
pour l'exercice clos**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications
	\$	\$	\$
Affaires civiles et Immigration	21 778 600	2 775 301	1 322 532
Affaires intergouvernementales	4 555 544	541 807	468 842
Affaires municipales et Logement	57 843 807	7 729 204	3 437 618
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	60 056 521	8 951 706	5 177 742
Bureau de l'Assemblée législative	64 461 069	13 354 984	6 670 352
Bureau du Conseil des ministres	11 488 418	1 291 268	317 924
Bureau du directeur général des élections	4 060 877	757 202	18 074
Bureau du lieutenant-gouverneur	611 081	64 177	39 330
Bureau du vérificateur général	7 519 989	1 505 185	363 367
Cabinet du Premier ministre	2 075 471	239 148	256 354
Culture	6 987 008	741 966	354 968
Développement du Nord et Mines	27 922 335	3 772 354	2 602 636
Développement économique et du Commerce	28 429 465	3 410 912	3 294 396
Éducation	93 973 079	12 699 523	12 333 914
Énergie	10 088 883	1 183 223	600 948
Environnement	139 180 365	18 605 705	6 241 094
Finances	219 180 689	33 061 853	18 798 493
Formation, Collèges et Universités	50 881 599	6 716 902	5 313 369
Office des affaires francophones	1 351 455	139 539	226 274
Ombudsman Ontario	5 626 500	1 240 100	310 600
Procureur général	497 422 487	59 069 499	23 647 087
Promotion de la santé	9 090 120	980 114	749 574
Recherche et Innovation	7 709 120	890 414	596 590
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 105 525	1 917 035	603 427
Richesses naturelles	181 880 641	27 481 987	10 838 060
Santé et Soins de longue durée	351 294 537	60 612 145	40 940 064
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	4 881 038	559 224	507 498
Secrétariat du renouveau démocratique	3 030 742	224 528	906 149
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 102 121 507	146 656 578	59 642 292
Services à l'enfance et à la jeunesse	157 749 812	24 379 022	7 714 486
Services gouvernementaux	275 490 624	833 107 560	39 549 849
Services sociaux et communautaires	278 136 233	47 630 809	32 547 917
Tourisme	11 060 970	1 395 509	677 072
Transports	148 704 981	23 260 346	11 991 393
Travail	88 220 535	11 443 304	7 275 562
	3 947 971 627	1 358 390 133	306 335 847
Reclassification des dépenses**	128 559 467	9 854 940	( 67 494 428)
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>4 076 531 094</b>	<b>1 368 245 073</b>	<b>238 841 419</b>

\*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

\*\*Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario ( ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2006-2007 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT\*

le 31 mars 2007

Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>
\$	\$	\$	\$	\$
21 148 411	1 827 657	96 016 776	-	144 869 277
4 205 667	257 125	1 322 767	-	11 351 752
57 688 339	2 176 647	613 427 207	75 000	742 377 822
32 754 565	2 475 282	409 812 790	3 023 619	522 252 225
27 676 131	9 653 632	202 000	( 350 634)	121 667 534
1 610 535	409 480	-	-	15 117 625
874 769	214 360	-	16 449 588	22 374 870
219 932	71 833	-	120 800	1 127 153
2 490 102	333 623	50 000	-	12 262 266
285 176	49 319	-	-	2 905 468
1 791 674	171 249	270 183 251	-	280 230 116
19 266 573	3 175 818	54 994 441	10 197	111 744 354
47 179 984	1 843 305	113 835 594	285 696	198 279 352
88 585 835	8 419 009	11 721 847 810	668	11 937 859 838
16 494 607	347 111	9 821 789	-	38 536 561
88 236 082	12 936 407	15 684 602	-	280 884 255
119 186 344	17 081 901	1 202 984 955	7 813 236 997	9 423 531 232
39 304 368	3 245 575	5 292 355 843	19 446 681	5 417 264 337
2 387 176	75 725	124 000	-	4 304 169
1 231 700	697 200	-	-	9 106 100
238 095 095	40 305 698	347 306 135	26 287 272	1 232 133 273
21 127 253	1 612 486	296 673 777	-	330 233 324
6 933 360	479 785	243 822 102	1 200 000	261 631 371
61 896 500	729 876	-	460 093	78 712 456
274 751 485	20 029 853	37 536 504	473 317	552 991 847
276 437 605	88 278 371	34 280 998 566	1 542 647	35 100 103 935
4 684 488	625 712	10 731 706	-	21 989 666
1 895 467	176 587	75 000	-	6 308 473
279 124 015	157 138 303	100 954 384	12 305 361	1 857 942 440
49 819 446	10 450 169	3 035 597 204	-	3 285 710 139
120 785 079	31 761 827	54 112 200	8 516 736	1 363 323 875
87 002 330	19 526 326	6 635 743 387	18 300 000	7 118 887 002
4 203 836	822 601	74 356 947	-	92 516 935
331 607 620	53 960 215	703 209 328	1 500 000	1 274 233 883
35 453 347	3 903 034	41 000	13 087	146 349 869
2 366 434 896	495 263 101	65 623 822 065	7 922 897 125	82 021 114 794
( 74 609 678)	3 689 699	-	-	-
<b>2 291 825 218</b>	<b>498 952 800</b>	<b>65 623 822 065</b>	<b>7 922 897 125</b>	<b>82 021 114 794</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications
	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-
Culture	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	12 872
Développement économique et du Commerce	-	-	-
Éducation	-	-	-
Environnement	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-
Procureur général	-	-	-
Promotion de la santé	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	531 057
Santé et Soins de longue durée	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	130 944
Services sociaux et communautaires	-	-	-
Tourisme	-	-	-
Transports	47 781 837	8 653 312	3 122 863
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>47 781 837</b>	<b>8 653 312</b>	<b>3 797 736</b>

\*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2006-2007 a été publié.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS\*

le 31 mars 2007

Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>
\$	\$	\$	\$	\$
-	-	22 870 000	-	22 870 000
-	-	200 037 479	3 051 150	203 088 629
890 817	-	307 000 397	-	307 891 214
-	-	75 606 782	-	75 606 782
19 684 320	919 229	42 550 103	152 167 172	215 333 696
-	-	20 003 400	-	20 003 400
-	-	-	6 400 000	6 400 000
-	-	20 666 102	8 778 471	29 444 573
-	-	95 200 000	-	95 200 000
-	-	-	63 193 120	63 193 120
-	-	69 810 827	-	69 810 827
-	-	81 905 058	-	81 905 058
110 998 512	-	187 727 282	-	298 725 794
34 188 212	11 065 412	16 223 628	3 131 553	65 139 862
-	-	380 340 537	8 161 383	388 501 920
-	-	3 400 000	-	3 400 000
35 051 689	1 406 980	-	-	36 458 669
-	-	50 056 805	2 138 999	52 195 804
15 855 762	24 733	-	-	16 011 439
-	-	78 724 633	2 811 906	81 536 539
2 069 327	459 752	29 760 019	-	32 289 098
57 145 786	11 394 771	1 335 351 229	398 454 527	1 861 904 325
<b>275 884 425</b>	<b>25 270 877</b>	<b>3 017 234 281</b>	<b>648 288 281</b>	<b>4 026 910 749</b>



---

**Fonds ontarien d'initiative**  
**Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

---

---

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007 2006

---

**Fonds ontarien d'initiative**

Contribution d'ontariens<sup>1</sup> \$ 157 359 \$ 121 202

---

**\$ 157 359** **\$ 121 202**

---

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.



## **section 2**

# **États financiers des ministères**

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

CRÉDITS AUTORISÉS						
Ministère	DÉPENSES			ACTIFS		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	168 328 200	62 938	168 391 138	-	-	-
Affaires intergouvernementales	12 500 000	50 244	12 550 244	-	-	-
Affaires municipales et Logement	957 153 800	137 938	957 291 738	100 000	500 000	600 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	840 542 700	94 938	840 637 638	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	125 762 800	-	125 762 800	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	15 285 000	-	15 285 000	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 516 900	-	7 516 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 128 500	-	1 128 500	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 662 200	330 000	13 992 200	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 869 100	83 089	2 952 189	-	-	-
Culture	358 842 600	50 244	358 892 844	-	-	-
Développement du Nord et Mines	180 324 700	151 361 244	331 685 944	387 702 000	-	387 702 000
Développement économique et du Commerce	241 173 000	1 063 938	242 236 938	68 941 000	-	68 941 000
Éducation	11 707 584 800	408 062 938	12 115 647 738	750 000	-	750 000
Énergie	47 632 200	50 244	47 682 444	-	-	-
Environnement	310 281 100	52 244	310 333 344	-	-	-
Finances	1 854 187 300	8 230 375 244	10 084 562 544	5 050 200	-	5 050 200
Formation, Collèges et Universités	5 550 755 700	44 518 244	5 595 273 944	278 904 200	-	278 904 200
Office des affaires francophones	4 445 300	-	4 445 300	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 451 200	-	9 451 200	-	-	-
Procureur général	1 288 057 200	4 752 244	1 292 809 444	1 218 000	-	1 218 000
Promotion de la santé	404 796 900	62 938	404 859 838	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	359 173 400	13 694	359 187 094	10 096 800	-	10 096 800
Renouvellement de l'infrastructure publique	493 445 200	194 244	493 639 444	761 300	-	761 300
Richesses naturelles	639 020 800	3 258 444	642 279 244	13 968 000	-	13 968 000
Santé et Soins de longue durée	35 612 953 700	1 505 532	35 614 459 232	70 963 000	-	70 963 000
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	27 447 000	-	27 447 000	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	8 593 300	12 694	8 605 994	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 897 824 000	115 938	1 897 939 938	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 352 677 400	50 244	3 352 727 644	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 414 769 100	8 570 244	1 423 339 344	11 002 000	-	11 002 000
Services sociaux et communautaires	7 216 580 800	18 362 938	7 234 943 738	18 857 300	-	18 857 300
Tourisme	129 793 800	50 244	129 844 044	-	-	-
Transports	2 773 014 800	413 216 744	3 186 231 544	952 194 000	-	952 194 000
Travail	149 935 100	50 244	149 985 344	-	-	-
<b>Total des ministères</b>	<b>78 177 509 600</b>	<b>9 286 509 873</b>	<b>87 464 019 473</b>	<b>1 827 223 800</b>	<b>12 300 000</b>	<b>1 839 523 800</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

DÉPENSES RÉELLES						
Ministère	DÉPENSES			ACTIFS		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	167 671 977	67 300	167 739 277	-	-	-
Affaires intergouvernementales	11 298 026	53 726	11 351 752	-	-	-
Affaires municipales et Logement	945 324 151	142 300	945 466 451	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	827 052 520	3 090 919	830 143 439	-	4 853 000	4 853 000
Bureau de l'Assemblée législative	121 667 534	-	121 667 534	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	15 117 625	-	15 117 625	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 261 840	16 113 030	22 374 870	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 127 153	-	1 127 153	-	-	-
Bureau du vérificateur général	11 862 246	400 020	12 262 266	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 824 378	81 090	2 905 468	-	-	-
Culture	355 785 885	51 013	355 836 898	-	-	-
Développement du Nord et Mines	175 715 427	151 362 623	327 078 050	387 603 787	-	387 603 787
Développement économique et du Commerce	217 975 000	307 752	218 282 752	37 006 348	-	37 006 348
Éducation	11 599 270 158	344 989 680	11 944 259 838	750 000	-	750 000
Énergie	38 482 835	53 726	38 536 561	-	-	-
Environnement	310 275 102	53 726	310 328 828	-	-	-
Finances	1 636 799 683	7 786 731 549	9 423 531 232	2 869 556	-	2 869 556
Formation, Collèges et Universités	5 492 963 930	19 500 407	5 512 464 337	259 552 921	-	259 552 921
Office des affaires francophones	4 304 169	-	4 304 169	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 106 100	-	9 106 100	-	-	-
Procureur général	1 268 985 395	26 340 998	1 295 326 393	-	-	-
Promotion de la santé	399 976 851	67 300	400 044 151	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	342 322 855	1 213 574	343 536 429	7 034 430	-	7 034 430
Renouvellement de l'infrastructure publique	376 924 431	513 819	377 438 250	-	-	-
Richesses naturelles	615 369 037	2 762 672	618 131 709	11 892 427	-	11 892 427
Santé et Soins de longue durée	35 476 345 477	12 260 378	35 488 605 855	69 041 360	-	69 041 360
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	25 389 666	-	25 389 666	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	6 300 575	7 898	6 308 473	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 882 028 448	12 372 661	1 894 401 109	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 337 859 832	46 111	3 337 905 943	1 343 537	-	1 343 537
Services gouvernementaux	1 372 097 537	7 237 777	1 379 335 314	10 974 319	-	10 974 319
Services sociaux et communautaires	7 182 056 241	18 367 300	7 200 423 541	18 853 300	-	18 853 300
Tourisme	124 752 307	53 726	124 806 033	-	-	-
Transports	2 736 129 955	400 008 253	3 136 138 208	943 873 297	-	943 873 297
Travail	146 283 056	66 813	146 349 869	-	-	-
<b>Total des ministères</b>	<b>77 243 707 402</b>	<b>8 804 318 141</b>	<b>86 048 025 543</b>	<b>1 751 295 282</b>	<b>4 853 000</b>	<b>1 756 148 282</b>

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

CRÉDITS AUTORISÉS						
Ministère	DÉPENSES			ACTIFS		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	145 457 200	62 938	145 520 138	-	-	-
Affaires intergouvernementales	12 500 000	50 244	12 550 244	-	-	-
Affaires municipales et Logement	752 456 800	137 938	752 594 738	100 000	500 000	600 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	529 923 200	94 938	530 018 138	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	125 762 800	-	125 762 800	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	15 285 000	-	15 285 000	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 516 900	-	7 516 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 128 500	-	1 128 500	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 662 200	330 000	13 992 200	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 869 100	83 089	2 952 189	-	-	-
Culture	280 583 700	50 244	280 633 944	-	-	-
Développement du Nord et Mines	112 128 700	1 952 244	114 080 944	20 002 000	-	20 002 000
Développement économique et du Commerce	221 154 100	1 063 938	222 218 038	68 941 000	-	68 941 000
Éducation	11 701 184 800	408 062 938	12 109 247 738	750 000	-	750 000
Énergie	47 632 200	50 244	47 682 444	-	-	-
Environnement	280 835 600	52 244	280 887 844	-	-	-
Finances	1 854 187 300	8 230 375 244	10 084 562 544	5 050 200	-	5 050 200
Formation, Collèges et Universités	5 455 555 700	44 518 244	5 500 073 944	278 904 200	-	278 904 200
Office des affaires francophones	4 445 300	-	4 445 300	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 451 200	-	9 451 200	-	-	-
Procureur général	1 221 145 800	4 752 244	1 225 898 044	1 218 000	-	1 218 000
Promotion de la santé	334 010 400	62 938	334 073 338	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	276 546 800	13 694	276 560 494	10 096 800	-	10 096 800
Renouvellement de l'infrastructure publique	88 011 500	194 244	88 205 744	761 300	-	761 300
Richesses naturelles	576 114 100	653 244	576 767 344	1 800 000	-	1 800 000
Santé et Soins de longue durée	35 224 170 400	1 505 532	35 225 675 932	70 963 000	-	70 963 000
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	24 047 000	-	24 047 000	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	8 593 300	12 694	8 605 994	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 855 016 900	115 938	1 855 132 838	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 299 143 100	50 244	3 299 193 344	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 396 664 100	8 570 244	1 405 234 344	11 002 000	-	11 002 000
Services sociaux et communautaires	7 135 035 600	18 362 938	7 153 398 538	18 857 300	-	18 857 300
Tourisme	93 877 200	50 244	93 927 444	-	-	-
Transports	1 292 606 000	1 552 244	1 294 158 244	4 000	-	4 000
Travail	149 935 100	50 244	149 985 344	-	-	-
<b>Total des ministères</b>	<b>74 548 637 600</b>	<b>8 722 831 173</b>	<b>83 271 468 773</b>	<b>495 165 800</b>	<b>12 300 000</b>	<b>507 465 800</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

DÉPENSES RÉELLES						
Ministère	DÉPENSES			ACTIFS		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	144 801 977	67 300	144 869 277	-	-	-
Affaires intergouvernementales	11 298 026	53 726	11 351 752	-	-	-
Affaires municipales et Logement	742 235 522	142 300	742 377 822	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	519 161 306	3 090 919	522 252 225	-	4 853 000	4 853 000
Bureau de l'Assemblée législative	121 667 534	-	121 667 534	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	15 117 625	-	15 117 625	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 261 840	16 113 030	22 374 870	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 127 153	-	1 127 153	-	-	-
Bureau du vérificateur général	11 862 246	400 020	12 262 266	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 824 378	81 090	2 905 468	-	-	-
Culture	280 179 103	51 013	280 230 116	-	-	-
Développement du Nord et Mines	109 790 731	1 953 623	111 744 354	20 000 000	-	20 000 000
Développement économique et du Commerce	197 971 600	307 752	198 279 352	37 006 348	-	37 006 348
Éducation	11 592 870 158	344 989 680	11 937 859 838	750 000	-	750 000
Énergie	38 482 835	53 726	38 536 561	-	-	-
Environnement	280 830 529	53 726	280 884 255	-	-	-
Finances	1 636 799 683	7 786 731 549	9 423 531 232	2 869 556	-	2 869 556
Formation, Collèges et Universités	5 397 763 930	19 500 407	5 417 264 337	259 552 921	-	259 552 921
Office des affaires francophones	4 304 169	-	4 304 169	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 106 100	-	9 106 100	-	-	-
Procureur général	1 205 792 275	26 340 998	1 232 133 273	-	-	-
Promotion de la santé	330 166 024	67 300	330 233 324	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	260 417 797	1 213 574	261 631 371	7 034 430	-	7 034 430
Renouvellement de l'infrastructure publique	78 198 637	513 819	78 712 456	-	-	-
Richesses naturelles	552 464 804	527 043	552 991 847	179 371	-	179 371
Santé et Soins de longue durée	35 087 843 557	12 260 378	35 100 103 935	69 041 360	-	69 041 360
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	21 989 666	-	21 989 666	-	-	-
Secrétariat du nouveau démocratique	6 300 575	7 898	6 308 473	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 845 569 779	12 372 661	1 857 942 440	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 285 664 028	46 111	3 285 710 139	1 343 537	-	1 343 537
Services gouvernementaux	1 356 086 098	7 237 777	1 363 323 875	10 974 319	-	10 974 319
Services sociaux et communautaires	7 100 519 702	18 367 300	7 118 887 002	18 853 300	-	18 853 300
Tourisme	92 463 209	53 726	92 516 935	-	-	-
Transports	1 272 680 157	1 553 726	1 274 233 883	-	-	-
Travail	146 283 056	66 813	146 349 869	-	-	-
<b>Total des ministères</b>	<b>73 766 895 809</b>	<b>8 254 218 985</b>	<b>82 021 114 794</b>	<b>428 105 142</b>	<b>4 853 000</b>	<b>432 958 142</b>

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

CRÉDITS AUTORISÉS						
Ministère	DÉPENSES			ACTIFS		
	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	22 871 000	-	22 871 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	204 697 000	-	204 697 000	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	310 619 500	-	310 619 500	-	-	-
Culture	78 258 900	-	78 258 900	-	-	-
Développement du Nord et Mines	68 196 000	149 409 000	217 605 000	367 700 000	-	367 700 000
Développement économique et du Commerce	20 018 900	-	20 018 900	-	-	-
Éducation	6 400 000	-	6 400 000	-	-	-
Environnement	29 445 500	-	29 445 500	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	95 200 000	-	95 200 000	-	-	-
Procureur général	66 911 400	-	66 911 400	-	-	-
Promotion de la santé	70 786 500	-	70 786 500	-	-	-
Recherche et Innovation	82 626 600	-	82 626 600	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	405 433 700	-	405 433 700	-	-	-
Richesses naturelles	62 906 700	2 605 200	65 511 900	12 168 000	-	12 168 000
Santé et Soins de longue durée	388 783 300	-	388 783 300	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 400 000	-	3 400 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	42 807 100	-	42 807 100	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	53 534 300	-	53 534 300	-	-	-
Services gouvernementaux	18 105 000	-	18 105 000	-	-	-
Services sociaux et communautaires	81 545 200	-	81 545 200	-	-	-
Tourisme	35 916 600	-	35 916 600	-	-	-
Transports	1 480 408 800	411 664 500	1 892 073 300	952 190 000	-	952 190 000
<b>Total des ministères</b>	<b>3 628 872 000</b>	<b>563 678 700</b>	<b>4 192 550 700</b>	<b>1 332 058 000</b>	<b>-</b>	<b>1 332 058 000</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

DÉPENSES RÉELLES						
DÉPENSES				ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires civiques et Immigration	22 870 000	-	22 870 000	-	-	-
Affaires municipales et Logement	203 088 629	-	203 088 629	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	307 891 214	-	307 891 214	-	-	-
Culture	75 606 782	-	75 606 782	-	-	-
Développement du Nord et Mines	65 924 696	149 409 000	215 333 696	367 603 787	-	367 603 787
Développement économique et du Commerce	20 003 400	-	20 003 400	-	-	-
Éducation	6 400 000	-	6 400 000	-	-	-
Environnement	29 444 573	-	29 444 573	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	95 200 000	-	95 200 000	-	-	-
Procureur général	63 193 120	-	63 193 120	-	-	-
Promotion de la santé	69 810 827	-	69 810 827	-	-	-
Recherche et Innovation	81 905 058	-	81 905 058	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	298 725 794	-	298 725 794	-	-	-
Richesses naturelles	62 904 233	2 235 629	65 139 862	11 713 056	-	11 713 056
Santé et Soins de longue durée	388 501 920	-	388 501 920	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 400 000	-	3 400 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	36 458 669	-	36 458 669	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	52 195 804	-	52 195 804	-	-	-
Services gouvernementaux	16 011 439	-	16 011 439	-	-	-
Services sociaux et communautaires	81 536 539	-	81 536 539	-	-	-
Tourisme	32 289 098	-	32 289 098	-	-	-
Transports	1 463 449 798	398 454 527	1 861 904 325	943 873 297	-	943 873 297
<b>Total des ministères</b>	<b>3 476 811 593</b>	<b>550 099 156</b>	<b>4 026 910 749</b>	<b>1 323 190 140</b>	<b>-</b>	<b>1 323 190 140</b>



---

# MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-10
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-11
AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....	2-13
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO .....	2-15
SECÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO .....	2-17
SERVICES RÉGIONAUX.....	2-19
IMMOBILISATIONS DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....	2-21
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-12
ÉTAT DES RECETTES .....	2-23

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
24 338 177	Administration du ministère	23 741 438	23 554 320
80 750 655	Affaires civiles et de l'immigration	92 095 000	91 750 728
15 753 052	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	19 326 200	19 285 308
2 836 465	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	3 905 000	3 870 819
6 611 031	Services régionaux	6 452 500	6 408 102
<b>130 289 380</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>145 520 138</b>	<b>144 869 277</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
12 087 335	Immobilisations des Affaires civiles et de l'immigration	22 871 000	22 870 000
<b>12 087 335</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>22 871 000</b>	<b>22 870 000</b>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>601</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	22 712 900	965 600	23 678 500	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>22 775 838</u>	<u>965 600</u>	<u>23 741 438</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>23 554 320</b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère met tout en œuvre pour réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels, tels que communications; ressources humaines; services en français; technologie de l'information et solutions technologiques; services juridiques et planification des ressources; et affectation des tâches. Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiles et Immigration, Culture et Tourisme) et à l'Office des affaires francophones.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires..... 1 703 058		
			Avantages sociaux ..... 193 592		
			Transports et communications ..... 47 003		
			Services ..... 2 541 713		
			Fournitures et matériel ..... 47 400		
				-----	4 532 766
					-----
Traitements et salaires.....	7 548 829		<i>Analyse et planification</i>		
Avantages sociaux.....	941 618		Traitements et salaires..... 355 193		
Transports et communications.....	383 330		Avantages sociaux ..... 37 273		
Services.....	13 792 999		Transports et communications ..... 3 953		
Fournitures et matériel.....	820 244		Services ..... 7 449		
	-----		Fournitures et matériel ..... 1 539		
	23 487 020			-----	405 407
	-----				-----
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications ..... 15 539		
			Services ..... 2 077 891		
			Fournitures et matériel ..... 36 010		
				-----	2 129 440
					-----
Traitements et salaires.....	1,499 303		<i>Systèmes informatiques</i>		
Avantages sociaux.....	178 121		Traitements et salaires..... 1 299 166		
Transports et communications.....	108 527		Avantages sociaux ..... 164 667		
Services.....	163 413		Transports et communications ..... 148 601		
Fournitures et matériel.....	70 724		Services ..... 3 618 670		
	-----		Fournitures et matériel ..... 474 271		
	2 020 088			-----	5 705 375
	-----				-----
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152		
			Traitement versé aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 27 148		
				-----	67 300
					-----
Traitements et salaires.....	1,436 077		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
Avantages sociaux.....	188 795		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
Transports et communications.....	35 628			-----	<b>23 554 320</b>
Services.....	4 922 304			-----	-----
Fournitures et matériel.....	172 410			-----	-----
	-----				-----
	6 755 214				-----
	-----				-----
			<i>Ressources humaines</i>		
			Traitements et salaires..... 1 256 032		
			Avantages sociaux..... 179 170		
			Transports et communications..... 24 079		
			Services..... 461 559		
			Fournitures et matériel..... 17 890		
	-----			-----	-----
	1 938 730				-----
	-----				-----

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>602</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION</b>
1	94 103 700	(2 008 700)	92 095 000	Affaires civiles et Immigration ..... 91 750 728
	<u>94 103 700</u>	<u>(2 008 700)</u>	<u>92 095 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION..... 91 750 728</b>

**Description du programme :**

Le programme des affaires civiles et de l'immigration est responsable de l'immigration, de la diversité et du bénévolat. La division travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement pour mettre en place l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration afin que les personnes qui immigreront en Ontario puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province; pour encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes, notamment de jeunes, à faire du bénévolat dans leurs communautés; et pour décerner des distinctions et prix provinciaux aux programmes qui reconnaissent la contribution de particuliers et de groupes de tous les horizons à leurs communautés et à la province.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**  
**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		6 136 021
Avantages sociaux.....		751 952
Transports et communications.....		356 610
Services.....		4 086 272
Fournitures et matériel.....		713 062
Paiements de transfert		
Course de langues.....	50 683 778	
Formation en milieu de travail.....	17 989 525	
Subventions pour l'établissement et l'intégration.....	10 034 303	
Initiatives de bénévolat.....	999 205	
	-----	79 706 811
		-----
		91 750 728
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....</b>		<b>91 750 728</b>
		=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>603</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO</b>
1	18 518 700	807 500	19 326 200	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario .....
				19 285 308
	<b>18 518 700</b>	<b>807 500</b>	<b>19 326 200</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO.....</b>
				<b>19 285 308</b>

**Description du programme :**

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants; et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**
**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA  
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**


---

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 872 890
Avantages sociaux.....	291 563
Transports et communications.....	146 577
Services.....	2 483 056
Fournitures et matériel.....	69 443
Paiements de transfert	
Initiatives de prévention de la violence.....	6 761 000
Initiatives de promotion de l'autonomie financière.....	7 660 779
	-----
	14 421 779
	-----
	19 285 308
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO .....</b>	<b>19 285 308</b>
	=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>604</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO</b>
1	1 903 500	2 001 500	3 905 000	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....
				3 870 819
	<b>1 903 500</b>	<b>2 001 500</b>	<b>3 905 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....</b>
				<b>3 870 819</b>

**Description du programme :**

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend ou appuie les initiatives provinciales qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées; les campagnes d'éducation du public visant les personnes âgées de l'Ontario.

---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**
**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES  
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 604**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**


---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 212 355
Avantages sociaux.....	127 027
Transports et communications.....	166 446
Services.....	407 361
Fournitures et matériel.....	69 444
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées.....	1 888 186
	-----
	3 870 819
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO .....</b>	<b>3 870 819</b>
	=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>605</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX</b>
1	6 713 400	(260 900)	6 452 500	Services régionaux.....
	<b>6 713 400</b>	<b>(260 900)</b>	<b>6 452 500</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
				<b>SERVICES RÉGIONAUX.....</b>
				<b>6 408 102</b>

**Description du programme :**

Les Services régionaux dispensent les programmes et services qui appuient la planification axée sur les résultats offerts aux clients locaux et régionaux dans les secteurs relevant du ministère de la Culture; du ministère du Tourisme; de la Direction des sports et des loisirs du ministère de la Promotion de la santé; et du ministère des Affaires civiles et de l'Immigration.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 941 205
Avantages sociaux.....	663 141
Transports et communications.....	269 569
Services.....	378 723
Fournitures et matériel.....	155 464
	-----
	6 408 102
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
<b>SERVICES RÉGIONAUX .....</b>	<b>6 408 102</b>
	=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>606</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION</b>
1	19 896 000	2 975 000	22 871 000	Affaires civiles et immigration – Immobilisations..... 22 870 000
	<u>19 896 000</u>	<u>2 975 000</u>	<u>22 871 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION. 22 870 000</b>
	<u><u>19 896 000</u></u>	<u><u>2 975 000</u></u>	<u><u>22 871 000</u></u>	<u><u>22 870 000</u></u>

**Description du programme :**

Le programme des immobilisations – Affaires civiles et immigration fournit une aide au titre de l'infrastructure pour les projets communautaires, culturels et liés à l'établissement des immigrants.

---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**  
**PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION – CRÉDIT 606**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

---

	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Affaires civiles et immigration – Immobilisations (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Projets communautaires des affaires civiles .....	22 870 000
	-----
	22 870 000
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE</b>	
<b>PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS –</b>	
<b>AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION ..</b>	<b>22 870 000</b>
	=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration*.....	(637 980)	637 980
	-----	-----
	(637 980)	637 980
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	513	220
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	219 645	23 909
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>(417 822)</b>	<b>662 109</b>
	=====	=====

\* Le solde débiteur est attribuable au redressement des revenus surestimés d'un exercice précédent.



---

# MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-26
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-27
RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES.....	2-29
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-28
ÉTAT DES RECETTES .....	2-31

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
1 855 546	Administration du ministère	2 331 244	1 544 886
8 276 188	Relations intergouvernementales	10 219 000	9 806 866
<u>10 131 734</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>12 550 244</u>	<u>11 351 752</u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1501</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	2 281 000		2 281 000	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>2 331 244</u>		<u>2 331 244</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>1 544 886</b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer le mandat du ministère.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1501**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		
Traitements et salaires.....		557 757
Avantages sociaux.....		110 631
Transports et communications.....		104 178
Services.....		683 502
Fournitures et matériel.....		35 092
		-----
		1 491 160
		-----
<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	426 227	
Avantages sociaux.....	98 838	
Transports et communications.....	100 265	
Services.....	82 552	
Fournitures et matériel.....	27 267	
	-----	
		735 149
		-----
<i>Coordination administrative et technologie de l'information</i>		
Traitements et salaires.....	131 530	
Avantages sociaux.....	11 793	
Transports et communications.....	3 913	
Services.....	600 950	
Fournitures et matériel.....	7 825	
	-----	
		756 011
		-----
<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
		-----
		53 726
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>1 544 886</b>
		=====

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1502</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
1	7 101 300	3 117 700	10 219 000	Conseils stratégiques intergouvernementaux..... 9 806 866
	<u>7 101 300</u>	<u>3 117 700</u>	<u>10 219 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES..... 9 806 866</b>

**Description du programme :**

Le programme conseille l'Ontario sur les questions fédérales-provinciales, inter-provinciales et internationales. Il administre aussi le Bureau du protocole et les activités internationales du premier ministre, des hauts fonctionnaires et du lieutenant-gouverneur.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**  
**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES – CRÉDIT 1502**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		3 944 061
Avantages sociaux.....		431 176
Transports et communications.....		364 664
Services.....		3 522 165
Fournitures et matériel.....		222 033
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences		
intergouvernementales		
canadiennes.....	80 964	
Subventions pour la promotion des		
relations fédérales-provinciales.....	5 000	
Institut des relations		
intergouvernementales.....	24 000	
Programme international de		
secours en cas de catastrophe.....	300 000	
Conseil de la fédération.....	912 803	
	-----	1 322 767
		-----
		9 806 866
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>		
<b>PROGRAMME DES RELATIONS</b>		
<b>INTERGOUVERNEMENTALES.....</b>		<b>9 806 866</b>
		=====

## MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS .....	75	135
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>75</b>	<b>135</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-34
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-35
ADMINISTRATIONS LOCALES.....	2-37
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-39
LOGEMENT ABORDABLE.....	2-41
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-36, 2-42
ÉTAT DES RECETTES.....	2-43
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-44

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
34 774 958	Administration du ministère	30 169 138	29 078 441
205 570 826	Administrations locales	36 996 600	36 256 653
16 399 494	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	15 128 600	14 801 280
669 483 714	Logement abordable	670 300 400	662 241 448
<u>926 228 992</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>752 594 738</u>	<u>742 377 822</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
9 600	Administrations locales	600 000	0
<u>9 600</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>600 000</u>	<u>0</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
97 167	Administrations locales	11 127 000	11 125 000
1 349 779	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	3 650 000	2 058 705
109 838 173	Logement abordable	189 920 000	189 904 924
<u>111 285 119</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>204 697 000</u>	<u>203 088 629</u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1901</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	31 746 500	(1 640 300)	30 106 200	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	25 388		25 388	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>31 809 438</u>	<u>(1 640 300)</u>	<u>30 169 138</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
	=====	=====	=====	<b>29 078 441</b>

**Description du programme :**

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des grands dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services de planification des activités et des ressources, et le soutien nécessaire à la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Ressources humaines</i>	
Administration du ministère (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	12 761 853	Traitements et salaires.....	1 742 220
Avantages sociaux.....	1 631 023	Avantages sociaux.....	238 950
Transports et communications.....	478 596	Transports et communications.....	37 037
Services.....	13 532 264	Services.....	448 666
Fournitures et matériel.....	607 405	Fournitures et matériel.....	61 652
	-----		-----
	29 011 141		2 528 525
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 888 057	Traitements et salaires.....	40 088
Avantages sociaux.....	192 946	Transports et communications.....	45 634
Transports et communications.....	134 163	Services.....	3 900 977
Services.....	79 013	Fournitures et matériel.....	85 685
Fournitures et matériel.....	54 965		-----
	-----		4 072 384
	2 349 144		-----
	-----	<i>Services de vérification</i>	
<i>Services de communication</i>		Transports et communications.....	7 760
Traitements et salaires.....	2 539 416	Services.....	922 876
Avantages sociaux.....	353 681	Fournitures et matériel.....	8
Transports et communications.....	48 609		-----
Services.....	444 264		930 644
Fournitures et matériel.....	83 305		-----
	-----	<i>Systèmes informatiques</i>	
	3 469 275	Traitements et salaires.....	2 821 603
	-----	Avantages sociaux.....	367 489
<i>Services financiers et administratifs</i>		Transports et communications.....	99 172
Traitements et salaires.....	3 730 469	Services.....	2 646 092
Avantages sociaux.....	477 957	Fournitures et matériel.....	151 046
Transports et communications.....	106 221		-----
Services.....	5 090 376		6 085 402
Fournitures et matériel.....	170 744		-----
	-----	<i>Crédits législatifs</i>	
	9 575 767	Traitement versé au ministre en vertu	
	-----	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		Traitements versés aux adjoints parlementaires	
<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	27 148
			-----
			67 300
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>29 078 441</b>
			-----

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1902 FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES</b>
4	22 341 200	14 655 400	36 996 600	Administrations locales.....
	<b>22 341 200</b>	<b>14 655 400</b>	<b>36 996 600</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES .....</b>
				<b>36 256 653</b>
<b>Actifs</b>				
6	100 000		100 000	Aide spéciale aux municipalités – Prêts.....
L	500 000		500 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i> .....
	<b>600 000</b>		<b>600 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES.....</b>
				<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	11 002 000	125 000	11 127 000	Administrations locales.....
	<b>11 002 000</b>	<b>125 000</b>	<b>11 127 000</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES .....</b>
				<b>11 125 000</b>

**Description du programme :**

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales qui ont les outils nécessaires pour devenir plus autonomes et améliorer la prestation des services locaux; atteindre une solvabilité durable; et prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation formels et programmes; en offrant ses conseils, ainsi que l'éducation et la formation nécessaires; et en se livrant à d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et autres intervenants.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Administrations locales (Poste 4)			Administrations locales (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		10 711 078	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		1 340 901	Aide spéciale aux municipalités et		
Transports et communications.....		509 497	aux organisations municipales.....	125 000	
Services.....		3 683 423	Aide aux municipalités en		
Fournitures et matériel.....		285 560	cas de catastrophes.....	11 000 000	
Paiements de transfert				-----	11 125 000
Équité salariale dans					-----
les municipalités.....	2 148 406				11 125 000
Aide aux municipalités en					-----
cas de catastrophes.....	2 699 999				
Paiements en vertu de la <i>Loi</i>			<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>		
<i>sur les subventions tenant lieu</i>			<b>  POUR LE PROGRAMME DES</b>		
<i>d'impôt aux municipalités.....</i>	57 649 286		<b>    ADMINISTRATIONS LOCALES .....</b>		<b>11 125 000</b>
Impôts sur les propriétés					=====
provinciales louées en					
vertu de la <i>Loi sur les</i>					
<i>subventions tenant lieu</i>					
<i>d'impôt aux municipalités.....</i>	8 700 962				
Aide au Conseil de la zone de					
développement de Moosonee.....	1 146 000				
Programme d'aide aux					
résidents de Caledonia.....	1 690 000				
Aide aux victimes du					
SRAS/rétablissement.....	1 325				
Aide spéciale aux					
municipalités et aux					
organisations municipales.....	12 040 465				
		-----			
		86 076 443			
		-----			
		102 606 902			
Moins : Recouvrements.....		66 350 249			
		-----			
		36 256 653			
		-----			
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>					
<b>  POUR LE PROGRAMME DES</b>					
<b>    ADMINISTRATIONS LOCALES.....</b>		<b>36 256 653</b>			
		=====			

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1903</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT</b>
7	18 270 100	(3 141 500)	15 128 600	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment.....
	<u>18 270 100</u>	<u>(3 141 500)</u>	<u>15 128 600</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.</b>
	=====	=====	=====	<b>14 801 280</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
8	1 930 000	1 720 000	3 650 000	Aménagement du territoire – Immobilisations.....
	<u>1 930 000</u>	<u>1 720 000</u>	<u>3 650 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT</b>
	=====	=====	=====	<b>2 058 705</b>

**Description du programme :**

L'objectif de ce programme est de créer des communautés bien planifiées et dynamiques qui offrent une meilleure qualité de vie et où la croissance est gérée judicieusement de manière à préserver les espaces verts, sans perdre de vue la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme veille à la sécurité des bâtiments grâce à des politiques et un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire. Tout ce travail repose sur la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	§
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)	
Traitements et salaires.....	9 552 674
Avantages sociaux.....	1 271 198
Transports et communications.....	453 013
Services.....	2 930 625
Fournitures et matériel.....	243 770
Paiements de transfert	
Aide aux conseils d'aménagement.....	350 000
	-----
	14 801 280
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET</b>	
<b>RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....</b>	<b>14 801 280</b>
	=====
<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Aménagement du territoire – Immobilisations (Poste 8)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	2 058 705
	-----
	2 058 705
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>	
<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET</b>	
<b>RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....</b>	<b>2 058 705</b>
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1904</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE</b>
2	639 968 600		639 968 600	Logement social et logement du marché privé.....
3	29 106 800	1 150 000	30 256 800	Location à usage d'habitation .....
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>669 150 400</u>	<u>1 150 000</u>	<u>670 300 400</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....</b>
				<b>662 241 448</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
4	190 615 000	(695 000)	189 920 000	Logement abordable – Immobilisations.....
	<u>190 615 000</u>	<u>(695 000)</u>	<u>189 920 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE .....</b>
				<b>189 904 924</b>

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable; de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif; et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; et aide financière.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)			Logement abordable – Immobilisations (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		7 976 738			
Avantages sociaux.....		999 496			
Transports et communications.....		309 831			
Services.....		29 350 402			
Fournitures et matériel.....		183 372			
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité.....	459 274 904		Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement fédéral.....	44 000 270	
Paiements à la Société de logement de l'Ontario.....	114 687 168		Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement provincial.....	17 389 654	
Le paiement d'allocation de logement.....	4 029 395		Initiative Porte d'accès au logement pour les locataires en Ontario.....	127 100 000	
Paiements pour l'exploitation de logements à but non lucratif.....	6 964 563		Dépenses en immobilisations – Société de logement de l'Ontario.....	415 000	
Programme de logement abordable ...	7 349 312		Réparations – Logement en milieu rural et autochtone – Propriétaires.....	7 555	
Programme de logement en milieu rural et autochtone.....	13 850 000				188 912 479
		606 155 342	Autres opérations		
		-----	Investissements dans les immobilisations – Réparations – Logement en milieu rural et autochtone.....		992 445
Moins : Recouvrements.....		644 975 181			-----
		12 804 329			189 904 924
		-----			-----
		632 170 852			-----
		-----	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>		
			<b>  POUR LE PROGRAMME DE</b>		
			<b>  LOGEMENT ABORDABLE.....</b>		<b>189 904 924</b>
					=====
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones <i>Loi sur l'administration financière</i> .....					
		75 000			
		-----			
		75 000			
		-----			
Location à usage d'habitation (Poste 3)					
Traitements et salaires.....		16 774 164			
Avantages sociaux.....		2 486 586			
Transports et communications.....		1 686 681			
Services.....		8 191 625			
Fournitures et matériel.....		856 540			
		-----			
		29 995 596			
		-----			
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>					
<b>  POUR LE PROGRAMME DE</b>					
<b>  LOGEMENT ABORDABLE.....</b>		<b>662 241 448</b>			
		=====			

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.) .....	509 743 161	510 587 886
Accord de logement à prix abordable (CMHC) .....	47 954 666	80 723 413
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs .....	115 885	116 746
Divers – Expatriation de citoyens canadiens et libanais .....	389 953	0
	558 203 665	591 428 045
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO .....	97 259 497	97 433 443
Intérêt sur la dette publique .....	17 482 276	17 630 454
Programme de logement en milieu rural et autochtone .....	3 585 406	3 941 196
Remaniement des services locaux .....	1 070 062	3 141 100
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités .....	288 592	954 319
Programme de revitalisation des centre-villes .....	342 047	517 833
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts .....	245 842	245 842
Subventions des années précédentes .....	428 517	151 897
Rénovation urbaine .....	2 563	90 443
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – territoires non érigés en municipalités .....	6 372	4 834
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Progr. pers. handicapées .....	0	225
Autres remboursements des dépenses .....	2 114 843	3 241 304
	122 826 017	127 352 890
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario .....	10 216 675	10 328 666
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements .....	816 073	1 732 920
Droits – Formation adm. code du bâtiment .....	168 740	498 684
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement .....	77 870	57 203
Droits d'entretien et liés aux normes .....	5 565	23 585
Évaluation de matériaux de construction .....	19 115	21 964
	11 304 038	12 663 022
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Logement locatifs en milieu rural et autochtone – Ventes .....	4 154 928	4 370 589
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario .....	197 330	277 365
Services de révision des loyers – CBO et Guide .....	91 158	263 445
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario .....	101 750	112 790
ORHT – Ventes et locations .....	49 500	55 186
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée .....	122 402	54 058
Ventes et locations – Publications, cartes, etc. ....	518	560
Autres .....	17 447	185 911
	4 735 033	5 319 904
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....</b>		
	7 074 986	4 412 126

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts.....	40 190	5 726 156
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net.....	387 277	154 365
Pénalités – intérêts.....	14 360	418
Autres.....	2 407	25 066 065
	-----	-----
	444 234	30 947 004
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>704 587 973</b>	<b>772 122 991</b>
	=====	=====

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains.....</i>	81 637	76 530
Crédits d'impôts pour les écoles.....	36 870	45 078
	-----	-----
<b>TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>118 507</b>	<b>121 608</b>
	=====	=====

---

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION  
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-46
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-47
SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES.....	2-49
DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES .....	2-51
STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT .....	2-53
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-48, 2-50, 2-54
ÉTAT DES RECETTES .....	2-55
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS .....	2-55

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
23 617 465	Administration du ministère	27 269 938	26 875 488
414 210 619	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	408 250 900	407 911 382
35 383 789	Développement des collectivités rurales	27 312 200	26 823 677
61 292 094	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	67 185 100	60 641 678
<b>534 503 967</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>530 018 138</b>	<b>522 252 225</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	300 000	0
0	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	3 000 000	0
0	Développement des collectivités rurales	300 000	0
6 396 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	4 853 000
<b>6 396 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>15 900 000</b>	<b>4 853 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
91 826 931	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	67 600 000	65 887 024
235 838 140	Développement des collectivités rurales	243 019 500	242 004 190
<b>327 665 071</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>310 619 500</b>	<b>307 891 214</b>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>101</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DU MINISTÈRE</b>
1	23 615 500	3 575 500	27 191 000	Administration du ministère ..... 26 808 188
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 27 148
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 0
	<u>23 694 438</u>	<u>3 575 500</u>	<u>27 269 938</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 26 875 488</b>
<b>Actifs</b>				
2	300 000		300 000	Administration du ministère ..... 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR</b>
				<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 0</b>

**Description du programme :**

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à faire bénéficier le personnel du ministère des conseils et de l'expertise nécessaires en matière de politiques, de finances et de ressources humaines; à élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère; à fournir des services de planification financière et de vérification; à administrer la technologie de l'information; à offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, à maintenir les liens avec les organismes centraux du gouvernement, ainsi que les programmes de gestion des situations d'urgence et les initiatives de promotion de la qualité des services.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....		12 881 980	Transports et communications.....		14 287
Avantages sociaux.....		2 685 975	Services.....		1 496 001
Transports et communications.....		1 071 483	Fournitures et matériel.....		48 252
Services.....		10 013 650			-----
Fournitures et matériel.....		783 536			1 558 540
		-----	Moins : Recouvrements.....		80 000
		27 436 624			-----
Moins : Recouvrements.....		628 436			1 478 540
		-----			-----
		26 808 188			
		-----			
			<i>Services de vérification</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....		2 374
Traitements et salaires.....	1 334 043		Services.....		246 933
Avantages sociaux.....	147 347		Fournitures et matériel.....		348
Transports et communications.....	156 763				-----
Services.....	163 260				249 655
Fournitures et matériel.....	29 857				-----
	-----	1 831 270			
		-----			
			<i>Systèmes informatiques</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Traitements et salaires.....		124 176
Traitements et salaires.....	8 514 460		Avantages sociaux.....		14 331
Avantages sociaux.....	2 214 449		Transports et communications.....		16 049
Transports et communications.....	770 948		Services.....		3 545 717
Services.....	4 123 884		Fournitures et matériel.....		292 099
Fournitures et matériel.....	215 717				-----
	-----	15 839 458			3 992 372
Moins : Recouvrements.....		540 436	Moins : Recouvrements.....		8 000
		-----			-----
		15 299 022			3 984 372
		-----			-----
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	607 992		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
Avantages sociaux.....	28 652		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Transports et communications.....	13 179		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		27 148
Services.....	67 383				-----
Fournitures et matériel.....	10 590				67 300
	-----	727 796			-----
		-----			
			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
<i>Services de communication</i>			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
Traitements et salaires.....	2 301 309				<b>26 875 488</b>
Avantages sociaux.....	281 196				=====
Transports et communications.....	97 883				
Services.....	370 472				
Fournitures et matériel.....	186 673				
	-----	3 237 533			
		-----			

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>105</b>				<b>PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES</b>
1	228 413 400	179 831 500	408 244 900	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises ..... 404 891 783
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 3 019 599
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>228 419 400</u>	<u>179 831 500</u>	<u>408 250 900</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES ..... 407 911 382</b>
<b>Actifs</b>				
2	3 000 000		3 000 000	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises ..... 0
	<u>3 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES ..... 0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	67 600 000		67 600 000	Secteur agroalimentaire ..... 65 887 024
	<u>67 600 000</u>		<u>67 600 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES ..... 65 887 024</b>

**Description du programme :**

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère offre des programmes de stabilisation du revenu agricole et d'autres programmes d'aide au secteur agricole; et encourage le développement de l'industrie agroalimentaire. Le ministère travaille aussi avec les agriculteurs et les entreprises agricoles, les municipalités et d'autres partenaires des secteurs agricole et rural afin d'identifier les besoins et les débouchés; d'adopter de nouvelles technologies; et de prendre des décisions commerciales éclairées. Le ministère est chargé de promouvoir les ventes agroalimentaires de l'Ontario sur le marché international et national; et d'aider l'industrie de la transformation en attirant et retenant les investisseurs et en facilitant le développement des secteurs. La stratégie englobe également la recherche agroalimentaire, l'éducation et les services de laboratoire, ainsi que l'administration de l'entente entre le MAAARO et l'Université de Guelph.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS  
GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES – CRÉDIT 105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		Crédits législatifs	
Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 1)		Autre opérations	
		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....	
			3 019 599
			-----
			3 019 599
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
		<b>LE PROGRAMME DE SECTEUR</b>	
		<b>AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION</b>	
		<b>DES RISQUES DES ENTREPRISES</b> .....	<b>407 911 382</b>
			=====
Traitements et salaires .....	18 277 892		
Avantages sociaux .....	2 396 279		
Transports et communications .....	1 739 550		
Services .....	12 121 046		
Fournitures et matériel .....	726 195		
Paiements de transfert			
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	136 200 000		
Assurance-production et autres aides .....	128 973 649		
AgriCorp .....	11 304 257		
Autre aide à la gestion des risques .....	8 548 379		
Université de Guelph .....	54 800 000		
Sociétés agricoles et horticoles .....	1 111 050		
Développement du leadership .....	776 000		
Partenariats stratégiques .....	842 500		
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario .....	400 000		
Subventions tenant lieu d'impôt .....	58 050		
Subventions tenant lieu d'impôt Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario .....	142 000		
Royal Agricultural Winter Fair .....	140 000		
Association pour la sécurité à la ferme inc. ....	120 000		
Farmers' Market Ontario .....	90 000		
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement .....	63 264		
Autre aide au titre de l'agriculture, de la recherche et du transfert de la technologie .....	23 496 411		
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol .....	2 495 126		
Garanties d'emprunt pour les produits agricoles .....	471 961		
	-----		
	370 032 647		
	-----		
	405 293 609		
Moins : Recouvrements .....	401 826		
	-----		
	404 891 783		
	-----		
		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
		Secteur agroalimentaire (Poste 3)	
		Services	
		Éducation, recherche et laboratoires .....	
			890 817
		Paiements de transfert	
		Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation .....	
		61 996 207	
		Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation .....	
		3 000 000	
			-----
			64 996 207
			-----
			65 887 024
			-----
		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>	
		<b>LE PROGRAMME DE SECTEUR</b>	
		<b>AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS</b>	
		<b>GESTION DES RISQUES</b>	
		<b>DES ENTREPRISES</b> .....	<b>65 887 024</b>
			=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>106</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES</b>
1	20 212 200	7 100 000	27 312 200	Services pour le développement des collectivités rurales..... 26 823 677
	<u>20 212 200</u>	<u>7 100 000</u>	<u>27 312 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES ..... 26 823 677</b>
	<u><u>20 212 200</u></u>	<u><u>7 100 000</u></u>	<u><u>27 312 200</u></u>	
<b>Actifs</b>				
2	300 000		300 000	Développement des collectivités rurales..... 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES ..... 0</b>
	<u><u>300 000</u></u>		<u><u>300 000</u></u>	
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	267 988 200	(24 968 700)	243 019 500	Développement des collectivités rurales – Immobilisations..... 242 004 190
	<u>267 988 200</u>	<u>(24 968 700)</u>	<u>243 019 500</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DÉS COLLECTIVITÉS RURALES ..... 242 004 190</b>
	<u><u>267 988 200</u></u>	<u><u>(24 968 700)</u></u>	<u><u>243 019 500</u></u>	

**Description du programme :**

Cette stratégie consiste aussi à aider l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain. Pour y parvenir, le ministère travaille en collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et les organisations. La stratégie permet aussi à l'Ontario rural de faire connaître son point de vue sur les politiques et programmes du gouvernement provincial et les initiatives entreprises avec le gouvernement fédéral.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES – CRÉDIT 106**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>IMMOBILISATIONS</b>		
			Développement des collectivités rurales – Immobilisations (Poste 3)		
Services pour le développement des collectivités rurales (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		5 600 382	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		707 941	Infrastructure des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario.....	53 748 930	
Transports et communications.....		504 481	Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario.....	81 901 612	
Services.....		2 136 083	Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario – Contribution du gouvernement fédéral.....	81 901 612	
Fournitures et matériel.....		190 774	Partenariats du millénaire.....	16 428 044	
Paiements de transfert			Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	5 023 992	
Programme de développement des collectivités rurales.....	11 286 381		Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	3 000 000	
Autre aide aux collectivités rurales.....	5 562 753				242 004 190
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural.....	2 713 916				242 004 190
		19 563 050			
		28 702 711			
Moins : Recouvrements.....		1 879 034			
		26 823 677			
		-----			
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES.....</b>		<b>26 823 677</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES.....</b>		<b>242 004 190</b>
		=====			=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>107</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLICQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>
1	75 227 200	(8 052 100)	67 175 100	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 60 637 658
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 4 020
	<u>75 237 200</u>	<u>(8 052 100)</u>	<u>67 185 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ..... 60 641 678</b>
<b>Actifs</b>				
2	500 000		500 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 0
L	11 800 000		11 800 000	Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> ..... 4 853 000
	<u>12 300 000</u>		<u>12 300 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ..... 4 853 000</b>

**Description du programme :**

Cette stratégie englobe les principales fonctions de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires; à la gestion des éléments nutritifs; aux programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la gestion des éléments nutritifs, l'aménagement du territoire et l'environnement; et à l'élaboration de politiques régissant l'adoption de pratiques de production saines, la traçabilité et l'environnement. Cette stratégie comprend aussi le Bureau du vétérinaire hygiéniste en chef.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**

**PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ  
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<b>Actifs</b>
Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		Crédits législatifs
Traitements et salaires.....	24 243 774	Prêts et investissements
Avantages sociaux.....	3 309 917	Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux.....</i>
Transports et communications.....	2 122 988	4 853 000
Services.....	10 203 009	----- 4 853 000
Fournitures et matériel.....	844 213	
Paiements de transfert		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>
Initiative de salubrité		<b>DE STRATÉGIE AMÉLIORATION</b>
des aliments.....	2 329 890	<b>DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET</b>
Aide provisoire aux entreprises de		<b>DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>
transformation de la viande.....	2 826 728	<b>4 853 000</b>
Ontario Beekeepers' Association.....	115 000	=====
Aide financière en matière de		
gestion des éléments nutritifs.....	8 465 000	
Programme d'infrastructure		
de drainage agricole.....	5 890 175	
Formation en gestion des		
éléments nutritifs.....	349 445	
Recherche sur les normes		
agroenvironnementales.....	240 855	
	-----	
	20 217 093	
	-----	
	60 940 994	
Moins : Recouvrements.....	303 336	
	-----	
	60 637 658	
	-----	
		Crédits législatifs
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	4 020	
	-----	
	4 020	
	-----	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>		
<b>PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION</b>		
<b>DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET</b>		
<b>DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>60 641 678</b>	
	=====	

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario .....	81 901 613	0
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire .....	5 023 992	7 350 033
Initiative d'assurance de la salubrité des aliments .....	2 094 646	1 029 037
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA) .....	1 403 342	0
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	300 000	1 165 811
Programme d'indemnisation contre la rage .....	2 944	1 268
Programme d'infrastructure pour le DECRPLO .....	0	99 659 045
Administration du Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe .....	0	350 618
Fonds fédéraux de compensation pour les filets de protection .....	0	(5 000 000)
Divers .....	359 368	727 411
	<u>91 085 905</u>	<u>105 283 223</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Autres .....	18 141	18 912
	<u>18 141</u>	<u>18 912</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b> .....		
	<u>280 432</u>	<u>265 037</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Autres .....	308 932	330 972
	<u>308 932</u>	<u>330 972</u>
<b>REDEVANCES</b> .....		
	<u>2 312</u>	<u>0</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b> .....		
	<u>39 750 816</u>	<u>2 853 046</u>
<b>DIVERS</b>		
Autres .....	1 886 149	10 199 369
	<u>1 886 149</u>	<u>10 199 369</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE</b> .....	<u><u>133 332 687</u></u>	<u><u>118 950 559</u></u>

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux .....	5 688 468	6 352 337
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario .....	3 512	6 520
	<u>5 688 468</u>	<u>6 352 337</u>
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS</b> .....	<u><u>5 691 980</u></u>	<u><u>6 358 857</u></u>



---

# BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-58
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-59
COMMISSAIRES .....	2-62
ÉTAT DES RECETTES .....	2-64

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
102 765 207	Bureau de l'Assemblée législative	110 671 200	106 965 437
13 827 547	Commissaires	15 091 600	14 702 097
<u>116 592 754</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	<u>125 762 800</u>	<u>121 667 534</u>

Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>201</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>
1	491 800		491 800	Présidence..... 384 153
2	773 600	52 000	825 600	Bureau du greffier..... 825 509
3	12 252 000	(52 000)	12 200 000	Services parlementaires ..... 11 343 866
4	6 436 900		6 436 900	Bibliothèque de l'Assemblée législative..... 6 167 593
5	5 316 300		5 316 300	Services administratifs..... 4 997 395
6	23 883 200		23 883 200	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 22 970 866
7	3 604 800		3 604 800	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative ..... 3 591 400
8	9 747 900		9 747 900	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 9 656 539
9	15 655 900		15 655 900	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés ..... 15 270 859
10	32 231 600		32 231 600	Services de soutien aux bureaux des députés ..... 31 481 272
11	202 000		202 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario ..... 202 000
12	75 200		75 200	Appartements du lieutenant-gouverneur ..... 73 985
	<b>110 671 200</b>	<b>0</b>	<b>110 671 200</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ..... 106 965 437</b>

**Description du programme :**

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	Services administratifs (Poste 5)
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 136 493
Avantages sociaux.....	652 733
Transports et communications.....	600 677
Services.....	480 793
Fournitures et matériel.....	181 458
	5 052 154
	Moins : Recouvrements.....
	54 759
	4 997 395
	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)
Traitements et salaires.....	5 952 893
Avantages sociaux.....	1 423 455
Transports et communications.....	52 875
Services.....	13 071 684
Fournitures et matériel.....	2 659 004
	23 159 911
	Moins : Recouvrements.....
	189 045
	22 970 866
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	518 060
Avantages sociaux.....	223 588
Transports et communications.....	7 271
Services.....	70 329
Fournitures et matériel.....	6 261
	825 509
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	6 838 960
Avantages sociaux.....	1 355 821
Transports et communications.....	470 156
Services.....	1 845 841
Fournitures et matériel.....	939 664
	11 450 442
Moins : Recouvrements.....	106 576
	11 343 866
Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	4 252 184
Avantages sociaux.....	785 267
Transports et communications.....	46 990
Services.....	355 906
Fournitures et matériel.....	727 500
	6 167 847
Moins : Recouvrements.....	254
	6 167 593
	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)
Traitements et salaires.....	1 919 252
Avantages sociaux.....	369 026
Transports et communications.....	100 465
Services.....	406 783
Fournitures et matériel.....	795 874
	3 591 400
	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)
Traitements et salaires.....	5 177 501
Avantages sociaux.....	925 596
Transports et communications.....	699 644
Services.....	2 354 622
Fournitures et matériel.....	499 176
	9 656 539

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	10 062 793
Avantages sociaux.....	2 474 578
Transports et communications.....	1 638 730
Services.....	1 074 576
Fournitures et matériel.....	20 182
	15 270 859
	15 270 859
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	17 070 411
Avantages sociaux.....	3 446 276
Transports et communications.....	2 548 457
Services.....	5 324 740
Fournitures et matériel.....	3 091 388
	31 481 272
	31 481 272
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	202 000
	202 000
	202 000
Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services.....	73 985
	73 985
	73 985
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE..</b>	<b>106 965 437</b>

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>202</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES COMMISSAIRES</b>
1	2 114 100		2 114 100	Commissaire à l'environnement .....
2	12 132 800		12 132 800	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée .....
3	844 700		844 700	Bureau du commissaire à l'intégrité .....
	<b>15 091 600</b>		<b>15 091 600</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>
	=====	=====	=====	<b>PROGRAMME DES COMMISSAIRES .....</b>
				<b>14 702 097</b>
				=====

**Description du programme :**

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*; et le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 084 899
Avantages sociaux.....	199 063
Transports et communications.....	71 124
Services.....	565 496
Fournitures et matériel.....	108 318
	-----
	2 028 900
	-----
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	7 995 877
Avantages sociaux.....	1 440 031
Transports et communications.....	294 716
Services.....	1 730 937
Fournitures et matériel.....	535 833
	-----
	11 997 394
	-----
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	399 532
Avantages sociaux.....	51 261
Transports et communications.....	42 661
Services.....	158 903
Fournitures et matériel.....	23 446
	-----
	675 803
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES .....</b>	<b>14 702 097</b>
	=====

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT DES RECETTES**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS .....	0	12 030
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS.....	121 163	132 515
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	119 871	16 842
	-----	-----
DIVERS.....	1 004	105 626
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....</b>	<b>242 038</b>	<b>267 013</b>
	=====	=====

---

# BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-66
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....	2-67
ÉTAT DES RECETTES .....	2-69

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
14 821 390	Bureau du conseil des ministres	15 285 000	15 117 625
<u>14 821 390</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES</b>	<u>15 285 000</u>	<u>15 117 625</u>

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>401</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES</b>
1	14 644 600	312 100	14 956 700	Bureau principal ..... 14 816 587
2	328 300		328 300	Leader parlementaire du gouvernement..... 301 038
	<u>14 972 900</u>	<u>312 100</u>	<u>15 285 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES..... 15 117 625</b>

**Description du programme :**

Le Bureau du Conseil des ministres est l'organisme central qui aide le premier ministre, le Conseil des ministres et ses comités à établir les grandes orientations stratégiques et priorités gouvernementales et à fixer le programme législatif. Il gère les structures de prise de décisions au sein du gouvernement, coordonne les initiatives en matière de politiques et de communications, et surveille les stratégies clés ainsi que les résultats obtenus. Il offre aussi son appui au premier ministre et au Conseil des ministres dans les domaines suivants : nominations par décrets; services de correspondance; demandes d'accès à l'information; et autres questions administratives.

Le Bureau du Conseil des ministres fournit également un soutien administratif et opérationnel au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement.

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	11 229 949
Avantages sociaux.....	1 259 577
Transports et communications.....	316 744
Services.....	1 605 670
Fournitures et matériel.....	404 647
	-----
	14 816 587
	-----
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	258 469
Avantages sociaux.....	31 691
Transports et communications.....	1 180
Services.....	4 865
Fournitures et matériel.....	4 833
	-----
	301 038
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DU BUREAU DU</b>	
<b>CONSEIL DES MINISTRES .....</b>	<b>15 117 625</b>
	=====

## BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres .....	1 206	3 271
	-----	-----
DIVERS		
Autres .....	101	11
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES .....</b>	<b>1 307</b>	<b>3 282</b>
	=====	=====



---

# BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-72
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS .....	2-73
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-74
ÉTAT DES RECETTES .....	2-75

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
14 669 814	Bureau du directeur général des élections	7 516 900	22 374 870
<u>14 669 814</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS</b>	<u>7 516 900</u>	<u>22 374 870</u>

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>501</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS</b>
1	4 380 800		4 380 800	Administration des élections.....
2	3 136 100		3 136 100	Administration du financement des élections .....
L	0		0	<i>Loi électorale</i> .....
	<u>7 516 900</u>		<u>7 516 900</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....</b>
				<b>22 374 870</b>

**Description du programme :**

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 103 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 9 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	§
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 477 037
Avantages sociaux.....	633 823
	-----
	4 110 860
	-----
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	583 840
Avantages sociaux.....	123 379
Transports et communications.....	18 074
Services.....	874 769
Fournitures et matériel.....	214 360
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en	
vertu de la <i>Loi sur le financement des élections...</i>	396 238
	-----
	2 210 660
Moins : Recouvrements.....	59 680
	-----
	2 150 980
	-----
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i> .....	16 113 030
	-----
	16 113 030
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
<b>PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR</b>	
<b>GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....</b>	<b>22 374 870</b>
	=====

## BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DIVERS		
Divers Recettes .....	733 643	73 819
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS .....</b>	<b>733 643</b>	<b>73 819</b>
	=====	=====



---

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-78
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-79

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
1 086 243	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 128 500	1 127 153
<u>1 086 243</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR</b>	<u>1 128 500</u>	<u>1 127 153</u>
<u>=====</u>		<u>=====</u>	<u>=====</u>

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1701</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR</b>
1	1 128 500		1 128 500	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 127 153
	<b>1 128 500</b>		<b>1 128 500</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ..... 1 127 153</b>

**Description du programme :**

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine; nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité; fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif; annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône; accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois; approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres; et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il dénonce les tabous associés à la maladie mentale et le racisme, et appuie les initiatives en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales, et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

---

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	611 081
Avantages sociaux.....	64 177
Transports et communications.....	39 330
Services.....	219 932
Fournitures et matériel.....	71 833
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	120 800
	-----
	1 127 153
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DU BUREAU DU</b>	
<b>LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....</b>	<b>1 127 153</b>
	=====

---

# BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-82
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-83
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-84

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
10 943 286	Bureau du vérificateur général	13 992 200	12 262 266
<u>10 943 286</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL</b>	<u>13 992 200</u>	<u>12 262 266</u>
<u>=====</u>		<u>=====</u>	<u>=====</u>

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2501</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL</b>
1	13 662 200		13 662 200	Bureau du vérificateur général..... 11 862 246
L	330 000		330 000	<i>Loi sur le vérificateur général</i> ..... 400 020
	<u>13 992 200</u>		<u>13 992 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ..... 12 262 266</b>
	=====		=====	=====

**Description du programme :**

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par la Loi. En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	7 205 845
Avantages sociaux.....	1 505 185
Transports et communications.....	363 367
Services.....	2 404 226
Fournitures et matériel.....	333 623
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc. ....	50 000
	-----
	11 862 246
	-----
Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitements et salaires.....	314 144
Avantages sociaux.....	85 876
	-----
	400 020
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DU BUREAU</b>	
<b>DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....</b>	<b>12 262 266</b>
	=====

---

# CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-86
CABINET DU PREMIER MINISTRE .....	2-87
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-88

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
2 870 041	Cabinet du Premier ministre	2 952 189	2 905 468
<b>2 870 041</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>2 952 189</b>	<b>2 905 468</b>

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2401</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>
1	2 869 100		2 869 100	Cabinet du Premier ministre ..... 2 824 378
L	70 395		70 395	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 75 274
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 5 816
	2 952 189		2 952 189	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE .....</b> 2 905 468
	2 952 189		2 952 189	

**Description du programme :**

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 994 381
Avantages sociaux.....	239 148
Transports et communications.....	256 354
Services.....	285 176
Fournitures et matériel.....	49 319
	2 824 378
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	75 274
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	5 816
	81 090
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....</b>	<b>2 905 468</b>

---

# MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-90
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-91
CULTURE.....	2-93
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO .....	2-95
IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....	2-97
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-92
ÉTAT DES RECETTES .....	2-99

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
2 084 192	Administration du ministère	1 675 744	1 598 922
193 475 530	Culture	178 957 200	178 631 194
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	100 001 000	100 000 000
<u>295 559 722</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>280 633 944</u>	<u>280 230 116</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
172 990 578	Immobilisations culturelles	78 258 900	75 606 782
<u>172 990 578</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>78 258 900</u>	<u>75 606 782</u>

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2801</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	1 530 200	95 300	1 625 500	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>1 580 444</u>	<u>95 300</u>	<u>1 675 744</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>1 598 922</b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 149 490
Avantages sociaux.....	121 235
Transports et communications .....	45 730
Services .....	199 160
Fournitures et matériel .....	32 294
	-----
	1 547 909
	-----
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	37 439
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
	-----
	51 013
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>1 598 922</b>
	=====

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2802</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE LA CULTURE</b>
1	153 057 300	25 899 900	178 957 200	Culture..... 178 631 194
	<u>153 057 300</u>	<u>25 899 900</u>	<u>178 957 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>
	<u><u>153 057 300</u></u>	<u><u>25 899 900</u></u>	<u><u>178 957 200</u></u>	<b>PROGRAMME DE LA CULTURE..... 178 631 194</b>

**Description du programme :**

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture; protège le patrimoine de l'Ontario; veille au développement du réseau de bibliothèques publiques; et aide les organismes culturels afin de leur donner tous les moyens possibles pour bâtir des communautés fortes et une économie florissante.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		5 786 505
Avantages sociaux.....		620 731
Transports et communications.....		309 238
Services.....		1 592 514
Fournitures et matériel.....		138 955
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de arts.....	19 383 436	
Soutien au secteur du patrimoine.....	3 652 683	
Soutien au secteur		
des bibliothèques.....	33 346 579	
Soutien aux organismes culturels.....	1 898 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario.....	11 282 500	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 940 800	
Conseil des arts de l'Ontario.....	39 991 400	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario.....	14 340 000	
Fonds du patrimoine ontarien.....	2 343 100	
Centre des sciences de l'Ontario.....	16 611 653	
Jardins botaniques royaux.....	1 998 500	
Musée royal de l'Ontario.....	18 517 800	
Science Nord.....	2 876 300	
	-----	170 183 251
		-----
		178 631 194
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>		
<b>PROGRAMME DE LA CULTURE.....</b>		<b>178 631 194</b>
		<u><u>178 631 194</u></u>

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2803</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO</b>
1	100 001 000		100 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario..... 100 000 000
	<b>100 001 000</b>		<b>100 001 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO..... 100 000 000</b>

**Description du programme :**

La Fondation Trillium de l'Ontario joue un rôle de catalyseur afin de permettre aux Ontariens et aux Ontariennes de bâtir des communautés saines et dynamiques dans toute la province en investissant dans des initiatives communautaires qui renforcent les capacités du secteur bénévole.

---

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	100 000 000
	-----
	100 000 000
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO .....</b>	<b>100 000 000</b>
	=====

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2804</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES</b>
1	56 898 400	21 360 500	78 258 900	Immobilisations culturelles..... 75 606 782
	<u>56 898 400</u>	<u>21 360 500</u>	<u>78 258 900</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE</b>
	<u><u>56 898 400</u></u>	<u><u>21 360 500</u></u>	<u><u>78 258 900</u></u>	<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS</b>
				<b>CULTURELLES..... 75 606 782</b>
				<u><u>75 606 782</u></u>

**Description du programme :**

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle, notamment dans les organismes du ministère.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**  
**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations pour la culture .....	35 515 532	
Subventions d'immobilisations pour la culture – Contribution du gouvernement fédéral.....	655 032	
Réparations et rénovations des organismes culturels.....	6 400 000	
Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme.....	16 717 162	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada Ontario .....	16 319 056	
	-----	75 606 782
		-----
		75 606 782
		-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES.....</b>		<b>75 606 782</b>
		<u><u>75 606 782</u></u>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	16 974 088	39 899 515
Initiative des endroits historiques .....	851 595	1 372 863
	<u>17 825 683</u>	<u>41 272 378</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS .....	 77	 290
 RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	 121 737	 18 441
 <b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	 <b><u><u>17 947 497</u></u></b>	 <b><u><u>41 291 109</u></u></b>



---

# MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-102
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-103
DÉVELOPPEMENT DU NORD .....	2-105
MINES ET MINÉRAUX.....	2-107
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-104, 2-106, 2-108
ÉTAT DES RECETTES .....	2-109
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS .....	2-109

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
10 028 447	Administration du ministère	10 363 344	10 168 423
73 164 729	Développement du Nord	72 623 500	71 752 461
35 387 730	Mines et minéraux	31 094 100	29 823 470
<b>118 580 906</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>114 080 944</b>	<b>111 744 354</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Développement du Nord	20 001 000	20 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>20 002 000</b>	<b>20 000 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
361 213 398	Développement du Nord	206 605 000	204 572 272
11 740 283	Mines et minéraux	11 000 000	10 761 424
<b>372 953 681</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>217 605 000</b>	<b>215 333 696</b>
<b>ACTIFS DE IMMOBILISATIONS</b>			
0	Développement du Nord	367 700 000	367 603 787
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>367 700 000</b>	<b>367 603 787</b>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2201</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	10 312 100		10 312 100	Administration du ministère ..... 10 114 697
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 574
	10 363 344		10 363 344	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 10 168 423</b>
	10 363 344		10 363 344	10 168 423

**Description du programme :**

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les objectifs du ministère et du gouvernement grâce à l'administration judicieuse des ressources du ministère (ressources humaines et financières; information et technologie de l'information); et à son leadership en matière de politiques, de finances et de communications.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES  
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Analyse et planification</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	710 246	
Traitements et salaires.....		4 884 705	Avantages sociaux.....	74 799	
Avantages sociaux.....		573 798	Transports et communications.....	37 398	
Transports et communications.....		438 970	Services.....	49 537	
Services.....		10 200 995	Fournitures et matériel.....	37 418	
Fournitures et matériel.....		334 612			909 398
		-----			-----
		16 433 080	<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements.....		6 318 383	Transports et communications.....	14 862	
		-----	Services.....	835 323	
		10 114 697	Fournitures et matériel.....	19 088	
		-----			869 273
					-----
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	1 220 662		Services.....	145 000	
Avantages sociaux.....	122 848				145 000
Transports et communications.....	196 935				-----
Services.....	185 873		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel.....	107 277		Traitements et salaires.....	152 270	
	-----		Transports et communications.....	543	
		1 833 595	Services.....	2 451 689	
		-----	Fournitures et matériel.....	272	
					2 604 774
<i>Services financiers et administratifs</i>			Moins : Recouvrements.....	1 486 000	
Traitements et salaires.....	1 010 723				1 118 774
Avantages sociaux.....	156 442				-----
Transports et communications.....	79 567		<i>Crédits législatifs</i>		
Services.....	6 310 430		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel.....	77 850		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
	-----		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
		7 635 012	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
Moins : Recouvrements.....		4 832 383			-----
		-----			53 726
		2 802 629			-----
		-----	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
<i>Ressources humaines</i>			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b>10 168 423</b>
Traitements et salaires.....	756 927				-----
Avantages sociaux.....	94 229				-----
Transports et communications.....	48 653				-----
Services.....	20 811				-----
Fournitures et matériel.....	34 769				-----
	-----				-----
		955 389			-----
		-----			-----
<i>Services de communications</i>					-----
Traitements et salaires.....	1 033 877				-----
Avantages sociaux.....	125 480				-----
Transports et communications.....	61 012				-----
Services.....	202 332				-----
Fournitures et matériel.....	57 938				-----
	-----				-----
		1 480 639			-----
		-----			-----

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2202</b>				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
1	73 723 500	(1 100 000)	72 623 500	Développement économique du Nord.....
L	1 900 000	(1 900 000)	0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>75 623 500</u>	<u>(3 000 000)</u>	<u>72 623 500</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....</b>
				<b>71 752 461</b>
<b>Actifs</b>				
3	1 000	20 000 000	20 001 000	Actifs de fonctionnement pour le développement du Nord .....
	<u>1 000</u>	<u>20 000 000</u>	<u>20 001 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>
				<b>20 000 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
2	57 196 000		57 196 000	Développement économique du Nord.....
L	149 409 000		149 409 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>206 605 000</u>		<u>206 605 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD .....</b>
				<b>204 572 272</b>
<b>Actifs</b>				
4	356 700 000	11 000 000	367 700 000	Routes du Nord – Actifs .....
	<u>356 700 000</u>	<u>11 000 000</u>	<u>367 700 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>
				<b>367 603 787</b>

**Description du programme:**

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités plus dynamiques et plus fortes. Le ministère dirige la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord. Il s'agit d'un vaste ensemble d'initiatives destinées à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie dans le Nord de l'Ontario. Citons, notamment, les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario; le Programme de prêts aux entreprises financés par les Obligations de développement du Nord de l'Ontario; et le programme InvestiNord - GO. Le ministère coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord; appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord. Il fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens l'accès aux programmes et services du gouvernement par l'entremise de son réseau de centres d'information et de ses équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses politiques coordonnées, à ses activités de planification et aux conseils de développement du Nord, le programme permet aux résidents du Nord de la province de participer aux décisions concernant les programmes et services du gouvernement qui touchent leur région.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES**

**PROGRAMME DE DÉVELOPPMENT DU NORD – CRÉDIT 2202**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$		\$	
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Développement économique du Nord (Poste 1)		Développement économique du Nord (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	10 641 566	Services .....	10 310 247
Avantages sociaux.....	1 525 366	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	956 542	Programme des routes d'hiver.....	3 500 702
Services .....	5 128 255	Commission de transport	
Fournitures et matériel.....	565 312	Ontario Northland.....	7 397 000
Paiements de transfert		Owen Sound	
Services communautaires.....	721 685	Transportation Company.....	3 217 152
Développement économique.....	2 281 401	Fonds du patrimoine du	
Service d'emplois d'été.....	3 360 000	Nord de l'Ontario.....	25 500 000
Commission de transport		Partenariats du millénaire.....	2 479 999
Ontario Northland.....	16 100 000		-----
Owen Sound			42 094 853
Transportation Company.....	1 023 000	Autres opérations	
Programme InvestiNord du		Autre – Routes d'accès	
gouvernement de l'Ontario.....	158 959	aux ressources.....	2 758 172
Fonds du patrimoine du			-----
Nord de l'Ontario.....	34 500 000		55 163 272
	-----		-----
	58 145 045		
	-----		
	76 962 086		
Moins : Recouvrements.....	5 209 625		
	-----		
	71 752 461		
	-----		
	71 752 461		
	=====		
	=====		
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		<b>Crédits législatifs</b>	
<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>			
<b>DÉVELOPPMENT DU NORD.....</b>	<b>71 752 461</b>	Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur</i>	
		<i>l'administration financière</i> .....	149 409 000
			-----
			149 409 000
			-----
		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>	
		<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>	
		<b>DÉVELOPPMENT DU NORD.....</b>	<b>204 572 272</b>
			=====
			=====
<b>Actifs</b>		<b>Actifs</b>	
Actif de fonctionnement pour le		Routes du Nord – Actif (Poste 4)	
développement du Nord (Poste 3)			
Dépôts et charges payées d'avance.....	20 000 000	Immobilisations matérielles.....	367 603 787
	-----		-----
	20 000 000		367 603 787
	-----		-----
	20 000 000		
	=====	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>	
	=====	<b>DE DÉVELOPPMENT DU NORD.....</b>	<b>367 603 787</b>
			=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2203</b>				<b>PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
1	28 116 500	1 076 600	29 193 100	Compétitivité du secteur des minéraux.....
L	1 000	1 900 000	1 901 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<b>28 117 500</b>	<b>2 976 600</b>	<b>31 094 100</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
				<b>MINES ET DES MINÉRAUX .....</b>
				<b>29 823 470</b>
<b>Actifs</b>				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux .....
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>
				<b>DES MINES ET DES MINÉRAUX.....</b>
				<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
2	11 000 000		11 000 000	Compétitivité du secteur des minéraux.....
	<b>11 000 000</b>		<b>11 000 000</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
				<b>MINES ET DES MINÉRAUX .....</b>
				<b>10 761 424</b>

**Description du programme :**

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable qui contribuera à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux et l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques; les services de marketing international; et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux à l'échelle de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable; et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne; gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario; assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux; et la remise en valeur des terrains miniers.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$		
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)	Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	12 581 306	Transports et communications.....	12 872
Avantages sociaux.....	1 725 854	Services.....	9 374 073
Transports et communications.....	1 439 443	Fournitures et matériel.....	919 229
Services.....	9 691 680	Paiements de transfert.....	455 250
Fournitures et matériel.....	2 275 894		-----
Paiements de transfert			10 761 424
Initiative de cartographie			-----
géologique du Grand Nord.....	209 396	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>	
	-----	<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
	27 923 573	<b>MINES ET DES MINÉRAUX.....</b>	<b>10 761 424</b>
	-----		=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 899 897		
	-----		
	1 899 897		
	-----		
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>			
<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>			
<b>MINES ET DES MINÉRAUX.....</b>	<b>29 823 470</b>		
	=====		

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i> .....	5 395 371	1 557 537
	-----	-----
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Paielement du gouvernement fédéral.....	1 892 900	0
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière ( <i>Loi sur les mines</i> ) .....	2 156 263	1 535 637
Frais pour chèques refusés.....	245	35
	-----	-----
	2 156 508	1 535 672
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations .....	3 925	1 430
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS.....		
	373 019	331 258
	-----	-----
REDEVANCES.....		
	2 088 766	2 006 181
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....		
	23 307	531 088
	-----	-----
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	207 123	0
Autres .....	25 991	235 167
	-----	-----
	233 114	235 167
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>12 166 910</b>	<b>6 198 333</b>
	=====	=====

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
Développement économique - Remboursements.....	20 000 000	0
	-----	-----
<b>TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS .....</b>	<b>20,000,000</b>	<b>0</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-112
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-113
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....	2-115
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-114, 2-116
ÉTAT DES RECETTES .....	2-118
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS .....	2-118

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
12 534 847	Administration du ministère	15 277 538	14 350 061
182 952 792	Développement économique et Commerce	206 940 500	183 929 291
<u>195 487 639</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>222 218 038</u>	<u>198 279 352</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
90 413 845	Développement économique et Commerce	68 941 000	37 006 348
<u>90 413 845</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>68 941 000</u>	<u>37 006 348</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
1 901 304	Développement économique et Commerce	20 018 900	20 003 400
<u>1 901 304</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>20 018 900</u>	<u>20 003 400</u>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>901</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	15 872 600	(659 000)	15 213 600	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	25 388		25 388	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>15 936 538</u>	<u>(659 000)</u>	<u>15 277 538</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
				<b>14 350 061</b>

**Description du programme :**

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère de la Recherche et de l'Innovation; au ministère des Affaires intergouvernementales; et au Secrétariat du renouveau démocratique.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>					
Traitements et salaires.....		7 002 252	Traitements et salaires.....	1 685 371	
Avantages sociaux.....		793 793	Avantages sociaux.....	205 181	
Transports et communications.....		288 310	Transports et communications.....	31 141	
Services.....		5 803 151	Services.....	699 395	
Fournitures et matériel.....		368 067	Fournitures et matériel.....	53 608	
		-----		-----	2 674 696
		14 255 573			-----
		-----			
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	2 451 002				
Avantages sociaux.....	276 938				
Transports et communications.....	211 322				
Services.....	793 429				
Fournitures et matériel.....	110 996				
	-----	3 843 687			
		-----			
<i>Planification et finances</i>					
Traitements et salaires.....	1 032 702				
Avantages sociaux.....	93 605				
Transports et communications.....	7 933				
Services.....	722 178				
Fournitures et matériel.....	34 569				
	-----	1 890 987			
		-----			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 833 177				
Avantages sociaux.....	218 069				
Transports et communications.....	28 180				
Services.....	942 703				
Fournitures et matériel.....	141 328				
	-----	3 163 457			
		-----			
<i>Services de communication</i>					
<i>Services juridiques</i>					
			Transports et communications.....	9 734	
			Services.....	1 665 854	
			Fournitures et matériel.....	27 566	
				-----	1 703 154
					-----
<i>Services de vérification</i>					
			Services.....	340 022	
				-----	340 022
					-----
<i>Systèmes informatiques</i>					
			Services.....	639 570	
				-----	639 570
					-----
<i>Crédits législatifs</i>					
			Traitement versé au ministre en vertu		
			de la Loi sur le Conseil exécutif.....		74 955
			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		19 533
				-----	94 488
					-----
			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b>14 350 061</b>
					=====

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>902</b>				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>ÉCONOMIQUE ET COMMERCE</b>	
1	241 974 500	(108 873 700)	133 100 800	Industrie.....	116 807 377
4	22 620 900	2 914 400	25 535 300	Petites et moyennes entreprises .....	24 233 623
9	61 282 200	(14 516 400)	46 765 800	Investissements et commerce.....	42 285 327
6	638 600	(100 000)	538 600	La Société de développement de l'Ontario .....	389 700
L	1 000 000		1 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....	213 264
				<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
	<b>327 516 200</b>	<b>(120 575 700)</b>	<b>206 940 500</b>	<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT</b>	
				<b>ÉCONOMIQUE ET COMMERCE .....</b>	<b>183 929 291</b>
<b>Actifs</b>					
8	68 941 000		68 941 000	Développement économique.....	37 006 348
				<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>	
	<b>68 941 000</b>		<b>68 941 000</b>	<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT</b>	
				<b>ÉCONOMIQUE ET COMMERCE .....</b>	<b>37 006 348</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
7	20 168 900	(150 000)	20 018 900	Développement économique.....	20 003 400
				<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE</b>	
	<b>20 168 900</b>	<b>(150 000)</b>	<b>20 018 900</b>	<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT</b>	
				<b>ÉCONOMIQUE ET COMMERCE .....</b>	<b>20 003 400</b>

## Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques gouvernementales; il encourage l'innovation et l'esprit d'entreprise; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir et il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y développer leurs entreprises; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme l'industrie automobile; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les petites et moyennes entreprises de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux; et il permet aux petites entreprises d'accéder aux services du gouvernement à partir d'un guichet unique afin d'éliminer les obstacles et de multiplier les débouchés. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE**  
**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>Petites et moyennes entreprises (Poste 4)</b>		
<b>Industrie (Poste 1)</b>					
Traitements et salaires.....		5 521 429	Traitements et salaires.....		6 720 678
Avantages sociaux.....		651 745	Avantages sociaux.....		800 206
Transports et communications.....		336 366	Transports et communications.....		459 772
Services.....		5 331 803	Services.....		7 263 691
Fournitures et matériel.....		245 203	Fournitures et matériel.....		250 581
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du			Subventions pour le		
développement de l'industrie.....	309 902		développement des entreprises.....	304 672	
Institut for Competitiveness			Fonds pour la stratégie		
and Prosperity.....	1 000 000		d'aide aux petites		
Bonifications d'intérêts –			brasseries de l'Ontario.....	1 000 000	
Stratégie d'investissement			Fonds pour la Stratégie		
dans le secteur de la			vinicole de l'Ontario.....	2 000 000	
fabrication de pointe.....	2 007 051		Producteurs de vin VQA de taille		
Bonifications d'intérêts –			petite ou moyenne.....	99 000	
Fonds pour la Stratégie			Programme d'aide aux commerces		
ontarienne d'investissement			locaux en situation d'urgence.....	2 063 875	
dans l'industrie automobile.....	23 491 245		Progr. d'aide au démarrage		
Fonds d'investissements stratégiques			d'entreprises pour les jeunes.....	2 200 000	
dans des grands projets.....	9 838 990		Expérience d'entrepreneuriat pour		
Fonds pour la Stratégie ontarienne			les étudiants – Entreprise d'été.....	1 016 930	
d'investissement dans			Partenariats jeunesse.....	731 786	
l'industrie automobile.....	59 702 470				9 416 263
Initiative Investissement stratégique			Autres opérations		
dans le secteur manufacturier.....	5 125 506		Garanties honorées		
Investissement dans les			– programme « Entrepreneuriat Jeunesse –		
compétences stratégiques.....	1 695 067		Mon entreprise ».....		72 432
Stratégie de redressement économique					24 983 623
régional et local.....	1 550 600		Moins : Recouvrements.....		750 000
		104 720 831			24 233 623
		116 807 377			
			<b>Investissements et commerce (Poste 9)</b>		
<b>Crédits législatifs</b>			Traitements et salaires.....		9 017 202
<b>Autres opérations</b>			Avantages sociaux.....		1 154 290
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			Transports et communications.....		2 206 077
<i>l'administration financière</i> .....		213 264	Services.....		28 481 198
			Fournitures et matériel.....		978 060
		213 264	Paiements de transfert		
			Subventions pour le développement		
			des investissements.....	37 500	
			Subventions pour le		
			développement du commerce.....	116 000	
			Société de développement		
			du transport urbain.....	295 000	
					448 500
					42 285 327

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE  
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$
<p>La Société de développement de l'Ontario (Poste 6)</p>			<b>IMMOBILISATIONS</b>	
			Développement économique (Poste 7)	
Traitements et salaires.....		73 416		
Avantages sociaux.....		10 878		
Transports et communications .....		3 871		
Services .....		300 141		
Fournitures et matériel .....		1 394	Paiements de transfert	
		-----	L'Université de Toronto .....	20 000 000
		389 700	L'Ontario branché.....	3 400
		-----		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....</b>		<b>183 929 291</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE .....</b>	<b>20 003 400</b>
		=====		=====
<b>Actifs</b>				
<p>Développement économique (Poste 8)</p>				
Avances et montants récupérables				
Initiative « Investissement dans les compétences stratégiques ».....		205 600		
Dépôts et charges payées d'avance.....		41 340		
Prêts et investissements				
Programme de prêts dans le cadre de la Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe .....		10 663 216		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile .....		26 096 192		
		-----		
		36 759 408		
		-----		
		37 006 348		
		-----		
<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....</b>		<b>37 006 348</b>		
		=====		

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Subventions – Années précédentes .....	0	13 330
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Foire aux idées.....	129 929	191 245
Prix d'excellence en commerce international/Journées du commerce .....	108 578	116 804
Droits d'inscription à des conférences et colloques .....	100 319	49 855
Frais pour chèques refusés – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	0	70
Autres .....	2 874	18 030
	341 700	376 004
<b>REDEVANCES</b>		
Bombardier Inc. ....	2 940 337	2 625 537
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Recouvrements de dépenses des années – Subventions .....	2 827	496 154
Recouvrement lié aux radiations .....	216 281	214 964
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs .....	38 757	16 827
Traitements et salaires .....	25 401	12 745
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres .....	1 967 358	32 437
	2 250 624	773 127
<b>DIVERS</b>		
Société Bombardier – Intérêts.....	2 058 000	2 401 000
Autres .....	626 156	0
	2 684 156	2 401 000
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>8 216 817</b>	<b>6 188 998</b>

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
Palladium Finance Corporation .....	2 128 792	8 257 584
Société Bombardier.....	4 900 000	4 900 000
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>7 028 792</b>	<b>13 157 584</b>

---

# MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-120
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-121
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....	2-123
GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ .....	2-125
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-122, 2-124
ÉTAT DES RECETTES .....	2-127

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
23 305 852	Administration du ministère	25 942 778	25 703 464
11 471 938 907	Éducation élémentaire et secondaire	12 083 303 960	11 912 155 374
200 001	Groupement ITI pour les services à la collectivité	1 000	1 000
<u>11 495 444 760</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>12 109 247 738</u>	<u>11 937 859 838</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
717 529	Éducation élémentaire et secondaire	750 000	750 000
<u>717 529</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>750 000</u>	<u>750 000</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
6 065 000	Éducation élémentaire et secondaire	6 400 000	6 400 000
<u>6 065 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>6 400 000</u>	<u>6 400 000</u>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1001</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	24 260 900	1 618 940	25 879 840	Administration du ministère ..... 25 636 235
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 27 077
	<u>24 323 838</u>	<u>1 618 940</u>	<u>25 942 778</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 25 703 464</b>
	=====	=====	=====	=====

**Description du programme :**

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Services de communication</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	4 817 396
Traitements et salaires.....	12 998 015	Avantages sociaux.....	657 803
Avantages sociaux.....	1 924 802	Transports et communications.....	131 697
Transports et communications.....	410 229	Services.....	1 196 048
Services.....	17 433 528	Fournitures et matériel.....	136 061
Fournitures et matériel.....	521 195		-----
	33 287 769		6 939 005
Moins : Recouvrements.....	7 651 534	Moins : Recouvrements.....	1 761 900
	-----		-----
	25 636 235		5 177 105
	-----	<i>Services juridiques</i>	
<i>Bureau principal</i>		Transports et communications.....	22 541
Traitements et salaires.....	2 013 903	Services.....	2 412 998
Avantages sociaux.....	196 396	Fournitures et matériel.....	72 739
Transports et communications.....	91 176		-----
Services.....	117 031		2 508 278
Fournitures et matériel.....	48 047	Moins : Recouvrements.....	564 600
	-----		-----
	2 466 553		1 943 678
	-----	<i>Services de vérification</i>	
<i>Services financiers et administratifs</i>		Transports et communications.....	323
Traitements et salaires.....	3 993 097	Services.....	1 700 886
Avantages sociaux.....	827 283		-----
Transports et communications.....	118 560		1 701 209
Services.....	5 520 147	Moins : Recouvrements.....	800 500
Fournitures et matériel.....	185 410		-----
	-----		900 709
	10 644 497	<i>Systèmes informatiques</i>	
Moins : Recouvrements.....	3 232 624	Services.....	5 611 700
	-----		-----
	7 411 873		5 611 700
	-----	Crédits législatifs	
<i>Ressources humaines</i>		Traitement versé au ministre en vertu	
Traitements et salaires.....	2 173 619	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Avantages sociaux.....	243 320	Traitement versé aux adjoints parlementaires	
Transports et communications.....	45 932	en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	27 077
Services.....	874 718		-----
Fournitures et matériel.....	78 938		67 229
	-----		-----
	3 416 527	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
Moins : Recouvrements.....	1 291 910	<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>25 703 464</b>
	-----		-----
	2 124 617		-----
	-----		-----

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1002</b>				<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
1	11 492 876 200	55 335 360	11 548 211 560	Politiques et prestation des programmes.....
2	116 273 200	10 819 200	127 092 400	Activités éducatives.....
L	408 000 000		408 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....
L	0		0	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<b>12 017 149 400</b>	<b>66 154 560</b>	<b>12 083 303 960</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>
				<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....</b>
				<b>11 912 155 374</b>
<b>Actifs</b>				
4	750 000		750 000	Politiques et prestation des programmes.....
	<b>750 000</b>		<b>750 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>
				<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>
				<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....</b>
				<b>750 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	6 400 000		6 400 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire ...
	<b>6 400 000</b>		<b>6 400 000</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>
				<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....</b>
				<b>6 400 000</b>

**Description du programme :**

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		Paiements de transfert
		Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime</i> <i>de retraite des enseignants</i> .....
		344 921 783
		-----
		344 921 783
		-----
		Crédits législatifs
Traitements et salaires.....	41 215 500	
Avantages sociaux.....	4 942 247	
Transports et communications.....	10 415 886	
Services .....	64 245 736	
Fournitures et matériel .....	2 499 549	
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement		
aux conseils scolaires.....	10 975 206 904	
Programmes d'éducation		
– Autres .....	299 135 749	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation.....	35 244 478	
Association canadienne d'éducation.....	168 558	
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques.....	453 900	
Conseil des ministres de l'éducation (Canada).....	799 737	
Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario.....	45 000	
Projets des langues officielles.....	2 550 000	
Jeunes voyageurs de l'Ontario.....	332 878	
Subventions diverses.....	111 300	
Projet de révision du périmètre comptable.....	3 855 898	
	-----	
	11 317 904 402	
	-----	
	11 441 223 320	
	-----	
		<b>Actifs</b>
		Politiques et prestations des programmes (Poste 4)
		Dépôts et charges payées d'avance.....
		750 000
		-----
		750 000
		-----
		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....</b>
		<b>750 000</b>
		=====
		<b>IMMOBILISATIONS</b>
		Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)
		Autres opérations
		Investissements dans les immobilisations .....
		6 400 000
		-----
		6 400 000
		-----
		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .....</b>
		<b>6 400 000</b>
		=====
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	42 059 681	
Avantages sociaux.....	6 151 208	
Transports et communications.....	1 505 523	
Services .....	11 915 359	
Fournitures et matériel .....	5 356 207	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités .....	60 825	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.....	58 960 800	
	-----	
	59 021 625	
	-----	
	126 009 603	
	-----	

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1003</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ</b>
1	1 000		1 000	Groupement ITI pour les services à la collectivité ..... 1 000
				<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ .....</b>
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>1 000</b>

**Description du programme :**

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation, Collèges et Universités; Tourisme et Loisirs; Culture; Affaires intergouvernementales; et Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et des services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Groupement ITI pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 879 000
Avantages sociaux.....	310 599
Transports et communications.....	151 324
Services.....	6 770 932
Fournitures et matériel.....	298 345
	11 410 200
Moins : Recouvrements.....	11 409 200
	1 000
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT ITI POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....</b>	<b>1 000</b>

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Langues officielles dans l'enseignement .....	68 602 781	67 579 028
Autres .....	576 387	520 229
	<u>69 179 168</u>	<u>68 099 257</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées.....	143 448	246 645
Frais pour chèques refusés.....	0	35
	<u>143 448</u>	<u>246 680</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Avantages, accessoires.....	66 103	70 809
Locaux mis en location.....	41 036	58 190
Ventes de ressources aux conseils scolaires.....	1 063	1 907
Autres .....	126 033	126 000
	<u>234 235</u>	<u>256 906</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Fournisseurs.....	1 413 315	354 840
	<u>1 413 315</u>	<u>354 840</u>
<b>DIVERS</b>		
Écoles provinciales .....	460 336	457 106
Intérêts bancaires .....	39 393	59 749
Autres .....	0	2 191
	<u>499 729</u>	<u>519 046</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b><u><u>71 469 895</u></u></b>	<b><u><u>69 476 729</u></u></b>



---

# MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-130
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-131
TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE .....	2-133
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-132
ÉTAT DES RECETTES .....	2-135

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
6 242 333	Administration du ministère	8 292 744	8 129 061
16 717 118	Transformation du secteur de l'énergie	39 389 700	30 407 500
<u>22 959 451</u> =====	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>47 682 444</u> =====	<u>38 536 561</u> =====

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2901</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	7 649 600	592 900	8 242 500	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>7 699 844</u>	<u>592 900</u>	<u>8 292 744</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>8 129 061</b>

**Description du programme :**

Ce programme fournit toute une gamme de services: services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien au personnel et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	4 437 863	Traitements et salaires.....	1 121 502
Avantages sociaux.....	511 281	Avantages sociaux.....	152 523
Transports et communications.....	290 609	Transports et communications.....	52 349
Services.....	3 296 161	Services.....	420 674
Fournitures et matériel.....	234 421	Fournitures et matériel.....	47 285
	-----		-----
	8 770 335		1 794 333
Moins : Recouvrements.....	695 000		-----
	-----	<i>Analyse et planification</i>	
	8 075 335	Traitements et salaires.....	1 554 630
	-----	Avantages sociaux.....	163 308
		Transports et communications.....	45 542
		Services.....	160 746
		Fournitures et matériel.....	43 941
			-----
			1 968 167
			-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 761 731	Transports et communications.....	9 914
Avantages sociaux.....	195 450	Services.....	914 595
Transports et communications.....	169 417	Fournitures et matériel.....	10 322
Services.....	55 363		-----
Fournitures et matériel.....	52 040		934 831
	-----		-----
	2 234 001	<i>Services de vérification</i>	
	-----	Services.....	50 614
			-----
			50 614
			-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Transports et communications.....	13 387	Services.....	460 377
Services.....	1 121 246	Moins : Recouvrements.....	285 000
Fournitures et matériel.....	80 833		-----
	-----		175 377
	1 215 466		-----
Moins : Recouvrements.....	410 000	<i>Crédits législatifs</i>	
	-----	Traitement versé au ministre en vertu	
	805 466	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
	-----	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
			-----
			53 726
			-----
<i>Ressources humaines</i>		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
Services.....	112 546	<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>8 129 061</b>
	-----		-----
	112 546		-----
	-----		-----

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2902</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE</b>
1	18 657 700	20 732 000	39 389 700	Politiques et programmes..... 30 407 500
	<u>18 657 700</u>	<u>20 732 000</u>	<u>39 389 700</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE ..... 30 407 500</b>
	<u><u>18 657 700</u></u>	<u><u>20 732 000</u></u>	<u><u>39 389 700</u></u>	<u><u>30 407 500</u></u>

**Description du programme :**

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique diversifié, écologiquement viable, à des prix concurrentiels. Ce programme appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**  
**PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 727 286
Avantages sociaux.....	699 077
Transports et communications.....	310 339
Services.....	13 893 446
Fournitures et matériel.....	112 690
Paiements de transfert	
Recherche en bioénergie.....	150 000
Initiatives liées à l'approvisionnement	
énergétique.....	8 548 311
Initiatives de conservation.....	1 123 479
	-----
	9 821 789
	-----
	30 564 627
Moins : Recouvrements.....	157 127
	-----
	30 407 500
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
<b>PROGRAMME DE TRANSFORMATION</b>	
<b>DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE.....</b>	<b>30 407 500</b>
	=====

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits .....	1 459	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert.....	50 000	24 437
Ventes et Locations.....	36 112	0
	-----	-----
	86 112	24 437
	-----	-----
DIVERS		
Autres .....	519 006	3 519 553
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>678 577</b>	<b>3 543 990</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-138
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-139
ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	2-142
ASSAINISSEMENT DE L'EAU .....	2-145
GESTION DES DÉCHETS.....	2-149
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-141
ÉTAT DES RECETTES .....	2-153

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
56 338 932	Administration du ministère	59 239 044	59 241 679
54 374 200	Assainissement de l'air	57 548 600	57 547 308
156 040 996	Assainissement de l'eau	124 343 500	124 341 352
39 916 700	Gestion des déchets	39 756 700	39 753 916
<b>306 670 828</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>280 887 844</b>	<b>280 884 255</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
9 186 063	Assainissement de l'eau	25 034 300	25 033 561
3 819 914	Gestion des déchets	4 411 200	4 411 012
<b>13 005 977</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>29 445 500</b>	<b>29 444 573</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1101</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	59 042 800	146 000	59 188 800	Soutien à la gestion stratégique..... 59 187 953
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 574
	59 093 044	146 000	59 293 044	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 59 241 679</b>
	59 093 044	146 000	59 293 044	59 241 679

**Description du programme :**

Ce programme offre ses conseils stratégiques et son aide en matière de politiques ministérielles, de planification axée sur les résultats et de planification financière, de contrôle financier, de ressources humaines, d'administration, de vérification et de systèmes d'information et de technologie. Il assure aussi la prestation de services juridiques et de communications efficaces, la gestion des connaissances et propose des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale pour atteindre les activités et objectifs clés du ministère.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>	
Traitements et salaires.....	19 984 568	Traitements et salaires.....	1 851 980
Avantages sociaux.....	2 968 891	Avantages sociaux.....	219 696
Transports et communications.....	1 474 392	Transports et communications.....	138 863
Services.....	32 058 402	Services.....	5 190 241
Fournitures et matériel.....	2 897 700	Fournitures et matériel.....	682 525
	-----		-----
	56 383 953		8 083 305
Moins : Recouvrements.....	196 000	Moins : Recouvrements.....	94 600
	-----		-----
	59 187 953		7 988 705
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Communications</i>	
Traitements et salaires.....	1 749 282	Traitements et salaires.....	2 719 559
Avantages sociaux.....	183 639	Avantages sociaux.....	408 349
Transports et communications.....	115 073	Transports et communications.....	175 442
Services.....	53 312	Services.....	934 101
Fournitures et matériel.....	54 459	Fournitures et matériel.....	80 290
	-----		-----
	2 155 765		4 317 741
	-----		-----
<i>Planification et contrôle financière</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	3 289 862	Traitements et salaires.....	78 593
Avantages sociaux.....	413 668	Transports et communications.....	183 101
Transports et communications.....	65 729	Services.....	3 360 142
Services.....	2 732 209	Fournitures et matériel.....	197 081
Fournitures et matériel.....	316 205		-----
	-----		3 818 917
	6 817 673		-----
	-----	<i>Services de vérification</i>	
<i>Ressources humaines</i>		Services.....	487 710
Traitements et salaires.....	2 381 788		-----
Avantages sociaux.....	644 074		487 710
Transports et communications.....	99 918		-----
Services.....	858 471	<i>Commissions et comités</i>	
Fournitures et matériel.....	141 889	Traitements et salaires.....	1 030 905
	-----	Avantages sociaux.....	129 103
	4 126 140	Transports et communications.....	75 680
Moins : Recouvrements.....	101 400	Services.....	397 131
	-----	Fournitures et matériel.....	115 652
	4 024 740		-----
	-----		1 748 471
	-----		-----

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<i>Locaux</i>		
Transports et communications .....	72 098	
Services .....	16 468 734	
Fournitures et matériel .....	775 151	
	-----	17 315 983
		-----
<i>Innovation environnementale</i>		
Traitements et salaires.....	2 125 995	
Avantages sociaux.....	355 662	
Transports et communications .....	82 369	
Services .....	575 647	
Fournitures et matériel .....	56 806	
	-----	3 196 479
		-----
<i>Soutien à la gestion des programmes</i>		
Traitements et salaires.....	4 756 604	
Avantages sociaux.....	614 700	
Transports et communications .....	466 119	
Services .....	1 000 704	
Fournitures et matériel .....	477 642	
	-----	7 315 769
		-----
<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
		-----
		53 726
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>59 241 679</b>
		=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1106</b>				<b>PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
1	28 321 400	8 243 200	36 564 600	Smog et substances toxiques atmosphériques.....	36 564 144
2	20 144 200	(925 300)	19 218 900	Air pur .....	19 218 135
3	1 439 300	325 800	1 765 100	Changement climatique .....	1 765 029
	<u>49 904 900</u>	<u>7 643 700</u>	<u>57 548 600</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<b>POUR LE PROGRAMME</b>	
				<b>D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR .....</b>	<b>57 547 308</b>
					<u>=====</u>

**Description du programme :**

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales et/ou mondiales. Ce programme est également chargé de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....		23 082 580	Traitements et salaires.....		730 236
Avantages sociaux.....		2 912 943	Avantages sociaux.....		101 082
Transports et communications.....		919 100	Transports et communications.....		36 306
Services.....		3 584 377	Services.....		231 104
Fournitures et matériel.....		1 438 054	Fournitures et matériel.....		35 734
Paiements de transfert					-----
Subventions pour les					1 134 462
partenariats environnementaux.....		4 627 090			-----
		-----			
		36 564 144	<i>Prestation des programmes</i>		
		-----			
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	9 439 939		Subventions pour les partenariats		
Avantages sociaux.....	1 165 284		environnementaux.....	4 627 090	
Transports et communications.....	496 334			-----	4 627 090
Services.....	894 122				-----
Fournitures et matériel.....	468 180				
	-----	12 463 859			
		-----	<i>Air pur (Poste 2)</i>		
<i>Science et normes</i>			Traitements et salaires.....		2 802 644
Traitements et salaires.....	6 054 443		Avantages sociaux.....		359 587
Avantages sociaux.....	801 791		Transports et communications.....		125 500
Transports et communications.....	148 867		Services.....		15 762 000
Services.....	1 544 560		Fournitures et matériel.....		168 404
Fournitures et matériel.....	552 285				-----
	-----	9 101 946			19 218 135
		-----			-----
<i>Autorisations</i>			<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		
Traitements et salaires.....	2 958 287		Traitements et salaires.....	781 343	
Avantages sociaux.....	368 713		Avantages sociaux.....	131 507	
Transports et communications.....	63 451		Transports et communications.....	59 450	
Services.....	85 351		Services.....	402 998	
Fournitures et matériel.....	14 152		Fournitures et matériel.....	46 214	
	-----	3 489 954		-----	1 421 512
		-----			-----
<i>Surveillance environnementale</i>			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....	3 899 675		Traitements et salaires.....	952 926	
Avantages sociaux.....	476 073		Avantages sociaux.....	111 940	
Transports et communications.....	174 142		Transports et communications.....	43 953	
Services.....	829 240		Services.....	836 321	
Fournitures et matériel.....	367 703		Fournitures et matériel.....	38 253	
	-----	5 764 833		-----	1 983 393
		-----			-----

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<i>Prestation des programmes</i>		
Traitements et salaires.....	1 068 375	
Avantages sociaux.....	116 140	
Transports et communications.....	22 097	
Services.....	14 522 681	
Fournitures et matériel.....	83 937	
	-----	15 813 230
		-----
<i>Changement climatique (Poste 3)</i>		
Traitements et salaires.....		1 082 633
Avantages sociaux.....		137 012
Transports et communications.....		17 190
Services.....		522 487
Fournitures et matériel.....		5 707
		-----
		1 765 029
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>POUR LE PROGRAMME</b>		
<b>D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....</b>		<b>57 547 308</b>
		<b>=====</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1107</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU</b>
1	98 980 500	(257 000)	98 723 500	Assainissement de l'eau.....
2	18 852 500	1 879 400	20 731 900	Protection des sources.....
3	9 142 300	(4 255 200)	4 887 100	Gestion des éléments nutritifs.....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>126 976 300</u>	<u>(2 632 800)</u>	<u>124 343 500</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....</b>
				<b>124 341 352</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
4	22 750 000	2 284 300	25 034 300	Immobilisations – Eau .....
	<u>22 750 000</u>	<u>2 284 300</u>	<u>25 034 300</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....</b>
				<b>25 033 561</b>

**Description du programme :**

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes; en surveillant la qualité de l'eau; et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Surveillance environnementale</i>	
Assainissement de l'eau (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	52 704 991	Traitements et salaires.....	2 957 538
Avantages sociaux.....	6 974 486	Avantages sociaux.....	442 823
Transports et communications.....	2 247 060	Transports et communications.....	120 495
Services.....	24 185 805	Services.....	1 644 877
Fournitures et matériel.....	4 876 920	Fournitures et matériel.....	173 858
Paiements de transfert			-----
Subventions pour les partenariats			5 339 591
environnementaux.....	1 009 434		-----
Subventions pour l'eau potable.....	1 938 350		
Subventions pour le Centre			
de Walkerton pour			
l'assainissement de l'eau.....	5 000 000		
	-----		
	7 947 784		
	-----		
	98 937 046		
Moins : Recouvrements.....	213 673		
	-----		
	98 723 373		
	-----		
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		<i>Élaboration des politiques et programmes</i>	
Traitements et salaires.....	29 284 874	Traitements et salaires.....	1 457 050
Avantages sociaux.....	3 943 995	Avantages sociaux.....	149 446
Transports et communications.....	1 456 715	Transports et communications.....	34 950
Services.....	6 319 154	Services.....	910 743
Fournitures et matériel.....	1 175 709	Fournitures et matériel.....	48 257
	-----		-----
	42 180 447		2 600 446
	-----		-----
<i>Science et normes</i>		<i>Prestation des programmes</i>	
Traitements et salaires.....	10 848 539	Traitements et salaires.....	2 308 905
Avantages sociaux.....	1 470 267	Avantages sociaux.....	258 721
Transports et communications.....	341 864	Transports et communications.....	28 522
Services.....	1 829 732	Services.....	120 480
Fournitures et matériel.....	614 498	Fournitures et matériel.....	65 435
	-----	Paiements de transfert	
	15 104 900	Subventions pour	
	-----	les partenariats	
		environnementaux..	1 009 434
		Subventions pour	
		l'eau potable.....	1 938 350
			-----
			2 947 784
			-----
			5 729 847
		Moins : Recouvrements.....	213 673
			-----
			5 516 174
			-----
<i>Autorisations</i>		<i>Organismes</i>	
Traitements et salaires.....	5 848 085	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	709 234	Subventions pour le Centre	
Transports et communications.....	253 293	de Walkerton pour	
Services.....	1 419 994	l'assainissement de l'eau.....	5 000 000
Fournitures et matériel.....	160 989		-----
	-----		5 000 000
	8 391 595		-----
	-----		-----

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<i>Aide aux programmes spécialisés</i>			<i>Autorisations</i>		
Transports et communications .....	11 221		Traitements et salaires.....	768 420	
Services .....	4 912 568		Avantages sociaux .....	119 576	
Fournitures et matériel .....	2 209 310		Transports et communications.....	16 272	
-----		7 133 099	Services .....	6 263	
		-----	Fournitures et matériel .....	26 916	
			-----		937 447
					-----
<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>			<i>Surveillance environnementale</i>		
Services .....	7 028 257		Traitements et salaires.....	3 702 954	
Fournitures et matériel .....	428 864		Avantages sociaux .....	439 967	
-----		7 457 121	Transports et communications.....	123 119	
		-----	Services .....	1 144 202	
			Fournitures et matériel .....	458 800	
			-----		5 869 042
					-----
<i>Protection des sources (Poste 2)</i>			<i>Élaboration des politiques et programmes</i>		
Traitements et salaires.....		11 234 229	Traitements et salaires.....	2 868 346	
Avantages sociaux.....		1 491 149	Avantages sociaux .....	384 167	
Transports et communications.....		420 306	Transports et communications.....	176 286	
Services .....		4 318 169	Services .....	1 320 072	
Fournitures et matériel .....		1 561 691	Fournitures et matériel .....	111 329	
Paievements de transfert			Paievements de transfert		
Subventions pour la protection des sources.....		1 705 530	Subventions pour la		
		-----	protection des sources.....	1 373 030	
		20 731 074	-----		6 233 230
		-----			-----
			<i>Partenariat fédéral-provincial</i>		
<i>Science et normes</i>			Traitements et salaires.....	660 014	
Traitements et salaires.....	3 234 495		Avantages sociaux .....	71 079	
Avantages sociaux.....	476 360		Transports et communications.....	44 139	
Transports et communications.....	60 490		Services .....	1 244 649	
Services .....	602 983		Fournitures et matériel .....	14 567	
Fournitures et matériel .....	671 103		Paievements de transfert		
-----		5 045 431	Subventions pour la		
		-----	protection des sources.....	332 500	
			-----		2 366 948
					-----
			<i>Locaux</i>		
			Fournitures et matériel .....	278 976	
			-----		278 976
					-----

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<i>Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)</i>			
Traitements et salaires.....	2 689 859	Traitements et salaires.....	627 678
Avantages sociaux.....	361 079	Avantages sociaux.....	101 247
Transports et communications.....	148 455	Transports et communications.....	18 930
Services.....	1 147 683	Services.....	196 511
Fournitures et matériel.....	249 829	Fournitures et matériel.....	112 107
Paiements de transfert			-----
Subventions pour les partenariats de			1 056 473
gestion des éléments nutritifs.....	290 000		-----
	-----		
	4 886 905		
	-----		
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		<i>Surveillance environnementale</i>	
Traitements et salaires.....	1 100 542	Traitements et salaires.....	2 888
Avantages sociaux.....	136 114	Avantages sociaux.....	255
Transports et communications.....	120 650	Services.....	460
Services.....	424 079		-----
Fournitures et matériel.....	69 784		3 603
	-----		-----
	1 851 169		
	-----		
<i>Science et normes</i>			
Traitements et salaires.....	929 066		
Avantages sociaux.....	118 572		
Transports et communications.....	8 759		
Services.....	202 686		
Fournitures et matériel.....	67 782		
Paiements de transfert			
Subventions pour les partenariats			
de gestion des éléments nutritifs.....	290 000		
	-----		
	1 616 865		
	-----		
<i>Autorisations</i>		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Traitements et salaires.....	29 685	Immobilisations – Eau (Poste 4)	
Avantages sociaux.....	4 891	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	116	Subventions pour les	
Services.....	323 947	projets d'assainissement	
Fournitures et matériel.....	156	des Grands Lacs.....	420 000
	-----	Protection des sources d'eau à	
	358 795	l'échelle des bassins versants.....	17 749 953
	-----		-----
			18 169 953
		Autres opérations	
		Investissements dans les immobilisations.....	6 863 608
			-----
			25 033 561
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
		<b>POUR LE PROGRAMME</b>	
		<b>D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....</b>	<b>124 341 352</b>
			=====
		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>	
		<b>POUR LE PROGRAMME</b>	
		<b>D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....</b>	<b>25 033 561</b>
			=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1108</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS</b>
1	14 882 400	1 916 100	16 798 500	Réduction des déchets non dangereux .....
2	14 238 700	384 200	14 622 900	Gestion des déchets dangereux .....
3	7 759 400	574 900	8 334 300	Restauration des sols.....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>36 881 500</u>	<u>2 875 200</u>	<u>39 756 700</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>
				<b>GESTION DES DÉCHETS.....</b>
				<b>39 753 916</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
4	6 695 500	(2 284 300)	4 411 012	Immobilisations – gestion des déchets.....
	<u>6 695 500</u>	<u>(2 284 300)</u>	<u>4 411 012</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>
				<b>GESTION DES DÉCHETS.....</b>
				<b>4 411 012</b>

**Description du programme :**

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Élaboration des politiques et programmes</i>	
Réduction des déchets non dangereux (Poste 1)		Traitements et salaires.....	593 654
Traitements et salaires.....	11 059 909	Avantages sociaux .....	99 748
Avantages sociaux.....	1 441 541	Transports et communications.....	44 894
Transports et communications.....	429 530	Services .....	529 701
Services .....	1 932 390	Fournitures et matériel.....	44 750
Fournitures et matériel.....	820 262		-----
Paiements de transfert			1 312 747
Subventions pour les partenariats		<i>Prestation des programmes</i>	
environnementaux.....	1 114 198	Paiements de transfert	
	-----	Subventions pour les partenariats	
	16 797 830	environnement.....	1 114 198
	-----		-----
			1 114 198
		<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>	
<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		Services .....	290 300
Traitements et salaires.....	8 112 994		-----
Avantages sociaux.....	1 040 034		290 300
Transports et communications.....	337 771	<i>Gestion des déchets dangereux (Poste 2)</i>	
Services .....	808 809	Traitements et salaires.....	10 312 561
Fournitures et matériel.....	609 673	Avantages sociaux .....	1 407 950
	-----	Transports et communications.....	366 240
	10 909 281	Services .....	2 029 520
	-----	Fournitures et matériel.....	506 047
			-----
			14 622 318
<i>Science et normes</i>		<i>Conformité, application des lois et intervention</i>	
Traitements et salaires.....	270 626	Traitements et salaires.....	5 991 826
Avantages sociaux.....	36 357	Avantages sociaux .....	786 038
Transports et communications.....	32 203	Transports et communications.....	306 568
Services .....	96 092	Services .....	715 615
Fournitures et matériel.....	156 499	Fournitures et matériel.....	368 666
	-----		-----
	591 777		8 168 713
	-----		-----
		<i>Sciences et normes</i>	
<i>Autorisations</i>		Traitements et salaires.....	1 236 122
Traitements et salaires.....	2 082 635	Avantages sociaux .....	150 993
Avantages sociaux.....	265 402	Transports et communications.....	23 393
Transports et communications.....	14 662	Services .....	271 497
Services .....	207 488	Fournitures et matériel.....	92 498
Fournitures et matériel.....	9 340		-----
	-----		1 774 503
	2 579 527		-----
	-----		

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<i>Autorisations</i>			<i>Conformité, application des lois et intervention</i>		
Traitements et salaires.....	1 015 248		Traitements et salaires.....	330 190	
Avantages sociaux.....	150 318		Avantages sociaux.....	46 391	
Transports et communications.....	6 449		Transports et communications.....	19 036	
Services.....	51 190		Services.....	272 842	
Fournitures et matériel.....	2 031		Fournitures et matériel.....	231 245	
	-----	1 225 236		-----	899 704
		-----			-----
<i>Surveillance environnementale</i>			<i>Sciences et normes</i>		
Traitements et salaires.....	896 746		Traitements et salaires.....	923 369	
Avantages sociaux.....	152 638		Avantages sociaux.....	131 450	
Transports et communications.....	23 150		Transports et communications.....	9 483	
Services.....	906 617		Services.....	266 831	
Fournitures et matériel.....	41 556		Fournitures et matériel.....	62 441	
	-----	2 020 707		-----	1 393 574
		-----			-----
<i>Élaboration des politiques et programmes</i>			<i>Autorisations</i>		
Traitements et salaires.....	1 172 619		Traitements et salaires.....	134 672	
Avantages sociaux.....	167 963		Avantages sociaux.....	18 164	
Transports et communications.....	6 680		Transports et communications.....	1 457	
Services.....	84 601		Services.....	29 074	
Fournitures et matériel.....	1 296		Fournitures et matériel.....	37	
	-----	1 433 159		-----	183 404
		-----			-----
<i>Restauration des sols (Poste 3)</i>			<i>Surveillance environnementale</i>		
Traitements et salaires.....	4 172 665		Traitements et salaires.....	382 900	
Avantages sociaux.....	551 067		Avantages sociaux.....	48 340	
Transports et communications.....	93 321		Transports et communications.....	9 766	
Services.....	3 104 922		Services.....	18 786	
Fournitures et matériel.....	411 793		Fournitures et matériel.....	56 128	
	-----	8 333 768		-----	515 920
		-----			-----
			<i>Élaboration des politiques et du programme</i>		
Traitements et salaires.....	2 363 453		Traitements et salaires.....	2 363 453	
Avantages sociaux.....	271 775		Avantages sociaux.....	271 775	
Transports et communications.....	52 903		Transports et communications.....	52 903	
Services.....	73 147		Services.....	73 147	
Fournitures et matériel.....	29 083		Fournitures et matériel.....	29 083	
	-----			-----	2 790 361
					-----

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<i>Prestation du programme</i>		
Traitements et salaires.....	38 081	
Avantages sociaux.....	34 947	
Transports et communications.....	676	
Services.....	2 121 949	
Fournitures et matériel.....	32 859	
	-----	2 228 512
		-----
<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>		
Services.....	322 293	
	-----	322 293
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>		
<b>GESTION DES DÉCHETS.....</b>		<b>39 753 916</b>
		=====
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets		
d'assainissement de l'environnement.....		2 496 149
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations.....		1 914 863
		-----
		4 411 012
		-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>		
<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>		
<b>GESTION DES DÉCHETS.....</b>		<b>4 411 012</b>
		=====

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ÉTAT DES RECETTES**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	2007 \$	2006 \$
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Service de référence externe .....	0	394
Autres .....	32 339	94 847
	-----	-----
	32 339	95 241
	-----	-----
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits, permis et autorisations .....	2 199 840	1 870 549
Certificats d'autorisation.....	6 908 990	7 021 885
Frais liés aux déchets dangereux.....	6 094 554	6 416 876
Air pur Ontario .....	30 320 315	33 981 246
	-----	-----
	45 523 699	49 290 556
	-----	-----
<b>VENTES ET LOCATIONS.....</b>	<b>106 354</b>	<b>97 202</b>
	-----	-----
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres .....	95 000	50 210 951
	-----	-----
	95 000	50 210 951
	-----	-----
<b>DIVERS</b>		
Autres .....	1 366	30 373
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>45 758 758</b>	<b>99 724 323</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-156
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-157
POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS.....	2-159
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-161
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-164
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE	
DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-166
BUREAU DES RÉSULTATS.....	2-168
TRÉSOR.....	2-170
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-160, 2-158, 2-163, 2-171
ÉTAT DES RECETTES.....	2-172
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-174

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
99 172 298	Administration du ministère	136 461 144	126 535 143
451 138 455	Politiques fiscales, du budget et de l'administration des revenus	679 349 500	684 501 866
1 038 050 132	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 094 122 700	944 506 714
96 561	Réglementation de l'industrie des services financiers	501 000	215 896
830 412	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux	1 000	0
2 255 434	Bureau des résultats	2 617 200	660 000
7 809 059 086	Trésor	8 171 510 000	7 667 111 613
<b>9 400 602 378</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>10 084 562 544</b>	<b>9 423 531 232</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
3 899 595	Politiques fiscales, du budget et de l'administration des revenus	5 050 200	2 869 556
67 500 000	Politiques économiques, budgétaires et financières	0	0
<b>71 399 595</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>5 050 200</b>	<b>2 869 556</b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1201</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	139 502 900	(3 092 000)	136 410 900	Administration du ministère ..... 126 481 205
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 786
	<u>139 553 144</u>	<u>(3 092 000)</u>	<u>136 461 144</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ... 126 535 143</b>
	=====	=====	=====	=====

**Description du programme :**

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien au ministère, tels que collecte de données et gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère. Le programme est également responsable des volets services et responsabilité, en collaboration avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié; et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Administration du ministère (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	36 589 080	Traitements et salaires.....	1 428 744
Avantages sociaux.....	5 253 902	Avantages sociaux.....	164 569
Transports et communications.....	7 114 868	Transports et communications.....	14 355
Services.....	71 695 897	Services.....	615 328
Fournitures et matériel.....	8 813 182	Fournitures et matériel.....	129 552
	-----		-----
	129 466 929		2 352 548
Moins : Recouvrements.....	2 985 724		-----
	-----		
	126 481 205		
	-----		
<i>Bureau principal</i>		<i>Analyse et planification</i>	
Traitements et salaires.....	2 434 068	Traitements et salaires.....	120 146
Avantages sociaux.....	242 496	Transports et communications.....	96 379
Transports et communications.....	219 124	Services.....	5 143 527
Services.....	376 128	Fournitures et matériel.....	184 210
Fournitures et matériel.....	83 995		-----
	-----		5 544 262
	3 355 811		-----
	-----		
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	3 254 202	Traitements et salaires.....	120 146
Avantages sociaux.....	691 898	Transports et communications.....	96 379
Transports et communications.....	228 485	Services.....	5 143 527
Services.....	10 724 505	Fournitures et matériel.....	184 210
Fournitures et matériel.....	52 349		-----
	-----		5 544 262
	14 951 439		-----
	-----		
<i>Ressources humaines</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	3 640 101	Services.....	1 126 297
Avantages sociaux.....	469 720	Fournitures et matériel.....	113
Transports et communications.....	78 189		-----
Services.....	986 146		1 126 410
Fournitures et matériel.....	205 909		-----
	-----		
	5 380 065		
	-----		
<i>Services de communication</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 315 977	Traitements et salaires.....	11 704 330
Avantages sociaux.....	302 557	Avantages sociaux.....	1 538 258
Transports et communications.....	82 587	Transports et communications.....	6 124 963
Services.....	977 896	Services.....	47 471 390
Fournitures et matériel.....	155 696	Fournitures et matériel.....	3 481 154
	-----		-----
	3 834 713		70 320 095
	-----		-----
		<i>Administration des recettes et services à la clientèle</i>	
		Traitements et salaires.....	11 691 512
		Avantages sociaux.....	1 844 404
		Transports et communications.....	270 786
		Services.....	4 274 680
		Fournitures et matériel.....	4 520 204
			-----
			22 601 586
		Moins : Recouvrements.....	2 985 724
			-----
			19 615 862
			-----
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 786
			-----
			53 938
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>126 535 143</b>
			-----

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1202</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS</b>
1	12 824 000	115 000 000	127 824 000	Budget et politiques fiscales ..... 121 718 899
2	522 161 200	(28 835 700)	493 325 500	Revenus fiscaux ..... 484 266 466
L	58 200 000		58 200 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 78 516 501
	<u>593 185 200</u>	<u>86 164 300</u>	<u>679 349 500</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS... 684 501 866</b>
<b>Actifs</b>				
3	5 050 200		5 050 200	Actifs ..... 2 869 556
	<u>5 050 200</u>		<u>5 050 200</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS..... 2 869 556</b>

**Description du programme :**

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales; et les revenus fiscaux. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à élaborer les politiques budgétaires de l'Ontario (politiques fiscales; conception et rédaction des lois fiscales; politiques fiscales fédérales-provinciales; et politiques en matière de régimes de retraite et de sécurité du revenu); il prépare le Budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il supervise l'élaboration des politiques provinciales en matière de fiscalité et d'autres questions connexes; il étudie les retombées économiques, fiscales et budgétaires des tendances et développements spécifiques et émergents.

Le volet relatif aux revenus fiscaux administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité du système d'autocotisation provincial, on encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable et en procédant à l'examen indépendant des contestations, tout en décourageant la fraude et l'évasion fiscale par le recouvrement des sommes dues, les vérifications et les contrôles fiscaux. Le programme gère également divers programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux.

## MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET  
ET DE L'ADMINISTRATION DES REVENUS – CRÉDIT 1202Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Programmes liés aux avantages fiscaux</i>	
Budget et politiques fiscales (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	6 718 306	Traitements et salaires.....	155 214 402
Avantages sociaux.....	727 674	Avantages sociaux.....	22 458 497
Transports et communications.....	167 124	Transports et communications.....	10 412 534
Services.....	6 914 382	Services.....	23 648 443
Fournitures et matériel.....	214 496	Fournitures et matériel.....	6 737 457
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Programme ontarien d'aide pour		Supplément de revenu pour	
les factures d'électricité résidentielle.....	106 976 917	les familles travailleuses	
		ayant des frais de	
		garde d'enfants... 161 689 480	
		Régime de revenu	
		annuel garanti..... 103 738 916	
	-----		265 428 396
	121 718 899		-----
	-----		483 899 729
	-----		-----
Revenus fiscaux (Poste 2)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	155 396 987	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	22 474 531	Créances irrécouvrables,	
Transports et communications.....	10 421 044	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	
Services.....	23 782 227		78 516 501
Fournitures et matériel.....	6 763 281		-----
Paiements de transfert			78 516 501
Supplément de revenu pour les		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
familles travailleuses ayant		<b>LE PROGRAMME DES POLITIQUES</b>	
des frais de garde d'enfants..... 161 689 480		<b>FISCALES, DU BUDGET ET DE</b>	
Régime de revenu annuel garanti..... 103 738 916		<b>L'ADMINISTRATION DES REVENUS.....</b>	
	-----		<b>684 501 866</b>
	265 428 396		=====
	-----	<b>Actifs</b>	
	484 266 466	Actifs (Poste 3)	
	-----	Dépôts et charges payées d'avance	
<i>Administration fiscale</i>		Supplément de revenu de l'Ontario	
Traitements et salaires.....	182 585	pour les familles travailleuses	
Avantages sociaux.....	16 034	ayant des frais de garde d'enfants.....	
Transports et communications.....	8 510		2 986
Services.....	133 784	Avances et montants récupérables	
Fournitures et matériel.....	25 824	Supplément de revenu de l'Ontario	
	-----	pour les familles travailleuses	
	366 737	ayant des frais de garde d'enfants.....	
	-----		2 866 570
	-----		-----
	-----		2 869 556
	-----	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>	
	-----	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>	
	-----	<b>FISCALES, DU BUDGET ET DE</b>	
	-----	<b>L'ADMINISTRATION DES REVENUS.....</b>	
	-----		<b>2 869 556</b>
	-----		=====

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1203</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES</b>
1	7 477 000	300 000	7 777 000	Politiques économiques .....
		(2 200 000)		Relations provinciales-municipales
5	18 570 800		16 370 800	en matière de finances.....
6	746 192 500	41 400 000	787 592 500	Stratégie de partenariat avec les
8	85 344 900	**69 450 000	154 794 900	municipalités de l'Ontario.....
9	4 795 600		4 795 600	Bureau du Conseil du Trésor .....
10	2 085 000 000	(1 962 823 100)	122 176 900	Vérification interne Ontario.....
L	615 000		615 000	Fonds de prévoyance* .....
				Paiements au titre de prêts garantis, <i>Loi</i>
				<i>sur l'administration financière</i> .....
	<b>2 947 995 800</b>	<b>(1 853 873 100)</b>	<b>1 094 122 700</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME DES POLITIQUES</b>
				<b>ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES</b>
				<b>ET FINANCIÈRES.....</b>
				<b>944 506 714</b>

**Description du programme :**

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires ingénieuses pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il anticipe et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore et surveille le plan financier de la province et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire et financière dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme surveille aussi les rapports financiers que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant ses conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme supervise aussi la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario.

\* Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 1 962 823 100 \$ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

\*\* Inclut une ordonnance de 67 millions de dollars rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 19 juillet 2007 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2006-2007 afin de permettre le transfert à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des bénéfices du secteur de l'électricité dépassant le coût de l'investissement annuel de 520 millions de dollars de la province dans Ontario Power Generation et Hydro One.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Politiques économiques (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		5 394 293	<i>Stratégie et coordination fiscales</i>		
Avantages sociaux.....		548 976	Traitements et salaires.....	8 011 874	
Transports et communications.....		121 713	Avantages sociaux.....	1 157 271	
Services.....		883 424	Transports et communications.....	204 390	
Fournitures et matériel.....		207 821	Services.....	1 746 505	
Paiements de transfert			Fournitures et matériel.....	190 527	
Subventions pour la recherche dans le			Paiements de transfert		
domaine des politiques en matière de			Partenariats avec le		
services financiers et économiques.....		428 016	secteur parapublic.....	12 443 432	
		-----		-----	23 753 999
		7 584 243			-----
		-----	<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
Relations provinciales-municipales					
en matière de finances (Poste 5)					
Traitements et salaires.....		3 514 923	Traitements et salaires.....	3 970 365	
Avantages sociaux.....		456 180	Avantages sociaux.....	662 992	
Transports et communications.....		103 498	Transports et communications.....	99 461	
Services.....		9 745 758	Services.....	2 833 008	
Fournitures et matériel.....		73 795	Fournitures et matériel.....	133 634	
		-----		-----	7 699 460
		13 894 154			-----
		-----	<i>Secrétariat de la gestion de la chaîne</i>		
Stratégie de partenariat avec les					
municipalités de l'Ontario (Poste 6)					
Paiements de transfert			<i>d'approvisionnement dans le secteur parapublic</i>		
Fonds de partenariat avec les			Traitements et salaires.....	1 110 597	
municipalités de l'Ontario.....	757 800 000		Avantages sociaux.....	110 674	
Paiements spéciaux			Transports et communications.....	62 727	
aux municipalités.....	17 520 707		Services.....	900 652	
Aide unique spéciale aux			Fournitures et matériel.....	54 739	
municipalités.....	12 000 000		Paiements de transfert		
		-----	Projet de gestion de la chaîne		
		787 320 707	d'approvisionnement avec		
		-----	le secteur parapublic.....	30 387 487	
		787 320 707		-----	32 626 876
		-----			-----
Bureau du Conseil du Trésor (Poste 8)					
Traitements et salaires.....		13 092 836	Vérification interne Ontario (Poste 9)		
Avantages sociaux.....		1 930 937	Traitements et salaires.....	14 453 794	
Transports et communications.....		366 578	Avantages sociaux.....	1 733 148	
Services.....		5 480 165	Transports et communications.....	473 796	
Fournitures et matériel.....		378 900	Services.....	958 422	
Paiements de transfert			Fournitures et matériel.....	577 166	
Partenariats avec le				-----	18 196 326
secteur parapublic.....	12 443 432		Moins : Recouvrements.....		14 177 934
Projet de gestion de la chaîne					-----
d'approvisionnement avec le					4 018 392
secteur parapublic.....	30 387 487				-----
		-----			
		42 830 919			
		-----			
Autres opérations					
Société financière de l'industrie					
de l'électricité de l'Ontario.....		67 000 000			
		-----			
		131 080 335			
		-----			

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements au titre de prêts garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	608 883
	-----
	608 883
	-----
<b>TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES</b> .....	<b>944 506 714</b>
	=====

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1204</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS</b>
1	500 000		500 000	Commission des services financiers de l'Ontario . 215 896
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles ..... 0
	<u>501 000</u>		<u>501 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS ..... 215 896</b>

**Description du programme :**

La Commission des services financiers de l'Ontario assure la réglementation du secteur de l'assurance; des régimes de retraite; des compagnies de prêt et de fiducie; des crédits unions et des caisses populaires; des courtiers en hypothèques et des coopératives en offrant des services de réglementation efficaces et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La Commission des services financiers de l'Ontario fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est un organisme de réglementation indépendant et financièrement autonome qui régit les lois ontariennes sur les valeurs mobilières, la Commission finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE  
DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	30 184 257
Avantages sociaux.....	5 993 924
Transports et communications.....	750 257
Services.....	13 143 849
Fournitures et matériel.....	1 101 428
	-----
	51 173 715
Moins : Recouvrements.....	50 957 819
	-----
	215 896
	-----
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 396 797
Avantages sociaux.....	181 642
Transports et communications.....	27 855
Services.....	4 701 614
Fournitures et matériel.....	25 273
	-----
	6 333 181
Moins : Recouvrements.....	6 333 181
	-----
	0
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....</b>	<b>215 896</b>
	=====

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1206</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX</b>
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information pour les organismes centraux ..... 0
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX..... 0</b>

**Description du programme :**

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux dirige la prestation et la gestion des produits, services et soutiens en matière d'ITI destinés aux organismes centraux de la fonction publique de l'Ontario qui sont ses clients. Le Groupement veille à ce que les organismes centraux soient équipés comme il faut et utilisent des services d'ITI sûrs et fiables, de façon efficace, économique et opportune pour atteindre les objectifs de leurs programmes.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE  
DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX – CRÉDIT 1206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	0
Avantages sociaux.....	0
Transports et communications.....	0
Services.....	0
Fournitures et matériel.....	0
	-----
	0
Moins : Recouvrements.....	0
	-----
	0
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX.....</b>	<b>0</b>
	=====

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1207</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
1	3 117 200	(500 000)	2 617 200	Bureau des résultats ..... 660 000
	<u>3 117 200</u>	<u>(500 000)</u>	<u>2 617 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS ..... 660 000</b>

**Description du programme :**

L'objectif de ce programme est de mettre en valeur les efforts du gouvernement visant à offrir des résultats à la population de l'Ontario. Il surveille les stratégies mises en place dans tous les ministères pour atteindre les priorités et résultats que le gouvernement s'est fixés. Pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités, il identifie les obstacles ou risques en matière de prestation des services; il propose des solutions pour y répondre et facilite les relations horizontales entre les ministères. Le programme joue également un rôle clé sur le plan de la transparence des résultats en établissant des indices durables et en publiant le Rapport d'étape annuel de l'Ontario.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## BUREAU DES RÉSULTATS – CRÉDIT 1207

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau des résultats (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	543 561
Avantages sociaux.....	34 676
Transports et communications.....	5 505
Services.....	71 138
Fournitures et matériel.....	5 120
	-----
	660 000
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE BUREAU DES RÉSULTATS.....</b>	<b>660 000</b>
	=====

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>L</b>	<b>PROGRAMME DU TRÉSOR</b>			
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
L	8 171 510 000		8 171 510 000	Intérêts sur la dette..... 7 667 071 809
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 39 804
	<b>8 171 510 000</b>		<b>8 171 510 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME DU TRÉSOR..... 7 667 111 613</b>

**Description du programme :**

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIF**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Crédits législatifs	
Intérêts sur la dette	
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario	
À des fins générales .....	5 729 406 348
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	459 168 624
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario .....	790 586 083
Régime de retraite des fonctionnaires .....	313 096 961
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario .....	148 738 156
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario .....	7 537 367
Société de logement de l'Ontario .....	102 149 233
Société canadienne d'hypothèques et de logement .....	16 512 833
Régime de retraite des employés de Ryerson .....	156 022
Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie .....	1 367 260
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	15 378 459
	-----
	7 584 097 346
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions.....	1 674 128
	-----
	7 582 423 218
Moins : Intérêts sur les investissements.....	433 699 876
	-----
	7 148 723 342
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .....	518 348 467
	-----
	7 667 071 809
	-----
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	39 804
	-----
	39 804
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR .....</b>	<b>7 667 111 613</b>
	=====

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>RECETTES FISCALES</b>		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers.....	24 678 000 000	22 151 711 471
Taxe de vente au détail.....	16 228 174 467	15 553 680 853
Impôt sur les sociétés.....	10 845 016 003	9 984 000 000
Impôt- santé des employeurs.....	4 370 949 648	4 197 289 543
Contributions – santé de l'Ontario.....	2 588 600 000	2 349 548 927
Taxe sur l'essence.....	2 310 157 935	2 281 436 189
Taxe sur le tabac.....	1 236 314 141	1 379 455 340
Droits de cession immobilière.....	1 186 185 400	1 148 032 607
Taxe sur les carburants.....	723 423 073	728 534 277
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations.....	118 674 768	112 800 000
<i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i> .....	99 777 590	96 771 479
Impôt sur les bénéfices miniers.....	146 989 493	51 711 669
Redevances sur les revenus bruts – Élément <i>impôt foncier</i> .....	22 109 350	23 686 388
Impôt foncier provincial.....	10 316 180	10 620 452
Taxe sur le pari mutuel.....	5 591 952	5 563 535
Droits de succession.....	142 974	142 881
Impôt – santé des travailleurs autonomes.....	139 069	129 714
Crédit d'impôt.....	(1 023 300 000)	(1 111 141 178)
	63 547 262 043	58 963 974 147
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Transfert canadien en matière de santé.....	7 702 358 038	7 147 804 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	3 225 039 030	3 051 592 750
Suppléments – TCSPS.....	0	583 713 301
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	252 933 932	271 895 183
Réduction des temps d'attente.....	467 393 516	242 913 057
Fiducie pour l'éducation postsecondaire.....	195 031 689	0
Fiducie pour le transport en commun.....	117 028 893	0
Fiducie pour le logement abordable.....	117 026 097	0
Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical.....	0	194 166 203
Fonds pour la santé publique et l'immunisation.....	52 773 409	52 588 858
Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve.....	27 006 524	0
Subvention annuelle par personne - <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i> .....	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	82 494	82 494
Gouvernement du Canada – Autres.....	161 000	2 174 499
	12 164 834 449	11 554 930 172
<b>RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>		
Hydro One Inc.....	297 765 000	360 765 000
Ontario Power Generation Incorporated.....	128 100 000	0
	425 865 000	360 765 000
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 330 528	80 002 808
Remboursements généraux.....	4 168 805	3 530 556
Autres.....	2 622	0
	146 501 955	83 533 364

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	140 165 325	138 248 189
Droits de garantie – Ontario Power Generation.....	7 550 000	7 550 000
Droits d'administration.....	844 324	692 775
Droits - permis et autorisations.....	22 817	36 153
Droits de garantie – autres.....	5 000	10 000
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> .....	0	5 000
Frais pour chèques refusés.....	140	35
	<u>148 587 606</u>	<u>146 542 152</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	889	3 276
	<u>889</u>	<u>3 276</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Produits de la vente d'immobilisations.....	606 316 928	0
Ventes et Locations.....	166 236	936 853
	<u>606 483 164</u>	<u>936 853</u>
<b>REDEVANCES</b>		
Redevances - Teranet Polaris.....	15 000 000	15 000 000
	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	9 397 541	2 337 999
Société de développement de l'Ontario.....	601 680	1 167 957
Autres.....	574	0
	<u>9 999 795</u>	<u>3 505 956</u>
<b>DIVERS</b>		
Réserve pour restructuration.....	0	79 301 097
Autre revenu – Oshawa *.....	(6 871 084)	6 611 784
Autre revenu – Toronto.....	8 542 700	5 589 392
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	2 342 291	1 835 665
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	157 359	121 202
	<u>4 171 266</u>	<u>93 459 140</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>77 068 706 167</u></b>	<b><u>71 222 650 060</u></b>

\* Rajustement ponctuel aux comptes débiteurs prévus des exercices précédents ayant entraîné un solde négatif.

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	2007 \$	2006 \$
Toronto District School Board – Mainlevée du prêt .....	0	55 200 000
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario .....	238 000 000	164 300 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts .....	784 517 315	154 865 197
Office ontarien de financement – Société ontarienne d'aménagement municipal.....	10 000	6 000
	-----	-----
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS</b>		
<b>ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>1 022 527 315</b>	<b>374 371 197</b>
	<u><u>1 022 527 315</u></u>	<u><u>374 371 197</u></u>

---

# MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-176
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-177
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....	2-179
FORMATION ET D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE .....	2-181
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-178, 2-180, 2-182
ÉTAT DES RECETTES .....	2-183
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS .....	2-184

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
10 399 745	Administration du ministère	13 076 144	12 564 163
4 289 404 854	Éducation postsecondaire	4 877 209 100	4 843 516 224
359 366 154	Formation et d'emploi à guichet unique	609 788 700	561 183 950
<b>4 659 170 753</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>5 500 073 944</b>	<b>5 417 264 337</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
247 900 029	Éducation postsecondaire	264 479 200	243 830 310
12 056 700	Formation et d'emploi à guichet unique	14 425 000	15 722 611
<b>259 956 729</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>278 904 200</b>	<b>259 552 921</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
122 815 200	Éducation postsecondaire	95 200 000	95 200 000
10 041 886	Formation et d'emploi à guichet unique	0	0
<b>132 857 086</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>95 200 000</b>	<b>95 200 000</b>

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3001</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	10 914 500	2 111 400	13 025 900	Administration du ministère ..... 12 510 437
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 574
	<u>10 964 744</u>	<u>2 111 400</u>	<u>13 076 144</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 12 564 163</b>
	=====	=====	=====	=====

**Description du programme :**

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	1 303 163		Services .....	564 600	564 600
Avantages sociaux.....	311 305			-----	-----
Transports et communications.....	150 447				
Services .....	10 712 942				
Fournitures et matériel .....	32 580				
	-----				
	12 510 437		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Services .....	800 500	800 500
				-----	-----
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	1 303 163				
Avantages sociaux.....	311 305				
Transports et communications.....	150 447				
Services .....	64 968		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel .....	32 580		Services .....	2 994 500	2 994 500
	-----			-----	-----
	1 862 463				
	-----				
<i>Services financiers et administratifs</i>					
Services .....	3 182 714		<i>Crédits législatifs</i>		
	-----		Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
				-----	-----
					53 726
				-----	-----
<i>Ressources humaines</i>			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
Services .....	1 343 760		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>12 564 163</b>
	-----			=====	=====
	1 343 760				
	-----				
<i>Services de communication</i>					
Services .....	1 761 900				
	-----				
	1 761 900				
	-----				

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>3002</b>					<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
1	4 047 230 500	240 466 100	4 287 696 600	Collèges et universités .....	4 284 518 224
2	508 192 500	37 000 000	545 192 500	Soutien aux étudiants .....	539 699 319
L	44 320 000		44 320 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	19 298 681
	<u>4 599 743 000</u>	<u>277 466 100</u>	<u>4 877 209 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<u><b>4 843 516 224</b></u>
<b>Actifs</b>					
4	194 379 200		194 379 200	Collèges et universités .....	176 002 011
5	70 100 000		70 100 000	Soutien aux étudiants .....	67 828 299
	<u>264 479 200</u>		<u>264 479 200</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<u><b>243 830 310</b></u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
3	65 200 000	30 000 000	95 200 000	Soutien à l'éducation postsecondaire .....	95 200 000
	<u>65 200 000</u>	<u>30 000 000</u>	<u>95 200 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<u><b>95 200 000</b></u>

**Description du programme :**

Le programme fournit des fonds et une orientation en matière de politiques et de programmes aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario pour atteindre les objectifs socio-économiques du gouvernement, à savoir : offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités; à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités; à régler les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables; et à administrer les programmes d'attribution de grades universitaires régis par la Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire, et la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
				Crédits législatifs	
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
			Autres opérations		
			Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants –		
Collèges et universités (Poste 1)			<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	19 298 681	
				-----	
				19 298 681	
				-----	
Traitements et salaires.....		9 950 697	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
Avantages sociaux.....		1 044 772	<b>POUR LE PROGRAMME</b>		
Transports et communications.....		656 957	<b>D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<b>4 843 516 224</b>	
Services.....		5 219 109		=====	
Fournitures et matériel.....		307 546			
Paiements de transfert					
Subventions pour les coûts de			<b>Actifs</b>		
fonctionnement des collèges.....	931 488 736				
Subventions pour les coûts de			Collèges et universités (Poste 4)		
fonctionnement des universités..	2 693 820 708				
Subventions pour le développement			Dépôts et charges payées d'avance		
des ressources humaines dans			Subventions pour les collèges.....	3 116 200	
le domaine de la santé.....	122 953 849		Subventions pour les universités .....	172 885 811	
Subventions tenant lieu			-----	176 002 011	
d'impôt aux municipalités.....	37 894 100			-----	
Conseil des ministres de				176 002 011	
l'Éducation (Canada).....	559 437			-----	
Subventions diverses.....	20 100				
Projet de révision du			Soutien aux étudiants (Poste 5)		
périmètre comptable.....	1 090 501				
Renouvellement de			Prêts et investissements		
l'éducation postsecondaire.....	479 569 913		Soutien aux étudiants.....	67 828 299	
	-----	4 267 397 344		-----	
		4 284 576 425		67 828 299	
Moins : Recouvrements .....		58 201		-----	
		4 284 518 224		67 828 299	
		-----		-----	
			<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>		
			<b>D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<b>243 830 310</b>	
				=====	
			<b>IMMOBILISATIONS</b>		
			Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
			Paiements de transfert		
			Subventions d'immobilisations		
Traitements et salaires.....		5 104 435	– Collèges.....	43 300 000	
Avantages sociaux.....		675 358	Subventions d'immobilisations		
Transports et communications.....		814 063	– Universités .....	51 900 000	
Services.....		9 456 224	-----	95 200 000	
Fournitures et matériel.....		183 190		-----	
Paiements de transfert				95 200 000	
Programmes de soutien				-----	
aux étudiants.....	472 310 049				
Bourses d'échange			<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>		
Ontario-Québec.....	64 000		<b>POUR LE PROGRAMME</b>		
Programmes de langue seconde...	1 092 000		<b>D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE .....</b>	<b>95 200 000</b>	
Fiducie d'aide aux étudiantes				=====	
et étudiants de l'Ontario.....	50 000 000				
	-----	523 466 049			
		539 699 319			
		-----			

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3003</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE FORMATION ET D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE</b>
7	615 223 600	(11 665 300)	**603 558 300	Système de formation et d'emploi à guichet unique..... 555 336 368
8	6 342 000	(259 600)	6 082 400	Bureau de gestion de la transition..... 5 699 582
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 148 000
	<b>621 713 600</b>	<b>(11 924 900)</b>	<b>609 788 700</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE..... 561 183 950</b>
<b>Actifs</b>				
9	14 425 000		14 425 000	Système de formation et d'emploi à guichet unique..... **15 722 611
	<b>14 425 000</b>		<b>14 425 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE..... 15 722 611</b>

**Description du programme :**

Le programme appuie la prestation d'initiatives et de services qui améliorent les débouchés professionnels des Ontariens et Ontariennes et soutiennent la croissance économique; il élabore des normes, en collaboration avec ses partenaires, et encourage les employeurs à soutenir un programme d'apprentissage dynamique et adaptable; il travaille avec les employeurs et d'autres intervenants pour répondre aux besoins en acquisition de nouvelles compétences; il prépare les Ontariens et Ontariennes sans emploi à suivre une formation ou à entamer un emploi exigeant des compétences hautement spécialisées; il encourage les employeurs à offrir des stages d'été aux étudiants; il offre des programmes de littératie et d'amélioration des compétences de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; il fournit des services de réadaptation aux entreprises et communautés qui ont de graves difficultés économiques; il donne des renseignements sur le marché du travail; et il offre son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions liées au marché du travail et à la formation. Pour améliorer les débouchés professionnels des Ontariens et Ontariennes, le ministère de la Formation et des Collèges et Universités est en train de mettre en place un Système de formation et d'emploi à guichet unique entièrement intégré, qui regroupera les programmes de formation et d'emploi financés par le gouvernement fédéral et par l'Ontario. Les clients auront accès à un plus grand nombre de possibilités d'apprentissage, de programmes de formation professionnelle et de services au marché du travail.

Tel qu'il avait été annoncé le 2 janvier 2007, Emploi Ontario a remplacé le Programme de formation et d'emploi à guichet unique au cours du dernier trimestre de l'exercice 2006-2007 par l'instauration d'un système intégré de formation et d'emploi qui permet de bâtir et de soutenir la prospérité et la compétitivité de l'Ontario.

\*\*Conformément au paragraphe 11.5 (2) de la *Loi sur l'administration financière*, le paiement des montants dépassant l'affectation de crédits est autorisé en vertu de l'affectation relative au poste 7 ci-dessus.

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**PROGRAMME DE FORMATION ET D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE – CRÉDIT 3003**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>Actifs</b>	
Système de formation et d'emploi à guichet unique (Poste 7)			Système de formation et d'emploi à guichet unique (Poste 9)	
Traitements et salaires.....		31 497 449	Dépôts et charges payées d'avance	
Avantages sociaux.....		4 406 300	Entente Canada-Ontario sur	
Transports et communications.....		3 559 321	le développement du marché du travail.....	3 548 611
Services.....		11 801 616	Marché du travail et formation.....	9 525 000
Fournitures et matériel.....		2 579 232	Prêts et investissements	
Paiements de transfert			Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	2 649 000
Entente Canada-Ontario sur le			-----	
développement du marché				15 722 611
du travail.....	162 060 735			-----
Marché du travail et formation.....	339 431 715	501 492 450		
		-----		
		555 336 368	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>	
		-----	<b>PROGRAMME DE FORMATION ET</b>	
			<b>D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE.....</b>	<b>15 722 611</b>
				=====
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables – Prêts pour				
l'acquisition d'outils de travail –				
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		148 000		
		-----		
		148 000		
		-----		
Bureau de gestion de la transition (Poste 8)				
Traitements et salaires.....		2 972 129		
Avantages sociaux.....		279 167		
Transports et communications.....		132 581		
Services.....		2 172 678		
Fournitures et matériel.....		143 027		
		-----		
		5 699 582		
		-----		
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>				
<b>PROGRAMME DE FORMATION ET</b>				
<b>D'EMPLOI À GUICHET UNIQUE.....</b>		<b>561 183 950</b>		
		=====		

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail .....	181 399 088	0
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents .....	40 076 250	36 834 841
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées .....	19 480 059	37 763 292
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire .....	19 045 428	17 307 023
Contribution fédérale – admissibilité à l'assurance-emploi – Non-apprentis.....	10 355 952	18 679 999
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario .....	8 983 600	7 996 800
Programme canadien de prêts aux étudiants .....	6 011 699	4 864 536
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail – Développement des systèmes.....	3 090 378	0
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire.....	788 856	675 000
	<u>289 231 310</u>	<u>124 121 491</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo .....	431 954	395 057
Remboursements – Ententes de partage des coûts .....	39 065	85 505
	<u>471 019</u>	<u>480 562</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Gens de métiers et apprentis .....	7 919 302	7 647 546
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées.....	168 801	716 713
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire .....	130 752	95 908
Droits des dépôts des demandes RAFEO.....	52 671	61 118
Frais pour chèques refusés.....	1 622	39 102
Conférences et colloques .....	221 352	0
	<u>8 494 500</u>	<u>8 560 387</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Autres .....	261 494	383 339
	<u>261 494</u>	<u>383 339</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....</b>		
	<u>80 857 567</u>	<u>7 157 427</u>
<b>DIVERS</b>		
Pénalités - intérêt .....	28 456 414	10 881 193
Autres .....	17 020	9 324
	<u>28 473 434</u>	<u>10 890 517</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b><u>407 789 324</u></b>	<b><u>151 593 723</u></b>

---

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	2007 \$	2006 \$
Remboursement – Collège Sheridan.....	1 700 000	2 000 000
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail .....	612 961	530 668
Remboursement – Prêts aux étudiants .....	43 835 878	44 042 600
	-----	-----
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>46 148 839</b>	<b>46 573 268</b>
	=====	=====

---

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-186
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-187
ÉTAT DES RECETTES .....	2-189

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
4 139 791	Affaires francophones	4 445 300	4 304 169
<u>4 139 791</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b> <b>L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	<u>4 445 300</u>	<u>4 304 169</u>
=====		=====	=====

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1301</b>				<b>PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
1	4 244 000	201 300	4 445 300	Coordination des affaires francophones.....	4 304 169
				<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
	<b>4 244 000</b>	<b>201 300</b>	<b>4 445 300</b>	<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
				<b>AFFAIRES FRANCOPHONES .....</b>	<b>4 304 169</b>

**Description du programme :**

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité; le volume; et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone; et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 351 455
Avantages sociaux.....	139 539
Transports et communications.....	226 274
Services.....	2 387 176
Fournitures et matériel.....	75 725
Paiements de transfert	
Programme des services en français.....	124 000
	4 304 169
	4 304 169
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
<b>AFFAIRES FRANCOPHONES.....</b>	<b>4 304 169</b>

## OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> .....	1 627 437	1 620 183
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs.....	23 184	10 046
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....</b>	<b>1 650 621</b>	<b>1 630 229</b>
	=====	=====



---

**OMBUDSMAN ONTARIO**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-192
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-193
ÉTAT DES RECETTES .....	2-195

**OMBUDSMAN ONTARIO**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
10 607 100	Ombudsman Ontario	9 451 200	9 106 100
<u>10 607 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO</b>	<u>9 451 200</u>	<u>9 106 100</u>

**OMBUDSMAN ONTARIO**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2301</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO</b>
1	9 451 200		9 451 200	Ombudsman..... 9 106 100
	<u>9 451 200</u>		<u>9 451 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>
				<b>PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO</b> <u>9 106 100</u>

**Description du programme:**

L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative. Son mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des organisations gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, ou de sa propre initiative. Ses services sont gratuits. On peut communiquer avec l'ombudsman en appelant une ligne sans frais et se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et dans les publications produites par son bureau.

L'Ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

## OMBUDSMAN ONTARIO

## PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 626 500
Avantages sociaux.....	1 240 100
Transports et communications.....	310 600
Services.....	1 231 700
Fournitures et matériel.....	697 200
	-----
	9 106 100
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO ..</b>	<b>9 106 100</b>
	=====

**OMBUDSMAN ONTARIO**  
**ÉTAT DES RECETTES**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	2007 \$	2006 \$
VENTES ET LOCATIONS .....	0	10 050
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	18 628	23 040
DIVERS.....	45 492	21 143
<b>TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....</b>	<b>64 120</b>	<b>54 233</b>



---

# MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-198
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-199
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-201
SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE.....	2-203
SERVICES JURIDIQUES.....	2-205
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-208
SERVICES AUX VICTIMES.....	2-210
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-200, 2-202 2-207, 2-209
ÉTAT DES RECETTES.....	2-212

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
142 263 182	Administration du ministère	153 412 044	152 252 636
185 545 065	Poursuites contre les criminels	211 916 600	209 411 037
327 514 895	Services de justice à la famille	342 778 500	341 984 026
98 029 352	Services juridiques	71 763 800	87 497 109
336 241 765	Services aux tribunaux	356 650 100	353 141 197
80 912 415	Services aux victimes	89 377 000	87 847 268
<b>1 170 506 674</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 225 898 044</b>	<b>1 232 133 273</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Services de justice à la famille	1 218 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 218 000</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
39 835 765	Administration du ministère	50 847 400	48 796 752
10 332 628	Services aux tribunaux	16 064 000	14 396 368
<b>50 168 393</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>66 911 400</b>	<b>63 193 120</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>301</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	149 379 500	3 982 300	153 361 800	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>149 429 744</u>	<u>3 982 300</u>	<u>153 412 044</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>152 252 636</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
2	44 675 700	6 171 700	50 847 400	Renouvellement des installations .....
	<u>44 675 700</u>	<u>6 171 700</u>	<u>50 847 400</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>48 796 752</b>

**Description du programme :**

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans le domaine de la planification des activités et des finances; des ressources humaines; de la gestion des installations; de la recherche et de l'analyse; et de la coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice; et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Services .....	119 449 494	
Traitements et salaires.....	18 297 146		Fournitures et matériel .....	2 268 626	121 718 120
Avantages sociaux.....	2 202 100				-----
Transports et communications .....	1 539 478				
Services .....	127 237 663		<i>Planification opérationnelle</i>		
Fournitures et matériel .....	3 275 722		Traitements et salaires.....	4 250 785	
	-----		Avantages sociaux .....	656 982	
	152 552 109		Transports et communications .....	505 197	
Moins : Recouvrements .....	353 199		Services .....	718 601	
	-----		Fournitures et matériel .....	286 161	
	152 198 910				6 417 726
	-----				-----
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 093 112		Traitements et salaires.....	3 921 886	
Avantages sociaux.....	209 574		Avantages sociaux .....	433 028	
Transports et communications .....	164 628		Transports et communications .....	102 826	
Services .....	122 029		Services .....	245 424	
Fournitures et matériel .....	131 050		Fournitures et matériel .....	153 137	
	-----	2 720 393			4 856 301
		-----			-----
<i>Services communs</i>			<i>Division des politiques</i>		
Services .....	4 203 169		Traitements et salaires.....	3 314 100	
	-----	4 203 169	Avantages sociaux .....	322 020	
		-----	Transports et communications .....	354 023	
<i>Services de communication</i>			Services .....	363 127	
Traitements et salaires.....	1 825 359		Fournitures et matériel .....	118 633	
Avantages sociaux.....	219 682				4 471 903
Transports et communications .....	34 265				-----
Services .....	358 163		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel .....	58 047		Traitement versé au ministre en vertu		
	-----	2 495 516	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
		-----	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
<i>Services de vérification</i>			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
Services .....	1 390 179				53 726
	-----	1 390 179			-----
		-----	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
<i>Services des installations</i>			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>152 252 636</b>
Traitements et salaires.....	2 891 904				=====
Avantages sociaux.....	360 814		<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Transports et communications .....	378 539		<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
Services .....	387 477		Autres opérations		
Fournitures et matériel .....	260 068		Investissements dans les immobilisations .....		48 796 752
	-----	4 278 802			-----
Moins : Recouvrements .....	353 199				48 796 752
	-----	3 925 603			-----
		-----	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>		
			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>48 796 752</b>
					=====

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>302</b>				<b>PROGRAMME DE POURSUITES</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>CONTRE LES CRIMINELS</b>	
1	5 521 600	172 200	5 693 800	Unité des enquêtes spéciales.....	5 693 745
2	198 199 700	4 205 300	202 405 000	Droit criminel .....	199 344 784
3	3 716 800	100 000	3 816 800	Projet de la justice applicable aux Autochtones....	3 816 797
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>le ministère du Trésor et de l'Économie</i> .....	555 711
	<u>207 439 100</u>	<u>4 477 500</u>	<u>211 916 600</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
				<b>LE PROGRAMME DE POURSUITES</b>	
				<b>CONTRE LES CRIMINELS .....</b>	<u>209 411 037</u>

**Description du programme:**

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 023 874
Avantages sociaux.....	488 072
Transports et communications.....	316 878
Services.....	461 509
Fournitures et matériel.....	403 412
	-----
	5 693 745
	-----
Droit criminel (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	143 299 004
Avantages sociaux.....	15 490 584
Transports et communications.....	4 547 207
Services.....	21 020 757
Fournitures et matériel.....	11 700 344
Paiements de transfert	
Comités de justice pour la jeunesse ...	1 947 469
Programmes de déjudiciarisation.....	1 339 419
	-----
	3 286 888
	-----
	199 344 784
	-----
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> .....	555 711
	-----
	555 711
	-----
Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Programme des travailleurs judiciaires autochtones.....	2 866 397
Projets de la justice applicable aux Autochtones.....	950 400
	-----
	3 816 797
	-----
	3 816 797
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....</b>	<b>209 411 037</b>
	=====

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>303</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE</b>
1	71 170 700	2 150 200	73 275 900	Services de justice à la famille.....
2	269 502 600		269 502 600	Aide juridique Ontario.....
	<u>340 673 300</u>	<u>2 150 200</u>	<u>342 778 500</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE .....</b>
				<b>341 984 026</b>
<b>Actifs</b>				
3	1 218 000		1 218 000	Aide juridique Ontario.....
	<u>1 218 000</u>		<u>1 218 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE.....</b>
				<b>0</b>

**Description du programme :**

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques, ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires intéressant la protection de l'enfance, le divorce/la séparation, et les contentieux civils/les biens transmis par succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il administre la contribution de la province à Aide juridique Ontario; il est aussi responsable du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE – CRÉDIT 303**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$		\$	
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Visites surveillées</i>	
Services de justice à la famille (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	29 951 872	Traitements et salaires.....	253 000
Avantages sociaux.....	3 645 990	Avantages sociaux.....	29 663
Transports et communications.....	1 543 350	Transports et communications.....	24 937
Services.....	25 350 851	Services.....	91 018
Fournitures et matériel.....	904 677	Fournitures et matériel.....	14 367
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Visites surveillées.....	5 541 500	Visites surveillées.....	5 541 500
Vérification et supervision des			
libérations sous caution.....	5 609 471		
Victimes de mauvais traitements.....	15 950		
	-----		
	11 166 921		
	-----		
	72 563 661		
Moins : Recouvrements.....	82 235		
	-----		
	72 481 426		
	-----		
<i>Gestion des programmes</i>			
Traitements et salaires.....	854 213		
Avantages sociaux.....	76 613		
Transports et communications.....	9 885		
Services.....	188 954		
Fournitures et matériel.....	17 861		
	-----		
	1 147 526		
	-----		
<i>Avocat des enfants</i>			
Traitements et salaires.....	6 383 337		
Avantages sociaux.....	754 927		
Transports et communications.....	255 187		
Services.....	21 256 631		
Fournitures et matériel.....	179 491		
	-----		
	28 829 573		
Moins : Recouvrements.....	82 235		
	-----		
	28 747 338		
	-----		
<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>			
Traitements et salaires.....	22 430 620		
Avantages sociaux.....	2 779 978		
Transports et communications.....	1 252 301		
Services.....	3 814 128		
Fournitures et matériel.....	692 958		
	-----		
	30 969 985		
	-----		
		<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>	
		Traitements et salaires.....	30 702
		Avantages sociaux.....	4 809
		Transports et communications.....	1 040
		Services.....	120
		Paiements de transfert	
		Vérification et supervision des libérations sous caution.....	5 609 471
			-----
			5 646 142
			-----
		<i>Victimes de mauvais traitements</i>	
		Paiements de transfert	
		Victimes de mauvais traitements.....	15 950
			-----
			15 950
			-----
		<i>Aide juridique Ontario (Poste 2)</i>	
		Paiements de transfert	
		Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique.....	1 189 000
		Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique	
		– Services aux clients.....	207 676 500
		Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique	
		– Administration.....	27 348 100
		Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique.....	33 289 000
			-----
			269 502 600
			-----
			269 502 600
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE.....</b>	<b>341 984 026</b>
			=====

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>304</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
				<b>PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES</b>	
1	47 850 600	(451 300)	47 399 300	Organismes, conseils et commissions.....	45 677 165
2	16 433 200	3 794 000	20 227 200	Services juridiques.....	18 546 860
3	3 849 400	286 900	4 136 300	Services des conseillers législatifs.....	3 939 593
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>	19 333 491
	<b>68 134 200</b>	<b>3 629 600</b>	<b>71 763 800</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES .....</b>	<b>87 497 109</b>

**Description du programme:**

Ce programme appuie le rôle du procureur général en qualité de premier conseiller juridique de la Couronne, à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière; la Commission des affaires municipales de l'Ontario; la Commission ontarienne des droits de la personne; et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les renseignements au public.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Organismes, conseils et commissions (Poste 1)</i>		<i>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</i>	
Traitements et salaires.....	22 059 980	Traitements et salaires.....	926 294
Avantages sociaux.....	2 774 117	Avantages sociaux.....	81 697
Transports et communications.....	2 407 234	Transports et communications.....	68 948
Services.....	17 103 030	Services.....	297 721
Fournitures et matériel.....	1 332 804	Fournitures et matériel.....	23 423
	-----		-----
	45 677 165		1 398 083
	-----		-----
<i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i>		<i>Renseignements au public</i>	
Traitements et salaires.....	4 444 317	Traitements et salaires.....	946 137
Avantages sociaux.....	662 880	Avantages sociaux.....	92 038
Transports et communications.....	831 748	Transports et communications.....	306 472
Services.....	2 044 602	Services.....	13 433 406
Fournitures et matériel.....	486 232	Fournitures et matériel.....	117 242
	-----		-----
	8 469 779		14 895 295
	-----		-----
<i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i>		<i>Services juridiques (Poste 2)</i>	
Traitements et salaires.....	5 380 665	Traitements et salaires.....	84 280 631
Avantages sociaux.....	667 885	Avantages sociaux.....	8 077 750
Transports et communications.....	693 565	Transports et communications.....	671 096
Services.....	392 072	Services.....	4 445 136
Fournitures et matériel.....	370 992	Fournitures et matériel.....	1 057 100
	-----		-----
	7 505 179		1 259 889
	-----		-----
<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		<i>Paiements de transfert</i>	
Traitements et salaires.....	10 362 567	Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –	
Avantages sociaux.....	1 269 617	Indemnisation des victimes.....	965 321
Transports et communications.....	506 501	Recours civils à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours</i> <i>civils</i> – Subventions.....	294 568
Services.....	935 229		-----
Fournitures et matériel.....	334 915		1 259 889
	-----		-----
	13 408 829		99 791 602
	-----		-----
		Moins : Recouvrements.....	81 244 742
			-----
			18 546 860
			-----

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	
<i>Droit civil et constitutionnel</i>		Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	17 416 109	Traitements et salaires.....	5 363 178
Avantages sociaux.....	1 889 403	Avantages sociaux .....	542 325
Transports et communications.....	671 096	Transports et communications.....	53 929
Services .....	4 445 136	Services .....	525 794
Fournitures et matériel.....	1 057 100	Fournitures et matériel.....	88 785
Paiements de transfert			-----
Recours civils à l'égard		Moins : Recouvrements .....	6 574 011
d'activités illicites – <i>Loi</i>			2 634 418
<i>sur les recours civils –</i>			-----
Indemnisation			3 939 593
des victimes.....	965 321		-----
Recours civils à l'égard		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
d'activités illicites – <i>Loi</i>		<b>  POUR LE PROGRAMME DES</b>	
<i>sur les recours civils –</i>		<b>  SERVICES JURIDIQUES.....</b>	<b>87 497 109</b>
Subventions.....	294 568		=====
	-----		
	1 259 889		
	-----		
	26 738 733		
Moins : Recouvrements .....	8 192 968		
	-----		
	18 545 765		
	-----		
<i>Services juridiques détachés</i>			
Traitements et salaires.....	66 864 522		
Avantages sociaux.....	6 188 347		
	-----		
	73 052 869		
Moins : Recouvrements .....	73 051 774		
	-----		
	1 095		
	-----		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>		19 333 491	
		-----	
		19 333 491	
		-----	

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>305</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX</b>
1	216 267 800	13 888 700	230 156 500	Administration de la justice ..... 226 880 191
2	120 675 700	1 117 900	121 793 600	Services judiciaires ..... 119 862 936
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 6 398 070
	<u>341 643 500</u>	<u>15 006 600</u>	<u>356 650 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 353 141 197</b>
	=====	=====	=====	=====
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	18 564 000	(2 500 000)	16 064 000	Construction de tribunaux..... 14 396 368
	<u>18 564 000</u>	<u>(2 500 000)</u>	<u>16 064 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX..... 14 396 368</b>
	=====	=====	=====	=====

**Description du programme :**

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; et construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>IMMOBILISATIONS</b>
Administration de la justice (Poste 1)	Construction de tribunaux (Poste 3)
Traitements et salaires.....	
136 803 987	
Avantages sociaux.....	
21 411 536	
Transports et communications.....	
7 261 053	
Services.....	
41 807 215	
Fournitures et matériel.....	
19 596 400	
-----	
226 880 191	
-----	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	
6 398 070	
-----	
6 398 070	
-----	
Services judiciaires (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	
99 617 156	
Avantages sociaux.....	
7 498 236	
Transports et communications.....	
3 642 791	
Services.....	
7 487 831	
Fournitures et matériel.....	
1 384 971	
Paiements de transfert	
Subventions – Institut national de la magistrature/ Ontario Conférence des Juges.....	
231 951	
-----	
119 862 936	
-----	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>	
<b>353 141 197</b>	
=====	
	Autres opérations
	Investissements dans les immobilisations.....
	14 396 368
	-----
	14 396 368
	-----
	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>
	<b>14 396 368</b>
	=====

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>306</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES</b>
1	52 792 300	(6 663 500)	46 128 800	Gestion des services aux victimes..... 45 627 425
2	16 043 500	187 600	16 231 100	Programme d'aide aux victimes et aux témoins.... 15 757 578
3	20 305 300	6 711 800	27 017 100	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ..... 26 462 265
	<b>89 141 100</b>	<b>235 900</b>	<b>89 377 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES..... 87 847 268</b>
	<b>89 141 100</b>	<b>235 900</b>	<b>89 377 000</b>	<b>87 847 268</b>

**Description du programme:**

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)
Traitements et salaires.....	6 206 231	Traitements et salaires..... 2 308 127
Avantages sociaux.....	789 340	Avantages sociaux ..... 427 820
Transports et communications.....	662 220	Transports et communications..... 320 933
Services.....	1 917 776	Services..... 917 176
Fournitures et matériel.....	333 384	Fournitures et matériel..... 165 594
Paiements de transfert		Paiements de transfert
Subventions pour les Services		Indemnisation des victimes d'actes criminels..... 22 322 615
d'orientation et d'aide		-----
immédiate aux victimes		26 462 265
(y compris le projet de		-----
la stratégie pour le Nord).....	7 539 489	
Subventions pour les Programmes		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
d'intervention auprès des		<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
partenaires violents.....	8 676 574	<b>SERVICES AUX VICTIMES .....</b>
Projets spéciaux d'aide		<b>87 847 268</b>
aux victimes.....	696 679	=====
Subventions pour les		
initiatives de lutte contre		
l'agression sexuelle.....	12 692 463	
Programme de subventions pour		
la prévention des mauvais		
traitements à l'égard		
des personnes âgées.....	820 000	
Programme des enfants témoins.....	555 000	
SupportLink.....	476 151	
Programme de subventions		
aux communautés.....	3 962 118	
Services juridiques spécialisés		
– Barbra Schlifer Clinic.....	300 000	
	-----	
	35 718 474	
	-----	
	45 627 425	
	-----	
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	12 026 256	
Avantages sociaux.....	1 904 721	
Transports et communications.....	680 918	
Services.....	729 979	
Fournitures et matériel.....	415 704	
	-----	
	15 757 578	
	-----	

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
Impôt sur l'administration des successions .....	0	(7 485)
	0	(7 485)
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Aide juridique – Criminel .....	50 552 300	50 800 000
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants .....	4 115 429	4 130 858
Travailleurs judiciaires autochtones .....	1 039 597	1 040 000
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale .....	1 546 347	(1 721 906)
Autres .....	105 747	90 123
	57 359 420	54 339 075
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Tuteur et curateur public de l'Ontario .....	17 775 755	16 743 719
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> .....	14 140 691	15 196 392
Avocat des enfants .....	186 561	167 392
	32 103 007	32 107 503
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Registres locaux .....	50 971 515	49 647 933
Frais judiciaires .....	12 146 071	14 481 070
Procédure/Recherche/Shérifs .....	9 132 461	8 782 955
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits) .....	3 653 771	2 482 865
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario .....	302 715	285 935
Frais pour chèques refusés .....	100 268	23 265
Autres * .....	(17 027)	59 899
	76 289 774	75 763 922
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration .....	30 660 836	35 471 155
Cautionnements non réclamés et restitutions .....	4 065 668	532 345
Amendes – Paiements en trop .....	5 558	120 146
	34 732 062	36 123 646
VENTES ET LOCATIONS .....	632 966	618 574
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	5 488 076	853 755
<b>DIVERS</b>		
Fonds d'aide aux victimes .....	45 780 700	41 192 214
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence .....	1 571 914	2 118 963
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i> .....	1 259 888	143 300
Confiscations – Produits de la criminalité .....	391 678	22 916
Autres .....	2 047 967	2 154 040
	51 052 147	45 631 433
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>257 657 452</b>	<b>245 430 423</b>

\* Le débit de 17 027 \$ dans Autres est attribuable à un solde débiteur de 30 693 \$ relatif au compte d'administration d'une succession, qui est normalement nul à la fin de l'exercice. Ce débit découle d'une écriture tardive, comptabilisée après la remise à zéro du compte.

---

# MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-214
PROMOTION DE LA SANTÉ .....	2-215
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-216
ÉTAT DES RECETTES .....	2-217

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
256 309 534	Promotion de la santé	334 073 338	330 233 324
<u>256 309 534</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>334 073 338</u>	<u>330 233 324</u>
		<u>=====</u>	<u>=====</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
500 000	Promotion de la santé	500 000	500 000
<u>500 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>500 000</u>	<u>500 000</u>
		<u>=====</u>	<u>=====</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
39 941 608	Promotion de la santé	70 786 500	69 810 827
<u>39 941 608</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>70 786 500</u>	<u>69 810 827</u>
		<u>=====</u>	<u>=====</u>

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4201 FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ</b>
1	11 198 600	(6 400)	11 192 200	Administration du ministère ..... 11 082 812
2	322 913 200	(95 000)	322 818 200	Programmes de promotion de la santé ..... 319 083 212
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 27 148
	<u>334 174 738</u>	<u>(101 400)</u>	<u>334 073 338</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ..... 330 233 324</b>
<b>Actifs</b>				
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement ..... 500 000
	<u>500 000</u>		<u>500 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ..... 500 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	43 386 500	27 400 000	70 786 500	Promotion de la santé – Immobilisations ..... 69 810 827
	<u>43 386 500</u>	<u>27 400 000</u>	<u>70 786 500</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ..... 69 810 827</b>

**Description du programme :**

Le ministère de la Promotion de la santé a été créé pour améliorer la santé de tous les Ontariens et toutes les Ontariennes par la promotion de modes de vie sains et actifs. Le ministère est le porte-parole de la promotion de la santé; il a pour mandat de développer et de multiplier les initiatives de promotion actuelles; et d'améliorer, de coordonner et d'offrir des programmes qui encouragent des modes de vie sains et contribuent au bien-être à long terme.

La stratégie du ministère consiste à mettre l'accent sur la sensibilisation, la prévention, le dépistage précoce et la responsabilité de chacun face à sa santé afin de réduire le recours à des traitements intensifs et coûteux et d'alléger le fardeau imposé au système de santé. En empêchant les problèmes de se produire; en traitant les troubles rapidement et en créant une culture qui encourage l'adoption de modes de vie sains et la pratique de l'activité physique, on donnera aux Ontariens et Ontariennes de plus grandes chances de vivre plus longtemps, une vie plus saine et plus active.

**MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ**  
**PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<b>Actifs</b>	
Administration du ministère (Poste 1)		Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	4 461 546		
Avantages sociaux.....	513 654		
Transports et communications.....	335 537	Avances et montants récupérables.....	500 000
Services.....	5 361 923		-----
Fournitures et matériel.....	410 152		500 000
	-----		-----
	11 082 812	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>	
	-----	<b>DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....</b>	<b>500 000</b>
			=====
Crédits législatifs		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152	Promotion de la santé – Immobilisations (Poste 3)	
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	27 148		
	-----		
	67 300		
	-----		
Programmes de promotion de la santé (Poste 2)			
Traitements et salaires.....	4 561 274	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	466 460	Projets du nouveau millénaire –	
Transports et communications.....	414 037	Pistes et sentiers.....	474 916
Services.....	15 765 330	Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme.....	8 395 918
Fournitures et matériel.....	1 202 334	Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – programme d'infrastructures Canada Ontario..	8 064 249
Paiements de transfert		Subventions d'immobilisations à l'appui de la promotion de la santé.....	20 717 455
Prévention des maladies chroniques et promotion de la santé.....	80 348 864	Projets sportifs et récréatifs communautaires.....	26 400 000
Organismes locaux officiels responsables de la santé.....	187 144 775	Stade de soccer de Toronto.....	5 758 289
Activités sportives et récréatives.....	29 180 138		-----
	-----		69 810 827
	296 673 777		-----
	-----	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>	
	319 083 212	<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>	
	-----	<b>PROMOTION DE LA SANTÉ.....</b>	<b>69 810 827</b>
			=====
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>			
<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>			
<b>PROMOTION DE LA SANTÉ.....</b>	<b>330 233 324</b>		
	=====		

## MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	8 571 009	0
Autre.....	171 090	0
	-----	-----
	8 742 099	0
	-----	-----
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert – Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	756 985	0
Subventions – Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	103 235	0
	-----	-----
	860 220	0
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>9 602 319</b>	<b>0</b>
	=====	=====



---

**MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-220
RECHERCHE ET D'INNOVATION .....	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-223
ÉTAT DES RECETTES .....	2-224

**MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
310 690 064	Recherche et d'innovation	276 560 494	261 631 371
<u>310 690 064</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>276 560 494</u>	<u>261 631 371</u>
	<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>		
4 469 136	Recherche et d'innovation	10 096 800	7 034 430
<u>4 469 136</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>10 096 800</u>	<u>7 034 430</u>
	<b>IMMOBILISATIONS</b>		
59 803 124	Recherche et d'innovation	82 626 600	81 905 058
<u>59 803 124</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>82 626 600</u>	<u>81 905 058</u>

**MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4301</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION</b>
1	262 251 900	14 294 900	276 546 800	Recherche et innovation.....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>262 265 594</u>	<u>14 294 900</u>	<u>276 560 494</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>
				<b>261 631 371</b>
<b>Actifs</b>				
2	8 596 800	1 500 000	10 096 800	Recherche et innovation.....
	<u>8 596 800</u>	<u>1 500 000</u>	<u>10 096 800</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>
				<b>7 034 430</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	82 626 600		82 626 600	Recherche et innovation.....
	<u>82 626 600</u>		<u>82 626 600</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>
				<b>81 905 058</b>

**Description du programme :**

Le programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour y parvenir, il travaille en partenariat étroit avec le Conseil ontarien de la recherche et de l'innovation, qui le fait bénéficier de ses conseils d'expert, afin de mettre au point un programme stratégique, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il offre des programmes de recherche et de commercialisation axés sur des secteurs clés et des possibilités de développement régional; et il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation en Ontario et d'attirer et de retenir les chercheurs les plus doués.

**MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**  
**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Recherche et innovation (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	7 695 546		
Avantages sociaux.....	890 414		
Transports et communications.....	596 590		
Services.....	6 933 360		
Fournitures et matériel.....	479 785		
Paiements de transfert			
Bourses de recherche et d'innovation.....	940 000		
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie.....	1 099 478		
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale.....	1 762 000		
Commercialisation – Soutien à l'entrepreneuriat et au démarrage.....	200 000		
Commercialisation – Soutien à la préparation au marché.....	200 000		
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation.....	355 830		
Bonifications d'intérêts - Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	631 717		
District de la découverte MaRS.....	9 800 500		
Réseau ontarien de recherche sur le cancer.....	10 495 614		
Centres d'excellences de l'Ontario.....	49 300 000		
Réseau ontarien de commercialisation.....	4 449 625		
Institut ontarien de recherche sur le cancer.....	26 701 763		
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement.....	46 732 363		
Programme ontarien de commercialisation de la recherche.....	4 440 482		
Fonds pour la recherche en Ontario.....	41 269 116		
Institut Perimeter.....	5 000 000		
Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche.....	2 548 500		
Programme de développement des talents en recherche.....	10 815 000		
Programmes de technologie et d'innovation.....	1 680 114		
Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels.....	3 000 000		
Durham Strategic Energy Alliance.....	400 000		
Chaires de recherche de l'Université Lakehead.....	6 000 000		
Centre for Minimal Access Surgery ..	2 000 000		
Université de Toronto – Génomique structurale.....	11 000 000		
Institut universitaire de technologie de l'Ontario – Chaire de recherche.....	3 000 000		
	-----		
	243 822 102		
	-----		
	260 417 797		
	-----		
		<i>Administration du ministère</i>	
		Traitements et salaires.....	1 404 169
		Avantages sociaux.....	145 490
		Transports et communications.....	199 244
		Services.....	606 037
		Fournitures et matériel.....	154 644
			-----
			2 509 584
			-----
		<i>Innovation, liaison et promotion</i>	
		Traitements et salaires.....	2 071 936
		Avantages sociaux.....	309 834
		Transports et communications.....	119 732
		Services.....	2 236 029
		Fournitures et matériel.....	156 258
		Paiements de transfert	
		Bourses de recherche et d'innovation.....	940 000
		Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie.....	1 099 478
			-----
			2 039 478
			-----
			6 933 267
			-----

**MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**  
**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
			Crédits législatifs		
<i>Recherche et commercialisation</i>			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		13 574
			Autre opérations		
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....		1 200 000
Traitements et salaires .....		4 219 441			-----
Avantages sociaux .....		435 090			1 213 574
Transports et communications .....		277 614			-----
Services .....		4 091 294	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
Fournitures et matériel .....		168 883	<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>		
Paiements de transfert			<b>RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>		<b>261 631 371</b>
Centre for International Governance Innovation .....	1 762 000				=====
Commercialisation – Soutien à l'entrepreneuriat et au démarrage .....	200 000		<b>Actifs</b>		
Commercialisation – Soutien à la préparation au marché .....	200 000		Recherche et innovation (Poste 2)		
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation .....	355 830		Avances et montants récupérables		
Fonds pour les projets pilotes d'innovation .....	631 717		Réseau ontarien de recherche sur le cancer .....	624 158	
District de la découverte MaRS .....	9 800 500		Centre d'excellence de l'Ontario .....	1 372 000	
Réseau ontarien de recherche sur le cancer .....	10 495 614		Fonds ontarien de recherche .....	1 038 272	
Centres d'excellence de l'Ontario .....	49 300 000				3 034 430
Réseau ontarien de commercialisation .....	4 449 625		Prêts et investissements		
Institut ontarien de recherche sur le cancer .....	26 701 763		Fonds pour les projets pilotes d'innovation .....		4 000 000
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche développement .....	46 732 363				-----
Programme ontarien de commercialisation de la recherche .....	4 440 482				7 034 430
Fonds pour la recherche en Ontario .....	41 269 116		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>		
Institut Perimeter .....	5 000 000		<b>DE RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>		<b>7 034 430</b>
Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche .....	2 548 500				=====
Programme de développement des talents en recherche .....	10 815 000		<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Programmes de technologie et d'innovation .....	1 680 114		Recherche et innovation (Poste 3)		
Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels .....	3 000 000		Paiements de transfert		
Durham Strategic Energy Alliance .....	400 000		Partenaires du millénaire .....	111 784	
Chaires de recherche de l'Université Lakehead .....	6 000 000		Partenaires du millénaire – Contribution du PICO .....	228 305	
Centre for Minimal Access Surgery .....	2 000 000		Northern Centre for Advanced Technology .....	2 000 000	
Université de Toronto – Génomique structurale .....	11 000 000		Université Queen's .....	21 000 000	
Institut universitaire de technologie de l'Ontario – Chaire de recherche .....	3 000 000		Université de Toronto .....	4 000 000	
	-----	241 782 624	Fonds pour la recherche en Ontario .....	54 264 969	
		-----	Études sur la planification de la recherche .....	300 000	
		250 974 946			81 905 058
		-----	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>		-----
			<b>POUR LE PROGRAMME DE</b>		81 905 058
			<b>RECHERCHE ET D'INNOVATION .....</b>		<b>81 905 058</b>
					=====

## MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenaires du millénaire .....	955 333	2 585 456
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS .....	5	0
	-----	-----
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	420 347	206 142
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>1 375 685</b>	<b>2 791 598</b>
	=====	=====

---

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT  
DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-226
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....	2-227
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-229
ÉTAT DES RECETTES.....	2-231
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-231

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
86 942 098	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	88 205 744	78 712 456
<u>86 942 098</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>88 205 744</u>	<u>78 712 456</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	761 300	0
<u>0</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>761 300</u>	<u>0</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
60 059 979	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	405 433 700	298 725 794
<u>60 059 979</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>405 433 700</u>	<u>298 725 794</u>

## MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4001</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	88 019 600	(8 100)	88 011 500	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère ..... 78 198 637
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 574
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 460 093
	<u>88 213 844</u>	<u>(8 100)</u>	<u>88 205 744</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 78 712 456</b>
<b>Actifs</b>				
6	761 300		761 300	Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité..... 0
	<u>761 300</u>		<u>761 300</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.. 0</b>

## MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4001</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
2	108 785 000	67 471 300	176 256 300	Programmes d'infrastructure ..... 172 621 042
3	175 000 000	(77 179 000)	97 821 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations .... 0
4	25 000 000	(17 784 000)	7 216 000	Fonds pour les grands projets ..... 7 216 000
5	102 577 900	21 562 500	124 140 400	Services immobiliers ..... 118 888 752
	<u>411 362 900</u>	<u>(5 929 200)</u>	<u>405 433 700</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 298 725 794</b>
	=====	=====	=====	=====

**Description du programme :**

Par l'entremise de la Division des politiques et de la planification infrastructurelles, ce programme élabore et coordonne, pour le gouvernement de l'Ontario, la mise en œuvre de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment : gestion centrale du processus de planification de l'infrastructure; aide à la préparation du plan d'immobilisations relié au Budget de l'Ontario; élaboration de stratégies sectorielles visant l'infrastructure; négociations avec le gouvernement fédéral sur les programmes d'infrastructure à frais partagés; et coordination des programmes d'infrastructure dispensés par les ministères de tutelle.

Le programme offre, par l'entremise du Secrétariat des initiatives de croissance de l'Ontario, son leadership pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la croissance et pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de la croissance.

Le programme offre aussi, par l'entremise de l'unité de la gestion stratégique, des services de gestion efficace de l'actif sous forme d'analyse stratégique et de gestion de l'actif (y compris des avoirs immobiliers) pour s'assurer que l'actif sous le contrôle de la province produit les résultats escomptés.

Le programme offre en outre, par l'entremise de la Division des organismes, des conseils stratégiques, de services de gestion ponctuelle et de liaison avec les organismes du ministère : la Régie des alcools de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, la Société immobilière de l'Ontario, Infrastructure Ontario et l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA). Le programme fournit aussi des services d'analyse stratégique et dirige l'élaboration de stratégies à long terme en matière de planification et d'approvisionnement, ainsi que de la mise en œuvre de pratiques exemplaires pour l'infrastructure.

Infrastructure Ontario est chargée de lancer et d'administrer les projets d'infrastructure liés à la diversification des modes de financement et l'approvisionnement, dans le cadre du plan ReNouveau Ontario, tandis qu'OSIFA offre aux emprunteurs du secteur parapublic des modes de financement abordables.

Le programme fournit aussi les services nécessaires pour soutenir tous les volets du mandat du ministère, tels que communications; planification stratégique; gestion et contrôle financiers; coordination des politiques; ressources humaines; et locaux.

**MINISTÈRE DU RENOUELEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**  
**INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1)		<i>Division des organismes</i>	
Traitements et salaires.....	13 202 381	Traitements et salaires.....	2 845 072
Avantages sociaux.....	1 941 089	Avantages sociaux.....	332 769
Transports et communications.....	603 427	Transports et communications.....	47 781
Services.....	61 896 500	Services.....	54 214 373
Fournitures et matériel.....	729 876	Fournitures et matériel.....	68 821
	-----		-----
	78 373 273		57 508 816
Moins : Recouvrements.....	174 636	Moins : Recouvrements.....	174 636
	-----		-----
	78 198 637		57 334 180
	-----		-----
<i>Administration du ministère</i>		<i>Unité de la gestion stratégique des biens</i>	
Traitements et salaires.....	3 397 416	Traitements et salaires.....	969 638
Avantages sociaux.....	876 207	Avantages sociaux.....	97 102
Transports et communications.....	360 873	Transports et communications.....	15 581
Services.....	4 474 483	Services.....	840 172
Fournitures et matériel.....	413 786	Fournitures et matériel.....	36 084
	-----		-----
	9 522 765		1 958 577
	-----		-----
<i>Politiques et planification infrastructurelles</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	3 544 069	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Avantages sociaux.....	386 360	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
Transports et communications.....	81 037	Autres opérations	
Services.....	766 690	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....	460 093
Fournitures et matériel.....	119 609		-----
	-----		513 819
	4 897 765		-----
	-----		-----
<i>Gestion de la croissance</i>		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
Traitements et salaires.....	2 446 186	<b>L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION</b>	
Avantages sociaux.....	248 651	<b>DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /</b>	
Transports et communications.....	98 155	<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>	
Services.....	1 600 782	<b>DU MINISTÈRE.....</b>	
Fournitures et matériel.....	91 576		<b>78 712 456</b>
	-----		=====
	4 485 350		
	-----		

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE  
INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE /  
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Programme d'infrastructure (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	29 694 373
Investissements dans l'infrastructure des réseaux d'aqueduc et d'eaux usées .....	2 961 765
Infrastructure Ontario – Paiements aux municipalités pour l'infrastructure rurale.....	139 964 904
	-----
	172 621 042
	-----
	172 621 042
	-----
Fonds pour les grands projets (Poste 4)	
Paiements de transfert	
Société ontarienne de travaux d'infrastructure.....	7 216 000
	-----
	7 216 000
	-----
Services immobiliers (Poste 5)	
Services .....	110 998 512
Paiements de transfert	
Transactions immobilières .....	7 890 240
	-----
	118 888 752
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>298 725 794</b>
	=====

## MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA .....	0	953
	-----	-----
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries .....	1 679 540 886	1 822 337 791
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries .....	1 275 000 000	1 195 000 000
	-----	-----
	2 954 540 886	3 017 337 791
	-----	-----
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits.....	5 720	5 756
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Locations – Terrains et bâtiments.....	29 065 059	26 889 997
Ventes – Terrains et bâtiments.....	24 809 465	49 678 748
Locations – Autres.....	2 151 886	2 332 918
	-----	-----
	56 026 410	78 901 663
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Ventes.....	399 462	0
Paiements de transfert.....	508 963	0
	-----	-----
	908 425	0
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	3 626 313	4 422 664
Autres .....	1 500	0
	-----	-----
	3 627 813	4 422 664
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>3 015 109 254</b>	<b>3 100 668 827</b>
	=====	=====

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario .....	0	211 500
	-----	-----
<b>TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS</b>	<b>0</b>	<b>211 500</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-234
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-235
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE .....	2-237
GESTION DES RICHESSES NATURELLES .....	2-239
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE .....	2-243
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION –	
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-245
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-236, 2-241, 2-242
ÉTAT DES RECETTES .....	2-247

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
36 572 395	Administration du ministère	36 481 744	36 365 782
33 598 091	Information géographique	42 413 100	33 419 057
239 647 564	Gestion des richesses naturelles	319 457 700	306 056 214
155 555 360	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	178 413 800	177 150 794
1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	0
<b>465 374 410</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>576 767 344</b>	<b>552 991 847</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
108 949	Information géographique	0	0
89 970	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	100 000	75 466
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 700 000	103 905
<b>198 919</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 800 000</b>	<b>179 371</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
50 459 005	Gestion des richesses naturelles	65 511 900	65 139 862
<b>50 459 005</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>65 511 900</b>	<b>65 139 862</b>
<b>ACTIFS DE IMMOBILISATIONS</b>			
8 792 738	Gestion des richesses naturelles	12 168 000	11 713 056
<b>8 792 738</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>12 168 000</b>	<b>11 713 056</b>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2101</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	36 609 600	(179 100)	36 430 500	Administration du ministère .....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>36 660 844</u>	<u>(179 100)</u>	<u>36 481 744</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
				<b>36 365 782</b>

**Description du programme:**

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique; de conseils juridiques; d'élaboration de politiques; de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats; la gestion et le contrôle financiers; et la gestion des ressources humaines.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Coordination des politiques et de la planification</i>	
Traitements et salaires.....	17 063 060	Traitements et salaires.....	2 845 682
Avantages sociaux.....	5 371 220	Avantages sociaux.....	383 185
Transports et communications.....	896 905	Transports et communications.....	117 649
Services.....	12 451 541	Services.....	413 225
Fournitures et matériel.....	562 020	Fournitures et matériel.....	55 835
	-----		-----
	36 344 746		3 815 576
Moins : Recouvrements.....	32 690		-----
	-----	<i>Services juridiques</i>	
	36 312 056	Traitements et salaires.....	385 037
	-----	Avantages sociaux.....	33 970
<i>Bureau principal</i>		Transports et communications.....	56 127
Traitements et salaires.....	2 160 457	Services.....	3 388 116
Avantages sociaux.....	285 091	Fournitures et matériel.....	85 840
Transports et communications.....	200 151		-----
Services.....	370 897		3 949 090
Fournitures et matériel.....	87 464		-----
	-----	<i>Services de vérification</i>	
	3 104 060	Services.....	193 200
Moins : Recouvrements.....	32 690		-----
	-----		193 200
	3 071 370		-----
	-----	<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>	
<i>Finances et services opérationnels</i>		Traitements et salaires.....	1 529 337
Traitements et salaires.....	3 854 428	Avantages sociaux.....	214 481
Avantages sociaux.....	564 730	Transports et communications.....	96 279
Transports et communications.....	141 765	Services.....	297 916
Services.....	6 940 714	Fournitures et matériel.....	64 474
Fournitures et matériel.....	120 792		-----
	-----		2 202 487
	11 622 429		-----
	-----	<i>Crédits législatifs</i>	
<i>Ressources humaines</i>		Traitement versé au ministre en vertu	
Traitements et salaires.....	4 058 465	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Avantages sociaux.....	3 609 448	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Transports et communications.....	272 321	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
Services.....	499 464		-----
Fournitures et matériel.....	92 891		53 726
	-----		-----
	8 532 589		-----
	-----	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<i>Services de communication</i>		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>36 365 782</b>
Traitements et salaires.....	2 229 654		-----
Avantages sociaux.....	280 315		-----
Transports et communications.....	12 613		-----
Services.....	348 009		-----
Fournitures et matériel.....	54 724		-----
	-----		-----
	2 925 315		-----
	-----		-----

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2102</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE</b>
1	42 412 100		42 412 100	Information géographique..... 33 419 057
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>42 413 100</u>		<u>42 413 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME</b>
				<b>D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.... 33 419 057</b>

**Description du programme :**

Le Programme d'information géographique offre son leadership et assure la prestation des programmes en facilitant l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions. Il participe également aux initiatives d'ITI du gouvernement en offrant des renseignements de base sur les terres de l'Ontario et l'infrastructure nécessaire pour que ces données soient accessibles, bon marché et faciles à intégrer.

---

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Information géographique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	12 970 506
Avantages sociaux.....	1 770 954
Transports et communications.....	484 324
Services.....	20 460 669
Fournitures et matériel.....	418 603
	-----
	36 105 056
Moins : Recouvrements.....	2 685 999
	-----
	33 419 057
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>POUR LE PROGRAMME</b>	
<b>D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE.....</b>	<b>33 419 057</b>
	=====

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>2103</b>				<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>RICHESSSES NATURELLES</b>	
1	318 631 900	(13 500 000)	305 131 900	Gestion des richesses naturelles.....	291 853 970
2	13 734 800		13 734 800	Parcs Ontario .....	13 728 927
L	590 000		590 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	473 317
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	0
	<b>332 957 700</b>	<b>(13 500 000)</b>	<b>319 457 700</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
				<b>LE PROGRAMME DE GESTION</b>	
				<b>DES RICHESSES NATURELLES.....</b>	<b>306 056 214</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
3	57 374 700	5 532 000	62 906 700	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles .....	62 904 234
L	2 605 200		2 605 200	Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....	2 235 628
	<b>59 979 900</b>	<b>5 532 000</b>	<b>65 511 900</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>	
				<b>LE PROGRAMME DE GESTION</b>	
				<b>DES RICHESSES NATURELLES.....</b>	<b>65 139 862</b>
<b>Actifs</b>					
4	10 300 000	1 868 000	12 168 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs.....	11 713 056
	<b>10 300 000</b>	<b>1 868 000</b>	<b>12 168 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>	
				<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>	
				<b>RICHESSSES NATURELLES .....</b>	<b>11 713 056</b>

**Description du programme:**

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de l'eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

En 2006-2007, le Programme concentrera ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques; et travaillera à améliorer la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats; et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).



**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<i>Soutien aux services régionaux</i>			<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Traitements et salaires.....	28 198 954		Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Avantages sociaux.....	4 054 001				
Transports et communications.....	2 883 486				
Services .....	16 892 549				
Fournitures et matériel .....	967 546				
Paiements de transfert					
Expérience Été .....	278 246		Transports et communications .....	531 057	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9....	71 714		Services .....	36 854 718	
Mise en valeur des ressources des Premières nations .....	946 097		Fournitures et matériel .....	11 065 412	
Arbres Ontario.....	2 000 000		Paiements de transfert		
	-----		Infrastructure des offices de protection de la nature.....	14 922 368	
	3 296 057		Partenariats du millénaire – Barrage Springbank .....	529 313	
	-----		Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures		
Moins : Recouvrements .....	1 007 392		Canada-Ontario .....	529 313	
	-----	55 285 201	Partenaires du millénaire – Projet de protection des zones naturelles huronnes de la ville de Kitchener.....	242 634	
				-----	16 223 628
			Autres opérations .....	895 925	
				-----	65 570 740
			Moins : Recouvrements .....	2 666 506	
				-----	62 904 234
					-----
Crédits législatifs			<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles</i>		
Autres opérations			Transports et communications .....	379 244	
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	473 317		Services .....	25 685 932	
	-----		Fournitures et matériel .....	7 723 351	
			Autres opérations .....	409	
				-----	
			Moins : Recouvrements .....	33 788 936	
				-----	
				2 666 506	
				-----	31 122 430
					-----
Parcs Ontario (Poste 2)					
Traitements et salaires.....		36 416 507			
Avantages sociaux.....		4 548 387			
Transports et communications.....		1 573 559			
Services .....		15 527 708			
Fournitures et matériel .....		11 258 479			
		-----			
		69 324 640			
Moins : Recouvrements .....		55 595 713			
		-----			
		13 728 927			
		-----			
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES .....</b>		<b>306 056 214</b>			
		-----			

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>				Crédits législatifs	
Transports et communications .....	8 802		Autres opérations		
Services .....	9 579 070		Amortissement, <i>Loi sur</i>		
Fournitures et matériel .....	2 028 953		<i>l'administration financière</i> .....		2 235 628
Autres opérations .....	883 759				-----
		12 500 584			2 235 628
		-----			-----
			<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>		
			<b>LE PROGRAMME DE GESTION</b>		
			<b>DES RICHESSES NATURELLES.....</b>		<b>65 139 862</b>
					=====
			<b>Actifs</b>		
<i>Infrastructure pour l'aviation et la</i>					
<i>lutte contre les feux de forêt</i>					
Transports et communications .....	143 011		Infrastructure pour la gestion des		
Services .....	1 589 716		richesses naturelles – Actifs (Poste 4)		
Fournitures et matériel .....	1 313 108				
Autres opérations .....	11 757		Immobilisations matérielles .....		11 713 056
		3 057 592			-----
		-----			11 713 056
					-----
<i>Infrastructure des offices de protection</i>					
<i>de la nature et des municipalités</i>					
Immobilisations matérielles .....			<i>Infrastructure de Parcs Ontario - Actifs</i>		
			Immobilisations matérielles .....	3 794 133	
					-----
					3 794 133
					-----
Paiements de transfert			<i>Infrastructure pour l'aviation et la</i>		
Infrastructure des			<i>lutte contre les feux de forêt - Actifs</i>		
offices de protection					
de la nature .....	14 922 368		Immobilisations matérielles .....	4 902 905	
Partenariats du millénaire –					-----
Barrage Springbank .....	529 313				4 902 905
Partenariats du millénaire –					-----
Contribution au Programme					
d'infrastructures			<i>Infrastructure pour la gestion</i>		
Canada-Ontario .....	529 313		<i>des richesses naturelles - Actifs</i>		
Partenaires du millénaire –					
Projet de protection des			Immobilisations matérielles .....	3 016 018	
zones naturelles huronnes					-----
de la ville de Kitchener ..	242 634				3 016 018
		16 223 628			-----
		-----			
		16 223 628			
		-----			
			<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>		
			<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>		
			<b>RICHESSES NATURELLES.....</b>		<b>11 713 056</b>
					=====

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2104</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE</b>
1	36 007 900		36 007 900	Aviation et lutte contre les feux de forêt.....
2	65 995 900	76 400 000	142 395 900	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies.....
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>102 013 800</u>	<u>76 400 000</u>	<u>178 413 800</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE .....</b>
				<b>177 150 794</b>
<b>Actifs</b>				
3	100 000		100 000	Aviation et la lutte contre les feux de forêt.....
	<u>100 000</u>		<u>100 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE .....</b>
				<b>75 466</b>

**Description du programme :**

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol/de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel; notamment entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures; situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; et autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>Actifs</b>
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)	Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3)
Traitements et salaires.....	Dépôts et charges payées d'avance.....
Avantages sociaux.....	-----
Transports et communications.....	75 466
Services.....	-----
Fournitures et matériel.....	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>
-----	<b>DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET</b>
59 725 622	<b>D'INTERVENTION D'URGENCE .....</b>
Moins : Recouvrements.....	<b>75 466</b>
23 753 423	=====
-----	
35 972 199	
-----	
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	
Avantages sociaux.....	
Transports et communications.....	
Services.....	
Fournitures et matériel.....	
-----	
144 744 137	
Moins : Recouvrements.....	
3 565 542	
-----	
141 178 595	
-----	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
<b>PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>	
<b>ET D'INTERVENTION D'URGENCE .....</b>	
<b>177 150 794</b>	
=====	

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2105</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES</b>
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 0
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 0</b>
<b>Actifs</b>				
2	1 700 000		1 700 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources... 103 905
	<b>1 700 000</b>		<b>1 700 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES..... 103 905</b>

**Description du programme:**

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application des techniques de gestion de l'ITI aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles; Environnement; Agriculture, Alimentation et Affaires rurales; et Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rentabiliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**  
**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**  
**– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	11 183 786
Avantages sociaux.....	1 331 881
Transports et communications.....	431 328
Services.....	26 441 155
Fournitures et matériel.....	825 425
	-----
	40 213 575
Moins : Recouvrements.....	40 213 575
	-----
	0
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....</b>	<b>0</b>
	=====
<b>Actifs</b>	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	103 905
	-----
	103 905
	-----
<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....</b>	<b>103 905</b>
	=====

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Paiements du gouvernement fédéral .....	0	486 772
Projet de gestion du Lac Supérieur .....	241 000	128 700
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord.....	6 161 906	0
Partenaires du millénaire .....	529 297	0
	-----	-----
	6 932 203	615 472
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	10 837 474	4 020 746
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	1 851 119	1 878 982
Autres droits, permis et autorisations.....	502 775	488 585
	-----	-----
	2 353 894	2 367 567
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	355 773	585 517
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations .....	2 422 284	1 448 278
Autres .....	8 830 859	8 756 128
	-----	-----
	11 253 143	10 204 406
	-----	-----
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	123 989 676	124 528 538
Droits de la Couronne.....	60 213 322	32 974 166
Ressources pétrolières en mer.....	8 399 369	12 434 712
Agrégats.....	973 065	1 031 940
Autres .....	2 192	1 926
	-----	-----
	193 577 624	170 971 282
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	1 672 065	42 258
	-----	-----
DIVERS		
Autres .....	58 686	59 945
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>227 040 862</b>	<b>188 867 193</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-250
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-251
POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....	2-254
SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES.....	2-256
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-258
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	2-260
SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE.....	2-262
SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE.....	2-264
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-267
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-253, 2-259, 2-263, 2-265
ÉTAT DES RECETTES.....	2-269

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
159 359 343	Administration du ministère	183 765 332	190 799 965
433 849 741	Politiques de santé et de la recherche	577 699 600	557 431 405
111 500 000	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	125 173 600	125 173 200
11 530 713 012	Assurance-santé de l'Ontario	12 462 504 200	12 452 257 808
423 188 632	Division de la santé publique	515 864 200	506 687 547
13 668 454 953	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence	14 726 124 000	14 694 359 952
6 361 183 432	Santé communautaire et de santé mentale	6 634 545 000	6 573 394 058
<b>32 688 249 113</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>35 225 675 932</b>	<b>35 100 103 935</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
2 216 000	Politiques de santé et de la recherche	2 230 000	2 200 000
1 498 336	Assurance-santé de l'Ontario	767 500	425 860
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
17 434 300	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence	16 339 500	16 339 500
46 530 300	Santé communautaire et de santé mentale	50 626 000	49 076 000
<b>68 678 936</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>70 963 000</b>	<b>69 041 360</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
336 237 191	Immobilisations dans le domaine de la santé	388 783 300	388 501 920
<b>336 237 191</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>388 783 300</b>	<b>388 501 920</b>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1401</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	178 482 300		178 482 300	Administration du ministère .....
2	4 003 200	1 204 200	5 207 400	Commission ontarienne d'examen.....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	38 082		38 082	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	0		0	Service d'approvisionnement médico- pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario <i>Loi sur l'administration financière</i> ...
	<u>182 561 132</u>	<u>1 204 200</u>	<u>183 765 332</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>
				<u>190 799 965</u>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère :

apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille; veille à la mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et atteindre les objectifs visés;

offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère, notamment planification des activités, du budget et des immobilisations; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; projets ministériels/gestion du changement et amélioration des activités; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; gestion et administration du programme des initiatives ontariennes de cybersanté, notamment surveillance de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé et du Secrétariat des services consultatifs médicaux qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario;

apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen; à la Commission du consentement et de la capacité; à la Commission d'appel et de révision des services de santé; et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE  
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	6 723 475	
Traitements et salaires.....	64 836 472		Avantages sociaux .....	976 261	
Avantages sociaux.....	8 998 000		Transports et communications.....	267 934	
Transports et communications.....	7 508 454		Services .....	7 764 616	
Services .....	87 673 880		Fournitures et matériel.....	241 474	
Fournitures et matériel.....	5 964 569			-----	15 973 760
	-----		<i>Services juridiques</i>		
	174 981 375		Traitements et salaires.....	84 589	
Moins : Recouvrements .....	35 758		Transports et communications.....	30 574	
	-----		Services .....	2 903 751	
	174 945 617		Fournitures et matériel.....	127 845	
	-----			-----	3 146 759
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	3 267 947		Services .....	1 850 201	
Avantages sociaux.....	350 242			-----	1 850 201
Transports et communications.....	95 189		<i>Systèmes informatiques</i>		
Services .....	267 021		Traitements et salaires.....	27 385 163	
Fournitures et matériel.....	88 860		Avantages sociaux .....	3 185 126	
	-----	4 069 259	Transports et communications.....	4 986 231	
	-----	-----	Services .....	20 089 511	
			Fournitures et matériel.....	2 178 994	
<i>Services financiers et administratifs</i>				-----	57 825 025
Traitements et salaires.....	19 948 576		<i>Secrétariat des services consultatifs médicaux</i>		
Avantages sociaux.....	3 573 038		Traitements et salaires.....	1 090 177	
Transports et communications.....	1 615 941		Avantages sociaux .....	122 668	
Services .....	27 470 981		Transports et communications.....	29 287	
Fournitures et matériel.....	2 026 336		Services .....	381 217	
	-----		Fournitures et matériel.....	69 975	
	54 634 872			-----	1 693 324
Moins : Recouvrements .....	35 758		<i>Ressources humaines</i>		
	-----	54 599 114	Traitements et salaires.....	4 613 890	
	-----	-----	Avantages sociaux.....	634 432	
			Transports et communications.....	73 159	
<i>Ressources humaines</i>			Services .....	4 574 136	
Traitements et salaires.....	4 613 890		Fournitures et matériel.....	97 009	
Avantages sociaux.....	634 432			-----	9 992 626
Transports et communications.....	73 159			-----	-----
Services .....	4 574 136				
Fournitures et matériel.....	97 009				
	-----	9 992 626			
	-----	-----			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE  
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$
<i>Renouvellement du système de santé</i>		
Traitements et salaires.....	1 722 655	
Avantages sociaux.....	156 233	
Transports et communications.....	410 139	
Services.....	22 372 446	
Fournitures et matériel.....	1 134 076	
	-----	25 795 549
		-----
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 722
		-----
		80 874
		-----
Crédits législatifs		
Pharmaceutique du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....		10 636 857
		-----
		10 636 857
		-----
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		945 230
Avantages sociaux.....		94 155
Transports et communications.....		512 789
Services.....		3 491 354
Fournitures et matériel.....		93 089
		-----
		5 136 617
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>190 799 965</b>
		=====

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1402</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE</b>	
1	545 381 700	32 317 900	577 699 600	Politiques de santé et recherche	557 431 405
	<u>545 381 700</u>	<u>32 317 900</u>	<u>577 699 600</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
	<u><u>545 381 700</u></u>	<u><u>32 317 900</u></u>	<u><u>577 699 600</u></u>	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE</b>	
				<b>SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....</b>	<u><u>557 431 405</u></u>
<b>Actifs</b>					
2	2 230 000		2 230 000	Politiques de santé et recherche .....	2 200 000
	<u>2 230 000</u>		<u>2 230 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>	
	<u><u>2 230 000</u></u>		<u><u>2 230 000</u></u>	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE</b>	
				<b>SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....</b>	<u><u>2 200 000</u></u>

**Description du programme:**

Le Programme des politiques de santé et de la recherche a deux grandes fonctions : élaborer les politiques stratégiques et planifier les activités du ministère afin d'offrir rapidement des directives claires et uniformes pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à l'échelle du système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et d'assurer la prestation homogène des services de santé dans toute la province, conformément aux priorités du gouvernement. Les politiques stratégiques et les initiatives de planification mises en œuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation du personnel infirmier font partie de ce travail.



## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1403</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES</b>
1	144 476 400	(19 302 800)	125 173 600	Systèmes intelligents et gestion des connaissances.....
				125 173 200
	<b>144 476 400</b>	<b>(19 302 800)</b>	<b>125 173 600</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES.....</b>
				<b>125 173 200</b>

**Description du programme :**

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques et sûrs des renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET  
GESTION DES CONNAISSANCES – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Systèmes intelligents pour la santé .....	125 173 200
	-----
	125 173 200
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES .....</b>	<b>125 173 200</b>
	=====

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>1405 FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO</b>	
1	8 919 986 600	*149 261 400	9 069 248 000	Assurance-santé de l'Ontario.....	9 068 606 669
2	2 801 374 800	219 585 200	3 020 960 000	Programmes de médicaments .....	3 012 372 494
3	71 267 500	2 367 700	73 635 200	Services de laboratoire.....	72 833 694
4	298 572 000		298 572 000	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels.....	297 762 304
L	89 000		89 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	682 647
	<u>12 091 289 900</u>	<u>371 214 300</u>	<u>12 462 504 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO .....</b>	<b>12 452 257 808</b>
<b>Actifs</b>					
5	767 500		767 500	Assurance-santé de l'Ontario.....	425 860
	<u>767 500</u>		<u>767 500</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO ..</b>	<b>425 860</b>

**Description du programme:**

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province/hors pays; les établissements de soins autonomes; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; et la protection contre la fraude dans les services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres : cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux communautés des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

\* Inclut une ordonnance de 33 millions de dollars rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 30 juillet 2007 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2006-2007 afin de couvrir les charges supplémentaires liées aux services et aux soins fournis par des médecins et des praticiens.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE  
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>Services de laboratoire (Poste 3)</b>		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Traitements et salaires..... 31 341 097		
Traitements et salaires.....	80 324 508		Avantages sociaux.....	4 866 425	
Avantages sociaux.....	12 088 239		Transports et communications.....	3 119 645	
Transports et communications.....	18 139 210		Services.....	8 720 114	
Services.....	60 243 446		Fournitures et matériel.....	24 786 413	
Fournitures et matériel.....	2 967 417			-----	
Paiements de transfert				72 833 694	
Paiements effectués au			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
titre des services et soins			Traitements et salaires.....	2 933 303	
fournis par des médecins			Avantages sociaux.....	384 957	
et autres praticiens.....	8 752 389 502		Transports et communications.....	111 100	
Établissements de			Services.....	961 292	
santé autonomes.....	40 660 796		Fournitures et matériel.....	49 656	
Programme des services aux			Paiements de transfert		
régions insuffisamment			Programme d'appareils et		
desservies.....	36 369 209		accessoires fonctionnels.....	229 750 028	
Programme de subventions			Programme d'oxygénothérapie		
aux résidents du Nord de			à domicile.....	63 571 968	
l'Ontario pour frais de				-----	
transport à des				293 321 996	
fins médicales.....	24 986 116			-----	
Services de télétriage.....	35 820 826			297 762 304	
Programme de gestion				-----	
de la qualité – Services			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
de laboratoire.....	4 617 400		<b>POUR LE PROGRAMME</b>		
	-----		<b>D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO ....</b>	<b>12 452 257 808</b>	
	8 894 843 849			=====	
	-----		<b>Actifs</b>		
	9 068 606 669		Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
	-----		Avances et montants récupérables		
Crédits législatifs			Paiements effectués au		
Autres opérations			titre des services et soins		
Créances irrécouvrables,			fournis par des médecins		
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....			et autres praticiens.....		
	682 647			375 360	
	-----		Programmes de		
	682 647		médicaments de l'Ontario.....		
	-----			50 500	
Programmes de médicaments (Poste 2)				-----	
Traitements et salaires.....	9 208 662			425 860	
Avantages sociaux.....	1 378 678			-----	
Transports et communications.....	1 021 337			425 860	
Services.....	29 702 679		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>		
Fournitures et matériel.....	716 164		<b>D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO .....</b>	<b>425 860</b>	
Paiements de transfert				=====	
Programmes de médicaments de l'Ontario.....	2 970 344 974				
	-----				
	3 012 372 494				
	-----				

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1406</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE</b>	
4	565 714 200	(49 850 000)	515 864 200	Santé publique .....	506 687 547
	<u>565 714 200</u>	<u>(49 850 000)</u>	<u>515 864 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA</b>	
	<u><u>565 714 200</u></u>	<u><u>(49 850 000)</u></u>	<u><u>515 864 200</u></u>	<b>DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....</b>	<u><u>506 687 547</u></u>
<b>Actifs</b>					
6	1 000 000		1 000 000	Santé publique .....	1 000 000
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LA</b>	
	<u><u>1 000 000</u></u>		<u><u>1 000 000</u></u>	<b>DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....</b>	<u><u>1 000 000</u></u>

**Description du programme :**

L'objectif des programmes de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé; et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources médicales sur les activités de prévention. Les programmes de santé publique établissent les normes et directives et financent les conseils de santé de l'Ontario. Ils comprennent le Bureau du médecin hygiéniste en chef qui a des pouvoirs indépendants, et présente son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. La santé publique englobe toutes les maladies infectieuses; les maladies chroniques et la prévention des blessures; la santé et le développement des enfants; et la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis sur la recherche des déterminants clés de la santé et de la maladie.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		12 588 808
Avantages sociaux.....		1 359 490
Transports et communications.....		1 139 567
Services.....		17 606 318
Fournitures et matériel.....		21 684 789
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	221 427 170	
Épidémies.....	167 927 483	
Prévention de la tuberculose.....	5 514 706	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement...	1 489 123	
Association pour la		
santé publique.....	316 000	
Dépistage du		
cancer colorectal.....	65 000	
Prévention des infections.....	18 902 733	
Programme ontarien		
de dépistage du		
cancer du sein.....	36 666 360	
	-----	452 308 575
		-----
		506 687 547
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA</b>		
<b>DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....</b>		<b>506 687 547</b>
		=====
<b>Actifs</b>		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé.....		1 000 000
		-----
		1 000 000
		-----
<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LA</b>		
<b>DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....</b>		<b>1 000 000</b>
		=====

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1408</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE</b>
1	14 128 685 600	58 017 200	14 186 702 800	Services en matière de soins actifs..... 14 158 689 615
2	550 368 500	(11 411 200)	538 957 300	Services de santé d'urgence ..... 535 410 337
L	463 900		463 900	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 260 000
	<u>14 679 518 000</u>	<u>46 606 000</u>	<u>14 726 124 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE..... 14 694 359 952</b>
<b>Actifs</b>				
3	16 339 500		16 339 500	Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence ..... 16 339 500
	<u>16 339 500</u>		<u>16 339 500</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE ..... 16 339 500</b>

**Description du programme:**

Le programme des services en matière de soins actifs et de santé d'urgence est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement de deux secteurs d'activités importants comprenant les hôpitaux et les services de santé d'urgence (comme les ambulances et leur répartition). Le programme apporte aussi une aide financière à Action Cancer Ontario et assume la part des coûts revenant à l'Ontario pour le sang fourni par la Société canadienne du sang aux hôpitaux de la province.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS  
ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE – CRÉDIT 1408

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		Crédits législatifs	
Services en matière de soins actifs (Poste 1)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	29 762 441	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	260 000
Avantages sociaux.....	5 539 050		-----
Transports et communications.....	2 019 486		260 000
Services.....	8 519 166		-----
Fournitures et matériel.....	626 090		
Paiements de transfert		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
Fonctionnement des hôpitaux ...	13 091 005 328	<b>LE PROGRAMME DES SERVICES</b>	
Fonctionnement des		<b>EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS</b>	
établissements connexes .....	61 701 437	<b>ET DE SANTÉ D'URGENCE</b> .....	<b>14 694 359 952</b>
Action Cancer Ontario .....	514 008 800		=====
Société canadienne du sang .....	433 302 905		
Subventions versées en			
compensation des taxes		<b>Actifs</b>	
municipales – hôpitaux			
publics .....	3 664 912	Services en matière de soins actifs	
Projet de révision du		et de santé d'urgence (Poste 3)	
périmètre comptable.....	8 540 000		
	-----	Avances et montants récupérables	
	14 112 223 382	Fonctionnement des hôpitaux ...	16 000 000
	-----	Paievements pour les services	
	14 158 689 615	d'ambulance et services	
	-----	d'urgence connexes : Autres	
		services d'ambulance et	
Services de santé d'urgence (Poste 2)		services d'urgence	
Traitements et salaires.....	35 822 797	connexes.....	339 500
Avantages sociaux.....	5 712 344		-----
Transports et communications.....	4 670 561		16 339 500
Services.....	14 891 148		-----
Fournitures et matériel.....	10 176 872		16 339 500
Paiements de transfert		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>	
Paievements pour les services		<b>DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS</b>	
d'ambulance et services		<b>ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE</b> .....	<b>16 339 500</b>
d'urgence connexes:			=====
Services d'ambulance			
municipaux.....	307 573 766		
Paievements pour les services			
d'ambulance et services			
d'urgence connexes: Autres			
services d'ambulance et			
services d'urgence			
connexes.....	45 052 401		
Ambulances aériennes.....	111 510 448		
	-----		
	464 136 615		
	-----		
	535 410 337		
	-----		

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1409 FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE</b>
1	5 349 959 600	(20 464 700)	5 329 494 900	Santé communautaire..... 5 280 455 548
2	1 304 173 100		1 304 173 100	Santé mentale..... 1 292 338 510
L	277 000		277 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	600 000		600 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 600 000
	<u>6 655 009 700</u>	<u>(20 464 700)</u>	<u>6 634 545 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE..... 6 573 394 058</b>
<b>Actifs</b>				
3	50 626 000		50 626 000	Santé communautaire et santé mentale ..... 49 076 000
	<u>50 626 000</u>		<u>50 626 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE..... 49 076 000</b>

**Description du programme :**

Le programme de santé communautaire et de santé mentale est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement de plusieurs services et activités de santé communautaire et de santé mentale en Ontario. Certains de ces services sont dispensés par des établissements ou par le biais d'établissements, en voici quelques exemples : centres de soins de longue durée; centres d'accès aux soins communautaires; organismes de services communautaires de soutien; centres de santé communautaire; services communautaires de santé mentale; services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés. Il existe aussi des programmes spéciaux de prestation ou de financement qui offrent un vaste éventail de services et de soutiens, parmi lesquels les services de sages-femmes; les programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C; le Programme de lutte contre le diabète; et les programmes de lutte contre les dépendances.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE – CRÉDIT 1409**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<b>Santé mentale (Poste 2)</b>		
Santé communautaire (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		10 369 670	Salaries and wages .....		59 084 874
Avantages sociaux.....		1 172 002	Avantages sociaux .....		17 435 294
Transports et communications.....		1 103 612	Transports et communications.....		858 133
Services .....		7 786 352	Services .....		11 633 736
Fournitures et matériel .....		761 292	Fournitures et matériel .....		8 398 029
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Foyers de soins de longue durée.....	2 792 770 489		Services communautaires		
Centres d'accès aux soins communautaires .....	1 576 524 492		de santé mentale.....	594 485 260	
Services communautaires de soutien .....	308 680 721		Fondation ontarienne de la santé mentale.....	425 300	
Logement avec services de soutien .....	144 859 185		Programme de lutte contre les dépendances.....	128 779 097	
Centres de santé communautaire ....	193 051 760		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés .....	471 138 721	
Services de sages-femmes.....	58 078 151		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques .....	100 066	
Traumatismes crâniens.....	48 489 004				1 194 928 444
Programme de lutte contre le diabète .....	42 423 798				-----
Programme de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C .....	45 782 744				1 292 338 510
Réseau locaux d'intégration des services de santé .....	48 602 276				-----
		-----			
		5 259 262 620			
		-----			
		5 280 455 548			
		-----			
			<i>Administration de la santé mentale</i>		
			Traitements et salaires.....	4 206 248	
			Avantages sociaux .....	527 821	
			Transports et communications.....	206 253	
			Services .....	4 466 267	
			Fournitures et matériel .....	31 894	
			Paiements de transfert		
			Services communautaires de santé mentale.....	594 485 260	
			Fondation ontarienne de la santé mentale.....	425 300	
			Programme de lutte contre les dépendances .....	128 779 097	
				-----	
				723 689 657	
				-----	
					733 128 140
					-----
Autres opérations					
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....		600 000			
		-----			
		600 000			
		-----			

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE – CRÉDIT 1409**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<i>Programmes de soins aux malades externes</i>			<b>Actifs</b>		
Transports et communications .....	16 358		Santé communautaire et santé mentale (Poste 3)		
Services .....	5 811				
	-----				
		22 169			
		-----			
<i>Programmes de soins aux malades hospitalisés</i>			Avances et montants récupérables		
Traitements et salaires.....	54 878 626		Foyers de soins de longue durée.....	20 501 100	
Avantages sociaux.....	16 907 473		Centres d'accès aux soins		
Transports et communications .....	635 522		communautaires .....	5 000 000	
Services .....	7 161 658		Services communautaires		
Fournitures et matériel .....	8 366 135		de soutien .....	3 800 000	
Paiements de transfert			Logement avec		
Services d'hôpitaux			services de soutien .....	800 000	
psychiatriques			Centres de santé communautaire ....	3 000 000	
spécialisés.....	471 138 721		Traumatismes crâniens .....	400 000	
Subventions versées			Programme de lutte contre		
en compensation des			le VIH/sida et l'hépatite C .....	175 000	
taxes municipales –			Services communautaires		
hôpitaux			de santé mentale .....	14 500 000	
psychiatriques.	100 066		Programme de lutte contre		
	-----		les dépendances.....	899 900	
	471 238 787			-----	49 076 000
	-----				-----
		559 188 201			49 076 000
		-----			-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>			<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>		
<b>PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE</b>			<b>DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE</b>		
<b>ET DE SANTÉ MENTALE .....</b>	<b>6 573 394 058</b>		<b>ET DE SANTÉ MENTALE.....</b>	<b>49 076 000</b>	
	=====			=====	

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1407</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ</b>
1	388 783 300		388 783 300	Immobilisations dans le domaine de la santé..... 388 501 920
	<u>388 783 300</u>		<u>388 783 300</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ..... 388 501 920</b>
	<u><u>388 783 300</u></u>		<u><u>388 783 300</u></u>	<u><u>388 501 920</u></u>

**Description du programme:**

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations; de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations, et de l'octroi de subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics; les centres régionaux de cancérologie; les centres de santé communautaire; les centres communautaires de santé mentale; les programmes de lutte contre la toxicomanie; et les foyers de soins de longue durée. Le programme s'occupe également de financer la construction de nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration des hôpitaux.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.....	219 152 037	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	41 188 500	
Planification et conception.....	40 000 000	
Projets visant les petits hôpitaux.....	20 000 000	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique.....	29 500 000	
Programme des soins de longue durée.....	3 600 000	
Programmes de santé communautaire.....	26 900 000	
	-----	380 340 537
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations.....	7 895 608	
Programme d'évaluation de l'état des installations.....	265 775	
	-----	8 161 383
		-----
		388 501 920
		-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....</b>		<b>388 501 920</b>
		=====

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Fonds de transition pour soins primaires .....	23 542 744	47 743 392
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes .....	19 102 861	20 240 501
Logement en milieu de soutien .....	6 593 554	6 607 760
Services sociaux dispensés aux Indiens .....	5 942 176	4 170 090
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes .....	4 000 000	4 000 000
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux .....	2 078 359	3 830 020
Formation clinique .....	2 022 308	1 700 287
Accès aux antécédents pharmaceutiques .....	(837 957)	1 099 357
Stratégies concernant les soins de santé, programme de contribution - politiques .....	0	738 400
Inforoute Santé du Canada .....	0	366 525
Centre national de collaboration .....	0	350 000
Langue française .....	321 851	348 012
Plan d'urgence contre la variole .....	0	177 000
Centre national de la rage .....	0	50 000
Politique de santé applicable aux Autochtones .....	0	50 000
Rapport sur les antécédents pharmaceutiques .....	3 339 497	0
Étape d'élaboration du projet de système de surveillance améliorée .....	72 497	0
Bébés en santé et enfants en santé .....	0	(10 949 000)
	66 177 890	80 522 344
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation .....	14 126 275	12 909 455
Salaires et avantages sociaux .....	0	102 855
Réorganisation des services locaux .....	56 250	0
Autres – Remboursements .....	39 326	0
	14 221 851	13 012 310
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Quote-part des usagers des services d'ambulance .....	2 712 051	3 088 223
Services d'avocats – enquêtes .....	2 253 568	2 250 878
Vérification de la qualité des services des laboratoires .....	1 226 430	720 128
Droits pour effectuer le paiement des réclamations .....	632 707	635 700
Octroi de permis aux laboratoires .....	346 311	574 228
Droits de permis – Centres de prélèvement .....	249 007	376 376
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail .....	400 000	366 818
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence .....	214 235	260 718
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes .....	26 680	20 000
Autres – droits, permis et autorisations .....	69 223	71 476
	8 130 212	8 364 545
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
	5 100	4 500
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Vente de matériel d'ambulance .....	49 895	494 420
Repas .....	10 645	206 749
Atelier de formation professionnelle .....	16 736	61 707
Autres ventes et locations .....	86 032	61 051
	163 308	823 927

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	146 673 855	204 143 301
	-----	-----
DIVERS		
Pénalités - intérêt .....	248 548	366 398
Autres .....	790 572	1 850 631
	-----	-----
	1 039 120	2 217 029
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>236 411 336</b>	<b>309 087 956</b>
	=====	=====

---

# SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-272
SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO.....	2-273
ÉTAT DES RECETTES .....	2-275

**SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
48 429 558	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	<b>24 047 000</b>	21 989 666
<u>48 429 558</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO</b>	<u><b>24 047 000</b></u>	<u><b>21 989 666</b></u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
1 599 999	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 400 000	3 400 000
<u>1 599 999</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO</b>	<u><b>3 400 000</b></u>	<u><b>3 400 000</b></u>

**SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2001 FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO</b>
1	16 717 000	6 804 000	23 521 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario ..
2	526 000		526 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale .....
	<u>17 243 000</u>	<u>6 804 000</u>	<u>24 047 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....</b>
	<u>17 243 000</u>	<u>6 804 000</u>	<u>24 047 000</u>	<b>21 989 666</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
3	3 400 000		3 400 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario ..
	<u>3 400 000</u>		<u>3 400 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....</b>
	<u>3 400 000</u>		<u>3 400 000</u>	<b>3 400 000</b>

**Description du programme :**

Le mandat du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario est de représenter le gouvernement dans les affaires autochtones; de protéger les intérêts du gouvernement; de remplir ses obligations juridiques; et de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral au bien-être des peuples autochtones de l'Ontario.

**SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**  
**PROGRAMME DU SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2001**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<b>IMMOBILISATIONS</b>
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)
Traitements et salaires.....	4 881 038	Paiements de transfert
Avantages sociaux.....	559 224	Programme de subventions d'immobilisations
Transports et communications.....	507 498	de la communauté autochtone .....
Services.....	4 684 488	3 400 000
Fournitures et matériel.....	625 712	-----
Paiements de transfert		3 400 000
Fonds de participation.....	2 229 605	
Soutien aux négociations		
communautaires.....	1 450 000	
Les Chefs de l'Ontario.....	201 885	
Ontario Native Women's		
Association.....	306 951	
Ontario Federation of		
Indian Friendship Centres.....	368 265	
Soutien aux Algonquins.....	710 000	
Autres négociations.....	4 440 000	
Négociations sur les revendications		
territoriales des Six-Nations.....	500 000	
	-----	
	10 206 706	
	-----	
	21 464 666	
	-----	
Revendications territoriales et initiatives sur		
l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales.....	525 000	
	-----	
	525 000	
	-----	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>  POUR LE PROGRAMME DU</b>		
<b>  SECRETARIAT DES AFFAIRES</b>		
<b>  AUTOCHTONES DE L'ONTARIO.....</b>		<b>3 400 000</b>
	<b>21 989 666</b>	=====

## SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> .....	4 545	220
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	205 630	22 159
	-----	-----
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés .....	0	37
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE SECRETARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO</b> .....	<b>210 175</b>	<b>22 416</b>
	=====	=====



---

# SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-278
SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE .....	2-279
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-280
ÉTAT DES RECETTES .....	2-281

**SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
2 255 868	Secrétariat du renouveau démocratique	8 605 994	6 308 473
<u>2 255 868</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE</b>	<u>8 605 994</u>	<u>6 308 473</u>

**SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>4101</b>				<b>PROGRAMME DU SECRETARIAT</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE</b>	
1	3 594 200	(500 900)	3 093 300	Secrétariat du nouveau démocratique .....	2 191 907
2	6 000 000	(500 000)	5 500 000	Assemblée des citoyens sur la réforme électorale.	4 108 668
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	7 898
	<u>9 606 894</u>	<u>(1 000 900)</u>	<u>8 605 994</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<b>PROGRAMME DU SECRETARIAT DU</b>	
				<b>RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE .....</b>	<u>6 308 473</u>
					<u>=====</u>

**Description du programme:**

Le programme du Secrétariat du nouveau démocratique est chargé de l'élaboration des politiques, de la coordination et de la mise en œuvre d'initiatives appuyant le programme de nouveau démocratique du gouvernement.

**SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**  
**PROGRAMME DU SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE – CRÉDIT 4101**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Secrétariat du renouveau démocratique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 652 819
Avantages sociaux.....	124 462
Transports et communications.....	65 184
Services.....	205 453
Fournitures et matériel.....	68 989
Paiements de transfert	
Projets pilotes d'intérêt public vital.....	75 000
	-----
	2 191 907
	-----
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	7 898
	-----
	7 898
	-----
Assemblée des citoyens sur la réforme électorale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 370 025
Avantages sociaux.....	100 066
Transports et communications.....	840 965
Services.....	1 690 014
Fournitures et matériel.....	107 598
	-----
	4 108 668
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DU SECRETARIAT</b>	
<b>DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE.....</b>	<b>6 308 473</b>
	=====

## SECRETARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	410	10
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>410</b>	<b>10</b>
	=====	=====



---

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE  
ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

EXERCICE 2006 – 2007

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-284
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-285
SERVICES INTERNES DE LA POLICE.....	2-288
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-290
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-292
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-295
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-297
DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES.....	2-299
DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-301
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-286, 2-291, 2-298
ÉTAT DES RECETTES.....	2-303

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
114 624 054	Administration du ministère	106 843 838	116 988 796
108 447 672	Services internes de la police	129 720 300	128 943 786
742 307 246	Police provinciale de l'Ontario	814 086 400	809 306 269
631 456 980	Services correctionnels	659 637 700	659 006 814
52 435 336	Services technologiques pour la justice	51 835 500	51 373 109
3 161 011	Organismes, conseils et commissions	3 924 800	3 888 498
74 721 504	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	78 371 100	78 064 226
8 520 838	Division de la gestion des situations d'urgence	10 713 200	10 370 942
<b>1 735 674 641</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 855 132 838</b>	<b>1 857 942 440</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services internes de la police	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	2 000	0
0	Division de la gestion des situations d'urgence	2 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>16 000</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
13 922 542	Administration du ministère	29 225 600	26 277 909
17 042 406	Services correctionnels	13 581 500	10 180 760
<b>30 964 948</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>42 807 100</b>	<b>36 458 669</b>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>2601</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>	
1	112 143 200	(5 413 300)	106 729 900	Administration du ministère .....	104 922 606
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	28 183
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i> .....	11 947 855
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	50 000
	<b>112 257 138</b>	<b>(5 413 300)</b>	<b>106 843 838</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>	<b>116 988 796</b>
<b>Actifs</b>					
3	2 000		2 000	Administration du ministère .....	0
	<b>2 000</b>		<b>2 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
2	32 499 200	(3 273 600)	29 225 600	Renouvellement des installations .....	26 277 909
	<b>32 499 200</b>	<b>(3 273 600)</b>	<b>29 225 600</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>	<b>26 277 909</b>

**Description du programme :**

Le programme offre une grande variété de services de soutien à tous les autres programmes du ministère, notamment : ressources humaines; planification générale; contrôle financier; communications; services juridiques; et gestion des installations.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		17 455 710	Traitements et salaires.....	71 095	
Avantages sociaux.....		2 053 115	Transports et communications.....	85 903	
Transports et communications.....		1 259 139	Services.....	3 543 385	
Services.....		83 146 750	Fournitures et matériel.....	246 944	
Fournitures et matériel.....		1 007 892			3 947 327
		-----			-----
		104 922 606	<i>Locaux – Frais de location</i>		
		-----			
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	2 506 838		Services.....	69 068 980	
Avantages sociaux.....	265 633		Fournitures et matériel.....	250 000	
Transports et communications.....	163 992				69 318 980
Services.....	161 044				-----
Fournitures et matériel.....	66 450		<i>Coûts des services communs</i>		
	-----				
		3 163 957	Services.....	8 241 520	
		-----			8 241 520
					-----
<i>Planification et services ministériels</i>					
Traitements et salaires.....	5 602 182		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux.....	617 693				
Transports et communications.....	319 546				
Services.....	1 164 105				
Fournitures et matériel.....	269 801				
	-----				
		7 973 327			
		-----			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	6 885 154				
Avantages sociaux.....	871 145				
Transports et communications.....	631 681				
Services.....	278 656				
Fournitures et matériel.....	103 558				
	-----				
		8 770 194			
		-----			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	2 390 441				
Avantages sociaux.....	298 644				
Transports et communications.....	58 017				
Services.....	689 060				
Fournitures et matériel.....	71 139				
	-----				
		3 507 301			
		-----			
			<i>Autres opérations</i>		
			Paiements effectués en vertu		
			de la <i>Loi sur le ministère du</i>		
			<i>Trésor et de l'Économie.....</i>		
			11 947 855		
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			<i>l'administration financière.....</i>		
			50 000		
					11 997 855
					-----
					11 997 855
					-----
			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
			<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
					<b>116 988 796</b>
					=====

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Services .....	25 310 368
Fournitures et matériel .....	967 541
	-----
	26 277 909
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>26 277 909</b>
	=====

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2603</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE</b>
1	1 334 000	75 700	1 409 700	Administration du programme.....
2	15 506 100	1 548 800	17 054 900	Collège de police de l'Ontario.....
3	121 308 500	(10 052 800)	111 255 700	Normes policières et services de soutien .....
	<u>138 148 600</u>	<u>(8 428 300)</u>	<u>129 720 300</u>	<b>TOTAL OPERATING FOR POLICING SERVICES PROGRAM.....</b>
				<b>128 943 786</b>
<b>Actifs</b>				
4	2 000		2 000	Services policiers.....
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE .....</b>
				<b>0</b>

**Description du programme:**

Le programme offre son leadership et collabore avec les intervenants du secteur des services policiers afin de promouvoir la sécurité dans les collectivités et la prévention du crime; il encourage la formation et le perfectionnement professionnel; il élabore les normes professionnelles et politiques à l'appui des lois; il fait observer la loi par différents moyens : conseils, inspections et vérifications du CIPC; il améliore et appuie les services provinciaux de renseignements; il administre les nominations provinciales; il recommande des processus efficaces de sélection/de recrutement; il règlemente et fait observer la loi en matière d'enquêtes et de sécurité privées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS  
PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$	\$	
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
Administration du programme (Poste 1)	Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	783 838	Traitements et salaires.....	7 134 806
Avantages sociaux.....	100 437	Avantages sociaux .....	911 510
Transports et communications .....	121 927	Transports et communications .....	1 640 752
Services .....	261 692	Services .....	9 021 542
Fournitures et matériel .....	3 938	Fournitures et matériel .....	1 095 536
	-----	Paiements de transfert	
	1 271 832	Programme de recrutement	
	-----	de 1 000 agents – partenariat pour	
Administration du programme (Poste 2)		des collectivités plus sûres.....	31 316 709
Traitements et salaires.....	7 500 436	Subventions pour les services	
Avantages sociaux.....	953 394	de police communautaire	
Transports et communications .....	587 139	et les programmes de	
Services .....	5 882 319	prévention du crime .....	30 600 707
Fournitures et matériel .....	2 094 580	Subventions pour les programmes	
	-----	municipaux RIDE .....	1 166 081
	17 017 868	Subventions diverses –	
	-----	Services policiers .....	849 837
		Subventions pour la création de	
		collectivités sûres et dynamiques....	1 055 000
		Entente fédérale-provinciale	
		sur les services policiers	
		des Premières nations.....	25 208 171
		Financement des enquêtes	
		municipales sur les crimes	
		haineux et l'extrémisme.....	211 435
		Subvention pour les enfants victimes	
		d'agressions sexuelles et	
		d'actes pornographiques .....	442 000
			-----
			90 849 940
			-----
			110 654 086
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
		<b>LE PROGRAMME DES SERVICES</b>	
		<b>INTERNES DE LA POLICE .....</b>	<b>128 943 786</b>
			=====

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2604</b>				<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
1	130 696 100	19 623 100	150 319 200	Services ministériels et stratégiques .....
2	5 000 500	211 500	5 212 000	Bureau du chef des préposés aux armes à feu .....
3	83 907 500	(199 400)	83 708 100	Enquêtes et crime organisé .....
4	505 783 100	6 796 900	512 580 000	Services régionaux et circulation .....
5	61 214 600	1 051 500	62 266 100	Gestion du parc automobile .....
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> .....
	<u>786 602 800</u>	<u>27 483 600</u>	<u>814 086 400</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO ...</b>
	=====	=====	=====	<b>809 306 269</b>
<b>Actifs</b>				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario .....
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....</b>
	=====		=====	<b>0</b>

**Description du programme :**

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS  
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Services ministériels de stratégies (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	73 455 903
Avantages sociaux.....	8 744 276
Transports et communications.....	11 925 142
Services.....	32 819 522
Fournitures et matériel.....	20 863 114
	-----
	147 807 957
Moins : Recouvrements.....	185 529
	-----
	147 622 428
	-----
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	2 558 865
Avantages sociaux.....	303 590
Transports et communications.....	102 388
Services.....	2 048 330
Fournitures et matériel.....	68 918
	-----
	5 082 091
	-----
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	61 858 896
Avantages sociaux.....	6 443 387
Transports et communications.....	4 993 389
Services.....	8 592 984
Fournitures et matériel.....	4 092 728
	-----
	85 981 384
Moins : Recouvrements.....	4 190 800
	-----
	81 790 584
	-----
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	437 439 308
Avantages sociaux.....	56 953 838
Transports et communications.....	7 373 859
Services.....	4 648 768
Fournitures et matériel.....	6 151 411
	-----
	512 567 184
	-----
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications.....	95 358
Services.....	14 899 964
Fournitures et matériel.....	48 247 658
	-----
	63 242 980
Moins : Recouvrements.....	1 246 263
	-----
	61 996 717
	-----
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paievements en vertu de la	
<i>Loi sur les services policiers.....</i>	
	247 265
	-----
	247 265
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA</b>	
<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....</b>	
	<b>809 306 269</b>
	=====

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2605</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS</b>
1	16 799 400	(806 300)	15 993 100	Administration du programme..... 15 854 389
2	6 343 800		6 343 800	Formation du personnel ..... 6 280 941
3	522 966 500	14 272 900	537 239 400	Services en établissement ..... 536 940 583
4	109 487 500	(9 426 100)	100 061 400	Services communautaires ..... 99 930 901
	<u>655 597 200</u>	<u>4 040 500</u>	<u>659 637 700</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS ..... 659 006 814</b>
<b>Actifs</b>				
7	2 000		2 000	Services correctionnels ..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS ..... 0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
6	14 000 000	(418 500)	13 581 500	Établissements correctionnels ..... 10 180 760
	<u>14 000 000</u>	<u>(418 500)</u>	<u>13 581 500</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS ..... 10 180 760</b>

**Description du programme:**

Le programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux pour assurer la protection et la sécurité de la population et encourager la réadaptation des contrevenants. Les principaux services offerts consistent à administrer les centres correctionnels; les centres de détention; les prisons; la surveillance en milieu communautaire, notamment la surveillance des contrevenants adultes sous probation et en liberté conditionnelle; les programmes éducatifs, la formation professionnelle et la préparation à la vie quotidienne; et les services de counseling et de traitement pour contrevenants adultes.



**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		67 021 528
Avantages sociaux.....		10 242 555
Transports et communications.....		3 187 950
Services.....		10 292 774
Fournitures et matériel.....		2 678 411
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes.....	6 507 683	
	-----	6 507 683
		-----
		99 930 901
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....</b>		<b>659 006 814</b>
		=====
 <b>IMMOBILISATIONS</b>		
Établissements correctionnels (Poste 6)		
Services.....		9 741 321
Fournitures et matériel.....		439 439
		-----
		10 180 760
		-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS .....</b>		<b>10 180 760</b>
		=====

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2606</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE</b>
1	53 756 400	(1 920 900)	51 835 500	Services technologiques pour la justice .....
	<b>53 756 400</b>	<b>(1 920 900)</b>	<b>51 835 500</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....</b>
				<b>51 373 109</b>
<b>Actifs</b>				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice .....
	<b>2 000</b>		<b>2 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....</b>
				<b>0</b>

**Description du programme :**

Le programme fournit des services et soutiens modernes, efficaces et efficients de technologie de l'information aux ministères du secteur de la justice et à leurs partenaires externes. Il s'efforce d'atteindre les buts du ministère en matière de justice et de sécurité publique par la réorganisation intégrée des activités, pour ce faire, il a recours à la technologie qui facilite l'accès du public aux services.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	§
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	16 402 927
Avantages sociaux.....	2 162 989
Transports et communications.....	16 816 944
Services.....	15 658 133
Fournitures et matériel.....	1 931 616
	-----
	52 972 609
Moins : Recouvrements.....	1 599 500
	-----
	51 373 109
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....</b>	<b>51 373 109</b>
	=====

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2607</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS</b>
1	5 140 200	(1 216 400)	3 923 800	Organismes, conseils et commissions.....
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> .....
	<u>5 141 200</u>	<u>(1 216 400)</u>	<u>3 924 800</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....</b>
				<b>3 888 498</b>
<b>Actifs</b>				
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions.....
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....</b>
				<b>0</b>

**Description du programme:**

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		Crédits législatifs
		Autres opérations
		Audiences tenues en vertu de la
		<i>Loi sur les services policiers</i> .....
Traitements et salaires.....	2 276 888	60 241
Avantages sociaux.....	264 776	-----
Transports et communications.....	545 984	60 241
Services.....	597 216	-----
Fournitures et matériel.....	143 393	
	-----	
	3 828 257	
	-----	
<i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées</i>		
Traitements et salaires.....	1 100 940	
Avantages sociaux.....	152 124	
Transports et communications.....	416 278	
Services.....	392 678	
Fournitures et matériel.....	66 683	
	-----	
	2 128 703	
	-----	
<i>Commission civile des services policiers de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	1 047 060	
Avantages sociaux.....	99 969	
Transports et communications.....	74 758	
Services.....	41 984	
Fournitures et matériel.....	62 513	
	-----	
	1 326 284	
	-----	
<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	128 888	
Avantages sociaux.....	12 683	
Transports et communications.....	54 948	
Services.....	162 554	
Fournitures et matériel.....	14 197	
	-----	
	373 270	
	-----	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS .....</b>		<b>3 888 498</b>
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2608 FONCTIONNEMENT</b>				<b>DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES</b>
1	1 259 800	(166 400)	1 093 400	Bureau du sous-ministre adjoint ..... 1 070 235
2	2 965 100	(412 300)	2 552 800	Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire .... 2 480 049
3	25 517 200	(4 900)	25 512 300	Centre des sciences judiciaires..... 25 388 332
4	26 650 500	(682 200)	25 968 300	Bureau du coroner en chef ..... 25 934 498
5	22 974 600	269 700	23 244 300	Bureau du commissaire des incendies..... 23 191 112
	<u>79 367 200</u>	<u>(996 100)</u>	<u>78 371 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES ..... 78 064 226</b>
<b>Actifs</b>				
6	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques ..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES ..... 0</b>

**Description du programme :**

Cette division offre, par l'entremise du Bureau du commissaire aux incendies, du Bureau du coroner en chef et du Centre des sciences judiciaires, les programmes de sécurité publique chargés d'assurer la protection des citoyens, des biens et de la justice. La Direction des politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire de la Division coordonne la planification des politiques du ministère, et offre ses conseils stratégiques sur les questions liées aux services correctionnels et à la sécurité communautaire.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES – CRÉDIT 2608**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	15 124 466
Avantages sociaux.....	2 052 999
Transports et communications.....	1 239 506
Services.....	2 241 029
Fournitures et matériel.....	1 933 112
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité-incendie.....	600 000
	23 191 112
	-----
	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
	<b>LA DIVISION DES PROGRAMMES</b>
	<b>DE SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>
	<b>ET DES POLITIQUES .....</b>
	<b>78 064 226</b>
	-----
Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 761 957
Avantages sociaux.....	235 925
Transports et communications.....	51 190
Services.....	318 926
Fournitures et matériel.....	112 051
	2 480 049
	-----
Centre des sciences judiciaires (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	16 325 552
Avantages sociaux.....	2 398 644
Transports et communications.....	936 404
Services.....	1 676 472
Fournitures et matériel.....	4 051 260
	25 388 332
	-----
Bureau du coroner en chef (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	6 620 750
Avantages sociaux.....	647 616
Transports et communications.....	563 849
Services.....	16 538 733
Fournitures et matériel.....	493 550
Paiements de transfert	
Subventions pour les services judiciaires.....	1 070 000
	25 934 498
	-----

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2609</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE</b>
1	997 700	(243 600)	754 100	Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence..... 746 818
2	9 079 200	879 900	9 959 100	Gestion des situations d'urgence Ontario ..... 9 624 124
	<u>10 076 900</u>	<u>636 300</u>	<u>10 713 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ..... 10 370 942</b>
	=====	=====	=====	=====
<b>Actifs</b>				
3	2 000		2 000	Division de la gestion des situations d'urgence .... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ..... 0</b>
	=====		=====	=====

**Description du programme:**

Cette division offre son leadership, encourage les partenariats et fournit des programmes et services axés sur la gestion des situations d'urgence et l'évaluation des risques. Son objectif est d'être un chef de file dans le domaine de la sécurité publique et d'aider le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres. La sécurité publique permet de sauver des vies; de protéger les biens; de promouvoir la sûreté et la justice; et d'offrir une meilleure qualité de vie à la population de l'Ontario.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	§
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	537 225
Avantages sociaux.....	47 452
Transports et communications.....	61 930
Services.....	46 366
Fournitures et matériel.....	53 845
	-----
	746 818
	-----
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	4 615 730
Avantages sociaux.....	592 816
Transports et communications.....	591 376
Services.....	2 043 528
Fournitures et matériel.....	1 780 674
	-----
	9 624 124
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....</b>	<b>10 370 942</b>
	=====

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Entente sur la surveillance des immigrants.....	14 620 550	13 062 525
Les services policiers des Premières nations.....	6 454 890	4 162 925
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	3 048 648	3 485 886
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	2 277 953	2 277 953
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones .....	750 750	1 221 832
Contrôle des armes à feu.....	4 915 573	57 078
Programme conjoint de protection civile.....	358 150	18 585
	<u>32 426 514</u>	<u>24 286 784</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	173 979 187	168 783 632
Remaniement des services locaux.....	73 852 529	80 707 170
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ...	2 348 819	2 253 230
Acquittement – Compte Bell.....	1 731 581	1 246 461
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire).....	750 000	750 000
Casino Rama.....	200 000	200 000
Lieux de détention provisoire municipale.....	147	326
Remboursements de dépenses – Salaires.....	796	199
Autres.....	277 574	285 479
	<u>253 140 633</u>	<u>254 226 497</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits, permis et autorisations.....	17 709 502	13 569 222
Frais pour chèques refusés.....	945	1 120
	<u>17 710 447</u>	<u>13 570 342</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Les Industries Trilcor.....	507 927	664 118
Ventes et locations.....	264 403	308 878
	<u>772 330</u>	<u>972 996</u>
<b>REDEVANCES</b>		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	366 593	391 701
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS.....</b>		
	<u>378</u>	<u>0</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>		
	<u>9 964 349</u>	<u>5 568 296</u>
<b>DIVERS</b>		
Pénalités – intérêt.....	111 236	107 435
Autres.....	1 148 615	678 183
	<u>1 259 851</u>	<u>785 618</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>315 641 095</u></b>	<b><u>299 802 234</u></b>



---

# MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-306
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-307
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE .....	2-309
INFRASTRUCTURE.....	2-312
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-308
ÉTAT DES RECETTES .....	2-314

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
12 058 754	Administration du ministère	12 822 144	12 756 697
3 178 781 384	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 286 371 200	3 272 953 442
<u>3,190 840 138</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>3 299 193 344</u>	<u>3 285 710 139</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
1 183 937	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	1 343 537
<u>1 183 937</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>2 100 000</u>	<u>1 343 537</u>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
139 091 093	Infrastructure	53 534 300	52 195 804
<u>139 091 093</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>53 534 300</u>	<u>52 195 804</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3701</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	12 771 900		12 771 900	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>12 822 144</u>		<u>12 822 144</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
	=====		=====	<b>12 756 697</b>

**Description du programme :**

Appuyer le mandat du ministère en matière de priorités stratégiques; de réorganisation et de prestation des programmes en offrant aux cadres, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain le leadership et l'orientation stratégique nécessaires; des conseils en planification axée sur les résultats; et des services d'aide administrative et opérationnelle. Son partenariat avec le ministère des Services sociaux et communautaires lui permet d'offrir ses services de façon efficace et efficiente.

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Communications et commercialisation</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	1 189 343
Traitements et salaires.....	6 548 116	Avantages sociaux .....	147 626
Avantages sociaux.....	744 037	Transports et communications.....	52 401
Transports et communications.....	273 115	Services .....	243 086
Services .....	4 982 986	Fournitures et matériel .....	29 760
Fournitures et matériel .....	162 332		-----
	-----		1 662 216
	12 710 586		-----
	-----	<i>Ressources humaines</i>	
<i>Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)</i>		Traitements et salaires.....	1 591 168
Traitements et salaires.....	1 536 482	Avantages sociaux .....	203 143
Avantages sociaux.....	177 417	Transports et communications.....	71 687
Transports et communications.....	76 687	Services .....	400 415
Services .....	92 699	Fournitures et matériel .....	21 935
Fournitures et matériel .....	42 626		-----
	-----		2 288 348
	1 925 911	<i>Services de vérification</i>	
	-----	Services .....	348 589
<i>Services opérationnels</i>			-----
Traitements et salaires.....	2 119 933		348 589
Avantages sociaux.....	205 871	<i>Crédits législatifs</i>	
Transports et communications.....	58 540	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Services .....	1 812 350	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	5 959
Fournitures et matériel .....	47 878		-----
	-----		46 111
	4 244 572		-----
	-----	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>12 756 697</b>
<i>Services juridiques</i>			=====
Traitements et salaires.....	111 190		
Avantages sociaux.....	9 980		
Transports et communications.....	13 800		
Services .....	2 085 847		
Fournitures et matériel .....	20 133		
	-----		
	2 240 950		
	-----		

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>3702</b>					
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE</b>	
3	969 831 100	(1 300 000)	968 531 100	Meilleur départ .....	964 318 104
7	2 064 685 400	42 851 300	2 107 536 700	Enfants et jeunes à risque.....	2 098 763 393
5	197 103 400	13 200 000	210 303 400	Services spécialisés.....	209 871 945
	<u>3 231 619 900</u>	<u>54 751 300</u>	<u>3 286 371 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....</b>	<u><b>3 272 953 442</b></u>
<b>Actifs</b>					
6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse .....	1 343 537
	<u>2 100 000</u>		<u>2 100 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....</b>	<u><b>1 343 537</b></u>

**Description du programme:**

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse répondant à la stratégie de renouvellement du ministère comprennent : le programme Meilleur départ; le programme des enfants et jeunes à risque; et les Services spécialisés. Le programme Meilleur départ englobe les services de garde d'enfants; le programme Bébés en santé, enfants en santé; et les programmes d'aide communautaire au développement de la petite enfance. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance; la santé mentale des enfants et des jeunes; les services d'intervention en faveur des enfants, des jeunes et de leur famille; et les services de justice pour les jeunes contrevenants de 12 à 17 ans. Les Services spécialisés regroupent les services aux enfants autistes; et les services de traitement et de réadaptation pour enfants (y compris les services de relève).

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Services de protection de l'enfance</i>		
Meilleur départ (Poste 3)			Traitements et salaires.....	9 822 459	
Traitements et salaires.....	12 220 473		Avantages sociaux .....	1 223 779	
Avantages sociaux.....	1 885 960		Transports et communications.....	1 446 051	
Transports et communications.....	1 157 663		Services .....	2 888 993	
Services .....	3 860 802		Fournitures et matériel.....	316 256	
Fournitures et matériel.....	375 471		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Services de protection		
Services de garde d'enfants			de l'enfance.....	1 291 414 241	
et apprentissage des			Fonds des renouvellement des		
jeunes enfants.....	703 689 383		services de protection		
Bébés en santé, enfants en santé.....	83 156 067		de l'enfance.....	31 100 097	
Soutien communautaire					
pour le développement				1 322 514 338	
de la petite enfance.....	157 972 285				1 338 211 876
	-----				-----
	944 817 735		<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	41 638 585	
	964 318 104		Avantages sociaux .....	7 334 724	
	-----		Transports et communications.....	1 323 370	
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			Services .....	15 862 184	
Traitements et salaires.....	137 862 838		Fournitures et matériel.....	3 137 863	
Avantages sociaux.....	21 658 850		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	6 246 858		Santé mentale des enfants		
Services .....	39 814 146		et des jeunes.....	395 345 436	
Fournitures et matériel.....	9 796 356		Santé mentale des enfants		
Paiements de transfert			et des jeunes – Paiements		
Services de protection			tenant lieu d'impôt		
de l'enfance.....	1 291 414 241		aux municipalités ..	4 350	
Fonds de renouvellement					
des services de				395 349 786	
protection de l'enfance.....	31 100 097				464 646 512
Santé mentale des					-----
enfants et des jeunes.....	395 345 436		<i>Services de justice pour la jeunesse</i>		
Santé mentale des enfants et des			Traitements et salaires.....	86 401 794	
jeunes – Paiements tenant lieu			Avantages sociaux .....	13 100 347	
d'impôts aux municipalités.....	4 350		Transports et communications.....	3 477 437	
Services de justice			Services .....	21 062 969	
pour la jeunesse.....	165 493 446		Fournitures et matériel.....	6 342 237	
Services de justice pour la jeunesse –			Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu			Services de justice		
d'impôt aux municipalités.....	26 775		pour la jeunesse.....	165 493 446	
	-----		Services de justice pour		
	1 883 384 345		la jeunesse – Paiements		
	-----		tenant lieu d'impôt aux		
	2 098 763 393		municipalités.....	26 775	
	-----				
				165 520 221	
					295 905 005
				-----	-----

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**  
**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$	\$
Services spécialisés (Poste 5)			Actifs		
			Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)		
Traitements et salaires.....		1 072 274			
Avantages sociaux.....		90 175			
Transports et communications.....		36 850			
Services.....		1 161 512			
Fournitures et matériel.....		116 010	Avances et montants récupérables		
Paiements de transfert			Bébés en santé, enfants en santé.....	852 775	
Services de traitement et de			Soutien communautaire		
réadaptation pour enfants.....	94 423 137		pour le développement		
Autisme.....	112 971 987		de la petite enfance.....	490 762	
		207 395 124			1 343 537
		209 871 945			1 343 537
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>			<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>		
<b>  LE PROGRAMME DES SERVICES À</b>			<b>  PROGRAMME DES SERVICES À</b>		
<b>  L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....</b>		<b>3 272 953 442</b>	<b>  L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....</b>		<b>1 343 537</b>

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3703</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE</b>
1	19 450 000	34 084 300	53 534 300	Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations ..... 52 195 804
	<u>19 450 000</u>	<u>34 084 300</u>	<u>53 534 300</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE ..... 52 195 804</b>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

**Description du programme :**

Fournir des fonds pour l'acquisition; la construction; et la remise à neuf des immobilisations pour faciliter la prestation des programmes du ministère et lui permettre de mener à biens ses stratégies de réorganisation et d'atteindre ses objectifs de rendement.

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires .....	49 371 189	
Subventions d'immobilisations.....	685 616	
	-----	50 056 805
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations .....		2 138 999
		-----
		52 195 804
		-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE .....</b>		<b>52 195 804</b>
		=====

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens .....	104 879 260	103 846 240
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> .....	63 800 000	66 700 000
Langue française.....	60 000	0
Autres .....	732 375	48 408
	<u>169 471 635</u>	<u>170 594 648</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	754	0
	<u>754</u>	<u>0</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Permis – Garderies.....	60 259	54 115
Adoption internationale .....	34 200	45 875
Maison pour groupe d'enfants .....	15 600	18 500
Droits d'adoption.....	8 984	9 608
Autres .....	104	1 300
	<u>119 147</u>	<u>129 398</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Ventes – Autres locations .....	0	19,282
Autres ventes générales .....	638	456
	<u>638</u>	<u>19,738</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Subventions de fonctionnement.....	13 956 917	13 626 423
Subventions d'immobilisations.....	185 897	504 602
Subventions.....	2 223	164 000
	<u>14 145 037</u>	<u>14 295 025</u>
<b>DIVERS</b>		
Intérêts bancaires – non précisés .....	3 417	5 647
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés.....	189	0
Autres .....	2 705	2 484
	<u>6 311</u>	<u>8,131</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u><u>183 743 522</u></u></b>	<b><u><u>185 046 940</u></u></b>

---

# MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-316
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-317
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-320
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	2-322
CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE .....	2-324
MODERNISATION .....	2-326
PRESTATION DES SERVICES.....	2-328
PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES .....	2-332
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-319, 2-330, 2-331, 2-333
ÉTAT DES RECETTES .....	2-334

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
47 518 218	Administration du ministère	45 243 544	39 333 002
903 502 784	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	826 977 000	807 787 403
23 668 151	Direction des ressources humaines	34 163 400	31 083 329
24 951 662	Centre du leadership et de l'apprentissage	30 954 600	29 661 922
11 670 521	Modernisation	11 154 700	10 775 144
316 558 580	Prestation des services	403 197 900	391 537 767
51 554 300	Protection du consommateur et sécurité publique/Normes commerciales et organismes	53 543 200	53 145 308
<b>1 379 424 216</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 405 234 344</b>	<b>1 363 323 875</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Prestation des services	11 002 000	10 974 319
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>11 002 000</b>	<b>10 974 319</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
2 480 116	Administration du ministère	9 175 000	9 174 327
160 260	Direction des ressources humaines	675 000	171 024
8 806 616	Prestation des services	8 255 000	6 666 088
<b>11 446 992</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>18 105 000</b>	<b>16 011 439</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1801</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	55 363 900	(10 171 600)	45 192 300	Administration du ministère .....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>55 415 144</u>	<u>(10 171 600)</u>	<u>45 243 544</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
	=====	=====	=====	<b>39 333 002</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
4	8 580 000	595 000	9 175 000	Projet de gestion des locaux.....
	<u>8 580 000</u>	<u>595 000</u>	<u>9 175 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
	=====	=====	=====	<b>9 174 327</b>

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de résultats et de finances. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats pour aider les programmes du ministère à atteindre leurs objectifs.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Services de vérification</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Services .....	960 750
		-----	960 750
Traitements et salaires.....	30 262 022	<i>Systèmes informatiques</i>	
Avantages sociaux.....	3 844 977	Transports et communications.....	156
Transports et communications.....	4 949 709	Services .....	4 729 735
Services .....	92 545 865	-----	4 729 891
Fournitures et matériel .....	5 569 212	<i>Groupement de la prestation des services gouvernementaux</i>	
	137 171 785	Traitements et salaires.....	16 440 566
Moins : Recouvrements .....	97 903 509	Avantages sociaux .....	1 905 191
	-----	Transports et communications.....	4 257 742
	39 268 276	Services .....	69 477 209
	-----	Fournitures et matériel .....	4 800 762
		-----	96 881 470
<i>Bureau principal</i>		Moins : Recouvrements .....	96 708 895
Traitements et salaires.....	1 772 387	-----	172 575
Avantages sociaux.....	174 995	<i>Services de communication</i>	
Transports et communications.....	102 303	Traitements et salaires.....	3 062 913
Services .....	136 603	Avantages sociaux .....	455 426
Fournitures et matériel .....	57 677	Transports et communications.....	179 009
-----	2 243 965	Services .....	3 856 891
	-----	Fournitures et matériel .....	111 427
		-----	7 665 666
<i>Services financiers et administratifs</i>		Moins : Recouvrements .....	232 614
Traitements et salaires.....	5 499 299	-----	7 433 052
Avantages sociaux.....	714 847	<i>Ressources humaines</i>	
Transports et communications.....	105 675	Traitements et salaires.....	3 143 387
Services .....	4 245 556	Avantages sociaux .....	594 281
Fournitures et matériel .....	250 858	Transports et communications.....	88 284
	10 816 235	Services .....	655 724
Moins : Recouvrements .....	185 200	Fournitures et matériel .....	126 005
-----	10 631 035	-----	4 607 681
	-----	Moins : Recouvrements .....	576 000
		-----	4 031 681
<i>Services juridiques</i>			-----
Traitements et salaires.....	343 470		-----
Avantages sociaux.....	237		-----
Transports et communications.....	216 540		-----
Services .....	8 483 397		-----
Fournitures et matériel .....	222 483		-----
	9 266 127		-----
Moins : Recouvrements .....	200 800		-----
-----	9 065 327		-----
	-----		-----

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	§
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	11 000
	-----
	11 000
	-----
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
	-----
	53 726
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>39 333 002</b>
	=====
 <b>IMMOBILISATIONS</b>	
Projet de gestion des locaux (Poste 4)	
Transports et communications .....	130 195
Services .....	9 024 900
Fournitures et matériel .....	19 232
	-----
	9 174 327
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>9 174 327</b>
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1807</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)</b>
1	809 761 000	17 216 000	826 977 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 807 787 403
	<u>809 761 000</u>	<u>17 216 000</u>	<u>826 977 000</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) ..... 807 787 403</b>

**Description du programme :**

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) relève du ministère des Services gouvernementaux. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte de la Division de la gestion des ressources humaines et des politiques générales et contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ».

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE**  
**(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Traitements et salaires		
Traitements et salaires		
ministériels imputés à l'exercice.....		15 443 000
Avantages sociaux		
Indemnités légales de		
cessation d'emploi.....	78 171 857	
Absences et congés rémunérés.....	21 676 820	
Indemnisation des		
travailleurs (CSPAAT).....	55 155 293	
Comptes des avantages		
sociaux supplémentaires		
des fonctionnaires .....	21 132 516	
Régime de retraite du Syndicat		
des employés de la fonction		
publique de l'Ontario .....	103 440 489	
Régime de retraite		
des fonctionnaires .....	84 604 964	
Fonds de prestations		
des juges provinciaux.....	29 260 772	
Fonds d'allocation		
complémentaires des		
sous-ministres.....	6 581 160	
Régime de pensions du Canada ...	129 517 784	
Assurance-emploi.....	62 196 287	
Assurance-vie collective .....	519 660	
Protection du revenu		
à long terme .....	76 987 376	
Impôt-santé des employeurs .....	83 797 301	
Régime d'assurance		
complémentaire maladie		
et hospitalisation .....	109 139 352	
Régime de soins dentaires.....	49 722 896	
Prestations aux		
employés retraités .....	384 748 601	
Autres avantages sociaux.....	5 462 153	
	-----	1 302 115 281
		-----
		1 317 558 281
Moins : Recouvrements .....		509 770 878
		-----
		807 787 403
		-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
<b>LE PROGRAMME DES AVANTAGES</b>		
<b>SOCIAUX ET PRESTATIONS DE</b>		
<b>RETRAITE (PART PRISE EN</b>		
<b>CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) .....</b>		<b>807 787 403</b>
		=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1808</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>
3	14 952 600	163 200	15 115 800	Gestion des ressources humaines et politiques générales.....
4	7 936 400	(914 700)	7 021 700	Services relatifs aux ressources humaines .....
5	4 023 600	491 100	4 514 700	Relations de travail .....
6	8 873 400	(1 362 200)	7 511 200	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité.....
	<u>35 786 000</u>	<u>(1 622 600)</u>	<u>34 163 400</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....</b>
				<b>31 083 329</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
7	675 000		675 000	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité.....
	<u>675 000</u>		<u>675 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....</b>
				<b>171 024</b>

**Description du programme:**

La Direction des ressources humaines est chargée d'engager et de retenir l'effectif nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et réaliser les priorités du gouvernement. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH à la fonction publique de l'Ontario (FPO). Elle aide également les cadres en leur offrant des services et des conseils stratégiques en matière de RH; elle établit les pratiques exemplaires; et elle élabore et met en œuvre les politiques et initiatives de RH qui font de la FPO un « lieu de travail de choix ». La Direction coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$		\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 6)	
Gestion des ressources humaines et politiques générales (Poste 3)			
Traitements et salaires.....	7 169 342	Traitements et salaires.....	1 748 083
Avantages sociaux.....	890 023	Avantages sociaux.....	208 791
Transports et communications.....	138 882	Transports et communications.....	43 320
Services.....	6 207 596	Services.....	4 146 679
Fournitures et matériel.....	169 602	Fournitures et matériel.....	398 240
	-----		-----
	14 575 445		6 545 113
	-----		-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
		<b>PROGRAMME DE LA DIRECTION DES</b>	
		<b>RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>31 083 329</b>
			=====
Services relatifs aux ressources humaines (Poste 4)		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Traitements et salaires.....	2 365 154	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7)	
Avantages sociaux.....	290 070		
Transports et communications.....	113 982		
Services.....	6 612 095		
Fournitures et matériel.....	149 590		
Autres opérations			
Autre.....	1 071 426		
	-----		
	10 602 317	Services.....	171 024
Moins : Recouvrements.....	5 131 432		-----
	-----		-----
	5 470 885		-----
	-----	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE</b>	
		<b>PROGRAMME DE LA DIRECTION DES</b>	
		<b>RESSOURCES HUMAINES.....</b>	<b>171 024</b>
			=====
Relations de travail (Poste 5)			
Traitements et salaires.....	2 414 320		
Avantages sociaux.....	313 996		
Transports et communications.....	58 572		
Services.....	1 596 815		
Fournitures et matériel.....	108 183		
	-----		
	4 491 886		
	-----		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1809</b>				<b>CENTRE DU LEADERSHIP</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>ET DE L'APPRENTISSAGE</b>	
1	28 032 000	2 922 600	30 954 600	Leadership et apprentissage .....	29 661 922
	<u>28 032 000</u>	<u>2 922 600</u>	<u>30 954 600</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
	<u><u>28 032 000</u></u>	<u><u>2 922 600</u></u>	<u><u>30 954 600</u></u>	<b>LE CENTRE DU LEADERSHIP</b>	
				<b>ET DE L'APPRENTISSAGE.....</b>	<b>29 661 922</b>
					<u><u>29 661 922</u></u>

**Description du programme :**

Le Centre du leadership et de l'apprentissage est chargé de créer, au sein du gouvernement, une culture de leadership et de gestion, et de revitaliser les ressources humaines afin que le secteur public soit dynamique et innovateur. Il aide aussi à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ». Ses principales activités consistent à soutenir les services aux cadres en élaborant une stratégie de gestion du talent; à mettre en place une stratégie de formation; à encourager le leadership dans les organismes, conseils et commissions; et à concevoir et mettre en œuvre une stratégie à l'intention des jeunes et des nouveaux professionnels.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX  
CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE – CRÉDIT 1809**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Leadership et apprentissage (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	12 779 512
Avantages sociaux.....	1 778 442
Transports et communications.....	351 486
Services.....	5 766 450
Fournitures et matériel.....	445 751
Paiements de transfert	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada.....	66 500
Autre opérations	
Emplois d'été.....	8 473 781
	29 661 922
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE .....</b>	<b>29 661 922</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1810</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE MODERNISATION</b>
1	11 214 600	(59 900)	11 154 700	Modernisation.....
	<b>11 214 600</b>	<b>(59 900)</b>	<b>11 154 700</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>
				<b>PROGRAMME DE MODERNISATION.....</b>
				<b>10 775 144</b>
				<b>10 775 144</b>

**Description du programme:**

Le programme de modernisation comprend la Division de la modernisation et du Bureau de gestion du programme de modernisation dont l'objectif est d'optimiser et d'améliorer les services que le gouvernement offre à la population. La Division de la modernisation est chargée de doter la fonction publique de l'Ontario de l'effectif nécessaire pour optimiser les services et atteindre les objectifs de modernisation. Le Bureau de gestion du programme de modernisation assure la surveillance stratégique et rend compte des résultats atteints dans quatre projets de modernisation de la fonction publique.

## MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## PROGRAMME DE MODERNISATION – CRÉDIT 1810

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

---

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Modernisation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	4 325 461
Avantages sociaux.....	584 389
Transports et communications.....	190 069
Services.....	5 437 052
Fournitures et matériel.....	238 173
	-----
	10 775 144
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE MODERNISATION .....</b>	<b>10 775 144</b>
	=====

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1811</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES</b>
1	52 414 300	(7 845 900)	44 568 400	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services ..... 41 470 661
4	59 695 600		59 695 600	Cyber Ontario ..... 59 663 264
5	87 370 200	6 881 300	94 251 500	Services communs de l'Ontario ..... 92 904 587
7	15 388 100	60 000	15 448 100	Archives publiques de l'Ontario ..... 15 395 053
9	114 217 900	66 499 400	180 717 300	ServiceOntario et Services d'enregistrement ..... 174 945 151
L	8 500 000		8 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 6 928 051
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite de juges, <i>Loi sur l'enregistrement des actes</i> ..... 0
L	1 000		1 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> ..... 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 231 000
	<b>337 603 100</b>	<b>65 594 800</b>	<b>403 197 900</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES..... 391 537 767</b>
<b>Actifs</b>				
2	1 000	11 000 000	11 001 000	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services..... 10 974 319
6	1 000		1 000	Services opérationnels ..... 0
	<b>2 000</b>	<b>11 000 000</b>	<b>11 002 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES ..... 10 974 319</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1811</b>				<b>PROGRAMME DE PRESTATION</b>	
<b>IMMOBILISATIONS</b>				<b>DES SERVICES</b>	
3	4 750 000	(899 000)	3 851 000	Information et technologie de l'information .....	2 908 289
8	300 000	304 000	604 000	Archives publiques de l'Ontario .....	604 000
10	3 800 000		3 800 000	ServiceOntario .....	3 153 799
	<u>8 850 000</u>	<u>(595 000)</u>	<u>8 255 000</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR</b>	
				<b>LE PROGRAMME DE PRESTATION</b>	
				<b>DES SERVICES.....</b>	<b>6 666 088</b>

**Description du programme :**

Le programme de prestation des services est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux. ServiceOntario joue un rôle de leadership dans la réalisation de la vision du gouvernement qui est d'assurer la prestation intégrée, et de qualité, des services transactionnels courants, tels qu'enregistrements des entreprises et inscriptions des particuliers.

Le mandat des Archives publiques de l'Ontario est d'encourager le public à consulter le patrimoine documentaire de l'Ontario; de gérer judicieusement la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario; et de diriger la gestion et la préservation des archives publiques.

Le Bureau du directeur général de l'Information pour la fonction publique offre son leadership afin d'optimiser l'information et de technologie de l'information au sein du gouvernement, y compris en matière de politiques et de mise en œuvre de l'infrastructure commune, de gouvernance et de responsabilité, et de prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que traitement informatique et réseaux.

Les Services communs de l'Ontario fournissent des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO, notamment traitement des opérations financières et collectes, gestion de la chaîne d'approvisionnement, gestion et traitement de la paie, et administration des avantages sociaux.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<i>Services opérationnels</i>		
Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 1)	Traitements et salaires..... 69 949 325	
	Avantages sociaux ..... 10 722 263	
	Transports et communications ..... 8 794 188	
	Services ..... 72 483 436	
	Fournitures et matériel ..... 2 815 346	
	-----	
	164 764 558	
	Moins : Recouvrements ..... 71 859 971	
	-----	92 904 587
Traitements et salaires..... 72 233 840		
Avantages sociaux..... 8 879 295		
Transports et communications ..... 56 932 066		
Services ..... 79 671 201		
Fournitures et matériel ..... 14 653 093		
-----		
232 369 495		
Moins : Recouvrements ..... 190 898 834		
-----		
41 470 661		
-----		
Cyber Ontario (Poste 4)	<i>Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière</i>	
	Traitements et salaires..... 443 610	
	Avantages sociaux ..... 54 410	
	Transports et communications ..... 9 152	
	Services ..... 11 738 243	
	Fournitures et matériel ..... 6 398	
	-----	
	12 251 813	
	Moins : Recouvrements ..... 12 251 813	
	-----	0
Traitements et salaires..... 15 618 253		
Avantages sociaux..... 1 980 578		
Transports et communications ..... 836 123		
Services ..... 34 487 709		
Fournitures et matériel ..... 6 740 601		
-----		
59 663 264		
-----		
Services communs de l'Ontario (Poste 5)	Crédits législatifs	
	Services	
	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la Loi sur l'administration financière..... 6 928 051	
	-----	6 928 051
	-----	
Archives publiques de l'Ontario (Poste 7)		
	Traitements et salaires..... 5 796 412	
	Avantages sociaux ..... 804 466	
	Transports et communications ..... 107 224	
	Services ..... 9 623 205	
	Fournitures et matériel ..... 334 515	
	-----	
	Paiements de transfert	
	Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario ..... 45 700	
	-----	16 711 522
Moins : Recouvrements ..... 84 111 784		1 316 469
-----		-----
92 904 587		15 395 053
-----		-----

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$		\$
ServiceOntario et Services d'enregistrement (Poste 9)		<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Traitements et salaires.....	56 780 150		
Avantages sociaux.....	8 583 624	Information et technologie de l'information (Poste 3)	
Transports et communications.....	6 506 016		
Services.....	53 844 453		
Fournitures et matériel.....	6 245 476		
Paiements de transfert			
Amélioration des services de Teranet.....	54 000 000	Services.....	2 908 289
	-----		-----
	185 959 719		2 908 289
Moins : Recouvrements.....	11 014 568		-----
	-----		
	174 945 151	Archives publiques de l'Ontario (Poste 8)	
	-----		
Crédits législatifs			
Autres opérations		Services.....	604 000
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			-----
<i>l'administration financière</i> .....	231 000		604 000
	-----		-----
	231 000		
	-----		
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>		ServiceOntario (Poste 10)	
<b>  POUR LE PROGRAMME DE</b>			
<b>  PRESTATION DES SERVICES.....</b>	<b>391 537 767</b>	Transports et communications.....	749
	=====	Services.....	3 147 549
		Fournitures et matériel.....	5 501
			-----
			3 153 799
			-----
<b>Actifs</b>		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>	
		<b>  POUR LE PROGRAMME DE</b>	
Soutien à l'infrastructure de la technologie de		<b>  PRESTATION DES SERVICES .....</b>	<b>6 666 088</b>
l'information/Prestation des services (Poste 2)			=====
Dépôts et charges payées d'avance.....	10 974 319		
	-----		
	10 974 319		
	-----		
<b>TOTAL (ACTIFS)</b>			
<b>  POUR LE PROGRAMME DE</b>			
<b>  PRESTATION DES SERVICES.....</b>	<b>10 974 319</b>		
	=====		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1812</b>				<b>PROGRAMME DE LA PROTECTION DU</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES</b>	
1	10 945 000	876 600	11 821 600	Politiques et protection du consommateur .....	11 555 172
2	1 372 700	108 700	1 481 400	Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 408 909
3	39 229 500	1 008 700	40 238 200	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario..	40 167 227
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	13 000
	<u>51 549 200</u>	<u>1 994 000</u>	<u>53 543 200</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES .....</b>	<u>53 145 308</u>

**Description du programme:**

Ce programme est chargé de créer un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège le consommateur, inspire confiance et stimule la croissance économique. Il élabore les politiques régissant les programmes des services aux consommateurs et aux entreprises et assure la gouvernance, la responsabilité et la gestion des relations avec les organismes relevant du ministère, les autorités administratives déléguées et autres partenaires de la prestation des services. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels en matière de permis et d'enregistrement déposés en vertu de nombreuses lois ministérielles. La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est responsable de l'administration et de l'observation du cadre réglementaire régissant le secteur des alcools et des jeux dans la province. La CAJO fixe et fait observer les normes auxquelles sont astreintes l'industrie des alcools et des jeux où les risques d'activités criminelles et les coûts sociaux potentiels sont importants.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**  
**PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ**  
**PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES – CRÉDIT 1812**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 3)
Politiques et protection du consommateur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	31 623 924
Avantages sociaux.....	4 845 669
Transports et communications.....	2 136 692
Services.....	7 098 572
Fournitures et matériel.....	1 565 653
	47 270 510
Moins : Recouvrements.....	7 103 283
	40 167 227
	Crédits législatifs
Crédits législatifs	
Autres opérations	Autres opérations
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>
<i>l'administration financière</i> .....	<i>l'administration financière</i> .....
1 000	13 000
	13 000
1 000	
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	
Avantages sociaux.....	
Transports et communications.....	
Services.....	
Fournitures et matériel.....	
	1 651 768
Moins : Recouvrements.....	242 859
	1 408 909
	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>
	<b>PROGRAMME DE LA PROTECTION DU</b>
	<b>CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ</b>
	<b>PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES</b>
	<b>ET ORGANISMES.....</b>
	<b>53 145 308</b>

## MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
RECETTES FISCALES		
Imposition – Commission des sports professionnels .....	26 233	24 994
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques .....	241 178	143 640
Autres .....	600	0
	241 778	143 640
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	80 000	156 221
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements).....	446 737 435	450 335 944
Achat en gros – Bière et vin .....	31 518	46 077 015
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i> .....	42 511 406	26 748 422
Constitutions en société.....	21 914 812	19 480 642
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i> .....	20 132 471	17 729 294
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	13 138 473	13 939 043
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i> .....	7 711 822	13 906 641
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements).....	10 857 547	10 121 441
Jeux – Licences des loterie .....	8 415 359	10 025 695
Jeux – Droits d'inscription.....	8 385 092	8 856 527
Enregistrement de noms commerciaux.....	9 446 880	7 359 354
<i>Loi sur les cinémas</i> .....	3 814 302	4 198 259
Recherches, certificats et hypothèques .....	4 312 760	4 172 044
Permis pour occasions spéciales.....	3 426 019	3 477 317
<i>Loi sur le mariage</i> .....	2 961 017	2 843 163
Permis – Permis de vente pour trois ans .....	2 479 459	2 407 124
Droits de cession de permis .....	1 649 246	1 798 513
Permis – Permis de vente pour deux ans.....	1 455 738	1 564 853
Jeux – Programme provincial des billets à fenêtres .....	2 241 752	1 438 448
<i>Loi sur le changement de nom</i> .....	1 239 225	1 050 171
<i>Loi sur les cimetières</i> .....	966 619	1 045 795
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i> .....	716 780	699 583
Paiements des organismes d'application.....	527 024	604 908
Permis – Permis de vente pour une occasion unique.....	321 443	356 765
Sociétés en nom collectif.....	344 180	319 048
Permis – Vineries ontariennes .....	111 990	187 285
En dehors de la province.....	112 094	108 440
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés) .....	78 848	89 420
Permis – Brasseurs provinciaux.....	64 640	71 875
Commission d'appel des enregistrements commerciaux .....	66 800	64 100
Déclarations annuelles obligatoires .....	23 788	36 697
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements) .....	19 913	20 253
Permis – Fabricants de spiritueux.....	25 200	12 600
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	11 649	12 030
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i> .....	7 480	11 780
<i>Loi sur les huissiers</i> .....	8 555	5 890
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i> .....	4 756	3 432
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i> .....	2 470	2 280
Permis – Permis de vente pour un an.....	600	800
Autres .....	1 045 116	1 005 960
	617 322 278	652 188 851

## MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS .....	0	4 000
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Autres .....	3 701 495	3 571 589
Publications Ontario – ventes .....	153 753	145 054
Publications .....	203	1 982
	-----	-----
	3 855 451	3 718 625
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	2 466 088	24 856 529
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt .....	38 167	37 891
Autres .....	2 005 548	1 737 053
	-----	-----
	2 043 715	1 774 944
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>626 035 543</b>	<b>682 867 804</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-338
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-339
SERVICES AUX ADULTES.....	2-341
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-340, 2-342
ÉTAT DES RECETTES .....	2-344

**MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
29 692 704	Administration du ministère	34 312 238	29 471 651
6 670 992 182	Services aux adultes	7 119 086 300	7 089 415 351
<u>6 700 684 886</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>7 153 398 538</u>	<u>7 118 887 002</u>
	<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>		
19 759 300	Services aux adultes	18 857 300	18 853 300
<u>19 759 300</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>18 857 300</u>	<u>18 853 300</u>
	<b>IMMOBILISATIONS</b>		
36 027 993	Services aux adultes	81 545 200	81 536 539
<u>36 027 993</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>81 545 200</u>	<u>81 536 539</u>

**MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>701</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	34 749 300	(500 000)	34 249 300	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	25 388		25 388	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>34 812 238</u>	<u>(500 000)</u>	<u>34 312 238</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....</b>
	=====	=====	=====	<b>29 471 651</b>

**Description du programme :**

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collaborera avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse pour fournir ses services de façon efficace et efficiente.

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	866 795	
Traitements et salaires.....	14 711 606		Avantages sociaux .....	91 368	
Avantages sociaux.....	1 871 992		Transports et communications.....	48 526	
Transports et communications.....	913 438		Services .....	350 136	
Services .....	10 919 845		Fournitures et matériel.....	13 347	
Fournitures et matériel.....	987 470			-----	1 370 172
	-----				-----
	29 404 351		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	265 570	
<i>Bureau de la direction</i>			Avantages sociaux .....	24 483	
Traitements et salaires.....	1 435 427		Transports et communications.....	50 897	
Avantages sociaux.....	180 773		Services .....	2 790 005	
Transports et communications.....	142 886		Fournitures et matériel.....	70 616	
Services .....	59 638			-----	3 201 571
Fournitures et matériel.....	42 239				-----
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	1 860 963		Services .....	779 559	
	-----			-----	779 559
			<i>Services informatiques</i>		
<i>Soutien aux activités</i>			Traitements et salaires.....	5 361 371	
Traitements et salaires.....	3 970 304		Avantages sociaux .....	599 780	
Avantages sociaux.....	600 310		Transports et communications.....	297 347	
Transports et communications.....	190 534		Services .....	3 643 854	
Services .....	1 814 522		Fournitures et matériel.....	655 378	
Fournitures et matériel.....	137 632			-----	10 557 730
	-----				-----
	6 713 302		<i>Crédits législatifs</i>		
	-----		Traitement versé au ministre en vertu		
<i>Ressources humaines</i>			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		40 152
Traitements et salaires.....	2 812 139		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Avantages sociaux.....	375 278		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		27 148
Transports et communications.....	183 248				-----
Services .....	1 482 131				67 300
Fournitures et matériel.....	68 258				-----
	-----		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
	4 921 054		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>		<b>29 471 651</b>
	-----				-----

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>702</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>AUX ADULTES</b>
3	5 414 985 600	26 550 000	5 441 535 600	Soutien financier et soutien à l'emploi.....
4	235 634 100	(845 000)	234 789 100	Services sociaux aux adultes.....
6	1 355 317 900	17 293 000	1 372 610 900	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle.....
7	34 166 000	8 799 900	42 965 900	Bureau des obligations familiales .....
10	10 284 800	(1 400 000)	8 884 800	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario
L	18 300 000		18 300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<b>7 068 688 400</b>	<b>50 397 900</b>	<b>7 119 086 300</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
				<b>SERVICES AUX ADULTES.....</b>
				<b>7 089 415 351</b>
<b>Actifs</b>				
9	18 857 300		18 857 300	Services aux adultes.....
	<b>18 857 300</b>		<b>18 857 300</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>
				<b>DES SERVICES AUX ADULTES.....</b>
				<b>18 853 300</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
8	46 891 500	34 653 700	81 545 200	Services aux adultes.....
	<b>46 891 500</b>	<b>34 653 700</b>	<b>81 545 200</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>
				<b>SERVICES AUX ADULTES.....</b>
				<b>81 536 539</b>

**Description du programme:**

Offrir des services communautaires efficaces et responsables aux plus démunis de la façon la plus équitable. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent obtenir de l'aide (sous forme de soutiens du revenu et de l'emploi), et faire appel aux services du Bureau des obligations familiales afin de pouvoir un jour être autonomes. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Leur mandat consiste à servir les personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques et d'autres besoins particuliers; les femmes victimes de violence familiale; et les Autochtones par le biais de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dont l'objet est d'améliorer l'accessibilité en Ontario et de promouvoir l'intégration communautaire.

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Tribunal de l'aide sociale</i>		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Traitements et salaires..... 2 478 043		
Traitements et salaires.....	130 012 702		Avantages sociaux.....	312 188	
Avantages sociaux.....	20 191 162		Transports et communications.....	546 506	
Transports et communications.....	28 126 797		Services.....	2 908 177	
Services.....	46 103 778		Fournitures et matériel.....	193 372	
Fournitures et matériel.....	3 678 693				6 438 286
Paiements de transfert			<i>Crédits législatifs</i>		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Autres opérations		
– Soutien financier.....	2 606 695 612		Créances irrécouvrables,		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		
– Soutien à l'emploi.....	56 177 725				18 300 000
Programme Ontario au travail					18 300 000
– Soutien financier.....	1 625 672 442		<i>Services sociaux aux adultes (Poste 4)</i>		
Programme Ontario au travail			Traitements et salaires..... 5 637 582		
– Soutien à l'emploi.....	168 801 595		Avantages sociaux..... 777 433		
Programme de médicaments de l'Ontario.....	741 560 116		Transports et communications..... 365 382		
		5 198 907 490	Services..... 2 525 795		
			Fournitures et matériel..... 367 487		
		5 427 020 622	Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Soutien financier et soutien à l'emploi		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539 845		
					220 127 483
			Paiements de transfert		
			Violence faite aux femmes..... 118 958 338		
			Aide à l'intégration		
			communautaire..... 86 629 300		
			Stratégie de ressourcement pour		
			le mieux-être des Autochtones..... 14 539		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

\$	\$	\$
Bureau des obligations familiales (Poste 7)	<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Traitements et salaires.....	21 117 045	
Avantages sociaux .....	3 217 404	
Transports et communications.....	983 322	
Services .....	13 257 775	
Fournitures et matériel.....	3 264 885	
	41 840 431	
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)	Services aux adultes (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	3 145 764	
Avantages sociaux .....	336 168	
Transports et communications.....	137 017	
Services .....	3 535 892	
Fournitures et matériel.....	82 257	
Paiements de transfert		
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité.....	539 030	
	7 776 128	
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....</b>	<b>7 089 415 351</b>	
<b>Actif</b>		
Services aux adultes (Poste 9)		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière.....	18 853 300	
	18 853 300	
<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....</b>	<b>18 853 300</b>	
		78 724 633
		2 811 906
		81 536 539
		<b>81 536 539</b>

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens .....	68 347 664	73 760 513
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées .....	38 205 738	43 198 832
Logement en milieu de soutien .....	2 447 851	2 443 882
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale .....	1 002 047	1 028 857
Langue française .....	74 000	72 135
Allocations spéciales .....	0	1 254
Divers .....	30 341	25 597
	<u>110 107 641</u>	<u>120 531 070</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Remaniement des services locaux .....	734 045 127	691 037 436
Paiements d'Entretien – Prestations Familiales .....	12 771 548	12 684 118
Recouvrement par le Bureau des obl. fam. de catégories désignées .....	63 237	169 866
Autres .....	0	105
	<u>746 879 912</u>	<u>703 891 525</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Frais d'administration – FRO .....	1 692 747	1 560 995
Pensionnaires des installations d'entretien .....	750 864	470 085
Unité de l'entretien et des normes .....	393 551	422 378
Frais pour chèques refusés .....	27 803	30 386
FOI – Droits .....	24 256	17 944
Autres .....	677	0
	<u>2 889 898</u>	<u>2 501 788</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Autres – ventes – générales .....	86 177	91 550
	<u>86 177</u>	<u>91 550</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Subventions de fonctionnement .....	11 934 361	6 362 482
Frais de fonctionnement .....	181 042	4 652 216
Subventions .....	1 256	44 153
	<u>12 116 659</u>	<u>11 058 851</u>
<b>DIVERS</b>		
Comptes de subrogation .....	1 762 678	1 698 089
Intérêts bancaires .....	3 541	1 678
Pénalités – intérêt .....	183 010	611
Indemnités de service judiciaire et de témoin .....	62	108
Autres .....	47 187	187
	<u>1 996 478</u>	<u>1 700 673</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b><u>874 076 765</u></b>	<b><u>839 775 457</u></b>

---

# MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-346
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-347
TOURISME.....	2-349
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES.....	2-351
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-348
ÉTAT DES RECETTES .....	2-353

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
5 240 682	Administration du ministère	5 489 944	5 042 956
72 184 907	Tourisme	88 437 500	87 473 979
<u>77 425 589</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u>93 927 444</u>	<u>92 516 935</u>
	<b>IMMOBILISATIONS</b>		
61 591 351	Immobilisations touristiques	35 916 600	32 289 098
<u>61 591 351</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u>35 916 600</u>	<u>32 289 098</u>

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3801</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	5 372 100	67 600	5 439 700	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
	<u>5 422 344</u>	<u>67 600</u>	<u>5 489 944</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
	=====	=====	=====	<b>5 042 956</b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et les Communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>	
Traitements et salaires.....	3 528 576
Avantages sociaux.....	380 508
Transports et communications.....	180 338
Services.....	825 504
Fournitures et matériel.....	74 304
	-----
	4 989 230
	-----
<i>Bureau principal</i>	
Traitements et salaires.....	1 217 778
Avantages sociaux.....	116 679
Transports et communications.....	123 279
Services.....	373 994
Fournitures et matériel.....	44 116
	-----
	1 875 846
	-----
<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	1 781 868
Avantages sociaux.....	203 908
Transports et communications.....	50 998
Services.....	431 522
Fournitures et matériel.....	22 708
	-----
	2 491 004
	-----
<i>Politiques ministérielles</i>	
Traitements et salaires.....	528 930
Avantages sociaux.....	59 921
Transports et communications.....	6 061
Services.....	19 988
Fournitures et matériel.....	7 480
	-----
	622 380
	-----
<i>Crédits législatifs</i>	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
	-----
	53 726
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....</b>	<b>5 042 956</b>
	=====

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3802</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU TOURISME</b>
1	63 296 500	25 141 000	88 437 500	Tourisme..... 87 473 979
	<u>63 296 500</u>	<u>25 141 000</u>	<u>88 437 500</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME DU TOURISME..... 87 473 979</b>

**Description du programme:**

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario grâce à la Stratégie pour le tourisme en Ontario, qui est directement liée à la priorité du gouvernement : une société forte et une économie forte, et au résultat clé visant à créer un milieu d'affaires concurrentiel qui attire les emplois et les investissements en Ontario. Le ministère cherche, en collaboration avec les associations et entreprises touristiques, à développer et renforcer l'industrie touristique de la province en faisant la promotion de l'Ontario à l'étranger comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme travaille avec les intervenants de l'industrie pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, chercher des débouchés et offrir des renseignements stratégiques. Les organismes ministériels appuient la Stratégie pour le tourisme en Ontario et vantent les attraits de l'Ontario au pays et à l'étranger. Le ministère travaille à des programmes de renouvellement pour améliorer la viabilité des organismes et la qualité des services.

## MINISTÈRE DU TOURISME

## PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Marketing Touristique</i>		
Tourisme (Poste 1)			Paiements de transfert		
			Société du Partenariat ontarien		
			de marketing touristique .....		
				54 743 300	
				-----	54 743 300
					-----
Traitements et salaires.....	7 478 668		<i>Division du tourisme</i>		
Avantages sociaux.....	1 015 001		Traitements et salaires.....	5 895 769	
Transports et communications.....	496 734		Avantages sociaux .....	781 538	
Services .....	3 378 332		Transports et communications .....	285 792	
Fournitures et matériel .....	748 297		Services .....	2 867 028	
Paiements de transfert			Fournitures et matériel .....	728 715	
Subventions à l'appui du			Paiements de transfert		
développement des			Société d'exploitation		
investissements touristiques.....	7 899 347		de la Place Ontario ....	2 043 000	
Société du Partenariat ontarien			Commission des parcs		
de marketing touristique .....	54 743 300		du Saint-Laurent.....	9 671 300	
Société d'exploitation				-----	11 714 300
de la Place Ontario .....	2 043 000				-----
Commission des parcs					-----
du Saint-Laurent.....	9 671 300				22 273 142
	-----	74 356 947			-----
		-----			-----
		87 473 979			
		-----			
			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
			<b>LE PROGRAMME DU TOURISME.....</b>		<b>87 473 979</b>
					=====
<i>Développement des investissements</i>					
Traitements et salaires.....	1 582 899				
Avantages sociaux.....	233 463				
Transports et communications.....	210 942				
Services .....	511 304				
Fournitures et matériel .....	19 582				
Paiements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques.....	7 899 347				
	-----	10 457 537			
		-----			

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3804</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES</b>
1	42 316 600	(6 400 000)	35 916 600	Immobilisations touristiques.....
	<b>42 316 600</b>	<b>(6 400 000)</b>	<b>35 916 600</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES .....</b>
				<b>32 289 098</b>

**Description du programme:**

Le programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique. Le ministère administre, pour le compte de la province, le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - un programme de développement de l'infrastructure doté d'un budget de 300 millions de dollars, que le gouvernement s'est engagé à mener sur cinq ans. Le ministère se charge aussi d'assurer la réfection de l'actif appartenant à la province afin de stimuler l'économie. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès relevant du ministère leur permettent d'entreprendre des réparations et réfections de base (rénovations; aménagements requis par le Code du bâtiment; amélioration de la sécurité; conformité aux lois et règlements) et de rester concurrentiels.

**MINISTÈRE DU TOURISME**  
**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES – CRÉDIT 3804**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>	
Immobilisations touristiques (Poste 1)	
Services .....	2 069 327
Fournitures et matériel .....	459 752
Paiements de transfert	
Partenariats pour le tourisme .....	2 387 160
Partenariats pour le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario .....	2 025 859
Réparations et rénovations des organismes touristiques .....	7 547 000
Partenaires du millénaire.....	17 800 000
	-----
	29 760 019
	-----
	32 289 098
	-----
<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES .....</b>	<b>32 289 098</b>
	=====

## MINISTÈRE DU TOURISME

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 526 349	32 111 077
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	665 460	708 048
Parcs historiques de la Huronia.....	674 922	671 941
Autres .....	423	453
	-----	-----
	1 340 805	1 380 442
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William.....	28 515	21 105
	-----	-----
	28 515	21 105
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	0	133 128
Fournisseurs.....	0	8 781
	-----	-----
	0	141 909
	-----	-----
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>2 895 669</b>	<b>33 654 533</b>
	=====	=====



---

# MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-356
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-357
POLITIQUES, DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES.....	2-359
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-363
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-365
SERVICES DU GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES .....	2-369
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-358, 2-364, 2-368
ÉTAT DES RECETTES .....	2-371

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
50 997 797	Administration du ministère	52 260 244	51 330 723
485 130 128	Politiques, de la planification et des normes	720 481 300	707 938 498
159 140 959	Sécurité des usagers de la route	165 397 700	165 392 695
293 883 050	Gestion des routes provinciales	304 009 100	297 797 659
59 824 957	Services du Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports et du Groupement de l'économie et des affaires	52 009 900	51 774 308
<b>1 048 976 891</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 294 158 244</b>	<b>1 274 233 883</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Politiques, de la planification et des normes	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Services du Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports et du Groupement de l'économie et des affaires	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>4 000</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
1 296 868 964	Politiques, de la planification et des normes	1 322 174 100	1 317 318 390
1 147 357 399	Gestion des routes provinciales	569 899 200	544 585 935
<b>2 444 226 363</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 892 073 300</b>	<b>1 861 904 325</b>
<b>ACTIFS IMMOBILISATIONS</b>			
0	Politiques, de la planification et des normes	12 440 000	8 249 791
834 312 272	Gestion des routes provinciales	939 750 000	935 623 506
<b>834 312 272</b>	<b>TOTAL ACTIF (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>952 190 000</b>	<b>943 873 297</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2701</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	50 207 500	2 001 500	52 209 000	Soutien opérationnel..... 51 276 997
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 40 152
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 13 574
	<u>50 258 744</u>	<u>2 001 500</u>	<u>52 260 244</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .... 51 330 723</b>

**Description du programme :**

Le programme offre son leadership et ses conseils en matière de planification pour aider les divisions du ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de transports. Il est déterminé à utiliser des techniques de contrôle financier efficaces pour planifier, concevoir, acquérir, affecter et gérer les installations du ministère, et ses ressources financières et humaines, tout en satisfaisant aux exigences des organismes centraux de respecter l'ensemble des directives et processus gouvernementaux.

Le programme offre ses conseils aux différents secteurs selon une méthode intégrée, en utilisant le personnel attaché au ministère (Finances, Communications et Gestion des installations), mais aussi le personnel d'autres entités (Ressources humaines, Vérification et Services juridiques). Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique et continuent de rendre des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Services de communication</i>	
Soutien opérationnel (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	16 339 337	Traitements et salaires.....	2 819 417
Avantages sociaux.....	1 943 541	Avantages sociaux.....	361 981
Transports et communications.....	1 249 857	Transports et communications.....	62 002
Services.....	31 066 438	Services.....	2 569 901
Fournitures et matériel.....	677 824	Fournitures et matériel.....	51 282
	-----		-----
	51 276 997		5 864 583
	-----		-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	1 108 166	Traitements et salaires.....	6 969 317
Avantages sociaux.....	104 864	Avantages sociaux.....	905 855
Transports et communications.....	125 864	Transports et communications.....	219 231
Services.....	24 264	Services.....	313 706
Fournitures et matériel.....	21 204	Fournitures et matériel.....	154 929
	-----		-----
	1 384 362		8 563 038
	-----		-----
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitements et salaires.....	3 061 396	Services.....	1 502 274
Avantages sociaux.....	286 022		-----
Transports et communications.....	673 934		1 502 274
Services.....	23 559 117		-----
Fournitures et matériel.....	284 446		-----
	-----		-----
	27 864 915		-----
	-----		-----
<i>Installations et services opérationnels</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 381 041	Transports et communications.....	52 730
Avantages sociaux.....	284 819	Services.....	2 400 668
Transports et communications.....	116 096	Fournitures et matériel.....	65 127
Services.....	696 508		-----
Fournitures et matériel.....	100 836		2 518 525
	-----		-----
	3 579 300		-----
	-----		-----
		<i>Crédits législatifs</i>	
		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
			-----
			53 726
			-----
		<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>51 330 723</b>
			=====

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>2702</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES, DE</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>LA PLANIFICATION ET DES NORMES</b>	
1	16 763 700	(1 206 400)	15 557 300	Politiques, planification et normes.....	13 009 638
2	764 124 000	(59 200 000)	704 924 000	Transports urbains et régionaux.....	694 928 860
	<u>780 887 700</u>	<u>(60 406 400)</u>	<u>720 481 300</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES, DE</b>	
				<b>LA PLANIFICATION ET DES NORMES...</b>	<b>707 938 498</b>
<b>Actifs</b>					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>	
				<b>DES POLITIQUES, DE LA</b>	
				<b>PLANIFICATION ET DES NORMES.....</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
3	871 496 600	449 566 500	1 321 063 100	Transports urbains et régionaux.....	1 317 318 390
6	1 000		1 000	Travaux routiers en cours – Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor....	0
L	1 110 000		1 110 000	Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....	0
	<u>872 607 600</u>	<u>449 566 500</u>	<u>1 322 174 100</u>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE</b>	
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES, DE</b>	
				<b>LA PLANIFICATION ET DES NORMES...</b>	<b>1 317 318 390</b>
<b>Actifs</b>					
5	16 740 000	(4 300 000)	12 440 000	Groupe de mise en oeuvre des initiatives frontalières de Windsor – Actifs .....	8 249 791
	<u>16 740 000</u>	<u>(4 300 000)</u>	<u>12 440 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME</b>	
				<b>DES POLITIQUES, DE LA</b>	
				<b>PLANIFICATION ET DES NORMES.....</b>	<b>8 249 791</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

---

**Description du programme:**

L'objectif premier du programme des politiques, de la planification et des normes est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal sûr, efficace et fiable, et notamment un réseau de transports en commun qui dessert des communautés dynamiques et crée un climat propice à une meilleure qualité de vie et aux affaires. Pour y parvenir, le programme fixe les orientations stratégiques du ministère en s'appuyant sur une planification à long terme intégrée et travaille à mettre en place le cadre stratégique et réglementaire nécessaire.

Le programme s'attache aussi à réduire les embouteillages en faisant la promotion des transports en commun; et en facilitant la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de la province et aux postes frontaliers. Il gère l'investissement du gouvernement au point de passage de Windsor, en planifiant notamment la construction d'un nouveau poste frontalier ou l'agrandissement du poste actuel d'ici 2013. Il dirige également, pour le compte du ministère, les négociations interprovinciales et bilatérales avec le gouvernement fédéral sur diverses questions liées aux transports, telles que la réalisation de plusieurs programmes d'investissement fédéraux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES, DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$	\$		\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>			<i>Politiques stratégiques</i>		
Politiques, planification et normes (Poste -1)					
Traitements et salaires.....	9 779 534		Traitements et salaires.....	2 395 388	
Avantages sociaux.....	1 165 224		Avantages sociaux.....	274 273	
Transports et communications.....	277 707		Transports et communications.....	68 021	
Services.....	1 368 430		Services.....	251 070	
Fournitures et matériel.....	418 743		Fournitures et matériel.....	74 121	
	-----			-----	3 062 873
	13 009 638				-----
	-----		<i>Normes techniques</i>		
<i>Direction des politiques d'infrastructure urbaine et rurale</i>					
Traitements et salaires.....	2 092 993		Traitements et salaires.....	2 105 649	
Avantages sociaux.....	248 950		Avantages sociaux.....	272 082	
Transports et communications.....	81 203		Transports et communications.....	59 383	
Services.....	553 562		Services.....	230 958	
Fournitures et matériel.....	103 027		Fournitures et matériel.....	100 786	
	-----			-----	2 768 858
	3 079 735		Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
	-----		Paiements de transfert		
<i>Planification des transports</i>			Obligations de refinancement		
Traitements et salaires.....	3 185 504		du Réseau GO.....	391 681 149	
Avantages sociaux.....	369 919		Subventions de fonctionnement		
Transports et communications.....	69 100		du Réseau GO.....	30 689 000	
Services.....	332 840		Affectation de la taxe		
Fournitures et matériel.....	140 809		municipale sur l'essence.....	272 558 711	
	-----			-----	694 928 860
	4 098 172				-----
	-----				694 928 860
			<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>		
			<b>PROGRAMME DES POLITIQUES, DE LA</b>		
			<b>PLANIFICATION ET DES NORMES.....</b>		
					<b>707 938 498</b>
					=====

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DES POLITIQUES, DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES – CRÉDIT 2702**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>	
Traitements et salaires.....	18 153 898	Traitements et salaires.....	2 255 271
Avantages sociaux.....	1 968 048	Avantages sociaux.....	229 740
Transports et communications.....	823 031	Transports et communications.....	216 286
Services.....	35 149 757	Services.....	27 168 820
Fournitures et matériel.....	487 449	Fournitures et matériel.....	78 621
Paiements de transfert			
Transports en commun.....	1 264 328 043		29 948 738
	-----		-----
	1 320 910 226		
Moins : Recouvrements.....	3 591 836		
	-----		
	1 317 318 390		
	-----		
<i>Transports urbains et régionaux</i>		Travaux routiers en cours – Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor (Poste 6)	
Paiements de transfert		Traitements et salaires.....	202 378
Transports en commun.....	1 264 328 043	Avantages sociaux.....	24 839
	-----	Transports et communications.....	12 300
	1 264 328 043	Services.....	5 433 211
	-----	Fournitures et matériel.....	1 265
		Autre opérations	
		Investissements dans les immobilisations.....	106 608
			-----
			5 780 601
		Moins : Recouvrements.....	5 780 601
			-----
			0
			-----
<i>Planification des transports</i>		<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES.....</b>	
Traitements et salaires.....	3 914 632		<b>1 317 318 390</b>
Avantages sociaux.....	462 810		=====
Transports et communications.....	114 790		
Services.....	6 575 959		
Fournitures et matériel.....	77 074		
	-----		
	11 145 265		
Moins : Recouvrements.....	3 114 450		
	-----		
	8 030 815		
	-----		
<i>Normes techniques</i>		<b>Actifs</b>	
Traitements et salaires.....	11 983 995	Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor – Actif (Poste 5)	
Avantages sociaux.....	1 275 498		
Transports et communications.....	491 955	Immobilisations matérielles.....	8 249 791
Services.....	1 404 978		-----
Fournitures et matériel.....	331 754		8 249 791
	-----		-----
	15 488 480		
Moins : Recouvrements.....	477 386		
	-----		
	15 010 794		
	-----		
		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES, DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES.....</b>	
			<b>8 249 791</b>
			=====

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2703</b>				<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DES USAGERS DE LA ROUTE</b>
1	153 157 300	10 740 400	163 897 700	Sécurité des usagers de la route .....
				163 892 695
L	300 000	1 200 000	1 500 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
				1 500 000
	<b>153 457 300</b>	<b>11 940 400</b>	<b>165 397 700</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>
				<b>LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>
				<b>DES USAGERS DE LA ROUTE .....</b>
				<b>165 392 695</b>
<b>Actifs</b>				
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route .....
				0
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE</b>
				<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>
				<b>DES USAGERS DE LA ROUTE .....</b>
				<b>0</b>

**Description du programme :**

Le Programme de la sécurité des usagers de la route participe aux stratégies clés du ministère destinées à améliorer la sécurité routière et à faciliter la circulation des personnes et des marchandises en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation de la conduite; à promouvoir la sécurité des véhicules et à améliorer le service à la clientèle. Son principal objectif est de réduire les accidents mortels et les blessures sur les routes de l'Ontario en élaborant, encourageant et participant aux programmes de sécurité des usagers de la route. Le programme continue de travailler avec ses nombreux partenaires (police; groupes communautaires; organisations de prévention des accidents; et secteur privé) pour améliorer sans cesse la sécurité des usagers de la route.

Les principales responsabilités du programme sont d'établir les normes de sécurité; d'élaborer et d'évaluer les politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; d'inspecter, de surveiller et de faire appliquer les normes de sécurité; de délivrer les permis et d'assurer l'immatriculation des véhicules et des transporteurs commerciaux; de gérer les contrats et les relations courantes avec les fournisseurs de services; de travailler avec de nombreux partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Le programme surveille ce qui se passe dans les autres compétences et les travaux de recherche en sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'une des compétences les plus sûres d'Amérique du Nord.

Le programme veille aussi à l'administration et à l'amélioration du service à la clientèle, pour ce faire, il fixe les normes et surveille la prestation des services, notamment la prestation électronique des services et produits du gouvernement aux particuliers et au secteur des affaires; il supervise aussi la prestation de programmes d'autres ministères (p. ex., Air pur [ministère de l'Environnement], Programme d'aide à la famille [ministère des Services sociaux et communautaires]).

Le ministère des Transports de l'Ontario recueille des données auprès des particuliers en vertu du Code de la route. Il administre cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	68 930 450
Avantages sociaux.....	10 174 654
Transports et communications.....	5 824 821
Services.....	69 988 231
Fournitures et matériel.....	15 577 620
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique.....	2 194 441
	-----
	172 690 217
Moins : Recouvrements.....	8 797 522
	-----
	163 892 695
	-----
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 500 000
	-----
	1 500 000
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
<b>LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>	
<b>DES USAGERS DE LA ROUTE.....</b>	<b>165 392 695</b>
	=====

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2704</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b>
1	292 643 600	11 364 500	304 008 100	Opérations et entretien..... 297 797 659
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>292 644 600</u>	<u>11 364 500</u>	<u>304 009 100</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES..... 297 797 659</b>
<b>Actifs</b>				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales ..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES..... 0</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2704</b>				
<b>IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b>
2	140 203 000	19 140 700	159 343 700	Génie des transports et construction .....
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours .....
L	410 554 500		410 554 500	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> .....
	<b>550 758 500</b>	<b>19 140 700</b>	<b>569 899 200</b>	<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....</b>
				<b>544 585 935</b>
<b>Actifs</b>				
3	923 750 000	16 000 000	939 750 000	Infrastructure de transport – Actifs .....
	<b>923 750 000</b>	<b>16 000 000</b>	<b>939 750 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES...</b>
				<b>935 623 506</b>

**Description du programme:**

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province; il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière pour encourager le développement de communautés fortes et sûres en Ontario.

Ce programme gère les activités permettant de protéger les investissements publics dans l'infrastructure routière; et d'améliorer la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de l'Ontario. Les stratégies d'investissement visent notamment les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers et l'intégration du réseau routier aux transports en commun.

Ses activités comprennent, notamment, l'entretien normal du réseau routier; l'entretien d'hiver (dénivelage et déverglacement); la planification du réseau routier; le génie et la conception détaillée; la réfection des routes; la construction et la gestion des chantiers de construction.

Le programme élabore aussi les politiques et directives opérationnelles; fixe les normes d'entretien et de construction des routes; gère les travaux de recherche et met au point de nouvelles technologies. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroport aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers répartis dans l'ensemble de la province.



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$	\$		\$
<i>Paiements de transfert</i>				
Paiements de transfert			Crédits législatifs	
Routes de raccordement – Contributions du gouvernement provincial.....	14 208 100		Autres opérations	
Routes de raccordement – Contributions du gouvernement fédéral.....	1 308 110		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	398 454 527
Partenariats du millénaire – Contributions du gouvernement provincial.....	15 748 110			398 454 527
Partenariats du millénaire – Fonds du Programme d'infrastructures Canada-Ontario .....	1 848 329			
Investissements dans l'infrastructure frontalière .....	1 195 111		Travaux routiers en cours (Poste 4)	
Investissements dans l'infrastructure frontalière – Contribution du gouvernement fédéral.....	1 195 111		Traitements et salaires.....	54 735 163
Premières nations .....	2 982 365		Avantages sociaux .....	6 892 557
Fonds de transition .....	26 858 925		Transports et communications.....	1 997 498
Cession de terres et de routes .....	5 679 025		Services .....	8 287 000
	-----		Fournitures et matériel .....	830 336
	71 023 186		Autres opérations	
	-----		Investissements dans les immobilisations .....	16 292 851
		71 023 186		89 035 405
			Moins : Recouvrements .....	89 035 405
				-----
				0
				-----
			<b>TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES .....</b>	<b>544 585 935</b>
				=====
<i>Immobilisations et construction routières</i>				
Traitements et salaires.....	30 908 655		<b>Actifs</b>	
Avantages sociaux.....	6 820 921			
Transports et communications.....	2 258 584		Infrastructure de transport – Actifs (Poste 3)	
Services .....	32 876 986		Immobilisations matérielles.....	1 303 315 238
Fournitures et matériel .....	12 816 347		Moins : Recouvrements .....	367 691 732
	-----			-----
	85 681 493			935 623 506
Moins : Recouvrements .....	14 643 668			-----
	-----		<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES .....</b>	<b>935 623 506</b>
		71 037 825		=====
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>				
Transports et communications .....	72 749			
Services .....	3 072 742			
Fournitures et matériel .....	953 089			
	-----			
	4 098 580			
Moins : Recouvrements .....	28 183			
	-----			
		4 070 397		

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2705 FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>SERVICES DU GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES</b>
1	52 526 600	(614 200)	51 912 400	Information et technologie de l'information ..... 51 701 319
3	97 500		97 500	Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique ..... 72 989
	<u>52 624 100</u>	<u>(614 200)</u>	<u>52 009 900</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES..... 51 774 308</b>
<b>Actifs</b>				
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information ..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES..... 0</b>

**Description du programme :**

Le programme Services du Groupement ITI pour les transports et du Groupement de l'économie et des affaires (le Groupement) offre son leadership aux ministères suivants : Transports; Travail; Énergie; Développement économique et Commerce; et Recherche et Innovation dans le domaine de l'utilisation et du déploiement de la technologie de l'information; il permet aux secteurs clés des ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). Le Groupement met l'accent sur la planification des investissements en ITI des ministères et la prestation de services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement sa performance. Pour améliorer la prestation des programmes; générer de nouvelles affaires; et mieux servir ses clients grâce aux services gouvernementaux en direct, le Groupement continue de moderniser les plate-formes et systèmes des ministères.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES SERVICES DU GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA  
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU  
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	16 248 619
Avantages sociaux.....	2 017 007
Transports et communications.....	2 047 682
Services.....	30 096 939
Fournitures et matériel.....	1 291 072
	-----
	51 701 319
	-----
Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	1 299 997
Avantages sociaux.....	160 154
Transports et communications.....	60 544
Services.....	1 964 690
Fournitures et matériel.....	54 380
	-----
	3 539 765
Moins : Recouvrements.....	3 466 776
	-----
	72 989
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ET DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES .....</b>	<b>51 774 308</b>
	=====

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Fonds pour l'infrastructure frontalière .....	20 866 119	5 980 181
Programme stratégique d'infrastructures routières .....	5 361 917	2 794 297
Volet Partenariats du millénaire.....	3 379 519	22 580 438
Validations des véhicules de défense.....	1 192 934	1 194 277
Code nationale de sécurité .....	1 192 350	0
Autres .....	1 501 799	(87 301)
	<u>33 494 638</u>	<u>32 461 892</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	340 354	109 784
	<u>340 354</u>	<u>109 784</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules .....	969 818 721	762 875 126
Frais pour chèques refusés.....	57 468	35 420
Autres .....	5 171 017	4 378 674
	<u>975 047 206</u>	<u>767 289 220</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Indemnités de non-exécution .....	1 338 590	797 796
	<u>1 338 590</u>	<u>797 796</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Ventes et locations – Immobilisations * .....	(7 069 465)	2 075 488
Ventes et locations – Fonctionnement .....	10 232 815	12 450 498
	<u>3 163 350</u>	<u>14 525 986</u>
REDEVANCES.....	10 951	0
	<u>10 951</u>	<u>0</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	30 840 429	897 351
Recouvrements des cotisations de tierce partie.....	2 264 224	1 794 578
	<u>33 104 653</u>	<u>2 691 929</u>
<b>DIVERS</b>		
Pénalités – intérêt.....	25 622	138 349
Autres .....	1 966 051	123 158
	<u>1 991 673</u>	<u>261 507</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b><u>1 048 491 415</u></b>	<b><u>818 138 114</u></b>

\* Comprend une correction de 10,2 millions de dollars attribuable au redressement après vérification du niveau de consolidation des paiements de transfert pour les routes durant l'exercice 2004-2005 (un montant de 21 millions de dollars de gains sur les ventes a été comptabilisé par erreur, puis compensé par un montant de 10,8 millions de dollars en 2006-2007)



---

# MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2006 – 2007

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-374
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-375
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE .....	2-377
RELATIONS DE TRAVAIL .....	2-379
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL .....	2-381
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-383
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) .....	2-376
ÉTAT DES RECETTES .....	2-385

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

2005 – 2006 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2006 – 2007	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>FONCTIONNEMENT</b>		
20 202 116	Administration du ministère	20 673 344	19 625 876
3 436 537	Commission de l'équité salariale	3 960 900	3 814 177
20 543 458	Relations de travail	21 270 800	20 675 701
72 208 050	Santé et sécurité au travail	80 349 800	78 692 911
24 027 843	Droits et responsabilités en matière d'emploi	23 730 500	23 541 204
124 826	Information et technologie de l'information – Groupement de l'économie et des affaires	0	0
<b>140 542 830</b>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>149 985 344</b>	<b>146 349 869</b>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1601</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	20 693 200	(70 100)	20 623 100	Administration du ministère .....
L	37 550		37 550	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	12 694		12 694	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>20 743 444</u>	<u>(70 100)</u>	<u>20 673 344</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...</b>
				<u>19 625 876</u>

**Description du programme:**

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

\$	\$	\$	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>		<i>Services de communication</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	1 963 851
		Avantages sociaux.....	252 003
		Transports et communications.....	71 194
		Services.....	684 007
		Fournitures et matériel.....	105 368
		-----	3 076 423
		-----	-----
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	7 018 146	Traitements et salaires.....	50 432
Avantages sociaux.....	848 820	Transports et communications.....	310 846
Transports et communications.....	544 704	Services.....	4 310 954
Services.....	10 756 211	Fournitures et matériel.....	104 339
Fournitures et matériel.....	391 182	-----	4 776 571
-----	19 559 063	-----	-----
-----	-----	<i>Services de vérification</i>	
<i>Services financiers et administratifs</i>		Services.....	252 100
Traitements et salaires.....	1 973 391	-----	252 100
Avantages sociaux.....	223 307	<i>Systèmes informatiques</i>	
Transports et communications.....	67 335	Services.....	2 399 611
Services.....	1 500 419	-----	2 399 611
Fournitures et matériel.....	65 771	Crédits législatifs	
-----	3 830 223	Autre opérations	
-----	-----	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>Ressources humaines</i>		<i>l'administration financière</i> .....	13 087
Traitements et salaires.....	1 602 789	-----	13 087
Avantages sociaux.....	193 435	Crédits législatifs	
Transports et communications.....	38 454	Traitement versé au ministre en vertu	
Services.....	1 199 320	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	40 152
Fournitures et matériel.....	66 675	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
-----	3 100 673	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	13 574
-----	-----	-----	53 726
-----	-----	-----	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>		<b>L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	
<b>2 123 462</b>		<b>19 625 876</b>	
-----		=====	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1602</b>				<b>PROGRAMME DE LA COMMISSION</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>DE L'ÉQUITÉ SALARIALE</b>	
1	3 359 200		3 359 200	Bureau de l'équité salariale.....	3 257 225
2	601 700		601 700	Tribunal de l'équité salariale .....	556 952
	<u>3 960 900</u>	<u>                    </u>	<u>3 960 900</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<b>PROGRAMME DE LA COMMISSION</b>	
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<b>DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....</b>	<b>3 814 177</b>
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>		<u>                    </u>

**Description du programme :**

Le mandat du Bureau de l'équité salariale est d'administrer et d'appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale, notamment pour le travail effectué par les femmes.

Pour mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête sur les plaintes; surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail; cherche à régler les différends opposant les parties; et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 391 249
Avantages sociaux.....	244 786
Transports et communications.....	128 765
Services.....	443 711
Fournitures et matériel.....	48 714
	3 257 225
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	397 136
Avantages sociaux.....	38 956
Transports et communications.....	27 019
Services.....	93 841
	556 952
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE</b>	
<b>PROGRAMME DE LA COMMISSION</b>	
<b>DE L'ÉQUITÉ SALARIALE .....</b>	<b>3 814 177</b>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1603</b>				<b>PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
1	12 092 000	(59 000)	12 033 000	Commission des relations de travail de l'Ontario ....	11 828 669
2	1 155 900	129 000	1 284 900	Commissions d'appel de la fonction publique .....	1 237 645
3	8 022 900	(70 000)	7 952 900	Relations patronales-syndicales .....	7 609 387
	<u>21 270 800</u>	<u>0</u>	<u>21 270 800</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
				<b>RELATIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>20 675 701</b>
					<u>=====</u>

**Description du programme:**

Le rôle des relations de travail est de promouvoir un climat propice aux relations de travail et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément au lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

Les commissions d'appel de la fonction publique comprennent deux tribunaux statutaires, la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et la Commission des griefs de la fonction publique, qui sont indépendants et quasi-judiciaires et arbitrent les conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario.

Les relations patronales-syndicales fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives; en nommant des arbitres; et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	7 586 141
Avantages sociaux.....	1 004 511
Transports et communications.....	649 199
Services.....	2 484 155
Fournitures et matériel.....	104 663
	11 828 669
Commission d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	363 567
Avantages sociaux.....	45 838
Transports et communications.....	194 806
Services.....	1 575 279
Fournitures et matériel.....	12 782
	2 192 272
Moins : Recouvrements.....	954 627
	1 237 645
Relations patronales-syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 044 249
Avantages sociaux.....	602 265
Transports et communications.....	666 419
Services.....	1 313 947
Fournitures et matériel.....	81 080
	7 707 960
Moins : Recouvrements.....	98 573
	7 609 387
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>POUR LE PROGRAMME DES</b>	
<b>RELATIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>20 675 701</b>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1604</b>				
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>
1	80 646 800	(300 000)	80 346 800	Santé et sécurité au travail ..... 78 692 911
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail ..... 0
2	1 000		1 000	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs ..... 0
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs..... 0
	<u>80 649 800</u>	<u>(300 000)</u>	<u>80 649 800</u>	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ..... 78 692 911</b>

**Description du programme :**

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer; de communiquer et d'appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur le lieu de travail.

Le programme assure le respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi); et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Grâce à l'administration et l'application de la *Loi et de ses règlements*, le programme encourage les employeurs et les employés à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent (respectivement) des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et survivants, et aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés, et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1605</b>				<b>PROGRAMME DES DROITS ET</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>				<b>RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI</b>	
1	23 730 500		23 730 500	Normes d'emploi .....	23 541 204
	23 730 500		23 730 500	<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR</b>	
	23 730 500		23 730 500	<b>LE PROGRAMME DES DROITS</b>	
				<b>ET RESPONSABILITÉS EN</b>	
				<b>MATIÈRE D'EMPLOI .....</b>	<b>23 541 204</b>

**Description du programme:**

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections; d'enquêtes et de mesures d'application; et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	\$
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	15 254 414
Avantages sociaux.....	2 074 717
Transports et communications.....	961 813
Services.....	4 921 449
Fournitures et matériel.....	385 989
	-----
	23 598 382
Moins : Recouvrements.....	57 178
	-----
	23 541 204
	-----
<b>TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....</b>	<b>23 541 204</b>
	=====

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007

	2007 \$	2006 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire .....	1 363	1 013
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i> .....	80 746 942	73 844 484
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO .....	809 625	1 230 012
Programme de protection des salaires des employés .....	56 534	209 567
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur .....	91 994	148 269
Autres .....	165 000	0
	81 870 095	75 432 332
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments .....	77 600	604 500
Laboratoire de manipulation de matériaux .....	381 147	371 159
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> .....	6 650	9 008
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> .....	4 222	5 983
Programme de perfectionnement des arbitres .....	0	150
Frais pour chèques refusés – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	70	70
	469 689	990 870
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i> .....	268 596	291 722
Pénalité monétaire .....	61 791	69 822
Normes d'emploi – Frais judiciaires .....	5 000	0
	335 387	361 544
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc. ....	96 612	69 133
Abonnements .....	600	42 019
	97 212	111 152
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES .....	45 960	4 079
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction .....	430 174	429 224
Intérêts bancaires .....	98 476	21 955
Autres .....	3 134	45 894
	531 784	497 073
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE .....</b>	<b>83 351 490</b>	<b>77 398 063</b>



## **Section 3**

### **Annexes - Dette**



TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-14 à 3-41 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>			
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RPC752	4,71	3 avril 2036 .....	100 000 000
RPC753	4,76	4 avril 2036 .....	58 029 000
RPC754	4,53	2 octobre 2036.....	25 000 000
RPC755	4,50	3 octobre 2036.....	25 000 000
RPC756	4,56	6 octobre 2036.....	24 240 000
RPC757	4,57	10 novembre 2036.....	27 350 000
RPC758	4,57	10 novembre 2036.....	91 650 000
TOTAL - FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA .....			351 269 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC88	1 TCAB-0,15	14 février 2008 .....	800 000
OIIC77	Zéro	24 mars 2011 .....	8 950 638
OIIC78	Zéro	21 avril 2011 .....	12 923 303
OIIC79	Zéro	24 mai 2011.....	8 187 228
OIIC80	Zéro	23 juin 2011.....	7 274 414
OIIC81	Zéro	22 juillet 2011 .....	9 605 361
OIIC82	Zéro	24 août 2011 .....	9 858 614
OIIC83	Zéro	23 septembre 2011 .....	10 009 453
OIIC84	Zéro	24 octobre 2011 .....	9 438 540
OIIC85	Zéro	23 novembre 2011 .....	10 581 990
OIIC86	Zéro	23 décembre 2011 .....	6 672 910
OIIC87	Zéro	24 janvier 2012.....	3 943 482
OIIC89	Zéro	22 février 2012 .....	5 275 882
			103 521 815
Escompte non amorti sur de nouveaux titres .....			(19 235 782)
Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2007.....			15 345 482
			99 631 515
<b>AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS</b>			
<b>HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....</b>			<b>450 900 515</b>

## TITRES ÉMIS - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (suite)</b>			
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>			
DMTN167	5,70	15 décembre 2008 .....	57 500 000
DMTN85	3 TCAB + 0,03	1 <sup>er</sup> octobre 2008 .....	750 000 000
DMTN170	Accélérateur	22 novembre 2008 .....	25 000 000
LZ	5,70	1 <sup>er</sup> décembre 2008 .....	57 500 000
DMTN174	Accélérateur	31 janvier 2009 .....	25 000 000
DMTN106	4,00	19 mai 2009 .....	500 000 000
DMTN144	4,00	19 mai 2010 .....	500 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011 .....	1 000 000 000
DMTN175	4,60	2 décembre 2012 .....	580 000 000
DMTN163	4,40	8 mars 2016 .....	950 000 000
DMTN172	4,40	8 mars 2016 .....	50 000 000
DMTN 173	4,30	8 mars 2017 .....	500 000 000
DMTN79	5,50	2 juin 2018 .....	245 000 000
DMTN140	4,85	2 juin 2020 .....	125 000 000
DMTN168	5,60	2 juin 2035 .....	100 000 000
DMTN164	4,70	2 juin 2037 .....	4 600 000 000
DMTN10	6,20	2 décembre 2041 .....	50 000 000
DMTN62	5,75	2 juin 2043 .....	25 000 000
DMTN169	4,60	2 juin 2044 .....	27 000 000
DMTN153	4,50	2 juin 2045 .....	25 000 000
DMTN166	4,85	2 juin 2046 .....	154 700 000
DMTN176	4,50	2 juin 2047 .....	30 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013 .....	1 384 306 100
<b>TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS .....</b>			<b>11 761 006 100</b>
<b>TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS .....</b>			<b>12 211 906 615</b>

**TITRES ÉMIS - Suite**  
**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
DMTN171	4,95	21 décembre 2016 .....	100 000 000
			-----
			100 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,1555 \$ .....			115 550 000
			-----
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
PL	5,00	18 octobre 2011 .....	1 000 000 000
PK	5,45	27 avril 2016 .....	1 000 000 000
PM	4,95	28 novembre 2016 .....	1 000 000 000
			-----
			3 000 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,14015 \$ .....			3 420 463 202
			-----
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
EMTN77	5,50	11 juillet 2008 .....	500 000 000
			-----
			500 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,11300 \$ .....			556 500 000
			-----
<b>PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS</b>			
EMTN78	9,00	20 septembre 2016 .....	300 000 000
			-----
			300 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,15000 \$ .....			45 000 000
			-----

**TITRES ÉMIS - Fin**  
**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES</b>			
EMTN79	19,25	12 décembre 2008 .....	75 000 000
			-----
			75 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,77347 \$ .....			58 010 204
			-----
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES .....			4 195 523 406
			-----
<b>VALEUR BRUTE DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>			<b>16 407 430 021</b>
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens			
de la dette contractée en devises étrangères .....			(228 567 713)
Rajustement des obligations et contrats d'échange à rendement réel			
en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC)			1 603 386
			-----
VALEUR NETTE DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE .....			16 180 465 694
Redressement de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux .....			93 020 315
			-----
VALEUR TOTALE DES TITRES ÉMIS APRÈS REDRESSEMENT DE			
CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS .....			16 273 486 009
Titres émis pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .....			3 043 814 241
			-----
<b>TOTAL - TITRES ÉMIS .....</b>			<b>19 317 300 250</b>
			=====

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>			
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RPC	9,36 - 10,17	3 avril 2006 - 6 octobre 2006 .....	232 269 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 15,75	6 avril 2006 - 1 <sup>er</sup> mars 2007 .....	9 550 238
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	10,38 - 13,33	17 avril 2006 - 15 mars 2007.....	203 564 685
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
SEFPO	10,38 - 13,33	17 avril 2006 - 15 mars 2007.....	96 704 343
Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :			
CAAT	9,77	2 janvier 2007 .....	18 625 000
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario			
MER	9,77	2 janvier 2007.....	102 675 000
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,26 - 13,01	3 avril 2006 - 1 <sup>er</sup> mars 2007 .....	1 185 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Variable	14 février 2007 .....	800 000
OIIC	Zéro	24 mai 2006 - 23 mars 2007.....	18 902 648
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS .....			1 868 090 914

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>			
DMTN76	3TCAB	1 <sup>er</sup> mai 2006.....	650 000 000
DMTN86	3TCAB	30 mai 2006.....	58 000 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2006 .....	1 729 465
JA	9,4688	10 juillet 2006 .....	524 977
KE	7,75	24 juillet 2006 .....	700 000 000
DMTN99	3,21	14 août 2006.....	13 403 959
DMTN167	5,70	25 août 2006.....	57 500 000
DMTN78	3,50	8 septembre 2006 .....	500 000 000
DMTN122	3TCAB-0,02	22 septembre 2006 .....	50 000 000
DMTN124	1TCAB-0,01	27 septembre 2006 .....	250 000 000
KC	8,25	6 octobre 2006.....	54 250 000
KC	8,25	14 novembre 2006.....	57 766 000
DMTN90	3TCAB+0,12	15 décembre 2006 .....	50 000 000
DMTN115	Accélérateur	2 janvier 2007.....	35 000 000
DMTN46	Zéro	8 janvier 2007.....	1 677 812
JA	9,4688	10 janvier 2007.....	499 514
DMTN97	3TCAB+0,155	29 janvier 2007.....	155 000 000
DMTN99	3,21	13 février 2007 .....	13 619 093
DMTN24	Accélérateur	20 février 2007 .....	100 000 000
DMTN16	5,20	8 mars 2007 .....	2 000 000 000
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO</b>			
1995	Divers	1 <sup>er</sup> mars 2000 .....	275 700
1996	Divers	21 juin 2000.....	240 500
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004 .....	1 400 200
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005 .....	3 087 100
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006 .....	52 508 200
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007 .....	16 356 800
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008 .....	1 876 140 300
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009 .....	34 234 800
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010 .....	793 089 300
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011 .....	102 003 500
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012 .....	369 571 400
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013 .....	237 987 200

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE - Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>BONS DU TRÉSOR</b>	Divers	3 avril 2006 - 30 mars 2007	1 119 546 000
			-----
			9 355 411 820
			-----
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS</b>			
EMTN62	4,00	12 juin 2006.....	56 270 000
EMTN49	5,75	9 août 2006.....	100 000 000
			-----
			156 270 000
			-----
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE – DETTE EN DOLLARS CANADIENS.....			11 379 772 734
			-----
<b>PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
<b>Effets de commerce américains</b>	Divers	2 avril 2006 - 30 mars 2007.....	342 000 000
			-----
			342 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,15238 \$ .....			394 112 701
			-----
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
DMTN109	3 TIOL + 0,053	26 juillet 2006 .....	68 000 000
			-----
			68 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,35200 \$ .....			91 936 000
			-----
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
PA	2,650	15 décembre 2006 .....	1 000 000 000
			-----
			1 000 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30000 \$ .....			1 300 000 000
			-----

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE - Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS</b>			
KU	3,10	15 mars 2007 .....	5 000 000 000
KV	3,25	15 mars 2007 .....	15 000 000 000
			-----
			20 000 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011000 \$.....			220 000 000
			-----
<b>PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS</b>			
EMTN21	4,28	29 août 2006 .....	10 000 000 000
EMTN33	3,20	26 mars 2007 .....	10 000 000 000
			-----
			20 000 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,011995 \$.....			239 902 252
			-----
REMBOURSEMENT EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE			
CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ENTRANGÈRES .....			2 245 950 953
			-----
<b>TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE.....</b>			<b>13 625 723 687</b>
Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la School Board Trust.....			14 453 064
			-----
REMBOURSEMENT NET DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE.....			13 640 176 751
Redressement de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux.....			403 660 023
			-----
REMBOURSEMENT NET DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS			
REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			14 043 836 774
Remboursement de la dette contractée pour Société financière de l'industrie			
de l'électricité à de l'Ontario .....			3 186 737 763
			-----
<b>TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE .....</b>			<b>17 230 574 537</b>
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2007

	2007	2006
	\$	\$
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....	6 411 000 000	7 596 000 000
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	5 981 474 000	6 213 743 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada .....	990 159 000	638 890 000
Caisse de retraite des fonctionnaires.....	2 501 682 998	2 705 247 683
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario .....	1 188 436 051	1 285 140 393
Société ontarienne d'hypothèques et de logement.....	1 157 212 297	1 157 212 297
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	401 703 444	321 774 578
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).....	167 162 044	176 712 282
Régime de retraite de Ryerson.....	1 618 485	1 618 485
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario .....	0	102 675 000
Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie.....	0	18 625 000
	-----	-----
	18 800 448 319	20 217 638 718
Investisseurs publics.....	100 129 628 087	92 541 448 081
Obligations d'épargne de l'Ontario .....	4 271 917 100	6 374 506 000
Bons du Trésor .....	3 069 098 000	4 188 644 000
Dette de la School Board Trust.....	848 425 229	862 878 292
Effets de commerce américains .....	254 040 800	648 153 501
	-----	-----
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE.....</b>	<b>127 373 557 535</b>	<b>124 833 268 592</b>
Redressement de consolidation et autres redressements .....	1 728 872 572	2 039 512 280
	-----	-----
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS .....</b>	<b>129 102 430 107</b>	<b>126 872 780 872</b>
	=====	=====
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.....	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	3 759 000 000	3 759 000 000
	-----	-----
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>8 885 000 000</b>	<b>8 885 000 000</b>
	-----	-----
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.....	1 859 212 000	1 978 212 000
Investisseurs publics.....	14 168 712 028	14 281 493 050
Bons du Trésor .....	1 583 000 000	1 421 000 000
Effets de commerce américains.....	0	58 035 000
	-----	-----
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE POUR LA SFIEO.....</b>	<b>17 610 924 028</b>	<b>17 738 740 050</b>
Dette directe de la SFIEO.....	10 279 217 500	10 294 325 000
	-----	-----
<b>TOTAL - DETTE DE LA SFIEO .....</b>	<b>27 890 141 528</b>	<b>28 033 065 050</b>
	=====	=====

\* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

**SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE - Suite****Au 31 mars 2007**

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson. La dette contractée pour ces fonds consiste en débetures non négociables de la province.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada ont permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débetures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) (autrefois Société de logement de l'Ontario) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débetures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débetures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débetures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collègues d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans des titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débetures à long terme achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province. La dette contractée auprès de la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et du Régime de retraite des collègues d'arts appliqués et de technologie est arrivée à échéance le 2 janvier 2007.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débetures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en francs suisses, en rands sud-africains et en nouvelles livres turques.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux variable sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

**SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE – Fin****Au 31 mars 2007**

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Une fiducie, la School Board Trust, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2007, l'avance de 848 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 876 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette »).

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

Le redressement de consolidation et les autres redressements comprennent la dette directe contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, le Musée royal de l'Ontario, le Gestionnaire indépendant du réseau électrique, l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL, et les bons du Trésor et obligations détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1<sup>er</sup> avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 1 859 212 000 \$ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du trésor d'une valeur de 15 751 712 028 \$ CAN. Les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette directe de la province jusqu'à la date d'échéance.



## ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>					
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>					
<b>Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2008	1983 – 1991	TI	10,15 à 15,38.....	1 945 000 000	
2009	1986 – 1991	TI	10,98 à 11,50.....	1 465 000 000	
2010	1986 – 1991	TI	10,22 à 11,24.....	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32.....	560 000 000	
2012	1988 – 1991	TI	10,68 à 11,24.....	580 000 000	
2013	1989 – 1991	TI	11,06 à 11,31.....	625 000 000	
				-----	
				6 411 000 000	
				-----	
<b>Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2008	1988	RPC	10,79 .....	42 300 000	
2012	1992	RPC	9,81 à 10,04.....	987 249 000	
2013	1993	RPC	9,17 à 9,45.....	700 137 000	
2019	1999	RPC	5,18 à 5,84.....	45 270 000	
2020	1999	RPC	5,50 à 6,91.....	869 889 000	
2021	2001	RPC	6,33 à 6,67.....	609 834 000	
2022	2002	RPC	6,22 à 6,47.....	330 994 000	
2024	2004	RPC	5,26 à 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 à 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 à 5,19.....	574 612 000	
				-----	
				5 981 474 000	(5)
				-----	
<b>Office d'investissement du Régime de pensions du Canada :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2014	2005	RPC	4,17 .....	44 887 000	
2036	2006	RPC	4,59 à 4,73.....	594 003 000	
2037	2007	RPC	4,50 à 4,76.....	351 269 000	
				-----	
				990 159 000	(5)
				-----	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>Caisse de retraite des fonctionnaires :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2008	1997	OPB	15,38 .....	109 181 452	
2009	1997	OPB	12,79 .....	264 512 886	
2010	1997	OPB	12,88 .....	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33 .....	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55 .....	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38 .....	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10 .....	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19 .....	450 938 707	
				-----	
				2 501 682 998	(65)
				-----	
<b>Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2008	1997	OPPT	15,38 .....	51 867 153	
2009	1997	OPPT	12,79 .....	125 658 067	
2010	1997	OPPT	12,88 .....	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33 .....	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55 .....	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38 .....	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10 .....	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19 .....	214 220 513	
				-----	
				1 188 436 051	(65)
				-----	
<b>Société ontarienne d'hypothèques et de logement :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,264 à 9,215.....	422 388 939	
2011	1994 - 1995	OHC	8,242 à 9,898.....	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655 .....	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655 .....	6 561 000	
				-----	
				1 157 212 297	(141)
				-----	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2008	2007	OIIC-88	1 TCAB-0,15 .....	800 000	
2008	2003 - 2004	OIIC 26-38	Zéro.....	23 744 378	(123)
2009	2004 - 2005	OIIC 39-51	Zéro.....	24 902 382	(123)
2010	2005 - 2006	OIIC 52-64	Zéro.....	161 125 728	(123)
2011	2006 - 2007	OIIC 65-77	Zéro.....	148 111 672	(123)
2012	2007	OIIC 78-87,89	Zéro.....	93 771 176	(123)
				-----	
				452 455 336	
Escompte non amorti.....				(50 751 892)	
				-----	
				401 703 444	
<b>Société canadienne d'hypothèques et de logement :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000 – 2010	1970 - 1975	CMHC	5,75 - 6,875 .....	683 154	
2000 – 2011	1971 - 1976	CMHC	5,375 - 8,25 .....	1 629 600	
2000 – 2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25 .....	2 289 602	
2000 – 2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25 .....	481 710	
2000 – 2014	1974	CMHC	6,125 - 8,255 .....	8 081 055	
2000 – 2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375 .....	5 409 377	
2000 – 2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75 .....	12 163 814	
2000 – 2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75 .....	9 438 549	
2000 – 2018	1977 - 1978	CMHC	7,625 - 13,00 .....	25 228 950	
2000 – 2019	1977 - 1980	CMHC	7,625 - 15,25 .....	29 435 793	
2000 – 2020	1977 - 1980	CMHC	7,625 - 15,75 .....	47 887 239	
2000 – 2021	1980 - 1981	CMHC	9,50 - 15,75 .....	23 479 165	
2000 – 2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75 .....	954 036	
				-----	
				167 162 044	(7)
<b>Régime de retraite de Ryerson :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2007	1995	RRPF	9,64 .....	1 618 485	(16)
				-----	
				1 618 485	
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....</b>				<b>18 800 448 319</b>	
				=====	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>					
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>					
27 avril 2007	27 octobre 2004	DMTN125	Accélérateur.....	25 000 000	(99)
29 avril 2007	29 octobre 2004	DMTN129	Accélérateur.....	35 000 000	(3)
3 mai 2007	3 mai 2004	DMTN108	Accélérateur.....	25 000 000	(129)
5 mai 2007	5 mai 2004	DMTN107	Accélérateur.....	60 000 000	(113)
17 juin 2007	17 juin 2005	DMTN147	Accélérateur.....	40 000 000	(18)
18 juin 2007	26 janvier 2004	DMTN96	3 TCAB .....	150 000 000	(106)
20 juin 2007	20 juin 2005	DMTN146	Accélérateur.....	35 000 000	(22)
21 juin 2007	21 juin 2005	DMTN145	Accélérateur.....	25 000 000	(25)
21 juin 2007	21 juin 2005	DMTN148	Accélérateur.....	25 000 000	(31)
7 juillet 2007	7 juillet 2004	DMTN114	Accélérateur.....	26 000 000	(100)
19 juillet 2007	19 janvier 2005	DMTN134	Accélérateur.....	35 000 000	(48)
26 juillet 2007	26 janvier 2004	DMTN91	Accélérateur.....	25 000 000	(75)
28 juillet 2007	31 janvier 2005	DMTN137	Accélérateur.....	30 000 000	(26)
12 août 2007	12 février 2004	DMTN98	Accélérateur.....	25 000 000	(78)
22 août 2007	22 août 2005	DMTN151	Accélérateur.....	45 000 000	(39)
7 septembre 2007	7 septembre 2004	DMTN118	Accélérateur.....	31 000 000	(85)
12 septembre 2007	12 septembre 1997	LE	6,125 .....	1 660 000 000	(130)
19 septembre 2007	19 mars 2004	DMTN101	Accélérateur.....	30 000 000	(87)
20 septembre 2007	20 septembre 2004	DMTN121	Accélérateur.....	25 000 000	(120)
21 septembre 2007	21 septembre 2005	DMTN154	Accélérateur.....	35 000 000	(49)
22 septembre 2007	22 septembre 2005	DMTN155	Accélérateur.....	25 000 000	(58)
26 septembre 2007	26 septembre 2005	DMTN156	Accélérateur.....	25 000 000	(63)
1 <sup>er</sup> octobre 2007	1 <sup>er</sup> octobre 2004	DMTN123	Accélérateur.....	25 000 000	(76)
14 octobre 2007	14 octobre 2004	DMTN127	Accélérateur.....	25 000 000	(33)
27 octobre 2007	27 octobre 2004	DMTN128	Accélérateur.....	25 000 000	(2)
31 octobre 2007	31 octobre 2005	DMTN159	Accélérateur.....	50 000 000	(70)
4 novembre 2007	4 novembre 2005	DMTN160	Accélérateur.....	35 000 000	(73)
5 décembre 2007	5 décembre 2001	DMTN30	Accélérateur.....	50 000 000	(110)
7 décembre 2007	7 décembre 2005	DMTN162	Accélérateur.....	25 000 000	(77)
10 décembre 2007	10 décembre 1997	LH	5,875 .....	66 475 000	
25 janvier 2008	25 janvier 2005	DMTN136	3 TCAB+0,19 .....	50 000 000	(50)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>					
25 février 2008	25 février 2005	DMTN139	Accélérateur.....	25 000 000	(81)
8 mars 2008	21 novembre 2005	DMTN161	3,875 .....	1 000 000 000	(137)
26 mars 2008	26 mars 2004	DMTN103	Accélérateur.....	30 000 000	(101)
30 mai 2008	30 mai 2003	DMTN70	3 TCAB+0,03 .....	1 025 000 000	(53)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	5,75 .....	50 000 000	(46)
15 juillet 2008	6 février 1998	LM	5,50 .....	75 000 000	
4 septembre 2008	4 septembre 1998	LW	6,30 .....	50 000 000	
1 <sup>er</sup> octobre 2008	1 <sup>er</sup> octobre 2003	DMTN85	3 TCAB+0,03 .....	2 360 000 000	(68)(107)
17 novembre 2008	12 novembre 2003	DMTN87	4,40 .....	750 000 000	(82)
22 novembre 2008	22 novembre 2006	DMTN170	Accélérateur.....	25 000 000	(55)
1 <sup>er</sup> décembre 2008	15 septembre 1998	LZ	5,70 .....	1 607 500 000	(71)
31 janvier 2009	31 janvier 2007	DMTN174	Accélérateur.....	25 000 000	(47)
2 mars 2009	2 mars 2004	DMTN100	3 TCAB+0,025 .....	275 000 000	(134)
8 mars 2009	11 mars 2004	DMTN102	Accélérateur.....	174 000 000	(128)
6 avril 2009	24 mars 2005	DMTN143	3 TCAB+0,01 .....	550 000 000	(6)
19 mai 2009	20 avril 2004	DMTN106	4,00 .....	1 250 000 000	(89)
13 août 2009	2 mars 2004	DMTN99	3,21 .....	71 445 278	(124)
7 novembre 2009	9 novembre 2004	DMTN130	3 TCAB .....	900 000 000	(140)
19 novembre 2009	19 mars 1999	MU	6,20 .....	900 000 000	(138)
14 décembre 2009	14 mars 2005	DMTN142	3 TCAB+0,25 .....	88 000 000	(108)
19 mai 2010	4 avril 2005	DMTN144	4,00 .....	1 000 000 000	(95)
5 juillet 2010	5 juillet 2005	DMTN150	Accélérateur.....	75 500 000	(36)
19 novembre 2010	24 novembre 2000	NK	6,10 .....	1 620 000 000	(111)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN8	6,10 .....	1 000 000 000	(97)
2 décembre 2011	3 mai 2006	DMTN165	4,40 .....	1 000 000 000	(102)
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro.....	2 242 035	(60)(98)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375 .....	2 000 000 000	(4)
2 décembre 2012	30 janvier 2007	DMTN175	4,60 .....	580 000 000	(42)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75 .....	1 030 000 000	
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur.....	100 000 000	(56)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00 .....	2 500 000 000	(109)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80 .....	11 450 000	(34)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>					
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50 .....	2 500 000 000	
1 <sup>er</sup> septembre 2015	1 <sup>er</sup> septembre 2000	DMTN1	6,25 .....	34 000 000	(45)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40 .....	1 250 000 000	(105)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur.....	200 000 000	(32)
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur.....	300 000 000	(40)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875 .....	200 000 000	
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30 .....	500 000 000	(19)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50 .....	605 000 000	(10)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,350 .....	100 000 000	(133)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85 .....	524 000 000	(92)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30 .....	50 000 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50 .....	1 590 438 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10 .....	940 570 000	(59)
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50 .....	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50 .....	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00 .....	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00 .....	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00 .....	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00 .....	124 584 000	(90)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50 .....	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95 .....	8 726 000	
3 février 2027	1 <sup>er</sup> avril 1998	KY	7,50 .....	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50 .....	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375 .....	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60 .....	4 734 700 000	(61)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25 .....	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50 .....	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50 .....	125 000 000	
15 janvier 2031	8 mars 2005	DMTN141	5,20 .....	230 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20 .....	2 500 000 000	(51)
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85 .....	4 500 000 000	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>					
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur.....	200 000 000	(115)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00.....	47 500 000	(52)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75.....	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688.....	2 315 904	(24)
"	"	JA	9,4688.....	11 833 945	(24)
"	"	JB	9,4688.....	8 482 324	(24)
"	"	JC	9,4688.....	4 764 354	(24)
"	"	JD	9,4688.....	3 171 134	(24)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50.....	132 950 000	(21)
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875.....	53 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60.....	6 898 000 000	(11)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur.....	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25.....	98 984 000	(64)
1 <sup>er</sup> décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 rendement réel	306 471 001	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70.....	5 100 000 000	(103)
2 décembre 2037	1 <sup>er</sup> février 2005	DMTN138	5,20.....	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00.....	75 000 000	(127)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10.....	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75.....	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00.....	100 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65.....	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70.....	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20.....	100 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20.....	340 000 000	(57)
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00.....	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00.....	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75.....	75 000 000	(94)
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60.....	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435.....	35 531 176	(41)
1 <sup>er</sup> mars 2045	1 <sup>er</sup> mars 1995	JK	9,50.....	150 000 000	(20)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>					
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50 .....	175 000 000	(86)
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85 .....	154 700 000	(74)
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50 .....	30 000 000	
				-----	
				70 488 420 151	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC .....				(3 199 613)	(44)
				-----	
				70 485 220 538	
				-----	
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO</b>					
1 <sup>er</sup> mars 2000	1 <sup>er</sup> mars 1995	Annuel	Variable .....	917 100	(29)
1 <sup>er</sup> mars 2000	1 <sup>er</sup> mars 1995	Composé	Variable .....	1 706 250	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	5,25 .....	97 200	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	5,25 .....	73 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur.....	283 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur.....	857 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable .....	385 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable .....	133 400	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	5,25 .....	107 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	5,25 .....	171 400	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	5,50 .....	191 800	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	5,50 .....	729 900	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur.....	223 700	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur.....	1 094 700	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	6,50 .....	436 600	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	6,50 .....	479 100	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur.....	1 295 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur.....	1 364 750	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable .....	95 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable .....	85 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur.....	653 100	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur.....	1 569 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	5,50 .....	906 300	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	5,50 .....	2 015 800	(29)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)</b>					
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable .....	734 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable .....	1 687 300	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur.....	1 574 700	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur.....	3 278 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	4,625 .....	2 782 200	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	4,625 .....	5 342 900	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable .....	1 037 200	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable .....	2 758 600	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur.....	8 340 500	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur.....	16 374 000	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Annuel	3,45 .....	2 371 800	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Composé	3,45 .....	4 478 200	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable .....	21 977 400	(67)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable .....	42 000 700	(67)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur.....	205 058 100	(66)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur.....	217 442 200	(66)
21 juin 2007	21 juin 2004	Annuel	3,30 .....	104 560 200	(30)
21 juin 2007	21 juin 2004	Composé	3,30 .....	91 817 500	(30)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable .....	17 841 100	(67)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable .....	29 450 600	(67)
21 juin 2008	21 juin 2003	Annuel	Accélérateur.....	416 785 700	(66)
21 juin 2008	21 juin 2003	Composé	Accélérateur.....	513 483 400	(66)
21 juin 2008	21 juin 2005	Annuel	3,10 .....	213 970 700	(30)
21 juin 2008	21 juin 2005	Composé	3,10 .....	188 968 700	(30)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable .....	24 235 500	(67)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable .....	33 924 400	(67)
21 juin 2009	21 juin 2004	Annuel	Accélérateur.....	306 752 700	(66)
21 juin 2009	21 juin 2004	Composé	Accélérateur.....	315 422 200	(66)
21 juin 2009	21 juin 2006	Annuel	4,10 .....	97 019 100	(30)
21 juin 2009	21 juin 2006	Composé	4,10 .....	97 548 800	(30)
21 juin 2010	21 juin 2003	Annuel	Variable .....	51 184 500	(67)
21 juin 2010	21 juin 2003	Composé	Variable .....	53 375 400	(67)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)</b>					
21 juin 2010	21 juin 2005	Annuel	Accélérateur.....	45 801 500	(66)
21 juin 2010	21 juin 2005	Composé	Accélérateur.....	71 851 800	(66)
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable .....	6 584 600	(67)
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable .....	8 395 300	(67)
21 juin 2011	21 juin 2006	Annuel	Accélérateur.....	191 946 100	(66)
21 juin 2011	21 juin 2006	Composé	Accélérateur.....	218 391 300	(66)
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable .....	44 156 600	(67)
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable .....	33 923 600	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable .....	337 624 200	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable .....	203 789 400	(67)
				-----	
				4 271 917 100	(62)
				-----	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS .....				74 757 137 638	
				-----	
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS</b>					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50 .....	1 106 700 000	
				-----	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS .....				1 106 700 000	
				-----	
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS</b>					
10 septembre 2007	10 septembre 2002	EMTN52	4,375 .....	750 000 000	
31 décembre 2007	16 janvier 2002	EMTN51	5,125 .....	350 000 000	
17 avril 2008	17 avril 2003	EMTN58	4,50 .....	1 000 000 000	
22 janvier 2009	22 janvier 2004	EMTN62	4,00 .....	443 730 000	(104)
22 janvier 2009	27 janvier 1999	EMTN42	5,00 .....	350 000 000	(139)
1 <sup>er</sup> décembre 2010	15 novembre 2005	EMTN74	4,00 .....	200 000 000	(136)
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75 .....	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN50	5,25 .....	450 000 000	
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50 .....	275 000 000	
21 décembre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	3 TCAB+0,03 .....	250 000 000	(135)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40 .....	300 000 000	
				-----	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS .....				4 618 730 000	
				-----	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS</b>					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24 .....	250 000 000	(96)
TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS .....				250 000 000	
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>					
16 juillet 2007	16 juillet 2004	PB	3,35 .....	1 000 000 000	
17 septembre 2007	17 septembre 2002	NR	3,50 .....	1 000 000 000	
15 janvier 2008	26 novembre 2004	PD	3,375 .....	1 000 000 000	
2 mai 2008	5 mai 2003	NY	3,125 .....	500 000 000	
1 <sup>er</sup> octobre 2008	1 <sup>er</sup> octobre 1998	MB	5,50 .....	1 750 000 000	
21 octobre 2009	21 octobre 2004	PC	3,625 .....	1 000 000 000	
15 décembre 2009	1 <sup>er</sup> octobre 2002	NS	3,75 .....	300 000 000	
18 octobre 2011	18 octobre 2006	PL	5,00 .....	1 000 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125 .....	750 000 000	
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375 .....	500 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50 .....	500 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75 .....	1 000 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45 .....	1 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95 .....	1 000 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAIN.....				12 300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,24376 \$ .....				15 298 211 834	(43)
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>					
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50 .....	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95 .....	100 000 000	
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,18350 \$ .....				473 400 000	(9)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>					
11 juillet 2008	11 juillet 2006	EMTN77	5,50 .....	500 000 000	(72)
26 novembre 2008	26 novembre 2004	EMTN68	Accélérateur.....	30 000 000	(17)
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				530 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,11555 \$.....				591 240 000	
<b>PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS</b>					
18 juillet 2007	18 juillet 1997	YL012	2,615 .....	10 000 000 000	
12 novembre 2009	12 novembre 1999	YL014	2,00 .....	10 000 000 000	
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76 .....	5 000 000 000	
TOTAL PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS .....				25 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010680 \$.....				267 011 363	(14)
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS</b>					
25 janvier 2010	25 janvier 2000	ND	1,875 .....	50 000 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS .....				50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010265 \$.....				513 232 136	(122)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS</b>					
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN34	3,58 .....	10 000 000 000	(79)
25 février 2008	25 février 1998	EMTN36	2,60 .....	7 100 000 000	(80)
19 novembre 2009	24 novembre 1999	EMTN46	2,00 .....	10 000 000 000	
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50 .....	5 000 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS .....				32 100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010823 \$.....				347 403 285	(15)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>					
7 mars 2008	7 mars 2003	EMTN54	4,75 .....	100 000 000	
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50 .....	100 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS .....				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,77463 \$ .....				154 926 120	(117)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN EUROS</b>					
29 juillet 2008	29 juillet 1996	KD	6,875 .....	457 347 051	(121)
21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN35	5,875 .....	457 347 051	(118)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN55	3,50 .....	400 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN EUROS .....				1 314 694 102	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70189 \$ .....				2 237 459 933	(27)
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS</b>					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125 .....	750 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS .....				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,58460 \$ .....				1 188 448 245	(119)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES</b>					
15 septembre 2009	15 septembre 2004	EMTN66	2,00 .....	250 000 000	
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00 .....	200 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125 .....	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES.....				650 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,98963 \$ .....				643 258 674	(131)
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS</b>					
3 mars 2008	3 mars 2003	NV	5,75 .....	250 000 000	
3 décembre 2008	3 décembre 1998	MF	6,25 .....	250 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25 .....	750 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS.....				1 250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,82839 \$ .....				1 035 489 800	(69)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS</b>					
12 octobre 2010	12 octobre 2005	EMTN72	6,375 .....	250 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS .....				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 \$ .....				199 325 000	(125)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING</b>					
28 juillet 2009	28 juillet 2004	EMTN65	5,375 .....	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING .....				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,37714 \$ .....				475 427 600	(114)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG</b>					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10 .....	500 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG .....				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17410 \$ .....				87 051 195	(13)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS</b>					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75 .....	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00 .....	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS .....				600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16514 \$ .....				99 082 160	(126)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES</b>					
12 décembre 2008	12 décembre 2006	EMTN79	19,25 .....	75 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLE LIVRES TURQUES .....				75 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,77347 \$ .....				58 010 204	(54)
<b>TOTAL - OBLIGATIONS .....</b>				<b>104 401 545 187</b>	
<b>BONS DU TRÉSOR .....</b>				<b>3 069 098 000</b>	(84)
<b>EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAIN (EN DOLLARS AMÉRICAINS) .....</b>				<b>180 000 000</b>	(91)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,41134 \$ .....				254 040 800	
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS .....</b>				<b>107 724 683 987</b>	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>AUTRE DETTE</b>					
<b>DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90 .....	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement .....				(42 574 771)	
				848 425 229	(23)
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>				<b>127 373 557 535</b>	
Redressement de consolidation et autres redressements .....				1 728 872 572	
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS .....</b>				<b>129 102 430 107</b>	(83)
<b>DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*</b>					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				3 759 000 000	
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT .....</b>				<b>8 885 000 000</b>	

\* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>Dettes contractées pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>					
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>					
<b>Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :</b>					
2008	1988	RPC	9,13 - 9,72.....	388 715 000	
2009	1989	RPC	9,62 - 10,31.....	589 319 000	
2010	1990	RPC	9,61 - 10,31.....	650 712 000	
2021	2001	RPC	6,08.....	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 - 6,29.....	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16.....	38 130 000	
TOTAL DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS .....				1 859 212 000	(5)

**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

**DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

1 <sup>er</sup> octobre 2008	13 février 2004	DMTN85	3 TCAB+0,03 .....	736 000 000	(28)(107)
1 <sup>er</sup> décembre 2008	22 janvier 1999	HC-LZ	5,70 .....	650 000 000	
6 avril 2009	11 décembre 2006	DMTN143	3 TCAB+0,01 .....	50 000 000	(6)
19 mai 2009	30 avril 2004	DMTN112	4,00 .....	5 000 000	(8)
19 mai 2009	4 mai 2004	DMTN113	Accélérateur.....	25 000 000	(12)
19 mai 2009	24 mai 2005	DMTN106	4,00 .....	525 000 000	(89)
13 août 2009	13 février 2004	DMTN99	3,21 .....	357 226 390	(124)
1 <sup>er</sup> octobre 2009	5 octobre 2004	DMTN126	3 TCAB+0,03 .....	350 000 000	
19 novembre 2009	26 juillet 2000	HC-MU	6,20 .....	500 000 000	
19 novembre 2010	1 <sup>er</sup> septembre 2000	HC-NK	6,10 .....	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	6,80 .....	50 000 000	(37)
2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10 .....	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375 .....	500 000 000	
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75 .....	500 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00 .....	1 000 000 000	(109)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50 .....	500 000 000	
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40 .....	1 800 000 000	(105)
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30 .....	500 000 000	(19)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (suite)</b>					
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50 .....	110 000 000	(10)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85 .....	29 000 000	(92)
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10 .....	50 000 000	(59)
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60 .....	100 500 000	(61)
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25 .....	78 600 000	
2 juin 2031	24 février 2000	HC-NF	6,20 .....	500 000 000	(51)
1 <sup>er</sup> décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 rendement réel	715 099 000	(44)
2 juin 2037	1 <sup>er</sup> septembre 2006	DMTN164	4,70 .....	400 000 000	(103)
TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS .....				11 031 425 390	
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS</b>					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50 .....	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	3 TCAB+0,07 .....	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50 .....	200 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS .....				850 000 000	
<b>PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES</b>					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50 .....	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES .....				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02348 \$ .....				307 045 455	(35)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>					
2 septembre 2009	2 septembre 2004	EMTN67	5,75 .....	150 000 000	
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50 .....	125 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS .....				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,93634 \$ .....				257 492 275	(112)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
<b>PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00 .....	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS .....				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87508 \$ .....				262 525 500	(132)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS</b>					
22 novembre 2010	2 novembre 2005	EMTN75	7,75 .....	300 000 000	
5 juillet 2011	5 juillet 2006	EMTN76	8,00 .....	300 000 000	
TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN RANDES SUD-AFRICAINS .....				600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16629 \$ .....				99 773 408	(116)
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>					
28 mars 2008	7 mars 2003	GLB-NW	3,282 .....	300 000 000	(88)
1 <sup>er</sup> octobre 2008	19 mars 2001	GLB-MBb	5,50 .....	250 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	GLB-PE	4,50 .....	500 000 000	
TOTAL PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS .....				1 050 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,29567 \$ .....				1 360 450 000	(93)
<b>TOTAL -OBLIGATIONS .....</b>				<b>14 168 712 028</b>	
<b>BONS DU TRÉSOR .....</b>				<b>1 583 000 000</b>	
<b>TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LA SFIEO.....</b>				<b>17 610 924 028</b>	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO .....				10 279 217 500	
<b>TOTAL - DETTE DE LA SFIEO .....</b>				<b>27 890 141 528</b>	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

## Références :

1. Aucune dette n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. Le TCAB est le taux canadien d'acceptations bancaires; le TCAB 3 est un taux variable de trois mois; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elles ne l'étaient pas. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2007 sont les suivants : dollar australien 0,9343 \$, euro 1,5418 \$, dollar de Hong Kong 0,147547 \$, yen japonais 0,009806 \$, dollar néo-zélandais 0,8251 \$, rand sud-africain 0,1580 \$, franc suisse 0,9508 \$, dollar américain 1,1529 \$, livre sterling 2,2997 et nouvelle livre turque 0,8262 \$.
2. DMTN128 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, de 5,35 % la sixième année, et de 5,8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
3. DMTN129 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 29 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 29 octobre 2014. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % la première année, de 4,25 % la deuxième année, de 4,35 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,65 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 6 % la neuvième année, et de 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
4. DMTN53 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agrigorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,2 millions de dollars dans la série DMTN53.
5. RPC : Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ces titres ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais ils sont rachetables, en totalité ou en partie, avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre dans lequel ils ont été émis et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada (OIRPC) et la province, l'OIRPC offre à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada qui ont été émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement à l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement). Ces débetures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada.
6. DMTN143 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN143 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 600 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,55 %.
7. CMCH : Selon les modalités de ces débetures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
8. DMTN112 (SFIEO) : Au cours de l'exercice 2006-2007, le porteur a exercé son option d'échanger 25 millions de dollars de ces obligations contre des obligations de la série DMTN106.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,18350 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,70 %.
10. DMTN79 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN79 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 715 millions de dollars, dont 110 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,84 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN119 : Au cours de l'exercice 2006-2007, les porteurs de la série DMTN168 ont exercé leur option d'échanger 100 millions de dollars contre des obligations de la série DMTN119.
12. DMTN113 (SFIEO) : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années et de 4 % par la suite jusqu'à la date d'échéance.
13. EMTN61 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17410 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
14. Obligations en yens japonais : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 10 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011992 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,18 % sur 120 millions de dollars; et au taux nominal de 1,59 % sur le solde de la dette s'élevant à 147 millions de dollars.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

15. EMTN Obligations en yens japonais : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 17,1 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,011714 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,03 % sur 200 millions de dollars; et au taux nominal de 1,51 % sur le solde de la dette s'élevant à 147 millions de dollars.
16. RRPF: La dette est arrivée à échéance le 31 mars 2007, mais n'a été réglée que le 2 avril 2007.
17. EMTN68 : L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,72 % la première année, de 3,87 % la deuxième année, de 4,02 % la troisième année, et de 4,17 % la dernière année. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,15800 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TIOL variable de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,24 %.
18. DMTN147 : L'échéance de ces obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 17 juin 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 17 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,05 % les troisième et quatrième années, de 4,1 % les cinquième et sixième années, de 4,15 % les septième et huitième années, de 4,2 % la neuvième année, de 4,25 % la dixième année, de 4,75 % la onzième année, et de 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,13 %.
19. DMTN173 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN173 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
20. JK : Les obligations sont encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1<sup>er</sup> mars 2010, au gré des porteurs.
21. JG : Au cours de l'exercice 2006-2007, les porteurs de la série JF ont exercé leur option d'échanger 132,95 millions de dollars contre des obligations de la série JG.
22. DMTN146 : L'échéance de ces obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 20 juin 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 20 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les trois premières années, de 4,2 % les quatrième et cinquième années, de 4,25 % les sixième et septième années, de 4,3 % les huitième et neuvième années, de 4,5 % la dixième année, de 5 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,09 %.
23. SBT : La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres versements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2006-2007, le principal remboursé était de 1 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230,8 millions de dollars.
25. DMTN145 : L'échéance de ces obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,1 % les deux premières années, de 3,3 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,13 %.
26. DMTN137 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 28 janvier 2007, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 28 janvier 2015. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,35 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,75 % la septième année, de 5 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, et de 6,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,10 %.
27. Europe Obligations en euros : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,70189 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,54 % sur 1 243 millions de dollars, et au TCAB de trois mois plus 0,09 % sur 995 millions de dollars.
28. DMTN85 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,60 %.
29. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
30. OEO : Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe assorties d'un terme de trois ans.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

31. DMTN148 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, de 3,7 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,13 %.
32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,67 %.
33. DMTN127 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 14 octobre 2006, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 14 octobre 2009. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,4 % la quatrième année, et de 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,05 %.
35. EMTN60 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02348 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
36. DMTN150 : Les obligations sont remboursables au gré de la province le 5 juillet 2007. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,13 %.
37. DMTN3 (SFIEO) : L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et de 6,80 % pour les six dernières années.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,26 %.
39. DMTN151 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 août 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 août 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % les septième et huitième années, de 4,6 % la neuvième année, de 4,75 % la dixième année, de 5 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au taux fixe de 3,25 %.
40. DMTN152 : Le porteur d'obligation nominative a le droit de proroger l'échéance de l'obligation de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035, et, dans ce cas, d'échanger au pair l'obligation contre une obligation de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élèvent à 1 325 millions de dollars.
42. DMTN175 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN 175 a été rouverte trois fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 580 millions de dollars. Les obligations sont remboursables au pair au gré de la province le 2 juin 2009. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable d'un mois moins 0,12 %.
43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 12 050 millions de dollars de ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,24564 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,70 % sur 15 008 millions de dollars, et au TCAB de trois mois plus 0,11 % sur 2 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'« IPC »), qui comporte un indice de base de 127,54839. Le principal sera indexé de manière à inclure le rajustement en fonction de l'IPC à la date de rachat. L'encours représente la valeur indexée du principal soit 300 millions de dollars pour la province et 700 millions de dollars prêtés à la SFIEO. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 2 % sur le principal indexé. La province a conclu des contrats d'échange à rendement réel et des contrats d'échange de taux d'intérêt ayant eu pour effet de convertir synthétiquement 300 millions de dollars de cette dette en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. MN : L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,85 % les deux premières années, et semestriellement au taux de 5,75 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,07 %.
47. DMTN174 : L'échéance de ces obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 janvier 2009, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 janvier 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5,3 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,01 %.
48. DMTN134 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 19 janvier 2007, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 19 janvier 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,5 % les troisième et quatrième années, de 4,75 % la cinquième année, de 5 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, de 6 % la dixième année, de 6,5 % la onzième année, et de 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,09 %.
49. DMTN154 : L'échéance de ces obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 septembre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,1 % les troisième et quatrième années, de 4,2 % les cinquième et sixième années, de 4,3 % les septième et huitième années, de 4,5 % la neuvième année, de 4,6 % la dixième année, de 5 % la onzième année, et de 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,19 %.
50. DMTN136 : Le taux d'intérêt sur cette dette est plafonné à 3,25 % la première année, 3,90 % la deuxième année, et 4,65 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,67 %.
51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi l'émission sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15 % jusqu'au 13 janvier 2006 et de 5 % par la suite.
53. DMTN70 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,02 %.
54. EMTN79 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en nouvelles livres turques en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,77347 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,08 %.
55. DMTN170 : L'échéance des obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 novembre 2008, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 novembre 2013. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,04 %.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,08 %.
57. DMTN10 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN10 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 340 millions de dollars.
58. DMTN155 : L'échéance des obligations est prorogable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 septembre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 septembre 2010. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,5 % la troisième année, de 3,75 % la quatrième année, et de 4 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,20 %.
59. HP : Le total de l'encours s'élève à 990,6 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
60. DMTN46 : La série DMTN46 est une obligation à coupon zéro. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de capital et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2006-2007, le capital remboursé atteignait 3,4 millions de dollars.
61. KJ : Le total de l'encours s'élève à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
62. OEO : Les obligations des séries 2000 à 2006 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14<sup>e</sup> jour civil suivant la date de rachat, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

63. DMTN156 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 26 septembre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 26 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, de 3,85 % les troisième et quatrième années, de 3,95 % la cinquième année, de 4,05 % la sixième année, de 4,15 % la septième année, de 4,25 % la huitième année, de 4,5 % la neuvième année, de 5 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,26 %.
64. KC : Au cours de l'exercice 2006-2007, la province a racheté 112 millions de dollars de ces obligations afin de les annuler moyennant une prime de 66,8 millions de dollars.
65. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
66. OEO (Accélérateur) : Série 2002 : L'intérêt est payable au taux de 2,50 % la première année, de 3,75 % la deuxième année, de 4,5 % la troisième année, de 5 % la quatrième année, et de 5,5 % la dernière année. Série 2003 : L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, de 3,25 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2004 : L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, de 3 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, et de 6 % la dernière année. Série 2005 : L'intérêt est payable au taux de 2,25 % la première année, de 2,75 % la deuxième année, de 3 % la troisième année, de 3,5 % la quatrième année, et de 4 % la dernière année. Série 2006 : L'intérêt est payable au taux de 3,7 % la première année, de 3,8 % la deuxième année, de 3,9 % la troisième année, de 4 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année.
67. OEO (Variable) : Le ministre des Finances révisé le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2006, le taux d'intérêt a été fixé à 3,9 %.
68. DMTN85 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,04 % sur 1 810 millions de dollars, et au TCAB variable d'un mois moins 0,03 % sur le solde de la dette s'élevant à 550 millions de dollars.
69. Obligations néo-zélandaises payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations néo-zélandaises en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,82839 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette aux taux fixe de 4,70 %.
70. DMTN159 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 octobre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 octobre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,2 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % la septième année, de 4,6 % la huitième année, de 4,75 % la neuvième année, de 5 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,55 %.
71. LZ : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série LZ a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 607,5 millions de dollars.
72. EMTN77 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,11300 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,64 %.
73. DMTN160 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 4 novembre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 4 novembre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,7 % les deux premières années, de 3,85 % la troisième année, de 4,1 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,55 %.
74. DMTN166 : La série DMTN166 a été rouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 154,7 millions de dollars.
75. DMTN91 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 26 janvier 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 26 janvier 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, de 3,90 % et 4,05 % pour les deux versements de la troisième année, de 4,20 %, et de 4,45 % pour les deux versements de la quatrième année, et de 5,25 % et 6 % pour les deux versements de la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,08 %.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

76. DMTN123 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 1<sup>er</sup> octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 1<sup>er</sup> octobre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, et de 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
77. DMTN162 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 7 décembre 2007, et à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 7 décembre 2017. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,35 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,6 % la septième année, de 4,7 % la huitième année, de 4,85 % la neuvième année, de 5 % la dixième année, de 5,25 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette aux taux fixe de 4,47 %.
78. DMTN98 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 12 février 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 12 février 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,40 % et 3,60 % pour les deux versements de la troisième année, de 3,80 % et 4,30 % pour les deux versements de la quatrième année, et de 5 % et 6 % pour les deux versements de la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
79. EMTN34 : Le produit de l'émission et le remboursement du principal sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable semestriellement en dollars américains, d'après un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains au taux de 3,58 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,35 %.
80. EMTN36 : Le produit de l'émission et le remboursement du principal sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable semestriellement en dollars américains, d'après un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains au taux de 2,6 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,57 %.
81. DMTN139 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 25 février 2007, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 25 février 2010. L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,6 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, et de 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,10 %.
82. DMTN87 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9 millions de dollars dans la série DMTN87.
83. La dette totale contractée aux fins de la province, après redressement de consolidation et autres redressements, comprend les dettes suivantes contractées par d'autres organismes gouvernementaux : 2 070 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement; 79 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'aménagement municipal; 1 262 millions de dollars contractés par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure; 59 millions de dollars contractés par le Musée royal de l'Ontario; et 5 millions de dollars contractés par le Gestionnaire indépendant du réseau électrique. Ces dettes sont compensées par l'élimination de la dette de 1 157 millions de dollars contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement et les bons du trésor et obligations de l'Ontario d'une valeur de 403 millions de dollars détenus par d'autres organismes et agences.
84. Sont exclus des bons du Trésor les titres suivants détenus par des organismes gouvernementaux : 194 millions de dollars détenus par la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario; 102 millions de dollars détenus par la Fondation Trillium de l'Ontario; 85 millions de dollars détenus par la Société immobilière de l'Ontario et 33 millions de dollars détenus par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
85. DMTN118 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 7 septembre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 7 septembre 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,6 % la quatrième année, de 4,85 % la cinquième année, de 5 % la sixième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,07 %.
86. DMTN153 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN153 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 175 millions de dollars.
87. DMTN101 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 19 mars 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 19 mars 2011. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,30 % la troisième année, de 3,90 % la quatrième année, de 5 % la cinquième année, de 5,40 % la sixième année, et de 6,35 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
88. NW (SFIEO) : Ces obligations sont remboursables en totalité mais non en partie, au gré de la province, le 7 septembre 2007.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

89. DMTN106 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN106 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 775 millions de dollars, dont 525 millions de dollars aux fins de la SFIEO. Au cours de l'exercice 2006-2007, les porteurs de la série DMTN112 ont exercé leur option d'échanger 25 millions de dollars contre des obligations de la série DMTN106. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,37 % sur 500 millions de dollars.
90. MH : Selon les modalités de ces débetures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 91 jours maximum.
92. DMTN140 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN140 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 553 millions de dollars, dont 29 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
93. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO): La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,29567 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,98 % sur 1 008 millions de dollars, et au TIOL variable de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,1 % sur 352 millions de dollars.
94. DMTN62 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN62 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 75 millions de dollars.
95. DMTN144 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN144 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 000 \$.
96. HJ : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 6,8 millions de dollars dans la série HJ.
97. DMTN08 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 19 millions de dollars dans la série DMTN08.
98. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro à paiements variables offrant un rendement de 4,53 %.
99. DMTN125 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,45 % les deux premières années, de 4,55 % la troisième année, de 4,65 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5 % la septième année, de 5,25 % la huitième année, de 6 % la neuvième année, et de 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
100. DMTN114 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 7 juillet 2006, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 7 juillet 2009. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,55 % la troisième année, de 5 % la quatrième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
101. DMTN103 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 26 mars 2006, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 26 mars 2014. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,10 % la troisième année, de 4,15 % la quatrième année, de 4,30 % la cinquième année, de 4,50 % la sixième année, de 4,75 % la septième année, de 5 % la huitième année, de 5,25 % la neuvième année, et de 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,07 %.
102. DMTN165 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9 millions de dollars dans la série DMTN165. Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN165 a été émise et rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 000 millions de dollars.
103. DMTN164 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN164 a été rouverte dix fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 5 500 millions de dollars, dont 400 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
104. EMTN62 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la province a racheté 56,3 millions de dollars de ces obligations afin de les annuler.
105. DMTN163 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN163 a été rouverte cinq fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 050 millions de dollars, dont 1 800 millions de dollars aux fins de la SFIEO. Au cours de l'exercice 2006-2007, les porteurs de la série DMTN172 ont exercé leur option d'échanger 50 millions contre des obligations de la série DMTN163.
106. DMTN96 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,37 %.
107. DMTN85 : Au cours de l'exercice 2006-2007, la série DMTN85 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 096 millions de dollars, dont 736 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
108. DMTN142 : Le taux d'intérêt est plafonné à 5,0 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,93 %.
109. DMTN93 : Le total de l'émission s'élève à 3 500 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours ne comprend pas les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (anciennement l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique) d'une valeur de 95 millions de dollars.

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2007

110. DMTN30 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré des porteurs à la date d'échéance initiale, le 5 décembre 2002, et est prorogable annuellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 décembre 2008. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,05 % la première année, moins 0,01 % la deuxième année, plus 0,03 % la troisième année, plus 0,05 % la quatrième année, plus 0,07 % la cinquième année, et plus 0,08 % les deux dernières années.
111. NK : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,3 millions de dollars dans la série NK.
112. EMTN Obligations en dollars australiens (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,93634 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,20 %.
113. DMTN107 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 5 mai 2006, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 mai 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 5 % la sixième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
114. EMTN65 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,37714 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,30 %.
115. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012 et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,72 %.
116. EMTN Obligations en rands sud-africains (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16629 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,89 %.
117. EMTN Obligations en dollars australiens : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,77463 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,11 %.
118. EMTN35 : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux de 6,55957 \$, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,72 %.
119. NZ : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,58460 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,23 %.
120. DMTN121 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 20 septembre 2006, et est prorogable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 20 septembre 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,4 % la quatrième année, de 4,6 % la cinquième année, de 4,90 % la sixième année, et de 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
121. KD : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux de 6,55957\$, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois plus 0,11 %.
122. ND : La Province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 10 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012099 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,48 % sur 121 millions de dollars; et au taux nominal de 1,88 % sur le solde de la dette s'élevant à 392 millions de dollars.
123. OIIC : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours est le montant payable à l'échéance.
124. DMTN99 : Le principal et les intérêts doivent être remboursés en versements semestriels de 90 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de l'encours s'élève à 428 millions de dollars, dont 357 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,50 % sur 357 millions de dollars aux fins de la SFIEO, et au taux de 3,26 % sur le solde de la dette qui s'élève à 71 millions de dollars.
125. EMTN72 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations dollars canadiens au taux de change de 0,79730 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %.

## ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2007

126. EMTN Obligations en rands sud-africains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16514 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
127. DMTN117 : Les obligations ont été émises moyennant une prime de 47,5 millions de dollars.
128. DMTN102 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs du 8 mars 2009 à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. En cas de prorogation, les porteurs ont l'option d'échanger ces obligations contre des obligations de la série DMTN61 le 18 mars 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3 % jusqu'au 8 mars 2009 et de 5,85 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,25 %
129. DMTN108 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 3 mai 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 3 mai 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, de 3,75 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 5,5 % la cinquième année, et de 6,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
130. LE : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 15 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,13 % sur 100 millions de dollars.
131. Europe Obligations en francs suisses : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 625 millions de ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,99115 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,13 % sur 596 millions de dollars.
132. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87508 \$. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %
133. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,94 %.
134. DMTN100 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 3,71 %.
135. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
136. EMTN74 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,16 %.
137. DMTN161 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,62 %.
138. MU : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 6,36 %.
139. EMTN42 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 5,59 % sur 150 millions de dollars.
140. DMTN130 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêts sur cette dette au taux fixe de 4,47 %.
141. SOHL : Les débetures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.

**TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE  
L'ONTARIO (SFIEO)**

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007**

	2007	2006
	\$	\$
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	(2 994 595 263)	(1 055 880 289)
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(119 000 000)	-
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	2 881 814 242	1 652 280 542
à court terme (net) .....	103 965 000	464 403 500
	-----	-----
Augmentation (diminution) nette des débetures et billets aux fins de la SFIEO .....	<u>(127 816 021)</u>	<u>1 060 803 753</u>
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	639 121 328	589 815 725
à court terme .....	65 687 700	34 422 689
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	186 368 802	186 368 802
	-----	-----
	891 177 830	810 607 216
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursements d'emprunt à partir:		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	2 994 595 263	1 055 880 289
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	119 000 000	-
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	(2 881 814 242)	(1 652 280 542)
à court terme (net) .....	(103 965 000)	(464 403 500)
	-----	-----
Avances nettes .....	<u>127 816 021</u>	<u>(1 060 803 753)</u>
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme .....	(639 121 328)	(589 815 725)
à court terme .....	(65 687 700)	(34 422 689)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(186 368 802)	(186 368 802)
	-----	-----
	(891 177 830)	(810 607 216)
	-----	-----



## **section 4**

# **Autres annexes supplémentaires**



## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2006	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Solde au 31 mars 2007
	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales:</b>				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux.....	26 801 609	4 853 000	5 688 468	25 966 141
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités .....	114 610	-	3 512	111 098
<b>Ministère de la Culture:</b>				
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	75 837
<b>Ministère de Développement économique et du Commerce:</b>				
• Palladium Finance Corporation III .....	11 063 512	-	2 128 792	8 934 720
Moins : Provision pour créances douteuses .....	(11 063 512)	2 128 792	-	(8 934 720)
Total – Palladium Finance Corporation III.....	-	2 128 792	2 128 792	-
• Constitution en pers. morale – Bombardier .....	29 400 000	-	4 900 000	24 500 000
• Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. ....	89 541 178	26 096 192	-	115 637 370
Moins : Escompte non amorti.....	(78 475 071)	-	21 767 332	(100 242 403)
Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob. ..	11 066 107	26 096 192	21 767 332	15 394 967
• Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe .....	-	10 663 216	-	10 663 216
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	1 969 882	(1 969 882)
Moins : Provision pour créances douteuses .....	-	-	213 264	(213 264)
Total Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe .....	-	10 663 216	2 183 146	8 480 070
<b>Ministère des Finances :</b>				
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario * .....	535 247 796	-	143 527 303	391 720 493
Commission de transport Ontario Northland * .....	34 382 065	-	2 679 433	31 702 632
Commission de transport Ontario Northland – marge de crédit .....	15 000 000	-	-	15 000 000
Corporation de la ville de Windsor.....	22 511 831	-	-	22 511 831
Office de l'électricité de l'Ontario * .....	710 883 713	-	635 310 579	75 573 134
Centre Centennial des sciences et de la technologie * .....	9 000 000	-	3 000 000	6 000 000
Conseils scolaires .....	-	757 635 736	-	757 635 736
Société ontarienne de travaux d'infrastructure – amarge de crédit.....	-	20 000 000	-	20 000 000
Total des prêts - Office ontarien de financement....	1 327 025 405	777 635 736	784 517 315	1 320 143 826

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2006	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Solde au 31 mars 2007
	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère des Finances (suite) :</b>				
• Ontario Power Generation* .....	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.* .....	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure .....	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	1 157 522 488	384 484 806	238 000 000	1 304 007 294
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme .....	(51 783 550)	48 076 520	-	(3 707 030)
• Aide sous forme de prêt – Stelco .....	37 500 000	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti .....	1 788 000	-	-	1 788 000
	-----	-----	-----	-----
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco.....	35 712 000	-	-	35 712 000
	-----	-----	-----	-----
• Effet à recevoir de Teranet .....	20 000 000	-	20 000 000	-
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)* .....	308 000 000	-	11 000 000	297 000 000
Moins : Escompte non amorti .....	(150 836 560)	5 387 020	-	(145 449 540)
	-----	-----	-----	-----
Solde du FGPR .....	157 163 440	5 387 020	11 000 000	151 550 460
	-----	-----	-----	-----
• Fins municipales .....	10 000	-	10 000	-
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario....	249 151	-	1 562	247 589
<b>Ministère des Affaires municipales et du Logement :</b>				
• <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i> .....	381 670	-	81 637	300 033
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles .....	370 396	-	36 870	333 526
<b>Ministère du Développement du Nord et des Mines :</b>				
• Commission de transport Ontario Northland.....	35 207 935	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	-	20 000 000	20 000 000	-
<b>Ministère du Renouvellement de l'infrastructure public :</b>				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario .....	5 158 078	-	-	5 158 078

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2006	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Solde au 31 mars 2007
	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère de la Recherche et Innovation:</b>				
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	-	4 000 000	-	4 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	625 102	(625 102)
Moins : Provision pour créances douteuses .....	-	-	1 200 000	(1 200 000)
	-----	-----	-----	-----
Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation ...	-	4 000 000	1 825 102	2 174 898
	-----	-----	-----	-----
<b>Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :</b>				
• Collège Sheridan.....	1 700 000	-	1 700 000	-
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	13 354 806	2 649 000	612 961	15 390 845
Moins : Provision pour créances douteuses .....	(444 000)	-	148 000	(592 000)
	-----	-----	-----	-----
Solde, prêts pour l'acquisition d'outils de travail ...	12 910 806	2 649 000	760 961	14 798 845
	-----	-----	-----	-----
• Prêts aux étudiants.....	815 265 365	67 828 299	43 835 878	839 257 786
Moins: Provision pour créances douteuses.....	(692 975 560)	-	20 393 558	(713 369 118)
	-----	-----	-----	-----
Total Prêts aux étudiants.....	122 289 805	67 828 299	64 229 436	125 888 668
	-----	-----	-----	-----

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

\* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débetures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débetures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. Une provision pour créances douteuses a été imputée relativement à la valeur nominale totale du prêt. Environ un dixième de la valeur nominale du prêt peut être radié chaque année en contrepartie de la provision pour créances douteuses. De plus, d'autres radiations pourraient se produire si des événements spéciaux ont lieu à Scotiabank Place (anciennement le Corel Centre), qui procurent des avantages économiques à la province de l'Ontario.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province. On prévoit que ce billet sera remboursé en entier d'ici 2011-2012.

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, un programme de prêts remboursables pluriannuel de 500 millions de dollars, a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres du conseil d'administration de la Société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de 794 millions de dollars à la SLJO (encours au 31 mars 2007 – 392 millions) a été accordé le 30 juin 2004 pour l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3821 %, vient à échéance en juin 2009.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les débentures de la CTON (au 31 mars 2007, encours de 32 millions de dollars) ont été initialement émises en six étapes : elles viendront à échéance entre 2008 et 2031, à des taux d'intérêt variant de 4,717 % à 6,37 %.

En outre, les marges de crédit de fonctionnement de la CTON ont été prolongées jusqu'en mars 2008 aux termes d'un décret émis le 16 février 2006. Elles sont maintenant de 15 millions de dollars. Au 31 mars 2007, le montant total de 15 millions de dollars avait été utilisé (2006 – 15 millions de dollars), à un taux d'intérêt de 4,46 %.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Cette débenture de 20 ans, au taux de 6,41 %, vient à échéance en mars 2021.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais une société sans but lucratif. L'OOF a accordé à l'OEO une facilité de crédit renouvelable de 975 millions de dollars venant à échéance le 31 décembre 2010 et devant servir principalement au financement des coûts liés à la réduction des factures d'électricité au niveau de la grille tarifaire réglementée. Le montant non réglé au 31 mars 2007 était de 76 millions de dollars. Le taux d'intérêt s'appliquant au prêt en cours est de 4,40 %.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Des prêts nets de 6 millions de dollars étaient en cours le 31 mars 2007, (2006 – 9 millions de dollars) à 4,23 %. Les prêts seront remboursés en versements échelonnés jusqu'au 15 mars 2013.

En novembre 2006, dans le cadre de l'initiative « Lieux propices à l'apprentissage », l'OOF a accordé aux conseils scolaires des prêts totalisant 758 millions de dollars au 31 mars 2007. Les conseils scolaires s'engagent à effectuer des remboursements semestriels à capital constant durant 25 ans. Les prêts portent intérêt à un taux de 4,56 %.

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), qui a été constituée en tant qu'organisme de la Couronne en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars le 23 juin 2006. Infrastructure Ontario a contracté son premier prêt en vertu de cette facilité de crédit le 16 octobre 2006 et, au 31 mars 2007, la société avait emprunté 20 millions de dollars à des taux d'intérêt variant de 4,12 % à 4,35 %. Les dates d'échéance des prêts vont d'octobre 2009 à février 2010.

Le 1<sup>er</sup> avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1<sup>er</sup> avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La province de l'Ontario a accordé à la Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants approuvés ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2007, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 3,7 millions de dollars. Elle a investi ce montant auprès de la province.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

La province a terminé la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, elle a convenu de suspendre le versement de redevances par Teranet pour une période de 13,67 années en échange d'un paiement forfaitaire de 205 millions de dollars. Par conséquent, une partie du produit de la vente (205 millions de dollars) a été reportée et imputée aux revenus pendant la période de suspension des redevances de 13,67 années.

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subsides s'élevant à 23 497 000 \$ pour l'exercice 2006-2007 (24 366 000 \$ en 2005-2006). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 10 668 000 \$ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2007 (2005-2006 perte nette de 15 281 000 \$ pour la période de 15 mois).

Développement économique : le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé une aide financière à court terme de 20 000 000 \$ à des conditions commerciales à une entreprise du Nord de l'Ontario afin de l'aider à se restructurer. L'aide financière a été remboursée intégralement au cours de l'exercice.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration initiale de technologies, de procédés et (ou) de produits innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se sont révélées parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. On donnera la préférence aux technologies associées à la biologie, à l'environnement et aux énergies de remplacement. Le financement devra servir à des activités de démonstration des technologies à l'étape de projet pilote. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 pour cent des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 \$ à au plus 4 000 000 \$ par projet. Elle sera garantie et pourra prendre la forme de prêts à terme ou d'encouragement, de prêts-subventions, de participation au capital social ou d'accords de redevances.

Le prêt consenti au Collège Sheridan portait sur la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET), qui a ouvert ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt a commencé en janvier 2001 et a été effectué intégralement au 31 mars 2007.

---

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

**FONDS ET AUTRE PASSIF**  
**Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2006	Transactions nettes	Solde au 31 mars 2007
	\$	\$	\$
<b>Ministère du Procureur général :</b>			
• Fonds d'aide aux victimes .....	79 387 758	(7 718 301)	71 669 457
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> .....	1 817 724	(492 451)	1 325 273
• Produits de la criminalité .....	2 235 605	602 084	2 837 689
<b>Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :</b>			
• Produits de la criminalité .....	2 928 490	2 101 709	5 030 199
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique .....	5 458 782	(31 204)	5 427 578
<b>Ministère de l'Environnement :</b>			
• Fonds en fiducie d'assurance .....	13 585 011	3 300 009	16 885 020
• Fonds en fiducie des lieux d'élimination des déchets .....	1 921 345	53 200	1 974 545
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets .....	1 404 584	38 892	1 443 476
<b>Ministère des Finances :</b>			
• Prélèvements des régies locales des services publics .....	1 201 678	87 179	1 288 857
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles .....	23 830 438	4 651 126	28 481 564
• Réserve pour chèques en circulation .....	17 865 010	2 469 389	20 334 399
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives .....	15 839 484	2 477 836	18 317 320
<b>Ministère des services gouvernementaux :</b>			
• Dépôts — jeux et alcools .....	5 071 741	(312 128)	4 759 613
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières .....	17 028 744	361 939	17 390 683
Pensions et prestations supplémentaires:			
• Caisse de retraite des juges provinciaux .....	453 474 807	45 090 376	498 565 183
• Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts .....	40 771 597	5 248 365	46 019 962
• Au-delà des prestations suppl. max. – RRF .....	74 391 040	33 728 669	108 119 709
• Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO .....	1 781 877	600 687	2 382 564
• Fonds de rendement du projet Réseau intégré .....	3 260 290	78 931	3 339 221

## FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2006	Transactions nettes	Solde au 31 mars 2007
	\$	\$	\$
<b>Ministère de la Santé et Soins de longue durée :</b>			
• Réserve pour chèques en circulation .....	15 902 209	136 889	16 039 098
<b>Ministère des Affaires municipales et du Logement :</b>			
• Fonds de péréquation de la RGT .....	1 331 684	(1 331 684)	-
<b>Ministère des Richesses naturelles :</b>			
• Dépôts des clients .....	40 360 006	(39 534 288)	825 718
• Fonds de reboisement .....	6 737 463	(1 680 156)	5 057 307
• Pêche et faune .....	17 169 805	(4 802 924)	12 366 881
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i> .....	10 693 585	1 060 799	11 754 384
<b>Ministère du Développement du Nord et des Mines :</b>			
• Fonds de réhabilitation des mines .....	16 664 275	1 636 437	18 300 712
<b>Ministère des Transports :</b>			
• Programme international d'immatriculation .....	9 028 463	1 994 751	11 023 214
• Régies des routes locales .....	2 154 477	533 525	2 688 002
• Prestation des services – Examens de conduite .....	4 047 293	448 386	4 495 679
<b>Divers ministères – Autres dépôts :</b>	9 740 889	(1 294 960)	8 445 929

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

## FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Les prélèvements des régies locales des services publics sont combinés aux paiements effectués au titre de l'impôt foncier provincial et transférés aux régies tous les trimestres. Au 31 mars 2007, le ministère des Finances avait en sa possession la somme de 1 288 857 \$ devant être transférée aux régies locales des services publics.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2007.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2007.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2007, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 4 210 564,45 \$ et ceux relatifs aux alcools à 549 048,97 \$, soit un montant total pour ce compte de 4 759 613,42 \$.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

**FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré comprend un montant déposé par EDS Canada Inc. et certaines contributions du gouvernement qui serviront au financement de la portion assumée par le gouvernement des investissements potentiels visant à réduire les frais de service et à l'accumulation d'économies réalisées avant que celles-ci ne soient partagées entre EDS Canada Inc. et le gouvernement.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2007.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2007, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

L'Assemblée législative a approuvé un redressement unique de la redevance pour le bois d'œuvre. Cela a fait en sorte que les paiements versés par les clients ont été supérieurs aux redevances rajustées devant être versées à la Couronne. Les paiements excédentaires seront appliqués aux redevances futures ou remboursés aux clients, selon le cas.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

**FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin****Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

## PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2007

## PRÊTS GARANTIS

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2007	Références
		%	\$	
<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES</b>				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles .....	2006-07	Divers	7 000 000	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement.....	2006-07	Divers	12 500 000	(1)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales .....	2006-07	Divers	7 800 000	(2)
<b>TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES .....</b>			<b>27 300 000</b>	
<b>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE</b>				
<i>Loi sur les sociétés de développement</i>				
Total des prêts garantis à diverses sociétés.....	Divers	Préférentiel+1	106 000	
Programme Jeunes entrepreneurs .....	2001-05	Préférentiel+1	1 360 583	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE .....</b>			<b>1 466 583</b>	
<b>MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>				
Banque de Montréal – Cartes pour les déplacements des employés .....	2006	N/A	5 000 000	
Prêts contractés par la Société de logement de l'Ontario auprès de la Société hypothécaire Scotia .....	1971-76	Divers	13 970	(3)
<b>TOTAL, MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....</b>			<b>5 013 970</b>	
<b>MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT</b>				
Société de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon ».....	1989	Divers	166 127 703	(4)
<b>TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT .....</b>			<b>166 127 703</b>	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES  
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

**AUTRES**

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2007	Références
		%	\$	
<b>MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES</b>				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce .....	1969	4.28	1 000 000	
Kirkland Lake Engineered Wood Products .....	2007	Canada 5 ans + 75 points	8 000 000	
Fibratech Manufacturing, Inc. ....	2005	7	2 000 000	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....</b>			<b>11 000 000</b>	
<b>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES</b>				
Algoma Central Railway .....	1995	S.O.	6 200 000	
Porcupine Joint Venture .....	1999	S.O.	7 000 000	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES .....</b>			<b>13 200 000</b>	
<b>MINISTÈRE DU TOURISME</b>				
Société d'exploitation de la Place Ontario – Évaluation foncière.....	2006	S.O.	13 500 000	
Commission des parcs du Niagara.....	2006	S.O.	4 000 000	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DU TOURISME.....</b>			<b>17 500 000</b>	
<b>MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS</b>				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	789 687 845	
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	78 955 569	
Catégorie C.....	Divers	Préférentiel+1	874 183 699	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....</b>			<b>1 742 827 113</b>	
<b>TOTAL DES PRÊTS GARANTIS .....</b>			<b>1 984 435 369</b>	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES  
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2007**

**AUTRES**

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2007	Références
		%	\$	
<b>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</b>				
Réseau GO – Willowbrook.....	2005	S.O.	30 000 000	
Autres emplacements du Réseau GO.....	2005	S.O.	1 800 000	
Remaniement des services locaux – garage d'autobus de Hamilton .....	2005	S.O.	500 000	
<b>TOTAL, MINISTÈRE DES TRANSPORTS.....</b>			<b>32 300 000</b>	
<b>MINISTÈRE DES FINANCES</b>				
Ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario – Dépôts à terme .....	2003	S.O.	96 172 388	(5)
Société ontarienne d'aménagement municipal .....	1991	9,61 to 11,25	79 021 000	(6)
Société ontarienne d'assurance-dépôts .....	2007	Divers	10 000 000	(7)
Facilités de crédit accordées par la Desjardins Credit Union :				
À la Waterloo-Oxford Co-operative Inc. ....	2006	Préférentiel – 1,5	4 110 000	(8)
À la Huron Bay Co-operative Inc. ....	2006	Préférentiel – 1,5	3 000 000	(9)
À la Madoc Co-operative Association .....	2006	Préférentiel – 1,5	2 100 000	(10)
À la Manitoulin Livestock Co-operative.....	2006	Préférentiel – 1,5	700 000	(11)
À la Cochrane Farmers Co-operative.....	2006	Préférentiel – 1,5	300 000	(12)
Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association.....	2005	4,75	600 000	(13)
<b>TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....</b>			<b>196 003 388</b>	
<b>TOTAL DES AUTRES GARANTIES .....</b>			<b>228 303 388</b>	
<b>TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL.....</b>			<b>2 212 738 757</b>	

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR  
LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin****Au 31 mars 2007****Références :**

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 \$.
3. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
4. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 \$) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
5. Lors de la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) à Desjardins Credit Union le 31 mars 2003, la province a accordé une garantie d'au plus cinq ans, soit jusqu'au 31 mars 2008, pour les dépôts à terme de la CEO (principal et intérêt) achetés au plus tard le 31 mars 2003. Au 31 mars 2007, le solde des dépôts à terme garantis était de 96 millions de dollars.
6. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
7. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable offerte par la Banque Canadienne Impériale de Commerce à la Société d'assurance-dépôts de l'Ontario (SOAD) pour une période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2007. Le montant maximal garanti est de 10 millions de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La SOAD versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,005 % de la facilité de crédit plus 0,05 % des emprunts réels.
8. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Waterloo-Oxford Cooperative Inc. (WOC) pour une période commençant le 4 juillet 2006 et se terminant le 3 juillet 2007. Le montant maximal garanti est de 4,11 millions de dollars incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La WOC versera à la province une commission de garantie de 0,005 % du montant réellement emprunté.
9. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Huron Bay Cooperative Inc. pour une période commençant le 29 juin 2006 et se terminant le 28 juin 2007. Le montant maximal garanti est de 3 millions de dollars incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La HBC versera à la province une commission de garantie de 0,005 % du montant réellement emprunté.
10. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Madoc Co-operative Association (MCA) pour une période commençant le 5 juillet 2006 et se terminant le 5 juillet 2007. Le montant maximal garanti est de 2,1 millions de dollars incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La MAC versera à la province une commission de garantie de 0,005 % du montant réellement emprunté.
11. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Manitoulin Livestock Co-operative (MLC) pour une période commençant le 10 juillet 2006 et se terminant le 9 juillet 2007. Le montant maximal garanti est de 0,7 million de dollars incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La MLC versera à la province une commission de garantie de 0,005 % du montant réellement emprunté.
12. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Cochrane Farmers Co-operative (CFC) pour une période commençant le 10 juillet 2006 et se terminant le 9 juillet 2007. Le montant maximal garanti est de 0,3 million de dollars incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La CFC versera à la province une commission de garantie de 0,005 % du montant réellement emprunté.
13. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 5 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2007\*

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
4. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
5. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
6. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou d'une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
7. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
8. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
9. Anne et Alexander Larcade; cette demande proposée en dommages-intérêts a été présentée au nom d'enfants ayant des besoins particuliers, tels que définis dans la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.
10. Pearson c. Inco Ltd., ministère de l'Environnement, etc. La demande fait suite à la contamination présumée de Port Colborne par des polluants déversés par une raffinerie d'Inco.
11. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
12. Frank Defazio et al c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et al.; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
13. Dumoulin c. la Société immobilière de l'Ontario et Sa Majesté la Reine; le plaignant demande des dommages-intérêts au nom de tous les membres du groupe proposé de personnes qui auraient pu être affectées par de la moisissure et d'autres substances nocives présentes dans le palais de justice de Newmarket.
14. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
15. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
16. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
17. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
18. Deep, D' Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
19. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2007\*

20. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
21. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
22. Virus du Nil occidental. Les plaignants allèguent que la province n'a pas fait de tests suffisants et n'a pas pris les mesures qui s'imposaient pour lutter contre la flambée de la maladie qui a eu des effets débilants et a même entraîné la mort.
23. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
24. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
25. Aylmer Meat Packers Inc. Le plaignant allègue que le ministère des Richesses naturelles et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont injustement saisi ses installations de conditionnement de la viande au 9450 Springfield Road le 21 août 2003 et que cette pratique se poursuit encore aujourd'hui.
26. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
27. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
28. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
29. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
30. Shokri-Razghi, Sarah, allègue que, pendant qu'elle demandait un prêt d'entreprise à la Banque TD, on lui a demandé de signer des documents. Elle a rejeté le prêt et a demandé qu'on lui rende ces documents. Elle prétend qu'elle a été arrêtée et torturée puis accusée de méfait.
31. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
32. Wong, Anthony, allègue qu'il a été arrêté et accusé du meurtre de Damien Barnaby en 2001. Il a subi un procès et été acquitté le 29 juillet 2004.
33. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défenseurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
34. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
35. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défenseurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
36. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique du plaignant, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits du plaignant garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer le plaignant dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle le plaignant devait être évalué en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, le plaignant a été placé dans le centre de détention régional Innes Road.
37. Abou-Elmaati, Ahmad : déclaration de demande en dommages-intérêts pour négligence, diffamation, libelle, calomnie, séquestration, voies de fait, complot, complicité en vue de commettre un acte de torture, abus de la charge publique et non-respect des articles 7, 8, 9, 12 et 15 de la Charte par plusieurs organismes du gouvernement du Canada. Le plaignant allègue que la décision des défenseurs de transmettre des renseignements et des documents aux autorités syriennes et égyptiennes a mené à la détention du plaignant pendant une longue période en Syrie et en Égypte où il aurait été interrogé et torturé et aurait subi des traitements cruels, inhumains et dégradants.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2007\*

38. Strong, John : demande en dommages-intérêts pour enquête négligente relativement aux refus des prestations de sécurité professionnelle et d'assurance contre les accidents du travail du demandeur. Ce dernier allègue qu'un agent de la Police provinciale de l'Ontario a omis d'enquêter adéquatement sur ses préoccupations concernant le processus relatif à la sécurité professionnelle et à l'assurance contre les accidents du travail.
39. Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 25 juillet 2004.
40. Cottle, Charlene : déclaration selon laquelle la demanderesse allègue avoir été victime d'obstruction malicieuse, d'abus de pouvoir et de violation de ses droits. La demanderesse a été reconnue coupable de voies de fait causant des lésions corporelles et d'agression armée le 6 septembre 2006.
41. Ketenjian, Vahe : allégation de tromperie, de fraude, de parjures et d'activités malveillantes à l'endroit des gouvernements du Canada et de l'Ontario.
42. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.
43. Chuang, David, D<sup>r</sup>, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour conduite sexuelle.
44. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
45. British Energy Limited : demande visant une déclaration selon laquelle la convention de fiducie constitue une pénalité et est illégale, nulle et (ou) inexécutable, et une ordonnance annulant la convention de fiducie de 2003. Cette demande est liée aux pertes encourues à la suite de retard dans la remise en service des réacteurs 3 et 4 de Bruce A.
46. Wareham, Janice Ann : demande en dommages-intérêts pour infractions à l'article 7 et au paragraphe 15 (1) de la Charte pour négligence systémique et action fautive dans le cadre d'une charge publique. La demanderesse exige que soit rendue une ordonnance attestant cette poursuite comme étant un recours collectif, au nom des personnes qui ont présenté une demande dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.
47. Palu-Corbelli Corporation : demande en dommages-intérêts pour assertion inexacte et négligente, bris de contrat dans le cadre du programme Patrimoine vital de l'Ontario et omission de SMR d'exécuter le contrat en toute bonne foi. Les allégations stipulent que le ministre a refusé d'accorder le permis d'extraction d'agrégats en 1999, en 2001 et en 2004.
48. Hotz, Sandra, et col. et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario : recours collectif contre la Société des loteries et des jeux de l'Ontario relativement à une allégation récente de réclamations frauduleuses liées à des billets gagnants par des détaillants et des initiés concernant des loteries organisées sous les auspices de la SLJO.
49. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
50. Hamilton Kilty Hockey Club Inc. c. l'Ontario; l'auteur de la demande est un organisme de bienfaisance autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du *Code criminel* du Canada à administrer une loterie de billets à fenêtre (billet de loterie que l'on ouvre pour savoir si on a gagné ou non un prix). L'Ontario perçoit des droits équivalant à 5 % de la valeur nominale de chaque billet de loterie avant la distribution du produit de la loterie. L'auteur de la demande estime que les droits perçus ne sont pas conformes aux dispositions du *Code criminel*.
51. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
52. Hartley, Mason, demande en dommages-intérêts pour cause de négligence de la part du MSSC et de violation des droits conférés par la Charte à la suite du défaut de créer et de dispenser adéquatement le Programme intensif d'intervention précoce auprès des enfants autistes.
53. Rigillio c. l'Ontario : demande présentée en vertu de la Charte relativement aux services offerts aux personnes sourdes et aveugles. À l'étape des plaidoiries et de la certification.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2007\*

54. Kam-Tim Tong et Chatterjee et al. Demande portant sur la conversion d'un bien confisqué en vertu de la loi sur les recours civils de l'Ontario, que l'on allègue être non constitutionnelle.
55. Sagharian c. l'Ontario, le ministère de l'Éducation, le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée : recours collectif pour les enfants de l'Ontario souffrant du trouble du spectre autistique.
56. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
57. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
58. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
59. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
60. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
61. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake n° 58.
62. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
63. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
64. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
65. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
66. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
67. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
68. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
69. Chapleau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiduciaire. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
70. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
71. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
72. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
73. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
74. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
75. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
76. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
77. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
78. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
79. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
80. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
81. Demande de rente présentée par la Première nation de Red Rock; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
82. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocation de Samuel Peters Jarvis en 1837.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2007\*

83. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
84. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
85. Conseil Mushkegouk (Onasburgh), demande concernant les Cris du bassin versant de la baie d'Hudson et de la baie James et la concession promise de la Terre de Rupert.
86. Kakeway, George, demande concernant cinq poursuites par la bande de Partage près de Kenora relativement à un jugement déclaratoire selon lequel certaines îles font partie de la réserve de la bande et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande etc., et demande de dommages-intérêts.
87. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
88. Bande et nation indiennes de Samson au sujet de la violation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et de l'article 15 de la Charte.
89. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
90. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
91. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
92. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
93. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
94. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
95. Litige relatif au SRAS, Abarquez et col. (aussi appelé recours AIIO ou recours Boynton) : des infirmières et des infirmiers ont contracté le SRAS à l'Hôpital général de North York, à l'Hôpital Mount Sinai, à l'Hôpital Sunnybrook et à l'Hôpital Grace de l'Armée du salut de Scarborough dans le cadre de leur emploi à la suite des directives communiquées par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée ou le Centre provincial des opérations.
96. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
97. Hartmann, Peter V. : demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot de fraude dans une instance de divorce, lui causant des pertes financières, une souffrance morale, des problèmes de santé et une dépression durable.
98. Hassum, Amanda : recours collectif. Les demandeurs soutiennent que la perception et la collecte de frais accessoires reliés aux droits de scolarité par les collèves d'études postsecondaires de l'Ontario étaient illégaux et ont causé un préjudice aux gens prenant part au recours collectif proposé.
99. Xu, Benjamin Rui Bin : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue que, pendant qu'il était isolé au centre de détention d'Ottawa-Carleton, un détenu lui a volé sa nourriture, l'a battu et l'a insulté du 2 au 5 mars 2007
100. Cottle, Charlene : plaideuse tracassière demandant des dommages-intérêts contre les juges relativement à une action en justice devant le tribunal de la famille et au retrait de la garde de son enfant.
101. Karchut, Boleslaw : réclamation pour négligence, violation de devoir fiduciaire, abus de confiance, tromperie, fraude, rupture de contrat et assertion inexacte et négligente.
102. Ayok Chol : demande selon laquelle le demandeur allègue, entre autres, que les procureurs de la Couronne ont présenté des preuves fausses et trompeuses dans le cadre de poursuites découlant d'une plainte du 9-1-1.

\* Mise à jour des changements jusqu'à la date de publication des Comptes publics.



Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca).

Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à [www.publications.serviceontario.ca](http://www.publications.serviceontario.ca).

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at [www.publications.serviceontario.ca](http://www.publications.serviceontario.ca). For electronic access, visit the Ministry of Finance website at [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca).

